

L'Économie Humaniste

Objectifs. Réalités. Responsabilités



Valeriu Ioan-Franc

Legado Académico N° 2

L'Économie humaniste

Objectifs. Réalités. Responsabilités

*Contributions à l'Ecole d'économie humaniste
de Barcelone*

Valeriu Ioan-Franc

*Académicien Correspondant
pour la Roumanie*

Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras

Publicaciones de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras

Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras. Observatorio de Investigación Económico-Financiera

“L’Économie Humaniste. Objectifs, Réalités, Responsabilités”. Contributions à l’Ecole d’économie humaniste de Barcelone. / Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras.

Bibliografía

ISBN- 978-84-09-81112-0

I. Título	II. Ioan Franc, Valeriu	III. Colección Legados Académicos	
1. Economía	2. Legado	3. Académico	4. Escuela de Economía Humanista de Barcelona

La Academia no se hace responsable de las opiniones científicas expuestas en sus propias publicaciones.

(Art. 41 del Reglamento)

Editora: ©2025 Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, Barcelona.
Fotografías: ©2025 Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, Barcelona.
www.racef.es

Contribuciones de: Andrei-Marius Diamescu

Académica Coordinadora: Ana Maria Gil-Lafuente

ISBN- 978-84-09-81112-0

Depósito legal: B 4696-2026



Obra producida en el ámbito de la subvención concedida a la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras por el Ministerio de Ciencia e Innovación.

Esta publicación no puede ser reproducida, ni total ni parcialmente, sin permiso previo, por escrito de la editora. Reservados todos los derechos.

Impreso y encuadernado en España por Ediciones Gráficas Rey, S.L. —c/Albert Einstein, 54 C/B, Nave 12-14-15
Cornellà de Llobregat—Barcelona

Impresión diciembre 2025



Esta publicación ha sido impresa en papel ecológico ECF libre de cloro elemental, para mitigar el impacto medioambiental

L'Économie humaniste

Objectifs. Réalités. Responsabilités

*Contributions à l'Ecole d'économie humaniste
de Barcelone*

Valeriu Ioan-Franc

La realización de esta publicación
ha sido posible gracias a



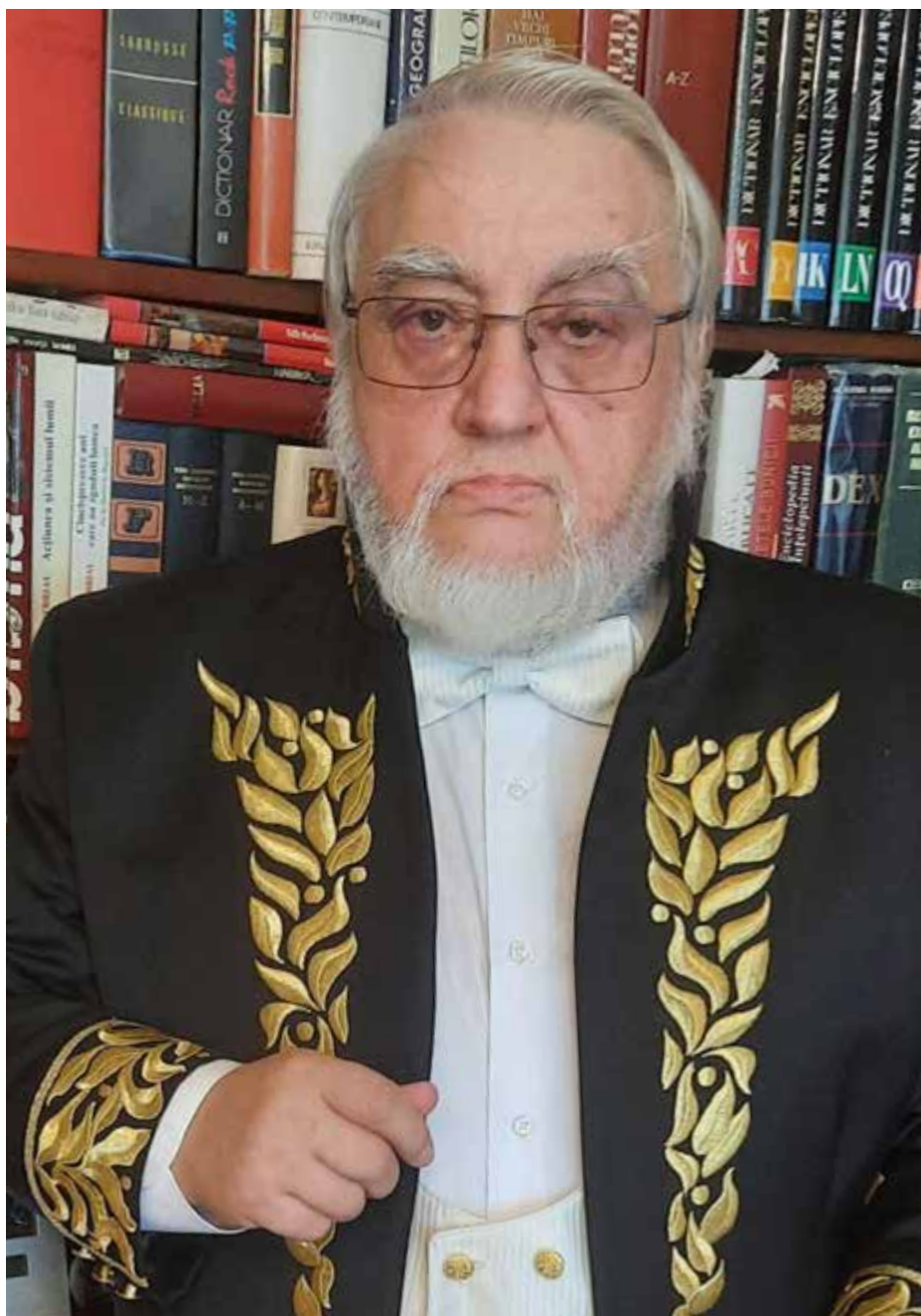
con la colaboración de



Legado Académico N.º 2

Crédits

Valeriu Ioan-Franc remercie Andrei-Marius Diamescu, docteur en sciences économiques, lui-même auteur du domaine, pour sa remarquable contribution à la compilation de cet ouvrage, dédié à l'École d'économie humaniste de Barcelone.



Valeriu Ioan-Franc

Académicien Correspondant pour la Roumanie

*Le livre
rassemble les interventions
à l'École d'économie humaniste de Barcelone
de l'Académie Royale
des Sciences Economiques et Financières (RACEF)
de l'Institut d'Espagne,
soutenus
au cours des années 2015-2025.
L'ouvrage est un hommage
pour l'initiateur et animateur
de l'École d'économie humaniste,
Acad. Jaime Gil Aluja,
président de la RACEF,
tant pour la liberté d'expression
accordée aux participants,
que pour l'amitié et l'appréciation
qu'ils portent
à la recherche
académique roumaine.*

A SAVOIR (AU LIEU D'AVANT-PROPOS)

Encouragés, année après année, par l'accueil favorable réservé à nos interventions sur le thème des débats au sein du Barcelona Economics Network (BEN), pour la promotion de l'économie humaniste, nous réfléchissons, depuis 2024, à la publication de cet ouvrage.

L'économie humaniste est un concept – voire une idéologie, diront certains – judicieusement orienté par l'académicien Jaime Gil Aluja, président de l'Académie royale espagnole des sciences économiques et financières (RACEF) de l'Institut d'Espagne vers nos préoccupations.

Ce livre se veut le fruit d'un travail d'un chercheur issu des milieux académiques, universitaires et de l'économie réelle, qui a abordé l'économie humaniste dans l'optique d'un avenir capable de transformer le monde de demain.

Tant que le monde dans lequel nous vivons semble atteindre ses limites, tant l'économie de marché paraît incapable de résoudre à elle seule les problèmes du troisième millénaire, nos interrogations et nos préoccupations n'en sont que plus légitimes. Nous pensons qu'il est nécessaire d'examiner attentivement le paradigme actuel des sciences économiques, indissociable du profit à tout prix, au détriment du bien commun, c'est-à-dire du bien de tous.

Dans cette perspective, la morale et la responsabilité sont appelées à guider, le plus souvent, nos approches de la nouvelle normalité. Il est impératif de suivre le chemin de la morale à la responsabilité, avec assurance et détermination, malgré les turbulences et les obstacles de toutes sortes.

BEN nous a fourni le cadre nécessaire pour formuler des questions et étayer nos recherches : L'Economie de marché, telle qu'elle se présente aujourd'hui, est-elle une garantie de démocratie et, implicitement, de bien-être ? L'État a-t-il encore un rôle de régulation dans le contexte actuel, ou est-il simplement devenu le protecteur du grand capital ? Qu'advient-il de la classe moyenne aujourd'hui ? Est-il encore pertinent de parler de

modération, dans un contexte où le profit semble régner en maître absolu sur le capitalisme ? Les instruments des statistiques classiques peuvent-ils encore mesurer et défendre la pleine réalité du développement économique ? Comment interpréter l'économie de la longévité dans un monde d'inégalités et de discriminations ? Comment juger du développement durable et de la soutenabilité, au-delà des espaces soumis à la mondialisation, avec ses gagnants et ses perdants, ou ses aspects moins reluisants, voire sombres ? L'économie de guerre nous ramènera-t-elle à une économie planifiée ?

Ce sont des questions que, forts de nos pouvoirs, de nos droits et devoirs de chercheur, nous nous posons afin de penser et de promouvoir le bien-être et l'allocation efficace des ressources, d'analyser et de trouver des alternatives pour une nouvelle approche de l'économie, en vue de construire un monde meilleur et plus solidaire, et un avenir tout aussi prometteur.

Ce sont des questions et, simultanément, des préoccupations auxquelles nous devons trouver ensemble les réponses les plus pertinentes pour élaborer les actions les plus bénéfiques.

Nous témoignons – notamment à travers cet ouvrage – que ces dernières années, Barcelone, l'Académie royale espagnole des sciences économiques et financières de l'Institut d'Espagne et le BEN ont été et demeurent le berceau de l'économie humaniste. Et sa responsabilité assumée est de guider vers la recherche des partenaires capables pour surmonter toutes sortes d'épreuves, pour poursuivre le chemin du bien-être pour tous – C'est à dire de l'économie humaniste.

Valeriu Ioan-Franc

*Membre de l'Académie Roumaine, Académicien Correspondant
pour la Roumanie de la RACEF*



SOMMAIRE

A savoir (au lieu d'avant-propos)	11
1. Reconstruire la paix : pour un autre demi-siècle de paix en Europe.....	17
2. Pour une approche holistique de l'économie.....	35
3. Préoccupations mondiales et responsabilité nationale, Geneva...	55
4. Le développement soutenable – une perspective humaniste	75
5. Cyber-Economy, le paradoxe de la Roumanie	93
6. L'intelligence artificielle – opportunités, responsabilité, inquiétudes.....	113
7. Richesse versus prospérité partagée – la clé de la moralité et de la responsabilité du développement soutenable. - Des questions qui nous inquiètent.....	125
8. Ne « jouons » plus au Dieu !	143
9. La crise d'après les crises – La crise de L'Humanité ?	161
10. Les personnes âgées entre le droit aux loisirs et marginalisation sociale	177
11. Une seule Europe, unie pour les prochaines générations d'Européens. Quelques questions qui nous inquiètent	193
12. Valoriser les identités nationales dans les processus globaux	211
13. Les « -ismes » et leurs racines.....	221
14. Gouvernance globale et Intégration Européenne vs Inégalité globale et Polarisation économique.....	237
15. Les conjonctures de la mondialisation.....	267
16. La reconfiguration de la vision stratégique de l'Union Européenne dans le contexte mondial et Européen.....	289

ADDENDUM

1. Globalisation 2020plus. Horizons et limites	309
2. Résumés - Abstracts	359
Galerie de photos	371
Publications du RACEF	381



1. RECONSTRUIRE LA PAIX : POUR UN AUTRE DEMI-SIÈCLE SANS GUERRE EN EUROPE*

- 1. La question de la paix sur le continent européen*
- 2. Le paysage européen dominé par les questions de sécurité et de défense*
- 3. Le Plan ReArm Europe/Readiness 2030*
- 4. Défis d'un point de vue stratégique*
- 5. La question de la reconstruction / rebâtir
ou de la construction / bâtir de la paix en Europe*

Références

* XXème Acte Internationale de l'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières / XX Sesión Internacional de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, "Solutions économiques et technologiques à la dégradation de l'écosystème de la planète" / "Soluciones económicas y tecnológicas a la degradación del ecosistema del planeta", Barcelone, 18-21 novembre 2025.

1.1. La question de la paix sur le continent européen

Conformément à l'agenda de la XXème réunion du BEN, placée sous le thème « *Nouveau projet européen pour un futur ordre mondial : définition et objectifs* », nous abordons ce sujet du point de vue de l'École d'économie humaniste de Barcelone. Bien que notre intervention fût prévue depuis le premier semestre de cette année (mai-juin), la décision de mettre en œuvre le présent texte a été confortée même par les travaux de la XXIIème édition du Séminaire international interacadémique « *Penser l'Europe* »¹, qui s'est tenue début octobre à Bucarest. Le thème de cette année était « *Soft power et hard power en Europe* ». **Les débateurs ont ajouté judicieusement** « *Smart power in Europe* ». Lors de notre intervention au séminaire, nous avons insisté sur l'idée d'un mix absolument nécessaire de coopération souple, de coopération ferme et de coopération intelligente, sous le signe de la paix. La paix qui, pour sa propre existence au sein de l'UE, a besoin de ces trois éléments pour survivre les cinquante prochaines années.

Dans cette perspective, nous attirons l'attention sur des considérations géoéconomiques ou géostratégiques, mais aussi sur les projets d'avenir de l'Union européenne, c'est-à-dire notre thème de notre débat.

1. Bien qu'apparemment « tendance », la question de la paix sur le continent européen est insuffisamment abordée et, surtout, résolue à une époque où la guerre est plus proche que jamais depuis la fin du plus grand conflit de l'histoire de l'humanité. Et lorsque nous disons « nous », nous désignons spécifiquement l'Union européenne, mais aussi l'OTAN, la guerre russo-ukrainienne étant éminemment une guerre européenne. Étonnamment, ou peut-être

¹ Le séminaire *Penser l'Europe* a été créé il y a 25 ans par les académiciens Eugen Simion, Thierry de Montbrial, Jaime Gil Aluja et Jacques de Decker, avec l'appui de la Fondation nationale pour la science et l'art – Académie roumaine. Au fil des années le séminaire, reconnu comme le Club des Amis de Bucarest, est, aujourd'hui, animé par l'académicienne Maya Simionescu, présidente exécutive de la Fondation.

pas, l'Europe semble se préparer à la guerre plutôt que de rechercher des solutions viables pour rétablir la paix sur le continent. Le « miracle » de la paix promis par le président américain Donald Trump pendant et après sa campagne électorale semble de plus en plus lointain, les négociations dites de « paix » sont dominées par des exigences irréconciliables des belligérants, et la rhétorique des chefs d'État des deux États en conflit ne faiblit pas. Dans ce contexte peu optimiste, l'action européenne se concentre presque exclusivement sur le soutien militaire, financier et économique à l'effort de guerre de l'Ukraine. De plus, alors que les espoirs de mettre fin à la guerre sont encore très minces et lointains, la politique européenne aborde des sujets majeurs tels que l'adhésion de l'Ukraine à l'UE, voire à l'OTAN, oubliant apparemment que ces références visent un pays en guerre avec la Fédération de Russie !

La « générosité » de telles initiatives, ainsi que leur équité, sont bien connues. Ce qui nous intrigue, en revanche, c'est l'opportunité de telles démarches, ainsi que leur utilité dans le contexte actuel. Sans être spécialistes des négociations de paix, nous pouvons néanmoins comprendre que, tant que de telles initiatives sont, en définitive, diamétralement opposées aux impératifs de paix du Kremlin, elles ne peuvent servir les difficiles négociations menées, avec divers médiateurs, en vue de parvenir à un accord de cessez-le-feu ! Et comme si toutes les tentatives et initiatives européennes visant à rétablir la paix dans la zone de proximité avaient échoué, l'Union européenne a lancé cette année le « Plan ReArm Europe/Readiness 2030 », un ambitieux programme d'armement, estimé à 800 milliards d'euros, principalement destiné à répondre aux menaces à la paix européenne générées par les actions de la Fédération de Russie et le terrorisme.

Si l'on ajoute à cette nouvelle initiative l'engagement des États membres de l'OTAN, pris au point 3 de la déclaration du sommet de La Haye en juin dernier, selon lequel, d'ici 2035, les alliés consacreront 5 % de leur PIB annuel aux investissements de défense, dont 3,5 % à la réalisation des objectifs de capacités nationales fixés au sein de l'Alliance et 1,5 % à d'autres projets², on se pose naturellement la question suivante : *cette récente « course aux armements » est-elle le nouveau projet européen pour un ordre mondial futur ?!* Il convient également de souligner que *l'objectif affiché du Plan RéArmer l'Europe/Réactivité 2030*, celui de *parvenir à la « paix par la force »*, n'est pas de ceux que l'on peut qualifier de « pacifiques », nous conduisant presque instantanément, nous tous, proches de nous et même plus jeunes, à la célèbre « doctrine de la dissuasion », intensément promue pendant la Guerre froide !

2 https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_236705.htm

1.2. Le paysage européen dominé par les questions de sécurité et de défense

Voilà donc un paysage européen dominé par les questions de sécurité et de défense, devenues aiguës du fait de la prolongation, peut-être plus longue que prévu, du conflit russo-ukrainien. L'Europe a semblé, pour ne pas dire été, surprise par cette guerre, que l'on pourrait objectivement qualifier de prévisible compte tenu des précédents russes en Abkhazie, en Ossétie du Nord ou en Crimée. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président américain Jimmy Carter et ancien professeur à l'Université Johns Hopkins, soulignait depuis 2008 que Vladimir Poutine n'accepterait pas « l'émancipation » de la Fédération de Russie d'États comme l'Ukraine ou la Géorgie, car « si l'Ukraine se retire, il n'y a aucune chance pour une Union slave et la Russie devient un simple État national », et « la Géorgie, car elle est cruciale dans le Caucase »³.

Cependant, l'Europe semble seulement avoir pris conscience des risques qu'il y aurait à « confronter » ses ambitions géopolitiques à celles de la Fédération de Russie et, par la même occasion, à la puissance militaire de cette dernière.

Une analyse publiée pas si longtemps par The Guardian révèle une réalité européenne peu favorable économiquement à l'Union : l'Union européenne aspire à l'indépendance en matière de défense, mais, en réalité, les États membres achètent chaque année des milliers d'armes et d'équipements militaires aux États-Unis !⁴

Malgré des efforts croissants pour renforcer leurs propres industries de défense, les États européens continuent de se tourner vers Washington pour leurs besoins militaires critiques. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : près de la moitié des avions de combat en service actif dans les forces aériennes européennes sont de fabrication américaine ; en 2024, au moins 38 F-35 ont été livrés par les États-Unis à la Belgique, au Danemark, à l'Italie, à la Norvège, aux Pays-Bas, à la Pologne et au Royaume-Uni ; de plus, les systèmes de défense antimissile américains dominent le continent, et la dépendance à l'égard des équipements américains est également manifeste pour les chars, les véhicules blindés et l'artillerie.

3 Brzezinski Z.; Scowcroft B., *America and the World; conversations on the future of american foreign policy*, Basic Books, a member of the Perseus Books Group, New York, 2008, p. 167

4 Clark A., *Armed by America: how Europe's militaries depend on the US – a visual analysis*, the Guardian, 24 Jun 2025 pe <https://www.theguardian.com/world/ng-interactive/2025/jun/24/visual-guide-can-europe-really-defend-itself-alone>

Au cours des cinq dernières années, l'UE-27, le Royaume-Uni, la Norvège et la Suisse ont acheté plus de 15 000 missiles, 2 400 véhicules blindés et 340 avions aux États-Unis, des chiffres qui dépassent largement le volume des échanges d'armes entre les États européens.

Parmi les principales puissances économiques européennes, seule la France achète plus de matériel militaire à l'Europe qu'aux États-Unis. Le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie maintiennent leur orientation pro-américaine en matière d'achats d'armes, comme le montre également l'analyse du *Guardian*. Enfin, selon le quotidien britannique, qui utilise des données publiées par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) et l'Institut international d'études stratégiques (IISS), l'Europe produit principalement des équipements militaires basés sur des technologies anciennes ou déjà établies, telles que les chars, les véhicules blindés et l'artillerie, domaines dans lesquels les industries nationales des États européens sont déjà bien développées et possèdent une solide expérience. En revanche, pour ce qui est des armes de pointe, comme les avions de combat modernes, l'Europe reste largement dépendante des importations, notamment américaines.

1.3. Le Plan ReArm Europe/Readiness 2030

Cette réalité, que nous n'hésiterons pas à qualifier d'inquiétante, suscite de sérieuses observations et interrogations quant au réalisme des objectifs proposés par le Plan ReArm Europe/Readiness 2030, que nous appellerons ci-après le Plan.

Premièrement, nous constatons que le Plan vise plutôt à identifier les ressources financières pouvant être allouées à l'équipement des armées des États européens, et non à l'armement proprement dit, comme son titre le suggère.

Cet aspect est d'autant plus difficile à comprendre que la première orientation d'action, énoncée dès l'introduction du Livre blanc sur le Plan ReArm Europe/Readiness 2030, prévoit de « soutenir l'industrie de défense de l'UE »⁵.

5 European commission, Introducing the White Paper for European Defence and the ReArm Europe Plan- Readiness 2030: "Urgently closing critical capability gaps and supporting the EU defence industry, including through simplification of legislation and easing of administrative burden, to be able to produce at the requested speed and volume." pe https://defence-industry-space.ec.europa.eu/eu-defence-industry/introducing-white-paper-european-defence-and-rearm-europe-plan-readiness-2030_en

L'absence de corrélation réaliste entre les besoins de dotation, les ressources financières disponibles et les capacités de production, ou entre les sources d'acquisition et la disponibilité des produits, risque de réduire le Plan à une simple déclaration d'intentions ou, tout au plus, à une perspective de mobilisation de ressources financières supplémentaires pour la défense (entre parenthèses, il convient de préciser que le document susmentionné fait trop peu référence à une « défense européenne commune », l'UE se limitant à « compléter et à multiplier les efforts individuels des États membres » !)⁶. *Il convient également de souligner que, depuis le lancement de ce Plan, des responsables européens, tels que les Premiers ministres espagnol et italien, ont contesté la pertinence du concept « RéArmer ».* Ces objections ne concernaient pas tant la concordance entre le titre et le contenu du projet proposé, mais plutôt la sensibilité des citoyens, et même de certains États, à l'objectif de « réarmement ».

Si l'on ajoute à ce contexte les objections du Premier ministre hongrois concernant la pertinence du soutien financier et militaire accordé à l'Ukraine, on peut se rapprocher d'une image compréhensible de l'unité européenne sur les questions abordées par le Plan, mais aussi des perspectives réalistes de leur concrétisation.

Une deuxième observation concerne l'horizon temporel auquel se réfère le Plan, un horizon que nous pourrions malheureusement qualifier d'irréaliste, notamment dans le cas où il viserait à la mise en place effective d'une capacité européenne adéquate pour répondre à une éventuelle agression armée. Lors de la formulation de cette observation, nous avons à l'esprit deux situations distinctes :

(1) les acquisitions auprès des États-Unis se poursuivront comme auparavant, ainsi qu'auprès d'autres États extra-européens comme Israël ou la Corée du Sud ;

(2) la dotation des forces sera principalement assurée par des armements et des équipements de combat produits dans les États de l'UE.

La première option, la plus simple d'ailleurs, est, à notre avis, la plus réaliste, compte tenu du peu de temps disponible et de la compatibilité/interopéra-

6 Idem 6: "The need for a European approach: The EU complements and multiplies Member States' individual efforts"

bilité avec de nombreuses autres catégories d'équipements de combat déjà acquis auprès des États-Unis, ou que ces derniers, principal allié de l'Europe, exploitent.

Un autre avantage de cette option est que, d'une manière générale, les États-Unis ont fourni et continuent de fournir des systèmes de combat complexes qui, en plus de l'équipement proprement dit (avions, hélicoptères, chars, etc.), comprennent également des systèmes de commandement et de contrôle complémentaires, des systèmes de communication, de renseignement et de surveillance de la zone de conflit.

Tous ces systèmes, essentiels aujourd'hui pour assurer la suprématie stratégique, comme on a pu le constater lors de la guerre russo-ukrainienne et, surtout, lors du récent conflit israélo-iranien, génèrent une forte dépendance vis-à-vis des acquisitions ultérieures en matière d'équipements de combat. Mais même si l'UE opte pour cette voie, la question du temps disponible/prévu pour le programme « ReArm Europe » est cruciale ; ni l'industrie de défense américaine, avec ses cinq géants reconnus – Lockheed Martin, RTX (anciennement Raytheon Technologies), Boeing, Northrop Grumman et General Dynamics – ni aucune autre entreprise spécialisée dans les équipements de combat au monde, n'a la capacité de produire et de livrer les équipements nécessaires à l'Europe d'ici 4 à 5 ans !

Par ailleurs, il faut admettre avec réalisme que, du point de vue de la production et des livraisons d'équipements de combat, l'armement de l'Europe n'est pas la priorité absolue de l'administration américaine ! Suite aux déclarations des responsables américains, il est aisé de constater que le soutien apporté à l'Ukraine, l'aide apportée à Israël ou le renforcement des capacités américaines en Asie-Pacifique sont autant de priorités, du point de vue américain, en ce qui concerne les équipements de combat des États de l'UE.

L'allongement constant des délais de livraison des entreprises américaines du secteur de la défense, qui ont dans la plupart des cas dépassé 12 mois, voire des années après la signature des contrats, confirme cette réalité.

De plus, il est bien connu que des États européens ont été invités à faire don à l'Ukraine d'équipements de combat américains qu'ils possédaient, ces dons étant « compensés » par des entreprises américaines, dans la mesure du possible !

Nous sommes tous d'accord pour dire que tout soutien apporté par l'Europe à l'Ukraine constitue, en définitive, un investissement dans sa propre défense.

Mais il faut accepter, objectivement, que l'abandon de ses propres capacités de défense, même pour une durée limitée, représente en fin de compte une vulnérabilité, voire une brèche, dans ses propres capacités de réaction à une éventuelle agression armée, capacités déjà reconnues comme insuffisantes. Nous n'avons pas pour objectif d'évaluer professionnellement la capacité de défense des États européens, et nous ne disposons pas des compétences nécessaires. Notre perspective est avant tout économique, visant à démontrer l'écart existant entre les objectifs proposés par le Conseil dans le Plan et les possibilités réelles de les atteindre à l'horizon temporel envisagé.

Dans le second cas, une première étape a été franchie avec l'adoption par le Conseil de l'Union européenne du règlement instituant l'instrument « Action pour la sécurité de l'Europe » (SAFE), qui se veut un « nouvel instrument financier de l'UE destiné à soutenir les États membres souhaitant investir dans la production industrielle de défense par le biais de marchés publics conjoints axés sur les capacités prioritaires »⁷.

En substance, grâce à ce programme, l'UE mettra à la disposition des États membres, sur demande et sur la base de plans nationaux, jusqu'à 150 milliards d'euros sous forme de prêts à long terme à des conditions compétitives. Evidemment, pour bénéficier de tels prêts, les États membres devront assumer une série de conditionnalités, comme la réalisation d'achats conjoints impliquant au moins deux pays participants (la possibilité d'achat par un seul État n'est pas totalement exclue, en fonction de la situation géopolitique et pour une durée limitée) ou l'obligation de garantir une part maximale de 35% de la valeur du produit fini des coûts des composants provenant de l'extérieur des États membres, des pays candidats ou de l'Ukraine.

Un autre élément nouveau apporté par cet instrument, SAFE, est qu'il permet aux pays adhérents, aux pays candidats, aux pays candidats potentiels et aux pays ayant signé des partenariats de sécurité et de défense avec l'UE, comme le Royaume-Uni et l'Ukraine, de participer à des marchés publics conjoints. Théoriquement, l'approche proposée dans le cadre de SAFE est que l'on pourrait qualifier d'« idéale » car, parallèlement à l'acquisition d'une plus grande autonomie de l'Europe en matière de défense, elle entraînerait une injection significative de capitaux dans l'économie européenne, ce qui impliquerait implicitement des emplois plus nombreux et mieux rémunérés dans un secteur caractérisé par les hautes technologies et les produits innovants que représente l'industrie de la défense.

7 <https://www.consilium.europa.eu/ro/press/press-releases/2025/05/27/safe-council-adopts-150-billion-boost-for-joint-procurement-on-european-security-and-defence/>

1.4. Défis d'un point de vue stratégique

Cependant, les défis se posent d'un point de vue stratégique, plus précisément en ce qui concerne l'interopérabilité des équipements de combat et la garantie des flux d'approvisionnement, notamment en munitions. Ainsi, selon une étude publiée par McKinsey & Company après la première année de la guerre russo-ukrainienne, alors que les États-Unis disposent de 32 systèmes d'armes, ce nombre est cinq fois supérieur en Europe, atteignant 172⁸. Pour ne citer qu'un exemple parmi ceux fournis par l'étude susmentionnée, alors que l'armée américaine compte trois types de véhicules blindés de combat pour l'infanterie, l'Europe en compte 23, chacun ayant des exigences opérationnelles spécifiques !

L'efficacité de la célèbre Jeep Willys tout-terrain pendant la Seconde Guerre mondiale est bien connue, grâce à sa simplicité, et donc à la disponibilité des pièces de rechange et à la facilité de réparation avec un minimum d'outils, à sa robustesse et sa fiabilité éprouvées, et, surtout, à son unicité technologique : voilà précisément ce qui manque aujourd'hui aux produits de l'industrie de défense européenne !

La « fragmentation » de l'industrie de défense européenne, outre ses conséquences négatives sur l'interopérabilité et la logistique des équipements de combat, affecte considérablement l'efficacité des dépenses destinées à la dotation des armées. Cet aspect a été très bien résumé par le PDG du groupe italien Leonardo, Roberto Cingolani, selon lequel « l'Europe dépense près de la moitié de ce que dépensent les États-Unis en matière de défense, alors que l'Union européenne consacre ce montant à 30 programmes, et les États-Unis à dix »⁹.

Cette observation s'inscrit dans un contexte de critiques virulentes à l'encontre des politiques antitrust européennes qui, selon Cingolani, « nous affaiblissent (les entreprises de l'industrie européenne de la défense – sans objet) et ne nous aident pas ; le concept est pertinent dans de nombreux secteurs, mais nous devons identifier des secteurs comme la sécurité et l'énergie, où la concurrence est mondiale ». Le dirigeant italien souligne

8 <https://www.mckinsey.com/~media/mckinsey/industries/aerospace%20and%20defense/our%20insights/invasion%20of%20ukraine%20implications%20for%20european%20defense%20spending/invasion-of-ukraine-implications-for-european-defense-spending.pdf>

9 <https://www.defensenews.com/global/europe/2024/02/15/eu-regulators-must-let-defense-firms-merge-freely-leonardo-boss-urges/>

également que « le droit antitrust a été conçu comme un moyen de garantir la libre concurrence en Europe, mais il s'agit d'une concurrence entre l'Europe et la Chine, l'Inde, le Japon et les États-Unis »¹⁰.

Il faut dire que les avancées réalisées jusqu'à présent en matière d'intégration de l'industrie européenne de la défense sont encore timides, le processus lui-même étant difficile en raison de ses implications stratégiques. Très probablement, la proximité de la guerre russo-ukrainienne accélérera ce processus mais, du moins à notre avis, en aucun cas dans l'horizon de 5 ans envisagé par « ReArm Europe » !

1.5. La question de la reconstruction / rebâtir ou de la construction / bâtir de la paix en Europe

Dès lors, face à toutes ces complications inhérentes, nous ne pouvons qu'aborder la question de la reconstruction / rebâtir ou de la construction / bâtir de la paix en Europe.

Partageant largement le scepticisme de Max Bergmann¹¹, mais aussi les solutions qu'il propose au débat « L'avenir de la défense de l'UE » (Atlantic Council, mars 2025), nous espérons que ce même scepticisme jouera un rôle constructif et servira de catalyseur aux efforts de tous les États européens et des dirigeants de l'UE pour trouver des solutions viables à la « reconstruction » de la paix sur notre continent.

Aujourd'hui, sous la pression des confrontations géopolitiques et géostratégiques à proximité immédiate de l'Europe, *nous sommes tentés de n'envisager la paix qu'à travers le prisme de la guerre*. Même si elle semble justifiée, une telle perspective ne peut nous offrir qu'une compréhension limitée de la réalité européenne et, par conséquent, que des solutions ponctuelles. *En tant que scientifiques*, nous disposons à la fois des outils et, surtout, de *l'obligation morale d'envisager la « reconstruction de la paix européenne » dans la multilatéralité/polyvalence du concept : paix sociale, politique, économique, culturelle, interethnique et, enfin et surtout, absence de guerre*.

¹⁰ Idem 10

¹¹ Bergman, M., Directeur pour l'Europe, la Russie et l'EURASIE au Stuart Center for Strategic and International Studies.

Malheureusement, et malgré l'Agenda stratégique de l'UE pour la période 2024-2029¹², *le discours européen* semble se concentrer ces derniers temps presque exclusivement sur la dimension stratégique de la paix, l'objectif de « paix par la force » étant édifiant en ce sens.

Les théories telles que celles relatives à la construction de la paix ou à la paix démocratique semblent aujourd'hui oubliées, *l'effort se concentrant uniquement sur la réponse à la force, par la force.*

La question, presque obsessionnelle depuis un certain temps, que nous nous posons sans cesse est de savoir si, effectivement, toutes les voies alternatives à la « reconstruction de la paix » ont été épuisées jusqu'à présent, la solution de la force étant la seule restante ?! Car l'armement, même s'il ne signifie pas directement agression, reste une forme de *menace par la force*, comme nous le savons bien depuis les décennies de « Guerre froide » et de « Course aux armements » dont nous avons été témoins !

Il est surprenant, du moins d'un point de vue humaniste, que jusqu'à cette année, le dialogue sur la paix dans le conflit russo-ukrainien ait été quasi inexistant. À l'exception de quelques timides intentions, pourrait-on dire, des présidents français et turc, le monde en général, et l'UE en particulier, semblaient plutôt préoccupés par la « victoire », fût-elle à la Pyrrhus, de l'Ukraine !

La justice de la cause pour laquelle se bat le peuple ukrainien, l'esprit de sacrifice dont il fait preuve, ainsi que l'asymétrie de cette guerre, due principalement à la taille et à la force des belligérants, justifient pleinement la concentration des démocraties occidentales autour de l'Ukraine.

Ce qui est surprenant, à notre avis, c'est l'accent presque exclusif, jusqu'à récemment, mis par cette « coagulation » sur le renforcement des capacités de défense de l'Ukraine. Si, au début du conflit, cela était nécessaire, compte tenu de la nécessité d'une réponse immédiate et proportionnée à l'agression russe et de l'inertie, même dans de telles situations, des organisations internationales ayant vocation à restaurer et à maintenir la paix, plus tard, à mesure que le conflit armé se prolongeait, la réaction des démocraties occidentales/libérales était et reste plus difficile à comprendre.

La vision libérale de la politique internationale, fortement promue à la fin de la Première Guerre mondiale par Woodrow Wilson, et partagée par toute une constellation de scientifiques, repose sur l'idée fondamentale que les princi-

12 <https://www.consilium.europa.eu/ro/european-council/strategic-agenda-2024-2029/>

paux acteurs sur la scène internationale ne doivent pas être les États, mais les institutions et organisations ayant vocation à la paix et à la sécurité.¹³

Ce que nous observons aujourd'hui est précisément l'opposé de la vision libérale : une présence « pâle » de ces institutions et organisations dans la promotion du dialogue pour le rétablissement de la paix ou, plus inquiétant encore si l'on se réfère à l'UE, la promotion de la « paix par la force » !

6. Nous ne voudrions pas être perçus comme des « ennemis » du projet d'armement de l'Europe, qui répond en définitive à une nécessité générée par le contexte géopolitique contemporain. Nous souhaitons souligner la nécessité de ne pas abandonner, mais d'amplifier les efforts de « reconstruction » et de maintien de la paix par des moyens pacifiques et diplomatiques, par la coopération internationale, « en augmentant les interdépendances économiques et les avantages du commerce international qui feront que *la guerre menacera la prospérité des deux parties engagées dans un conflit* »¹⁴ ! Il s'agit, à notre avis, d'une *vision véritablement humaniste des moyens de restaurer la paix sur le continent européen, une vision centrée sur les citoyens, les peuples d'Europe, et non sur l'orgueil et les ambitions de quelques dirigeants ou dirigeants temporaires.*

À court terme, « Réarmer l'Europe » pourrait être une solution, même si, comme nous l'avons montré, il est difficile de croire que les délais proposés seront respectés. Cependant, à moyen et long terme, la solution pour « reconstruire la paix » a été parfaitement résumée par Dora Meredith, qui propose trois missions que l'Union européenne devrait assumer dans la période à venir :

- (1) parvenir à une prospérité partagée ;
- (2) construire un système de sécurité partagé ;
- (3) relever les défis mondiaux au bénéfice des citoyens européens et du monde entier.¹⁵

¹³ Furtună P., Teoria păcii democratice: esența și perspectivele, dans Revista Relații Internaționale; Plus, nr.2, 2015, p.80-87, sur https://ibn.idsi.md/ro/vizualizare_articol/46333/cerif

¹⁴ Idem 14

¹⁵ *"The vision for European foreign engagement should be built around three missions which are aligned with the wider European strategic agenda: to build shared prosperity, shared security, and address global challenges for the benefit of the European people and the world"*, Meredith, D. ,2024, *Europe and the new world order: an updated approach to foreign engagement*, ODI (Overseas Development Institute) briefing paper. Brussels: ODI Europe <https://odi.org/en/publications/europe-and-the-new-world-order-an-updated-approach-to-foreign-engagement/>

Le concept central promu par l'École d'économie humaniste de Barcelone devient, ou devrait devenir, *l'épicentre des politiques européennes*, tant dans les domaines économique et social que dans la dimension sécuritaire. Progressivement, l'économie de marché (totalement) libre montre ses limites face aux nouveaux défis auxquels l'humanité est confrontée, qu'il s'agisse des risques de catastrophes naturelles liés au changement climatique, des disparités nées de la polarisation inédite des richesses, ou encore de la fragmentation géopolitique et de la rivalité croissante entre les grandes puissances économiques mondiales.

Déplacer l'accent du capital vers le citoyen est aujourd'hui devenu une exigence pour les économies et, surtout, pour les démocraties du monde. Cela ne signifie pas que les démocraties libérales, fondées sur l'économie de marché, soient devenues anachroniques, mais qu'elles nécessitent une adaptation rapide à une réalité de plus en plus complexe et dynamique.

La nature et l'ampleur des risques et des menaces auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui requièrent, dans la plupart des cas, des budgets colossaux que seuls les États ou les unions d'États peuvent mobiliser.

Cette réalité, désormais incontournable, nous oblige à reconsidérer le rôle de l'État dans l'économie. Si, jusqu'à la fin du siècle dernier, l'intervention de l'État dans l'économie était considérée comme inacceptable, ou du moins exceptionnelle, avec la crise économique et financière de 2008, elle est devenue quasiment une nécessité, l'État, de par ses capacités, devenant indispensable pour résoudre les crises successives que l'humanité a traversées ces dernières décennies.

Mais il ne faut pas oublier que ce pouvoir immense dont disposent les États, ou les unions d'États, représente également une immense menace lorsqu'il est utilisé de manière irrationnelle ou malveillante.

Un ordre possible des vertus de l'économie, vu comme échelle de la perfection humaine, peut être: la foi, la tempérance, la simplicité (l'humilité), la puissance, la sagesse, l'amour.

Les expliquons-nous en quelques mots :

La foi – la vertu de la purification spirituelle de l'homme, la voie de découvrir la perfection et la vérité ;

La tempérance – le pas de comprendre ce qui est consommable dans la vie humaine et l'infini divin ou, selon une autre définition, *la voie royale du milieu*. Ou, plus facilement à saisir, la vertu de la tempérance nous envoie à la prudence et condamne l'avarice permanente et l'opulence éphémère ;

La simplicité – la confiance en Dieu. Le doute et la peur ne reflètent pas de prudence liée à la simplicité, sans aucun doute, mais de la discontinuité et de la peur ;

La puissance et le courage – ils contiennent la force pour éliminer la peur née du manque de foi, et désirs supérieurs ;

La sagesse – la compréhension profonde du monde dans lequel nous vivons ;
L'amour – fournisseur de l'unité du monde divin avec le monde terrestre, dans le sens le plus complet possible.

Mais la richesse et la beauté du monde de nature matérielle sont *le résultat de l'élévation de l'esprit dans la foi*. Quelques conclusions intéressantes mais extrêmement simples qui provoquent peut-être même des sourires à ceux qui, vivant avec elles, les ont classées et les classent encore comme routine :

(1) *L'économie laïque*, qui apporte des richesses et du bonheur relatif (toujours rapportés au niveau de développement), évolue par la connaissance de la nature et la compétence de coopérer avec celle-ci. La connaissance est le reflet de la curiosité humaine, un don divin, et la compétence dérive de la compréhension accessible ;

(2) *Pour que l'économie progresse*, l'homme a été doté de la force de la pensée visionnaire, et les idéaux, en tant que valeurs humaines, ont inspiré les outils, car aussi la voie à suivre vers ceux-ci nous a été montrée ;

(3) *L'économie concrète* prédomine dans de bons faits, les statistiques se rapportant aux indicateurs de civilisation, au niveau de vie, etc. Cette prédominance ne peut être expliquée que par la prévalence de la moralité alimentée par les vertus. Pour les atteindre, on a besoin d'éducation, et pour les appliquer dans la vie quotidienne ;

(4) *La richesse et le bonheur du point de vue économique* doivent être moraux par accessibilité. Leur prix économique doit être moral, à la fois par *une large accessibilité* et une efficacité des coûts ;

(5) *Le progrès économique* exige de la connaissance, la force de la pensée impondérable étant connue et reconnue comme un instrument de travail sur la nature matérielle. La connaissance a remplacé à juste raison ce qu'on comprend par l'expression conventionnelle « recherche et développement » en tant que moteur de l'économie, la R&D étant organiquement précédée par le besoin de connaissances ;

(6) *Le progrès économique* a besoin de créativité permanente, et cette approche est dominée par la moralité de la voie vers la perfection. La voie vers la perfection, pour faire de bonnes actions, passe (à nouveau) à travers les vertus, dont le sens et la compréhension nécessitent une profonde contemplation. La solution donne objet à la créativité, et le travail de l'homme met la créativité en œuvre ;

(7) *La richesse et le bonheur du point de vue économique/laïque* dépendent uniquement de l'homme, le seul créateur de valeur par travail. Mais quelle pourrait être l'origine de la capacité de l'homme de créer de la valeur ? D'une manière conventionnelle et simpliste, les économistes ont dit que c'est le travail. Nous croyons cependant que le « travail humain » est une catégorie philosophique complexe, puisqu'elle rejoint quelque chose d'étonnant dans le plan terrestre. *Le travail dans le sens économique* est seulement une partie de la mise en œuvre de la pensée humaine, elle-même beaucoup plus large que le mot profane, la notion de communication.

La solution pour éviter des évolutions catastrophiques - les cas les plus célèbres de l'histoire (dictatures autoritaires, hitlérisme, communisme, etc.), est, à notre avis, unique : le rétablissement du rôle et des fonctions des États, ainsi que de l'ordre international en général, fondé sur les principes humanistes promus par l'École de Barcelone et, à ses côtés, par de plus en plus de courants de pensée. En conclusion, on pourrait dire que l'Europe ne manque pas de projets, mais ce qui semble manquer, c'est leur homogénéité, leur unité autour d'un concept intégrateur, unanimement accepté par tous les États membres, et même par l'ensemble de la communauté internationale, artisan de paix, en définitive : le bien-être partagé !

Références

- Brzezinski Z.; Scowcroft B., *America and the World; conversations on the future of american foreign policy*, Basic Books, a member of the Perseus Books Group, New York, 2008, p. 167
- Clark A., *Armed by America: how Europe's militaries depend on the US – a visual analysis*, The Guardian, 24 Jun 2025 pe <https://www.theguardian.com/world/ng-interactive/2025/jun/24/visual-guide-can-europe-really-defend-itself-alone>
- European commission, *Introducing the White Paper for European Defence and the ReArm Europe Plan- Readiness 2030*, https://defence-industry-space.ec.europa.eu/eu-defence-industry/introducing-white-paper-european-defence-and-rearm-europe-plan-readiness-2030_en
- Furtună P., *Teoria păcii democratice: esența și perspectivele*, dans Revista Relații Internaționale; Plus, nr. 2, 2015, p. 80-87, sur https://ibn.idsi.md/ro/vizualizare_articol/46333/cerif
- Ioan-Franc, V. ; Pop, N., 2017, *L'Humilité est-elle encore une vertu de l'économie ?* dans Les religions et l'identité européenne, FNSA, Académie Roumaine
- Meredith, D., 2024, *Europe and the new world order: an updated approach to foreign engagement*, ODI (Overseas Development Institute) briefing paper. Brussels: ODI Europe, <https://odi.org/en/publications/europe-and-the-new-world-order-an-updated-approach-to-foreign-engagement/>



2. POUR UNE APPROCHE HOLISTIQUE DE L'ÉCONOMIE *

- 1. La conception des entreprises du futur*
 - 2. Le rôle de l'État en tant qu'acteur économique*
 - 3. Le citoyen paiera la facture*
 - 4. La finalité et les objectifs de l'entreprise de demain*
 - 5. La nécessité d'un véritable équilibre entre les objectifs sociaux et économiques*
 - 6. Les éléments clés qui détermineront l'avenir des entreprises*
- Références*

* XIXème Acte Internationale de l'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières / XIX Sesión Internacional de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, "*The company of the future: growth, sustainability and profit* ", Barcelone, 14-15 novembre 2024.

Essayer d'anticiper la direction et la manière dont les entreprises évolueront est, avant tout, une démarche très courageuse, mais en même temps extrêmement risquée. Nous sommes, serions-nous tentés de dire, à l'épicentre de processus de transformation radicale, au terme desquels l'économie mondiale, le monde dans son ensemble, aura un aspect différent de la « *modélisation* » que peut faire la science économique conventionnelle.

La rapidité avec laquelle des théories économiques hier encore récompensées, ou des théories qui ont sous-tendu pendant des décennies les économies les plus développées du monde (le principe de l'autorégulation des marchés, par exemple), deviennent anachroniques, oblige les économistes à ce que nous appelons en Roumanie « *l'humilité* », c'est-à-dire une attitude respectueuse et un comportement modeste, plein de bienséance à l'égard de l'action humaine dans son ensemble.

Si, jusqu'à récemment, nous étions peut être tentés d'exacerber le rôle de l'économie dans la formation du comportement des gens, la multitude de « *cygnes noirs* » auxquels nous avons assisté ces dernières années (crises économiques, pandémies, conflits armés qui semblaient hier encore impossibles, etc.) montre que l'économie reste, à la base, une science de l'action humaine, souvent imprévisible, influencée par l'idéologie et en constante évolution, ce qui implique non seulement un développement, mais aussi, et surtout, une remise en question.

Dans notre approche, nous réitérons notre appel à une approche holistique de l'économie, au sens large de la théorie générale des systèmes, fondée par Ludwig von Bertalanffy dans la première partie du 20^{ème} siècle, avec l'action humaine en son centre.

L'économie comportementale (*Behavioral Economics*) a déjà fait des pas très importants dans cette direction, deux de ses représentants - Herbert Simon (1978) et Gary Becker (1992) - étant lauréats Nobel. L'approche psychologique de la prise de décision économique par les individus et les institutions reste, à notre avis, limitative.

La complexité du monde contemporain et, surtout l'interdépendance des différents systèmes d'organisation économique et sociale existants, ont considérablement accru les facteurs que la science économique est obligée de prendre en compte, notamment lorsqu'elle est appelée à fournir des options alternatives pour l'avenir.

Nous citons à nouveau - nous l'avons fait dans une autre intervention¹ - le point de vue de John Komlos (Komlos, 2019) qui, il y a encore quelques années, avant que la course à la nouvelle normalité ne commence après la pandémie, considérait, « **à l'évidence, que dans l'économie mondiale d'aujourd'hui, où le degré de complexité est un défi majeur pour notre capacité à naviguer dans le système ..., cela signifie qu'il existe de nombreuses possibilités** de situations instables et de « talons d'Achille » du marché, qui rendent impossibles à éviter des résultats inacceptables pour les personnes concernées ».²

Face aux facteurs qui influenceront le « *paysage commercial* », à son tour, Kevin Sneader, consultant réputé en gestion et coprésident de la région Asie-Pacifique de Goldman Sachs, a identifié les huit forces suivantes sont susceptibles de remodeler la « *nouvelle normalité* »:

- l'accélération de la numérisation et de l'innovation ;
- une action et une participation accrues de la part des gouvernements ;
- la réinvention des soins de santé ;
- un meilleur équilibre entre les objectifs sociaux et économiques;
- l'impulsion d'une relance économique verte ;
- la redéfinition du travail et du rôle des villes ;
- les changements géopolitiques et les flux internationaux ;
- la préoccupation pour plus de résilience et d'efficacité.³

1 Ioan-Franc, V. ; Diamescu, A. M. (15 nov. 2023) - « Le Développement soutenable. Une perspective humaniste », dans : La voz de la ciencia económica frente a los límites de la vida en al planeta, XVIII Acte international, RACEF, Barcelona.

2 Komlos, J. (2019) - *Principiile economiei într-o lume postcriză*, Editura Centrul de Informare și Documentare Economică, Bucarest. (*Principes d'économie dans un monde post-crise*), Les Maisons d'édition du Centre d'information et de documentation économiques, Bucarest.

3 Sneader, K. (déc. 2020) *The future of business: 2021 and beyond*, McKinsey& Company Webinar, sur <https://www.mckinsey.com/featured-insights/mckinsey-live/webinars/the-future-of-business-2021-and-beyond>

Le contexte généré par la crise pandémique, dans lequel s'est déroulé le webinaire de McKinsey (décembre 2020), a évidemment influencé l'analyse de Sneader, mais au-delà de cela, il est pertinent en raison de son approche multidisciplinaire d'une question qui est en fin de nature économique.

Il est certain que la complexité d'une telle approche comporte *en soi* un risque d'interprétation erronée, qui peut être amplifié par de multiples facteurs, notamment :

- la participation d'un petit nombre de spécialistes par rapport aux domaines scientifiques couverts ;
- le niveau de formation des participants et leurs compétences en matière de communication interdisciplinaire ;
- le contexte dans lequel se déroule l'étude ;
- les informations/données disponibles ;
- la dynamique des facteurs pris en compte dans l'analyse, etc.

En fait, la rapidité des transformations sociétales exige un examen et une réévaluation continus des conclusions de ces analyses/évaluations, ce qui est indispensable à leur pertinence.

« L'humanité a connu une véritable maladie des anticipations et des successions : postimpressionnisme, postmodernisme, post-expressionnisme, post-libéralisme, post-capitalisme, post-humanisme ; il n'y a guère eu de dimension de l'existence, politique, économique ou culturelle, à laquelle, à un moment donné, on ne puisse associer le préfixe « post », en la regardant et en la dépassant à la fois » (Vosganian, 2024).⁴

Nous sommes, à notre tour, à la recherche de ce qu'il faut trouver dans un temps « postpandémique ou de crise » et pour un temps du nouveau futur normal dans le domaine de la préfiguration commerciale, de l'entrepreneuriat économique - et pas seulement - du futur plus ou moins proche ou lointain.

Un exemple éclairant en est donné par la « *prédiction* » de K. Sneader sur l'impact de la numérisation : « *L'accélération de la numérisation et de l'automatisation des processus, de la production et de la manière dont les affaires sont faites va profondément changer la nature même du travail. [...] en fin de compte, la numérisation et l'innovation créeront plus d'emplois* »⁵.

⁴ Vosganian, V. (2024) - *Dublu autoportret*, Editura Polirom, p. 56. (*Double autoportrait*), Les Maisons d'édition Polirom, p. 56.

⁵ Idem 3.

Il n'aura fallu que deux ans à cette perspective d'emploi optimiste pour que les progrès dans l'utilisation de l'intelligence artificielle « *exposent l'équivalent de 300 millions d'emplois à temps plein à l'automatisation* », et ce, alors que l'on estime que « à mesure que les outils utilisant les progrès du traitement du langage naturel s'imposent dans les entreprises et la société, ils pourraient entraîner une augmentation de 7 % (soit près de 7 000 billions de dollars) du PIB mondial et accroître la productivité de 1,5 point de pourcentage sur 10 ans », selon une étude menée en avril dernier par Goldman Sachs.⁶

En outre, la recherche estime, à partir d'analyses de bases de données détaillant le contenu des tâches de plus de 900 professions, qu'**environ deux tiers des professions américaines sont exposés à un certain degré d'automatisation par l'IA, un quart à la moitié de leur charge de travail étant susceptible d'être remplacée.**

Afin de préserver l'objectivité de notre approche, il convient de préciser que ces perspectives pessimistes ne sont pas unanimement partagées, et qu'il existe également des études/opinions qui anticipent un impact beaucoup plus faible de l'expansion de l'utilisation de l'intelligence artificielle sur le taux d'emploi, se résumant, dans le meilleur des cas, à un ralentissement du rythme de l'emploi et à une plus grande demande de reconversion professionnelle.

2.1. La conception des entreprises du futur

Nous avons, peut-être, un peu trop insisté sur cette première « *force* » mentionnée par K. Sneader pour argumenter une première affirmation circonscrite à notre thème : une focalisation excessive sur les technologies pour préfigurer l'avenir des entreprises a le potentiel de conduire à des décisions/conclusions à haut degré de périssabilité.

Cela ne veut pas dire que **la conception des entreprises du futur** et la manière dont elle sera influencée par les technologies ne sont pas importantes, mais seulement qu'il s'agit, à notre avis, *d'un art plus que d'une science* et donc d'un **sujet de gestion opérationnelle** et moins d'une préoccupation académique.

6 Briggs J., Kodnani D. (avril 2023) – *Generative AI could raise global GDP by 7%*, sur <https://www.goldmansachs.com/intelligence/pages/generative-ai-could-raise-global-gdp-by-7-percent.html>.

D'autre part, le **rôle des gouvernements** dans la conception de la « *future normalité économique* » est certainement **le champ d'investigation le plus stimulant et le plus exigeant** de la recherche économique contemporaine !

Les réalités des dernières décennies, et en particulier celles de la période qui a suivi la dernière grande crise économique et financière de 2008-2009, soulèvent de sérieuses questions sur ce qui était jusqu'à récemment un « *tabou* » dans la pensée économique occidentale, dominée par la théorie de l'économie de marché.

« *Un marché libre est un marché dans lequel l'État n'intervient pas et ne réglemente pas l'économie, à l'exception de l'application des contrats privés et des droits de propriété. C'est le contraire d'un marché réglementé, dans lequel l'État réglemente directement la manière dont les biens, les services et le travail peuvent être utilisés ou distribués, plutôt que de s'appuyer sur le mécanisme de la propriété privée* »⁷ - c'est l'axiome, que l'on pourrait facilement appeler l'axiome « *fondamental* » de la pensée économique occidentale, que très peu d'économistes ont tenté de soumettre à une véritable analyse critique ou à une remise en question.

« Les économistes ont tendance à faire beaucoup de jugements de valeur, ce qui est tellement évident, puisque nous valorisons l'efficacité, qu'aucune explication n'est nécessaire. Le fait que l'économie doive croître est considéré comme une valeur universelle. Cependant, on peut prendre en compte le fait que d'autres valorisent la justice, la durabilité et la distribution équitable des bénéfices de l'activité économique comme étant plus importants que l'efficacité ou la croissance » (Komlos, 2019).⁸

Il ne fait aucun doute que cette théorie est compatible avec les droits et libertés fondamentaux de l'homme et qu'elle fournit un cadre, à la fois juridique et moral, pour le développement ultérieur de solutions théoriques, et nous insistons sur le fait qu'il s'agit de solutions *théoriques*, aux multiples problèmes auxquels la société contemporaine est confrontée d'un point de vue économique.

7 Schotter, A. (1990) – “Free market Economics”, Teoria pieței libere, Editura Didactică și Pedagogică, Bucarest, p. 1, (Théorie du marché libre), Les Maisons d'édition didactique et pédagogique, Bucarest, p. 1.

8 Starmans, C. ; Sheskin, M. ; Bloom, P. (2017) - “Why People Prefer Unequal Societies”, dans Nature Human Behaviour, cité par Komlos, J. (2019), idem, p. 501.

2.2. Le rôle de l'État en tant qu'acteur économique

Mais ce qui a particulièrement retenu notre attention au cours des dernières décennies, c'est l'*exception* introduite par la définition précitée, que nous avons reformulée comme « **le rôle de l'État en tant qu'acteur économique** » !

L'intervention **agressive**, serions-nous tentés de dire, des États dans l'économie, tant lors de la crise économique et financière de 2008 que lors de la crise générée par la pandémie de Covid-19 en 2020, révèle une nette prévalence de l'État par rapport aux autres agents économiques du marché et un glissement de son rôle de « *facilitateur* » des processus économiques libres, vers celui d'acteur dominant, doté d'une énorme capacité d'influence sur les marchés.

Il est vrai que, dans les deux cas que nous avons évoqués, l'État est intervenu comme un « *sauveur* » dans des situations d'urgence, mais il ne faut pas faire semblant de ne pas voir qu'*après l'intervention des États, les marchés ne sont pas revenus à leur forme antérieure* !

Alors, vers quelle normalité nous dirigeons-nous et quels devraient être l'image et le rôle de l'entreprise de l'avenir ?

“*Work from home*” ou “*remote jobs*”, comme on l'appelle encore, est peut-être la **mutation** la plus évidente **du marché du travail** depuis les crises que nous avons mentionnées, qui tend à être permanente, mais les conséquences de l'intervention de l'État sont beaucoup plus profondes et, pour certaines d'entre elles, beaucoup plus subtiles !

Les nouvelles théories qui tendent à façonner les marchés financiers, comme celle de “*helicopter money*”, ou encore le retour de l'appétit des Institutions Financières Non Bancaires (IFNB) pour le « *crédit avec seulement le justificatif d'identité* » ne sont-elles pas aussi les conséquences de l'intervention de l'État dans l'économie ?! Ou peut-être une « *croissance économique tirée par la consommation* », l'État étant, après tout, l'agent économique le plus puissant, peut-être le seul capable de stimuler la consommation ?

2.3. Le citoyen paiera la facture

De notre point de vue et, nous le croyons, de tout point de vue humaniste, **dans toutes ces nouvelles écoles de pensée, c'est le citoyen qui paiera la facture**, c'est-à-dire celui-là même dont l'État devrait être responsable du bien-être!

Et la facture que le citoyen doit payer, évidemment contre son gré, peut même avoir le prix de sa vie lorsque « l'objet de la consommation incitative » est la technologie de combat, les armes et les munitions !

Il suffit de rappeler qu'en 2022, après le déclenchement de la guerre contre l'Ukraine, l'économie russe s'est effondrée en un jour, passant de son niveau le plus élevé à son niveau le plus bas, les agences de notation financière Fitch et Moody's ayant abaissé la note de la Russie de six crans, la faisant passer à la catégorie « *junk* » (non recommandée pour les investissements)⁹, **cette année, selon le Fonds monétaire international, l'économie russe connaîtra une croissance de 3,2 %**, plus rapide que celle de toutes les économies avancées, dépassant les taux de croissance prévus pour les États-Unis (2,7 %), le Royaume-Uni (0,5 %), l'Allemagne (0,2 %) et la France (0,7 %).¹⁰

Mais il faut tenir compte de la structure de cette croissance, car la mesure statistiquement, par l'évolution du PIB, n'a pas d'importance quand l'économie de guerre est prioritaire.

Bien que la grande majorité des économistes s'accordent à dire que l'injection d'argent public dans l'économie, comme ce fut le cas lors de la crise pandémique, n'est rien d'autre qu'un report de la dure confrontation avec les déficits, cette option semble être devenue une pratique courante dans de nombreux pays pour assurer la « *survie politique* » des partis au pouvoir, dans l'espoir que la « *facture* » sera payée par « *ceux qui viendront ensuite au pouvoir* » ! Mais, comme chacun le sait et le sent, *la facture n'est pas émise au nom du gouvernement en place, mais aux dépens des citoyens confrontés à la vie quotidienne*, sous une forme de plus en plus « *différente* » mais tout aussi inconfortable.

En général, ce sont ces pratiques, qui n'ont rien à voir avec la théorie économique, qui influencent le plus l'avenir des entreprises, en le gageant et en l'envoyant dans une zone de quasi-incertitude !

2.4. La finalité et les objectifs de l'entreprise de demain

Par conséquent, comment définir la forme, la finalité et les objectifs de l'entreprise de demain ?

⁹ <https://www.revistabiz.ro/ratingul-de-tara-al-rusiei-a-fost-retrogradat-cu-sase-trepte-la-categoria-junk/>, 3 mars 2022.

¹⁰ International Monetary Fund, World Economic Outlook; Steady but Slow: Resilience amid Divergence, avril 2024, p. 10, sur <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2024/04/16/world-economic-outlook-april-2024>.

Peu d'entreprises privées, peut-être seulement les grandes entreprises transnationales, peuvent réellement faire concurrence à l'État en tant qu'agent économique. Les PME sont toutefois étroitement liées aux politiques économiques des pays dans lesquels elles opèrent, et leur succès dépend de leur degré d'intégration dans les stratégies de développement économique des gouvernements. *La culture stratégique* et la prévisibilité doivent définir l'avenir des entreprises ! Sinon, il sera impossible de faire un choix rationnel entre les options d'investissement futures : entre l'industrie pharmaceutique et l'industrie de l'armement, par exemple !

Avec plus de 80 ans d'histoire (fondée en 1943 en tant qu'organisation à but non lucratif et non partisane), National Federation of Independent Business (NFIB) est la principale « voix » et aussi, le défenseur des petites et moyennes entreprises dans l'économie la plus puissante du monde, l'économie américaine. Les conclusions du Rapport de mai de cette année, de la NFBI, intitulé *"Small Business Economic Trends"*, présentées par l'économiste en chef de l'organisation, Bill Dunkelberg, brossent un tableau peu encourageant de l'état actuel des petites et moyennes entreprises américaines et, plus important encore, de l'inquiétude croissante quant à leur avenir : « *Le secteur des petites entreprises est responsable de la production de plus de 40 % du PIB et de l'emploi, un élément crucial de l'économie, mais pendant 29 mois consécutifs, les propriétaires de petites entreprises ont exprimé un optimisme historiquement bas et leurs opinions sur les conditions commerciales futures sont à leur plus mauvais niveau depuis 50 ans* ».

Dans le même temps, précise le rapport de la NFBI, « *la part de l'État dans le PIB a augmenté, de même que l'emploi dans les structures publiques, mais l'embauche d'un plus grand nombre d'agents du fisc¹¹ n'améliorera pas le bien-être des consommateurs. Des niveaux d'endettement insoutenables, y compris la dette nationale, risquent de déstabiliser les marchés financiers. [...] L'économie semble ralentir, le taux d'inflation semble se rapprocher de 2 %, mais le niveau des prix (sur la base de l'IPC) est 20 % plus élevé qu'il ne l'était il y a quatre ans. Globalement, l'impact net est que les revenus réels ont baissé d'environ 2,5 %. Toutefois, l'impact n'a pas été uniformément réparti. Les détenteurs d'actifs (actions, immobilier, etc.) ont bénéficié d'une augmentation considérable de leurs revenus et de leur patrimoine, mais celle-ci n'a pas été partagée par la majeure partie de la population, qui a subi la hausse des denrées alimentaires, des loyers, des prix de l'immobilier et de l'assurance automobile* ». ¹²

11 Internal Revenue Service : L'Administration fiscale américaine fait partie du département du Trésor des États-Unis et est chargée d'appliquer et de gérer les lois fiscales fédérales, de traiter les déclarations d'impôts, de procéder à des audits et de fournir une assistance aux contribuables américains.

12 Dunkelberg W.C., Holly Wade H., *Small Business Economic Trends; NFBI May 2024 Report*, sur <https://www.nfib.com/surveys/small-business-economic-trends/>

2.5. La nécessité d'un véritable équilibre entre les objectifs sociaux et économiques

Cela nous amène à ce que K. Sneader énumérait comme la quatrième force qui façonne l'avenir des entreprises: **la nécessité d'un véritable équilibre entre les objectifs sociaux et économiques !**

Si nous pensons à la fréquence avec laquelle nous entendons ces derniers temps, en particulier dans les économies émergentes, mais pas seulement, l'affirmation selon laquelle « *la croissance économique ne se reflète pas dans la croissance du bien-être des citoyens* », la formulation utilisée par K. Sneader peut sembler, ou est même un idéal. La raison en est que l'auteur essayait très probablement d'être "*politically correct*" par rapport aux défenseurs du marché libre qui rejettent toute intervention de l'État dans l'économie.

En réalité, l'équilibre entre les objectifs sociaux et économiques est extrêmement difficile à réaliser tant que le profit est le moteur de l'économie capitaliste, et **cela devient une utopie si nous évitons également l'intervention de l'État dans les processus économiques !**

Presque toutes les théories de l'État, de l'État minimaliste à l'État totalitaire, se fondent sur la relation entre l'État et le citoyen. Qu'il s'agisse de santé, d'éducation ou même de défense, les devoirs/obligations de l'État à l'égard du citoyen se traduisent avant tout par *des ressources* qui sont le plus souvent fournies par l'activité économique.

Les choses se compliquent encore lorsque l'État est lui-même un agent économique important, voire le plus important, au sein d'une nation/d'un pays.

Si, jusqu'à récemment, les États tiraient leurs ressources des activités économiques privées menées dans l'espace/le territoire placé sous leur autorité, aujourd'hui, les États sont, ou devraient être, également d'importants générateurs de ressources.

Jusqu'à ce stade du raisonnement, les problèmes sont relativement simples, mais les difficultés/questions que la communauté scientifique est appelée à résoudre ne font que commencer :

- comment traiter les bénéfices réalisés par les entreprises partiellement ou totalement détenues par l'État ;
- les orientations de la redistribution des bénéfices des entreprises publiques sont les mêmes que celles des entreprises privées ;

- qui est le propriétaire ultime du capital des entreprises publiques et quels sont les mécanismes réels de sa participation à la gestion de l'entreprise ;
- de quoi se compose, du point de vue de la concurrence, le capital des entreprises publiques ou, en d'autres termes, les conditions d'une véritable concurrence peuvent-elles être assurées entre les entreprises dont le capital est entièrement ou majoritairement public et celles qui sont à 100 % privées ?
- comment l'État peut-il objectivement remplir sa fonction de redistribution des résultats économiques au profit des citoyens, tout en survivant en tant qu'agent économique ; en d'autres termes, quelle part des bénéfices des entreprises publiques sera réinvestie et quelle part reviendra aux citoyens sous forme de prestations ? Qui détermine ces parts et comment ?
- les entreprises publiques peuvent-elles vraiment être efficaces ? Est-il moral que les citoyens supportent les pertes des entreprises publiques à partir de leur propre richesse ?

Et les questions peuvent certainement continuer, mais notre but aujourd'hui n'est pas d'y répondre, ni même d'essayer de donner une réponse pour le moment, pour la simple raison que nous n'en avons pas.

Mais nous sommes convaincus que *des réponses cohérentes à ces questions ne peuvent être trouvées qu'au sein de l'école de l'économie humaniste, la seule qui place au centre de ses préoccupations l'être humain, le citoyen, la manière dont il peut accéder à la croissance économique, c'est-à-dire au bien-être partagé.*

Notre expérience, et celle des chercheurs des anciens pays socialistes en général, nous permet de tirer des leçons utiles de la transition des économies de nos pays d'une économie centralisée dirigée par l'État à une économie de type occidental. Malheureusement, nous ne pensons pas pouvoir affirmer qu'une telle transition a été « parfaite » et, surtout, « indolore » pour les citoyens dans leur ensemble. Au contraire, ce sont les citoyens qui ont dû supporter les coûts de la transition, n'étant que des contemporains de la transition, et non ses bénéficiaires. Le « bien-être » promis par les nouvelles économies tarde encore à se matérialiser pour la plupart d'entre eux.

Notre Institut et d'autres organisations non gouvernementales ont élaboré des stratégies et des visions post-transition, pré- et post-adhésion de la Roumanie à l'Union européenne à des horizons temporels différents, mais tous au moins à moyen, voire à long terme : pour 2038, une vision académique

élaborée en 2016 ; pour 2040, une association à but non lucratif bien connue et appréciée, réalisée en 2023 ; pour 2050, l'Académie roumaine et l'Institut national de recherche économique « Costin C. Kirițescu », cette année.

Dans tous les documents du programme scientifique, il est question à la fois de la croissance statistique de l'économie, en prenant comme indicateur principal l'évaluation du PIB par habitant, et d'une préfiguration « différente » de la situation aux horizons temporels donnés.

Ce que nous pouvons dire avec certitude, c'est que **la seule entité/superstructure** réellement **capable d'assumer la responsabilité d'harmoniser les objectifs économiques et sociaux est l'État !** Même **une structure supranationale** comme l'Union européenne **n'est pas** en mesure d'assumer une telle tâche, sauf peut-être en partie, car les objectifs sociaux sont déterminés culturellement.

Tant que le panier quotidien nécessaire à une vie décente pour un citoyen roumain, par exemple, sera différent du panier similaire d'un citoyen d'un autre pays de l'UE, et nous ne nous référons pas à une perspective de valeur, **le « citoyen européen » restera une utopie utile uniquement pour le discours de l'élite politique !**

Comment l'État va-t-il résoudre le problème de la redistribution des résultats de l'activité économique afin d'assurer un « *bien-être partagé* » est, à notre avis, **le plus grand défi de la pensée économique humaniste !**

2.6. Les éléments clés qui détermineront l'avenir des entreprises

Les modèles expérimentés jusqu'à présent, qu'il s'agisse d'économies centralisées, d'économies mixtes comme celle de la Chine, ou même d'économies « *sociales* », comme ont été qualifiées certaines économies de la péninsule scandinave, semblent avoir atteint *leurs limites*.

Par conséquent, *l'école humaniste de pensée économique a une mission pionnière, dont dépend le succès de l'avenir des entreprises, de leurs mécanismes de fonctionnement et, surtout, de leur finalité.*

Se référer à l'avenir des entreprises uniquement en termes de conception, de technologies ou de fonctionnalités peut être relativement facile, mais une telle approche ne contribue guère à élargir le champ des bénéficiaires de la croissance économique.

L'identification/stimulation d'un nouveau « moteur » de l'activité économique, plus orienté vers ses « *clients* » et moins vers les propriétaires du capital, comme l'est aujourd'hui le profit, ainsi que **l'innovation de moyens efficaces pour « contrôler » la cupidité**, ce trait humain qu'A. Greenspan a identifié comme la principale raison pour laquelle les crises économiques et financières ne peuvent être éradiquées, **sont les éléments clés qui détermineront l'avenir des entreprises.**

Les tentatives de « *déconflictualiser* » la relation entre « *profit* » et « *bien-être partagé* » existent évidemment principalement dans la théorie économique, la plupart d'entre elles abordant cette question difficile du point de vue de la finalité des entreprises.

Colin Mayer, chercheur en politique économique à l'Université d'Oxford, propose une solution possible qui, selon nous, pourrait être un bon point de départ pour un développement ultérieur au sein de l'école humaniste de la pensée économique.¹³ En substance, l'auteur propose que **l'objectif des futures entreprises soit** de « *produire des solutions rentables aux problèmes humains et planétaires* » et « *de ne pas tirer profit de la production de problèmes pour les gens ou la planète* » !

Par conséquent, comme le souligne Mayer, « *l'objectif est de trouver des moyens de résoudre les problèmes de manière rentable, les bénéfices étant définis après déduction des coûts liés à l'évitement et à la résolution des problèmes. En définissant ainsi la finalité et les bénéfices, la finalité est associée à l'amélioration du bien-être et de la prospérité des actionnaires, de la société et du monde naturel. Elle ne désavantage aucune partie, puisque les bénéfices ne sont légitimes que s'ils ne sont pas obtenus aux dépens d'autres parties, et que les objectifs des entreprises ne sont valables que s'ils sont rentables en ce sens.* »

« *Lorsque ces deux conditions sont réunies* », poursuit Mayer, « *les entreprises bénéficient de la confiance des autres, ce qui se traduit par une plus grande fidélité des clients, des employés plus engagés, des fournisseurs plus fiables et des entreprises et des actionnaires plus solidaires. Ces éléments génèrent à leur tour des revenus plus élevés, des coûts plus faibles et des bénéfices plus importants. Mais cela ne se produit que lorsque les objectifs de l'entreprise sont suffisamment clairs et que des engagements crédibles sont pris pour les atteindre* ».¹⁴

¹³ Mayer, C. (mai 2021), "The Future of the Corporation and the Economics of Purpose", in *Journal of Management Studies*, Vol.58, Issue3, pp. 887-901, sur <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/joms.12660>

¹⁴ Idem 9, p. 890

Comme beaucoup d'autres analyses/perspectives regroupées sous ce thème, le raisonnement de Mayer est, jusqu'à présent, on pourrait dire incontestable, mais les difficultés, comme l'auteur l'admet lui-même, commencent, comme nous l'avons déjà souligné, par la question suivante : **Qui « aligne » les objectifs privés des entreprises sur l'intérêt public?**

La réponse du chercheur britannique peut paraître surprenante lorsqu'il affirme, ni plus ni moins, que « *the governance of business is the business of government* »¹⁵, une affirmation plus facile à traduire en chinois que dans n'importe quelle autre langue parlée en Occident !

Néanmoins, nous trouvons le point de vue de Mayer pertinent et, en outre, nous souscrivons pleinement à son opinion selon laquelle « *la réorientation des objectifs des entreprises dans un but précis n'est pas seulement une modeste extension des outils de gestion conventionnels, mais une reconceptualisation profonde de la nature de l'activité économique et de la manière dont les économies peuvent contribuer au bien-être humain* ». ¹⁶

Enfin, un indice crucial pour l'avenir des entreprises est l'étude/rapport *The future of wealth and growth hangs in the balance*, publié en mai de cette année par le McKinsey Global Institute.¹⁷

Le principal postulat cité dans le rapport, à partir duquel les auteurs projettent quatre scénarios pour l'avenir de l'économie mondiale, est que « *les deux dernières décennies ont généré « sur le papier » 160 000 billions de dollars de richesse (générée par l'inflation des prix des actifs - cf. au rapport), une croissance lente, mais aussi des inégalités croissantes. [...] Le bilan mondial¹⁸ s'est développé beaucoup plus rapidement que le PIB.*

¹⁵ Idem 9, p. 889

¹⁶ Idem 9, p. 900

¹⁷ Mischke .J, White O., Windhagen E., Woetzel L., Birshan M., Smit S., Govindarajan A., Kemeny S. (24 mai 2024) - *The future of wealth and growth hangs in the balance*, sur <https://www.mckinsey.com/mgi/overview/the-future-of-wealth-and-growth-hangs-in-the-balance#at-a-glance>

¹⁸ *"To construct a global balance sheet, MGI added up all real assets in the economy (for example, real estate, infrastructure, machinery, commodities, and intangibles) as well as all financial assets and liabilities (for instance, equity, debt, loans, deposits, pension assets, and liabilities). All sectors are included - households, government, and nonfinancial and financial corporations (exhibit). All assets and liabilities are valued at market prices. The global balance sheet has three components that interlock: (1) the financial sector: financial assets and liabilities held by financial institutions, which help intermediate those held by other sectors; (2) the financial system: financial assets and liabilities held by households, governments, and nonfinancial corporations, often used to finance real assets with capital or net worth held by other people or institutions; and (3) the real economy: real assets and the net worth resulting from*

La dette a augmenté, tout comme le prix des actifs. La productivité et la production économiques n'ont pas suivi et les inégalités se sont accrues. Fin 2022, l'instabilité de l'économie mondiale et du bilan est devenue évidente. Rien qu'en 2022, les ménages ont perdu 8 000 billions de dollars de richesse ».

1. Partant des réalités identifiées comme pour le moins « *inquiétantes* », l'étude de MGI identifie plusieurs causes et tendances économiques possibles pour la prochaine décennie, notamment *l'augmentation des investissements dans les infrastructures, la transition énergétique, la numérisation et l'expansion de l'utilisation de l'intelligence artificielle dans l'activité économique ou les changements géopolitiques*, ainsi que d'autres tendances que nous n'avons pas proposé de développer dans ce cadre, car elles sont d'une importance secondaire pour l'objet de notre discussion d'aujourd'hui.

Mais ce qui est vraiment intéressant *du point de vue de la projection de l'avenir des entreprises*, ce sont les quatre scénarios d'évolution de l'économie et du bilan mondiaux à l'horizon 2030, qui sont tous considérés comme plausibles :

1. « ***retour à l'époque antérieure*** », où la croissance se fait au détriment de la production économique réelle, exacerbe les inégalités et continue d'accroître le risque de tensions financières et de corrections futures ;
2. « **plus haut pendant plus longtemps** », ce qui implique d'utiliser l'inflation pour réduire les vulnérabilités des bilans au détriment de la stabilité des prix ;
3. « ***remise à zéro du bilan*** », où le durcissement de la politique, l'augmentation de la perception du risque et le stress, voire les défaillances des systèmes financiers, pourraient entraîner une forte correction de la valeur des actifs et une récession prolongée;
4. « ***accélération de la productivité*** », le scénario optimal du point de vue des auteurs et du nôtre, qui conduirait à une croissance plus rapide du PIB et améliorerait la santé du bilan.

Les quatre scénarios ont sans aucun doute le potentiel d'avoir une influence décisive sur les choix des investisseurs et, également, sur l'avenir des entre-

creating those assets" as per <https://www.mckinsey.com/mgi/overview/the-future-of-wealth-and-growth-hangs-in-the-balance#at-a-glance>.

prises. Cependant, seul le dernier scénario a la capacité réelle de corriger les déséquilibres actuels, d'assurer une croissance économique saine et d'en garantir l'accès à tous les citoyens.

C'est la raison principale pour laquelle nous pensons que « ***l'accélération de la productivité*** » devrait également être la solution de la perspective humaniste sur l'économie et la seule qui conduirait à ce que nous voulons tous - le « ***bien-être partagé*** » !

« *Stimulée* » par ce que nous avons précédemment identifié comme la nécessité d'« *aligner* » les objectifs des entreprises privées sur l'intérêt général, « ***l'accélération de la productivité*** » ne signifie pas un retour à un concept économique propre à l'ère industrielle, mais une « *rematérialisation* » de l'économie en fonction des besoins réels des personnes et de leur accès plus large aux produits de l'activité économique. En d'autres termes, elle assurerait une répartition plus équitable des résultats économiques et, enfin, *elle minimiserait les déchets, ce qui est une condition essentielle pour un développement véritablement durable.*

*
* *

Il ne fait aucun doute que la théorie économique actuelle dispose de tous les moyens pour prévoir l'avenir des entreprises en tenant compte d'une multitude de facteurs plus ou moins évidents. Et elle l'a fait dans d'innombrables études appartenant à des écoles de pensée différentes.

Cependant, la possibilité de concrétiser les scénarios proposés par la théorie économique est influencée de manière déterminante par le *choix humain* et, surtout, par le *contexte économique, social et politique* dans lequel il s'inscrit. Que cela nous plaise ou non, nous pensons être d'accord sur le fait qu'en général, *la politique gouverne l'économie*, avec des situations très rares, et non souhaitables, dans lesquelles les rôles sont inversés (soulèvements de masse, coups d'État, révolutions, etc.).

Dans cette perspective, **le rôle de l'économie dans la prévention des situations dans lesquelles les tensions sociales accumulées conduisent à des changements soudains/abrupts dans la vie politique, économique et sociale devient dominant, voire primordial** ; et *la nécessité d'une approche holistique de l'économie*, à laquelle nous avons fait référence au début de notre intervention, devient une exigence impérative.

L'économie devra apprendre la leçon de la médecine : **il est moins cher/facile de prévenir que de traiter** ! C'est aussi la raison pour laquelle nous

avons choisi aujourd'hui, au lieu de nous concentrer sur « *ce à quoi ressembleront les entreprises du futur* », de nous concentrer sur quelques « *symptômes* » éclairants qui se manifestent dans l'économie aujourd'hui et qui doivent être « *traités* » afin de construire un avenir économique véritablement humaniste !

Références

- Briggs, J.; Kodnani D. (avril 2023) - *Generative AI could raise global GDP by 7%*, <https://www.goldmansachs.com/intelligence/pages/generative-ai-could-raise-global-gdp-by-7-percent.html>
- Dunkelberg, W.C.; Holly Wade H. (2024) - *Small Business Economic Trends ; NFBI May 2024 Report*, sur <https://www.nfib.com/surveys/small-business-economic-trends/>
- International Monetary Fund, World Economic Outlook; Steady but Slow: Resilience amid Divergence, avril 2024, <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2024/04/16/world-economic-outlook-april-2024>
- Ioan-Franc, V.; Diamescu, A. M. (15 nov. 2023) – *Le Développement soutenable. Une perspective humaniste*, dans: *La voz de la ciencia económica frente a los límites de la vida en al planeta*, XVIII Acte international, RACEF, Barcelona
- Komlos, J. (2019) - *Principiile economiei într-o lume postcriză (Principes d'économie dans un monde post-crise)*, Les Maisons d'édition du Centre d'information et de documentation économiques, Bucarest.
- Mayer, C. (mai 2021) - *The Future of the Corporation and the Economics of Purpose*, in *Journal of Management Studies*, Vol. 58, Issue 3, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/joms.12660>
- Mischke, J.; White, O.; E.; Woetzel, L.; Birshan, M.; Smit, S.; Govindarajan, A.; Kemeny, S. (24 mai 2024) - *The future of wealth and growth hangs in the balance*, <https://www.mckinsey.com/mgi/overview/the-future-of-wealth-and-growth-hangs-in-the-balance#at-a-glance>
- Schotter, A. (1990) - *Free market Economics*, dans: *Teoria pieței libre (Théorie du marché libre)*, Les Editions didactique et pédagogique, Bucarest
- Sneader, K. (déc. 2020) *The future of business: 2021 and beyond*, McKinsey& Company Webinar, <https://www.mckinsey.com/featured-insights/mckinsey-live/webinars/the-future-of-business-2021-and-beyond>

Starmans, C. ; Sheskin, M. ; Bloom, P. (2017) - *Why People Prefer Unequal Societies*, dans *Nature Human Behaviour*, cité par Komlos, J. (2019)

Vosganian, V. (2024) - *Dublu autoportret (Double autoportrait)*, Les Maisons d'édition Polirom

<https://www.mckinsey.com/mgi/overview/the-future-of-wealth-and-growth-hangs-in-the-balance#at-a-glance>

<https://www.revistabiz.ro/ratingul-de-tara-al-rusiei-a-fost-retrogradat-cu-sase-trepte-la-categoria-junk/>, 3 mars 2022



3. PRÉOCCUPATIONS MONDIALES ET RESPONSABILITÉ NATIONALE*

- 1. Vers une nouvelle architecture de l'économie internationale*
- 2. Désordre mondial et économies perturbantes*
- 3. Entre les dividendes de la paix et le keynésianisme militaire*
- 4. L'économie de guerre – une perspective inquiétante*
- 5. Les responsabilités nationales entre mondialisme et souveraineté*

Références

* Réunion académique solennelle organisée conjointement par l'Université suisse UMEF et l'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières, «Attentes économiques incertaines dans un ordre mondial inquiétant», Genève, Suisse, 17-18 avril 2024.

3.1. Vers une nouvelle architecture de l'économie internationale

Pourrait aussi être le titre de notre intervention, surtout pour comprendre où elle se dirige après les chocs de 1971, 1989, 2008, 2019, 2020, 2021, chacune de ces étapes, chacune avec sa propre connotation, formant cependant, par la ligne qui les unit, un ensemble.

Le chemin, le développement du changement de l'ordre économique est une chose normale. Ce qui est préoccupant, au niveau mondial et national, c'est la «discipline» de ce changement, afin d'éviter l'éclatement indésirable d'un nouveau conflit mondial. Les élites, à tendance médiocre, qui se considèrent impliquées dans le monde d'aujourd'hui ont la prétention (seulement!) d'avoir le sens des responsabilités. Elles se sont multipliées – on les voudrait bien harmonisées, dans le contexte bruyant du global sans contenu – et sont désireuses de proclamer leur appartenance au monde en mutation. C'est pourquoi, en l'absence d'une action responsable avec des propositions négociées et consensuelles, le chemin vers un nouvel ordre international – politique, économique et social – risque de ne pas se faire sans conflit.

Quelques repères pour soutenir nos préoccupations actuelles et surtout futures:

3.1.1. La mondialisation a créé le terme plus récent de **géoéconomie**, qui englobe plus largement les élites intéressées par un nouvel ordre économique. En outre, leurs intérêts se sont multipliés, de nouveaux intérêts apparaissant soit parce que l'on présume que l'architecture mondiale actuelle stimule le changement, soit parce que des intérêts précédemment «gelés» ont été intégrés au courant dominant, certains d'entre eux formant un complexe d'intérêts, plus ou moins ouvertement déclarés à l'opinion publique et à l'ensemble de la société. La précipitation des nouvelles élites est l'expression de leur impatience dans un contexte où *la seule certitude est l'incertitude*. C'est dans cette clé d'incertitude qu'il faut discerner *le degré possible*

de changement ordonné de la géoéconomie, dont les véritables élites sont absentes, précisément à cause de la mondialisation, comme une face noire de celle-ci.

Henri Kissinger, l'un des hommes d'État les plus remarquables du XXe siècle, soulignait¹: " Le manque d'hommes d'État a fait que le monde soit conduit par les populistes et les technocrates [...] vers «Global Leadership Vacuum» (le vide du leadership mondial)". Bien que le concept d' « ère géopolitique en crise » ait été décrit par Henri Kissinger dans son livre *A World Restored* (Kissinger, 1957)², l'interview de 2022 avec Russell Mead apporte la preuve du démantèlement de notre ordre actuel. L'absence d'acteurs du changement – géopolitique et géoéconomique – a alimenté pendant des décennies le doute généralisé sur cette aspiration mondiale. C'est ainsi que de graves souffrances sont devenues possibles, si l'on prend comme exemple la guerre même déclenchée par la Russie contre l'Ukraine, moment de renaissance de nombreux intérêts que beaucoup d'entre nous croyaient disparus, notamment en vertu de la Déclaration d'Helsinki de 1967.

3.1.2. Les ressources de la planète et la relance des conflits

Une nouvelle architecture planétaire implique les peuples de l'époque, renforçant l'idée que le changement ne peut être que le résultat d'une interaction humaine, guidée par des principes et des intérêts. *Les ressources de la planète sont nulles si elles ne sont pas exploitées par un leadership politique conçu, en principe, pour servir les intérêts de la grande majorité des citoyens* (apud H. Kissinger, 1957, N. Georgescu-Roegen, 2009)³. L'année 2022 s'est avérée être une année d'inflexion, qui a jeté les bases d'un nouvel ordre international, avec une nouvelle géoéconomie mondiale. L'année 2022 a cependant été, après les contraintes de la pandémie de Covid-19, la démonstration de l'impatience d'un capitalisme de plus en plus sophistiqué mais, en même temps, tout aussi primitivement exprimé, de produire à nouveau du profit, quelles que soient les conditions et *l'écart par rapport à une nouvelle normalité*. En d'autres termes, maximiser le profit! Car, dans la crise financière post-2008, la croissance économique s'est arrêtée, devenant fragile et incompatible, après que la mondialisation ait produit pendant un certain temps des améliorations ressenties au niveau multinational. Les mesures

1 Cité par Walter Russell Mead en: WSJ Opinion – dialogue avec Henri Kissinger, 22 décembre 2022.

2 Kissinger, H. (1957) – *A World Restored*, Metternich, Castlereagh and the Problems of Peace, 1812-22, Ed. Weidenfeld and Nicolson.

3 Georgescu-Roegen, N. (2009) – *Legea entropiei și procesul economic (The Entropy Law and the Economic Process)*, Ed. Expert, p. 22; p. 268.

d'austérité promues pendant la crise n'ont pas porté leurs fruits, la dette publique des pays a augmenté, et la politique d'assouplissement quantitatif des grandes banques centrales a été contrée par une hausse de l'inflation. Il a fallu un déclencheur du mal – la crise de l'énergie, un autre épisode de la politique de l'État au détriment des citoyens. Si l'on observe l'évolution des prix du pétrole et du gaz, qui vise à gâcher les revenus des classes moyennes, lesquelles, soyons honnêtes, financent la punition de la Russie pour la guerre en Ukraine, *l'artificialité de la crise énergétique* et ses objectifs politiques ont engendré la menace d'interrompre l'approvisionnement de la population pour des périodes de plus de 72 heures! Le chaos créé par la propagande de la crise énergétique a, comme on pouvait s'y attendre, provoqué des bouleversements sociaux, mettant en danger l'establishment politique déjà ébranlé! Contraint par les circonstances, il a eu recours à diverses mesures pour alléger les coûts de l'énergie – subventions et/ou compensations – qui sont finalement supportées par les citoyens eux-mêmes, en alimentant le budget public avec des taxes et des impôts, dont beaucoup ont été introduits au moment le plus inopportun, à partir de 2023.

3.1.3. Les affaires internationales, menées à l'échelle mondiale, se trouvent dans une situation de plus en plus tendue, car chaque participant à un ordre en mouvement veut instantanément que la justice soit de son côté. Le consensus n'est plus possible avec un nombre croissant d'acteurs dont les revendications sont définies par la structuration des intérêts des uns et des autres, pour des raisons géoéconomiques qui s'appuient sur les réalités du moment.

L'architecture économique et géoéconomique du monde, la multitude de crises traversées par l'humanité depuis la crise financière (2008), sont présentées comme des producteurs majeurs de tensions qu'il est urgent d'harmoniser. L'harmonisation est difficile à réaliser. On est trop facilement tenté d'admettre que toutes ces crises qui se superposent et coexistent accentuent les effets négatifs.

L'élucidation des crises n'est plus importante, elle est passée au second plan, et les effets sont effrayants: de quoi parle-t-on quand on parle de *crise énergétique ou de crise alimentaire*? De l'offre et de la demande, de la puissance, de l'inflation, c'est-à-dire des effets!

3.2. Désordre mondial et économies perturbantes

Il y a quinze ans, Lester Brown proposait, dans son célèbre ouvrage «**Le plan B 4.0 – Mobilisation générale à la sauvegarde de la civilisation**», un budget optimiste mais nécessaire pour «*sortir la civilisation du XXI^e*

siècle de la voie du déclin et de l'effondrement et la placer sur celle du développement»⁴.

Calculé à l'époque (2009 – n.a.) le budget proposé par Brown s'élevait à **187 milliards de dollars** et était divisé en deux grandes catégories de dépenses:

1. Dépenses pour les objectifs sociaux de base, d'un montant total de **77 milliards de dollars**, visant l'éducation primaire universelle, l'éradication de l'analphabétisme des adultes, la santé pour tous, la reproduction et le planning familial, les soins de santé de base universels, les repas scolaires et l'aide aux enfants d'âge préscolaire et aux femmes enceintes dans 44 des pays les plus pauvres du monde
2. **110 milliards de dollars** pour des actions de restauration de la planète, y compris la plantation d'arbres, la protection des terres arables, la restauration des prairies et des pêcheries, la protection de la biodiversité et la stabilisation des nappes phréatiques.

Nous n'avons pas entrepris, et nous n'aurions pas le temps dans ce format de débat, d'analyser l'objectivité/le réalisme des mesures proposées par le fondateur du World Watch Institute – Washington pour relever les deux grands défis⁵ auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui, tout comme il y a une décennie et demie, ni les réponses qu'il propose (bien qu'une telle approche serait certainement non seulement intéressante mais aussi très utile – n.a.).

Notre appel à Brown envisage un «*détail*» que l'auteur introduit dans son ouvrage, concernant le rapport entre les dépenses qu'il propose pour sauver la civilisation et le budget militaire américain, ou les dépenses militaires globales: *«rassembler les objectifs sociaux et les composantes du redressement planétaire dans un seul budget du Plan B entraîne des dépenses annuelles supplémentaires de 187 milliards de dollars, ce qui représente environ un tiers du budget actuel (2008) de l'armée américaine, ou 13 % du budget militaire global»*. Il est à noter qu'en 2008, **les dépenses militaires mondiales s'élevaient à 1.464 milliards de dollars, dont pas moins de 607 milliards de dollars pour le budget militaire américain**, alors que l'intervention en Irak est loin d'être terminée!

4 Brown, L. (2011) – *Planul B 4.0 – Mobilizarea generală pentru salvarea civilizației (Plan 4.0 – Mobilising to save civilisation)*, Ed. Expert, Bucarest p. 264

5 (1) Pression démographique sur la terre et sur l'eau ; (2) changement climatique et transition énergétique – apud. Brown L.

En effet, 2008 est aussi l'année de la publication du livre du prix Nobel d'économie Joseph E. Stiglitz et de Linda J. Bilmes, *La guerre de 3 trillions de dollars – le coût réel de la guerre d'Irak* qui explique pourquoi «l'invasion américaine de l'Irak a été une terrible erreur»⁶. Lancé pratiquement au plus fort de l'intervention américaine en Irak (en février-juin 2007 a vu le dernier renforcement des forces en Irak d'environ 170 000 soldats, et en novembre 2008 le retrait des troupes américaines a pratiquement commencé⁷), le travail de Stiglitz et Bilmes est pertinent pour notre approche d'au moins deux points de vue:

- dans le rapport souligné par Brown, les montants nécessaires à la «reconstruction de la planète» et au budget militaire américain ne sont pas basés sur une année facile en termes de dépenses militaires mais, au contraire, sur **une année très difficile**;
- reprenant les données disponibles sur le site National Priorities Project⁸, Stiglitz-Bilmes précisent: “ avec un trillion de dollars, 8 millions de maisons supplémentaires auraient pu être construites; environ 15 millions d'enseignants d'écoles publiques supplémentaires auraient pu être embauchés pour un an; environ 120 millions d'enfants auraient pu être payés pour participer au programme Head Start⁹ pendant un an; 530 millions d'enfants auraient pu recevoir des soins de santé pendant un an; 43 millions d'étudiants auraient pu recevoir des bourses d'études de quatre ans dans les universités d'Etat. Maintenant, multipliez ces chiffres par trois”¹⁰.

Voilà une **perspective éminemment humaniste sur les dépenses militaires des états**. Malheureusement, la réalité nous montre que la vision humaniste d'un économiste, même lauréat du prix Nobel, ne suffit pas à modifier le comportement des gouvernements du monde.

6 Stiglitz, J.E.; Bilmes, L.J. (2009) – *Războiul de 3 trilioane \$ – adevăratul cost al conflictului din Irak (The Three Trillion Dollar War: The True Cost of the Iraq Conflict)*, Ed. Tehnică, Bucurest, p. XI

7 *** Timeline: Invasion, surge, withdrawal; U.S. forces in Iraq, Reuters, December 18, <https://www.reuters.com/article/us-iraq-usa-pullout-idUSTRE7BH08E20111218/>

8 www.costofwar.com

9 Programme du Département des Etats Unis pour des services de santé et services humains, qui assure l'éducation générale, les soins médicaux et la nourriture aux enfants des familles avec des revenus bas.

10 Stiglitz, J.E.; Bilmes, L.J. (2009) – *Războiul de 3 trilioane \$ – adevăratul cost al conflictului din Irak (The Three Trillion Dollar War: The True Cost of the Iraq Conflict)*, Ed. Tehnică, Bucurest, 2009, p. XV

Le dernier rapport de l'International Institute of Strategic Studies (IISS) de la Grande Bretagne révèle une réalité qui va totalement à l'encontre de l'approche humaniste : **les dépenses mondiales de défense ont augmenté de 9 % en 2023 par rapport à l'année précédente, atteignant le montant record de 2.200 milliards de dollars¹¹, et devraient encore augmenter en 2024.**

Les données fournies par la Banque mondiale montrent également que, durant la période de référence choisie, il n'y a eu que cinq années de relative stabilité et même une légère diminution des dépenses militaires entre 2011 et 2016, une stabilité générée davantage par les effets de la crise économique et financière qui a débuté en 2008 que par des changements dans la perception de la sécurité dans le monde.

Plus inquiétante encore est la situation des **pays européens membres de l'OTAN** qui, se trouvant à proximité de la guerre russo-ukrainienne et participant à l'effort international de soutien à l'Ukraine, **ont dépensé 32 % de plus pour la défense en 2023 qu'en 2014¹²**, lorsque la Russie a envahi la Crimée!

Malgré ces augmentations significatives des budgets de défense, le Rapport de l'IISS note une détérioration constante de l'environnement sécuritaire, caractérisé par un nombre croissant de conflits tels que la guerre Hamas-Israël, l'agression continue de la Russie contre l'Ukraine, la prise de contrôle du Nagorno-Karabagh par l'Azerbaïdjan, les coups d'État au Niger et au Gabon, et les manœuvres plus affirmées de la Chine autour de Taïwan et dans la mer de Chine méridionale.

Nous assistons, pratiquement pour la (*n-ième*) fois, à cette inadéquation, voire à cette corrélation inversement proportionnelle, entre les dépenses de défense et les caractéristiques de l'environnement international de sécurité; en d'autres termes, **alors que les dépenses militaires augmentent, l'environnement de sécurité se détériore!**

Mais le rapport 2024 de l'IISS met en lumière un aspect qui échappe souvent à l'analyse: **«Cette ère d'insécurité redéfinit également le paysage industriel mondial de la défense.** Les États-Unis et l'Europe augmentent leur production de missiles et de munitions et, bien que les progrès aient été lents, ces efforts promettent de fournir bientôt une plus grande capacité de production de défense après des décennies de sous-investissement. [...] Si l'Occident augmente ses dépenses, il en va de même pour la Chine ou la Russie, qui

11 The International Institute of Strategic Studies, *The Military Balance 2024 spotlights an era of global insecurity* à <https://www.iiss.org/press/2024/02/the-military-balance-2024-press-release/>

12 Idem 7

consacrent désormais plus de 30% de leurs dépenses publiques aux dépenses militaires totales», les niveaux de sécurité mondiaux sont en baisse.

Cette conclusion, traitée de manière quelque peu secondaire dans le contenu du rapport, devient cruciale lorsque l'on réfléchit aux conflits armés contemporains d'un point de vue économique.

Il est bien connu que, depuis leur création, les guerres, les conflits armés en général, ont eu pour cause principale le désir de l'agresseur d'acquérir les «actifs» de l'agressé, c'est-à-dire les terres, les ressources naturelles, les capacités de production, etc., y compris le capital humain.

Alors que jusqu'au Moyen-Âge, dans de nombreux cas, les objectifs de l'agresseur étaient explicitement énoncés, depuis l'époque moderne et surtout dans l'histoire contemporaine, après la formalisation du droit des conflits armés, les raisons invoquées par les agresseurs sont devenues dans leur quasi-totalité *éthiques, morales et légitimement justifiées*: la récupération de territoires injustement occupés, le droit à l'autodétermination, la correction d'injustices historiques, le renversement de dictatures, l'établissement/la restauration/la défense de l'État de droit, et l'on pourrait multiplier les exemples! Cela peut paraître paradoxal, mais il semble **aujourd'hui que la paix passe par la guerre!** Ou du moins par l'armement, comme à l'époque de la guerre froide!

La période de relative détente dans les politiques d'armement et, évidemment, dans les dépenses militaires, après 1989 est aujourd'hui considérée, comme nous l'avons vu, comme des *«décennies de sous-investissement»*! Cette *«nouvelle»* approche de la politique internationale nous oblige à répondre, le plus rapidement possible et de manière plus raisonnée, à une question que nous osons considérer comme déterminante pour la bonne interprétation du contexte géopolitique et, surtout, géoéconomique contemporain: **sommes-nous à l'épicentre d'une nouvelle course aux armements (pour la paix cette fois!) ou la guerre/le conflit armé, au-delà des déclarations officielles, a-t-elle gardé la logique économique comme raison ultime?**

Laissant la première partie de la question à la géopolitique, rappelons simplement que, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, **les dépenses militaires des Etats d'Europe centrale et occidentale** (avec un total de 345 milliards de dollars) **ont dépassé, dès 2022, les dépenses militaires de 1989**, date de la fin de la guerre froide¹³.

13 ***Stockholm International Peace Research Institute, *World military expenditure reaches new record high as European spending surges*, 24 April 2023, pe <https://www.sipri.org/media/press-release/2023/world-military-expenditure-reaches-new-record-high-european-spending-surges>

3.3. Entre les dividendes de la paix et le keynésianisme militaire

Dans l'ouvrage précité, Stiglitz et Bilmes, invoquant la perspective économique keynésienne, soulignent également qu'«aujourd'hui, aucun économiste sérieux n'est plus d'avis que la guerre a été profitable à l'économie. L'économiste John Maynard Keynes nous a montré comment, en abaissant les taux d'intérêt et en augmentant les dépenses publiques, les pays pouvaient faire en sorte que l'économie en temps de paix fonctionne presque ou complètement sans chômage. **Mais l'argent dépensé en armements est de l'argent jeté par la fenêtre** ; s'il avait été dépensé en investissements – dans des usines ou des équipements, des infrastructures, la recherche, la santé ou l'éducation – la productivité de l'économie aurait augmenté et les résultats futurs auraient été meilleurs. **La question n'est pas de savoir si l'économie a été affaiblie par la guerre. La question est de savoir dans quelle mesure**»¹⁴.

En principe, nous sommes d'accord avec les affirmations de Stiglitz-Bilmes, mais une lecture attentive du texte cité, comme d'ailleurs de l'ensemble du livre, nous amène à faire les trois observations suivantes :

- *premièrement*, il faut dire que tant Stiglitz que Keynes, qu'il mentionne, ont formulé leurs conclusions en tenant compte d'un «*Etat idéal*», **scientifiquement programmé dans le but d'assurer le bien-être de ses propres citoyens** et dépourvu de tout défi/risque de nature interne ou externe. En réalité, les choses sont différentes. Les États sont gouvernés par des partis politiques, en fait des ONG, qui visent à s'approprier et à perpétuer leur pouvoir politique (et évidemment économique – n.n.). Ceux-ci, à leur tour, sont «*redevables*» à leurs propres sponsors et gouvernement, une fois au pouvoir, selon leurs propres doctrines et intérêts, en regardant, plus ou moins, l'électorat à travers le prisme de leurs propres objectifs pour les élections à venir. Et, tout aussi important, il faut admettre que l'État n'agit presque jamais en l'absence de contraintes, tant internes qu'externes, et c'est pourquoi leur liberté d'expression est directement proportionnelle à leur puissance économique, politique et, surtout, militaire !
- *la deuxième* observation concerne le lecteur du texte précité: dans leur analyse des effets macroéconomiques de la guerre, Stiglitz et Bilmes évoquent «*l'argent dépensé en armes*» dans une **perspective** que l'on serait tenté de le qualifier comme strictement **consommériste**;

¹⁴ Stiglitz, J.E.; Bilmes, L.J. (2009) – *Războiul de 3 trilioane \$ – adevăratul cost al conflictului din Irak (The Three Trillion Dollar War: The True Cost of the Iraq Conflict)*, Ed. Tehnică, Bucarest, p. 80-81

- Ceci nous amène à la *troisième* observation: nous ne savons pas si c'est intentionnel ou non, mais lorsqu'ils parlent d'investissement, les deux scientifiques réputés semblent ignorer une réalité évidente: l'existence **«d'usines ou d'équipements, d'infrastructures, de recherches» pour la production de technologies de combat, d'armes et de munitions!**

L'intégration de ces trois observations nous amène à considérer la conclusion de Stiglitz et Bilmes avec une certaine réserve, du moins d'un point de vue strictement économique.

Dans un monde où le principal défi de la production industrielle est, depuis des décennies, **le marché/ la vente**, la production d'armes et de munitions ne peut pas faire exception. De plus, le problème de l'élimination, et en fin de compte de la consommation, est amplifié par les caractéristiques de durabilité/fiabilité exigées des produits destinés au combat armé.

Dans le même temps, nous ne pouvons pas ignorer les exigences de compétitivité imposées aux produits de l'industrie militaire. La technologisation croissante de la guerre fait qu'aujourd'hui, dans de nombreux cas, les résultats de la recherche/innovation technologique soient principalement destinés aux militaires. Il est évident que l'effort de recherche et d'expérimentation de nouvelles technologies augmente considérablement le prix du produit fini et le rend ainsi difficile, voire inaccessible à tous. En d'autres termes, le produit de l'industrie militaire présente, du moins du point de vue des consommateurs potentiels, les caractéristiques d'un *«produit de luxe»* : pour les riches, il s'agit d'une commodité, pour les *«moins riches»*, d'une nécessité qui exige des efforts considérables (souvent consentis au prix de sacrifices), et pour les pauvres, d'une chimère. Mais, malheureusement, c'est une chimère qui comporte d'énormes risques.

Il convient également de rappeler qu'en raison du prix et du contrôle exercé sur le commerce de ces produits, les acheteurs potentiels sont, dans leur grande majorité, des États. **En achetant des armes (au sens générique du terme), l'État finance la reprise des cycles de production dans les usines de l'industrie militaire, usines qui, à leur tour, ont un effet synergique sur l'ensemble de l'économie de l'État en question, influençant directement les équilibres macro-économiques!** Il s'agit évidemment d'États économiquement puissants, à la fois producteurs et exportateurs de technologies de combat et de leurs dérivés.

Voici ce que Heidi Peltier, directrice du programme *«Les coûts de la guerre»* à l'Université de Boston/USA, disait de l'économie américaine au milieu de l'année dernière : (1) *«Les dépenses militaires représentent une part domi-*

nante des dépenses discrétionnaires aux Etats-Unis¹⁵; (2) le personnel militaire représente la majeure partie de la main-d'œuvre du gouvernement américain et (3) **l'industrie militaire est une force majeure dans l'économie américaine** ”¹⁶.

Le rapport de Peltier, intitulé «*On reçoit ce qu'on paye – le cycle des dépenses militaires, la puissance de l'industrie et la dépendance économique*», est, à l'instar du livre de Stiglitz et Bilmes, un véritable réquisitoire contre la politique économique de défense, qui révèle également ses effets néfastes sur ce que l'auteur appelle «*l'industrie civile*».

A travers le prisme de cette dure réalité, tout «*ajustement*» du nombre d'employés dans ce secteur est, à la fois, un **défi du point de vue** des besoins de défense du pays et du point de vue **de l'économie et de l'emploi**. Souvent (et pas seulement aux États-Unis), la reconversion du personnel militaire a été, et continue d'être, discutée comme une solution possible au problème de l'emploi de la main-d'œuvre licenciée à la suite du déclin de l'emploi dans le secteur de la défense. Le principal argument avancé à l'appui d'une telle option est que les coûts de reconversion sont beaucoup moins élevés que le maintien du personnel dans l'armée.

La combinaison de la forte proportion de personnel militaire dans l'ensemble de la main-d'œuvre employée et de leurs caractéristiques spécifiques fait des **établissements de défense**, en particulier dans le cas des principales forces militaires mondiales, un **acteur économique important ayant un grand pouvoir d'influence sur les politiques budgétaires et, bien entendu, fiscales des pays concernés**.

Un exemple de cette situation peut être trouvé dans l'histoire récente de notre pays, la Roumanie, lorsque, à la suite d'une décision de l'ancien parti communiste prise en 1968, les fondations de sa propre industrie nationale d'armement et de munitions ont été mises. **La seule raison de cette décision était la nécessité d'équiper l'armée nationale en raison de l'em-**

15 “ Le budget fédéral américain comprend deux parties: les dépenses obligatoires et les dépenses discrétionnaires. Les dépenses obligatoires sont fixées par des règles et des règlements et couvrent des programmes tels que la sécurité sociale, Medicaid et Medicare, entre autres. Les dépenses discrétionnaires sont décidées chaque année par le Congrès américain et comprennent le financement de l'armée, de l'énergie, du logement, de l'éducation, de la diplomatie et de divers autres programmes. Pour l'année fiscale 2022, les dépenses obligatoires s'élevaient à un peu plus de 4 000 trillions de dollars et les dépenses discrétionnaires à environ 1 700 trillions de dollars”, apud Peltier H, *We Get What We Pay For: The Cycle of Military Spending, Industry Power, and Economic Dependence*, Watson Institute for International & Public Affairs, Brown University, June 8, 2023, p. 6

16 Peltier 2023 – We Get What We Pay For – FINAL – 0608.pdf (brown.edu)

bargo imposé à la Roumanie par l'URSS sur les importations de technologie militaire, à la suite de la non-participation de notre pays à l'invasion de la Tchécoslovaquie¹⁷!

Si cette décision, peut être considérée aujourd'hui comme un exemple de **souveraineté**, elle a montré économiquement sa fragilité après la démocratisation du pays et le passage à l'économie de marché: **l'industrie de défense de notre pays est aujourd'hui à la limite de la survie par manque de compétitivité.**

En même temps, l'étroite dépendance des communautés locales à l'égard d'une industrie performante, ou d'un complexe industriel viable, leur confère une grande capacité d'influence sur les politiques publiques au niveau local, et même national, c'est-à-dire un «*pouvoir politique*» considérable. Évidemment, dans ce cas, le «*pouvoir politique*» des entreprises est d'autant plus grand qu'elles sont représentatives d'un territoire et d'une population plus vastes, un phénomène qui est plus évident dans le cas des États fédéraux.

«*Plus un État est dépendant des dépenses de défense (l'industrie militaire – nn), plus ses politiciens plaideront en faveur d'une augmentation des budgets de défense*», cite Peltier d'une étude de 2014 de Rebecca Thorpe, professeur associé à l'Université de Washington, et continue, «*en d'autres termes, la pression politique pour maintenir ou augmenter les dépenses militaires résulte non seulement du montant total des dépenses de défense qu'une communauté reçoit, mais aussi du degré de dépendance de cette communauté à l'égard de ces dépenses et du peu d'alternatives qu'elle a en matière d'emploi et de production économique*¹⁸».

Nous ne voudrions pas que l'on comprenne que ces développements ne concernent que les États-Unis! Ils s'appliquent également à la Fédération de Russie, propriétaire d'un énorme complexe militaro-industriel, ou à la Chine, qui, avec **219,4 milliards** de dollars, occupe la deuxième place dans la liste des pays ayant les dépenses de défense les plus élevées en 2023. Certes, ce montant représente un quart de celui des États-Unis (**905,5 milliards de dollars**), ou des autres pays en tête du classement – Royaume-Uni, Arabie saoudite, Allemagne, France, etc. Pour être le plus fidèle possible

17 Diamescu, A.-M. (2018) – *Apărare și ordine publică (Défense et ordre public)*, en *Economia României după Marea Unire* (L'Economie de la Roumanie après la Grande Union), Volume II – *Economia Sectorială* (Economie sectoriale), coordonnateurs Iancu A., Georgescu G., Axin-ciuc V., Pavelescu F.-M., Ciutacu C., Les Editions de l'Académie Roumaine, Bucarest, p. 852

18 Thorpe, R.U., *The American warfare state; the domestic politics of military spending*, University of Chicago press, 2014 apud. Peltier H, *We Get What We Pay For: The Cycle of Military Spending, Industry Power, and Economic Dependence*, Watson Institute for International & Public Affairs, Brown University, June 8, 2023, p. 11-12

à la réalité, il faut préciser qu'en termes d'effort, seuls deux des 15 pays ayant les dépenses militaires les plus élevées figurent parmi les 15 pays qui consacrent le pourcentage le plus élevé de leur PIB à la défense: l'Arabie saoudite – 6,5 % et la Fédération de Russie – 5,8 %¹⁹.

Les grandes entreprises d'armement et de technologie de combat, Lockheed Martin, Boeing, Raytheon Technologies, General Dynamics ou Northrop Grumman – pour ne citer que les soit dites «Big 5» de la défense – dépensent chaque année des millions de dollars en lobbying politique, local et fédéral afin d'obtenir la plus grande «part» possible des dépenses d'approvisionnement du Département de la défense, ou pour obtenir le soutien du gouvernement, de la classe politique en général, dans l'obtention de contrats de vente sur les marchés étrangers.

Tableau 3.1 Valeur des contrats financés et des dépenses de lobby²⁰

Compagnies	Contrats financés par le Gouvernement des Etats Unis en 2021	Dépenses pour actions de lobby (2021)
Lockheed Martin	38.921.094.726 \$	14.401.911 \$
Boeing	23.197.950.790 \$	13.450.000 \$
Raytheon Technologies	20.611.792.865 \$	15.390.000 \$
General Dynamics	16.588.721.379 \$	11.107.444 \$
Northrop Grumman	14.661.680.694 \$	10.673.000 \$

Source : Diamescu, A.-M., *Apărare și ordine publică, en Economia României după Marea Unire, Volumul II – Economia Sectorială, coordonnateurs Iancu A., Georgescu G., Axinciuc V., Pavelescu F.-M., Ciutacu C., Ed. Academiei Române, Bucarest, 2018.*

Alors que la plupart des économistes considèrent les «*dividendes de la paix*» en termes de gains économiques résultant de la réduction des dépenses militaires (l'utilisation des budgets ainsi dégagés dans des domaines sociaux tels que la santé, l'éducation ou les travaux d'infrastructure publique – n.n.), les représentants et les partisans de l'industrie militaire soutiennent que toute réduction des dépenses militaires, non seulement nuit à la sécurité nationale mais, tout aussi gravement, aura un impact négatif sur l'économie par: (1) la fermeture/restructuration d'importantes capacités de production, (2)

¹⁹ The International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2024; The annual assessment of global military capabilities and defence economics*, Routledge Taylor & Francis Group, London, fév. 2024, p. 14

²⁰ Apud Peltier H. (2023) – *We Get What We Pay For: The Cycle of Military Spending, Industry Power, and Economic Dependence*, Watson Institute for International & Public Affairs, Brown University, June 8, p. 15

la réduction du nombre d'emplois, (3) la perte de personnel hautement qualifié, (4) l'augmentation des dépenses d'aide sociale, etc.

La confrontation entre la politique économique, basée sur la position selon laquelle le gouvernement devrait augmenter les dépenses militaires pour stimuler la croissance économique, appelée péjorativement «**keynésianisme militaire**», et les partisans des «**dividendes de la paix**» peut être influencée par le lobbying. En général, cependant, l'arbitrage se fait en fonction de la situation géopolitique et sécuritaire dans, la ou les zones d'intérêt de l'État concerné et de la phase économique (croissance, déclin, reconstruction, crise, etc. – n.a.) qu'il traverse.

Mais, le plus important, à notre avis, est de savoir que, au-delà de ce qu'il peut signifier, le «keynésianisme militaire» existe et que toute politique d'augmentation des dépenses militaires n'est pas étrangère à la guerre, même lorsqu'elle vise la défense !

Même dans le cas des «*dividendes de la paix*», les pays producteurs d'armes peuvent considérer, et considèrent souvent, qu'un moyen d'atténuer l'impact de la réduction des dépenses de défense sur l'industrie nationale serait de vendre des produits sur les marchés étrangers.

Les arguments qui plaident en faveur de cette approche sont nombreux: maintien en activité des capacités de production et mise à disposition lorsque les besoins intérieurs l'exigent, réduction de l'impact sur la main-d'œuvre, effets positifs sur la balance des paiements, etc.

3.4. L'économie de guerre – une perspective inquiétante

On évite autant que possible de dire que tous les acheteurs n'ont pas en fin de compte des intentions pacifiques et défensives, auquel cas l'exportation d'armes et de technologies de combat peut conduire à une instabilité accrue des relations internationales.

En généralisant, on peut dire que, dans ce cas, un effet potentiellement bénéfique à l'intérieur du pays peut entraîner des effets négatifs à l'extérieur, dont la somme algébrique est certainement négative. En d'autres termes, «*l'instabilité accrue au niveau international s'accompagne souvent d'une nouvelle tendance à l'armement, qui finit par annuler les effets intérieurs positifs des dividendes de la paix résultant de la réduction des dépenses de défense* »²¹. **La guerre peut aussi être, d'un certain point de vue, un marché! La**

21 Constantinescu, M. (2006) – *Dividendul păcii – mit sau realitate (Dividendes de la paix – myth ou réalité)*, Département Régional d'Etudes pour le Management des Ressources de la Défense, Braşov, sur http://www.codrm.eu/conferences/2006/09Constantinescu_Maria.pdf

guerre peut, et c'est souvent le cas, être un moyen de relancer certaines industries et aussi un terrain d'essai pour de nouvelles technologies! La guerre peut être considérée par certains pays, dans certaines circonstances, comme une nécessité, voire une opportunité économique!

Qu'est-ce qui nous empêcherait donc de voir l'agression de la Fédération de Russie en Ukraine également comme une conséquence d'une politique économique de reconstruction post-soviétique/restauration de l'énorme complexe militaro-industriel russe!

Les bouleversements de l'ordre international, dont nous sommes tous témoins aujourd'hui, nous obligent à accepter toutes ces réalités et à abandonner la position réticente, voire distante, que la plupart des économistes et des scientifiques adoptent lorsqu'il s'agit de la guerre.

Il y a plus de vingt ans, Thierry de Montbrial, membre honoraire du RACEF, dans son ouvrage *«L'action et le système du monde»* (2003), énonçait les quatre causes fondamentales (ou combinaisons de causes) de conflit suivantes : *«différends territoriaux, rivalité entre communautés (ethniques, religieuses, etc.) pour le pouvoir sur un territoire donné, concurrence pour le contrôle des ressources économiques, opposition idéologique »*²².

Le désir illimité de profit ou la cupidité, comme l'a dit Alain Greenspan, des grandes entreprises de l'industrie militaire, combinés à l'ignorance avec le manque de connaissance ou, au pire, à l'inconscience de certains gouvernements, sont en fin de compte parmi les principaux facteurs générant des turbulences dans l'ordre mondial.

Ce n'est pas dans tous les cas que le désordre des relations internationales est le principal facteur d'incertitude économique, mais les **économies, dont le moteur et en même temps l'unique raison d'être est la maximisation du profit, souvent à n'importe quel prix, sont parmi les causes de la dépréciation/instabilité de l'ordre mondial!**

C'est pourquoi nous proposons d'ajouter aux quatre causes fondamentales de conflit identifiées par Thierry de Montbrial une cinquième: **l'appât du gain économique!**

22 Montbrial, T. (2003) – *Acțiunea și sistemul lumii (L'action et le système du monde)*, Ed. Expert, Bucarest, p. 97

3.5. Les responsabilités nationales entre mondialisme et souveraineté

Il y a peu de temps, une autre étude, précieuse et bienvenue pour nos préoccupations, mettait en cause la *souveraineté* comme condition sans laquelle il n'y a pas de liberté pour une nation de décider de son destin, de sa conscience de soi.

Varujan Vosganian²³, dont l'étude nous citons ci-dessous, considère que *«1989, année du bicentenaire de la Révolution française, a été une année spectaculaire, même si elle a aussi marqué son échec, en montrant, après deux siècles d'expériences sanglantes, que les hommes ne peuvent pas être à la fois libres et, par tous les moyens, égaux. [...] L'enthousiasme de la fin du XXe siècle a créé l'illusion de tous les possibles. Le paradigme de ces années-là suggérerait que l'humanité avait une chance de connaître une évolution dans laquelle la guerre froide et l'affrontement des grandes puissances dans un monde bipolaire disparaîtraient, les flux économiques seraient globaux et sans restriction, la réduction des armements stratégiques, principalement nucléaires, deviendrait un fait, et le triomphe du libéralisme apporterait à la fin de l'histoire un millénarisme différent de l'utopie communiste.*

Vingt ans plus tard, nous constatons, hélas, que le paradigme a bel et bien changé, non pas pour le meilleur, mais pour le pire. Les affrontements qui séparent les grandes puissances n'ont pas disparu, et le monde est passé de bipolaire à multipolaire, avec un risque d'affrontement qui augmente de façon exponentielle. Les flux économiques sont fracturés par les conflits guerriers, les crises, les blocus, les sanctions et les monopoles. Les obstacles à la mondialisation se multiplient et la mondialisation, dont on parle de moins en moins, est devenue un concept plus idéologique, souvent associé à l'expansionnisme».

Nous avons repris dans notre intervention ce passage plus ample de l'ouvrage de notre collègue Varujan Vosganian pour renforcer une conclusion, celle de notre échec, de la responsabilité des nations qui doivent choisir leur voie, maintenant, quand le temps le permet encore: soit la voie de l'alignement sur les perceptions de la mondialisation (avec ses aspects lumineux ou sombres, avec des gagnants ou des perdants sur lesquels nous n'avons pas

23 Chercheur affilié à l'Institut national de recherche économique «Costin C. Kirițescu», docteur en mathématiques et en économie, poète et prosateur de renommée nationale et internationale, Varujan Vosganian est vice-président de l'Union des écrivains roumains. Son étude, à laquelle nous faisons référence, est en train d'être publiée dans les pages de la revue *Caiete Critice* (Cahiers critiques) de la Fondation nationale pour la science et l'art – Académie Roumaine.

une seule fois écrit) (Pop, N.; Ioan-Franc, V., 2018)²⁴, soit la voie du souverainisme. Peser sur cette voie est de plus en plus difficile, surtout si l'on pense à un changement de paradigme sur le monde dans son ensemble. Au-delà des multiples, pourrait-on dire, définitions de la souveraineté, elles expriment en substance la volonté et la connaissance de soi d'une nation, sa liberté de formuler, de soutenir et d'imposer sa propre volonté, dans l'intérêt des peuples qui la composent. Il faut trancher, dit Vosganian, entre souveraineté et souverainisme, dont les perdants sont le nationalisme, l'isolationnisme et finalement, en ce qui nous concerne, l'euroscepticisme.

Le besoin actuel d'une économie véritablement humaniste, à la recherche du bien-être partagé plutôt que du profit à tout prix, et caractérisée par la modération plutôt que par l'avidité, est plus aigu aujourd'hui que jamais et, selon nous, la seule solution viable pour un monde meilleur, plus sûr et, surtout, plus stable.

La période de la guerre froide a invalidé l'aphorisme «**Si vis pacem, para bellum**» (*Si tu veux la paix, prépare la guerre*), ou du moins a démontré que son application a conduit à une course aux armements continue, à un coût exorbitant, finalement payé aux dépens de notre bien-être commun.

C'est pourquoi nous proposons, comme actualisation du vieil aphorisme et, pourquoi pas, comme forme possible d'expression synthétique de la vision économique humaniste de la sécurité, la formule : «**Si vis pacem, praebet bonum omnibus**» (*Si tu veux la paix, assure le bien-être de tous*).

Références

- Brown, L. (2011) – *Planul B 4.0 – Mobilizarea generală pentru salvarea civilizației (Plan B 4.0: Mobilizing To Save Civilization)*, Ed. Expert, Bucarest, p. 264
- Constantinescu, M. (2006) – *Dividendul păcii – mit sau realitate (Dividendes de la paix – mythe ou réalité)*, Département Régional des Etudes pour le Management des Ressources de la Défense, Braşov, sur http://www.codrm.eu/conferences/2006/09_Constantinescu_Maria.pdf
- Diamescu, A.-M. (2018) – *Apărare și ordine publică (Défense et ordre public)*, en *Economia României după Marea Unire (Economie de la Roumanie après la Grande Union)*, Volume II – *Economia Sectorială (Economie sectorielle)*

²⁴ Pop, N.; Ioan-Franc, V. (2018) – *România în globalizare (La Roumanie dans la mondialisation)*, Editura Centrul de Informare și Documentare Economică, Académie Roumaine.

- toriale), coordonnateurs Iancu A., Georgescu G., Axinciuc V., Pavelescu F.-M., Ciutacu C., Les Editions de l'Académie Roumaine, Bucarest, p. 852
- Georgescu-Roegen, N. (2009) – *Legea entropiei și procesul economic (The Entropy Law and the Economic Process)*, Ed. Expert, p. 22; p. 268
- Montbrial De, T. – *Acțiunea și sistemul lumii (L'action et le système du monde)*, Ed. Expert, Bucarest, 2003, p. 97
- Peltier, H. (2023) – *We Get What We Pay For: The Cycle of Military Spending, Industry Power, and Economic Dependence*, Watson Institute for International & Public Affairs, Brown University, June 8, p. 6, Peltier 2023 – We Get What We Pay For – FINAL – 0608.pdf (brown.edu)
- Pop, N.; Ioan-Franc, V. (2018) – *România în globalizare (La Roumanie dans la mondialisation)*, Editura Centrul de Informare și Documentare Economică, Académie Roumaine
- Russell Mead, W. (2022) – *Dialogue with H. Kissinger*, en: WSJ Opinion, 22 décembre
- Stiglitz J.E.; Bilmes L.J. (2009) – *Războiul de 3 trilioane \$ – adevăratul cost al conflictului din Irak (The Three Trillion Dollar War: The True Cost of the Iraq Conflict)*, Ed. Tehnică, Bucarest, p. XI
- Thorpe, R.U. (2023) – The American warfare state; the domestic politics of military spending, University of Chicago press, 2014 apud. Peltier H, *We Get What We Pay For: The Cycle of Military Spending, Industry Power, and Economic Dependence*, Watson Institute for International & Public Affairs, Brown University, June 8, p. 11-12
- The International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2024; The annual assessment of global military capabilities and defence economics*, Routledge Taylor & Francis Group, London, février 2024, p. 14
- www.costofwar.com
- *** Stockholm International Peace Research Institute, *World military expenditure reaches new record high as European spending surges*, 24 avril 2023, sur <https://www.sipri.org/media/press-release/2023/world-military-expenditure-reaches-new-record-high-european-spending-surges>
- *** Timeline: Invasion, surge, withdrawal; U.S. forces in Iraq, Reuters, December 18, sur <https://www.reuters.com/article/us-iraq-usa-pullout-idUSTRE7BH08E20111218/>



4. LE DÉVELOPPEMENT SOUTENABLE - UNE PERSPECTIVE HUMANISTE*

1. Les limites de la vie sur la planète

2. La soutenabilité – un objectif à long terme

3. L'approche des questions environnementales dans la recherche économique

4. Retrouver et replacer l'homme à l'épicentre de la science économique

5. L'Éducation – la solution du développement durable

Références

* XVIIIème Acte Internationale de l'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières / XVIII Sesión Internacional de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, “The voice of economic science in front of the limits to life on the planet”, Barcelone, 15-16 novembre 2023

«Le plaisir d'une certaine personne (est) = le plaisir de la consommation + le plaisir du loisir – le déplaisir du travail»

Nicholas Georgescu-Roegen

4.1. Les limites de la vie sur la planète

Parler de limites, en général, et en particulier des limites de la vie sur la planète, est non seulement un défi, mais aussi une source d'effroi pour chacun d'entre nous, êtres finis, qui projetons naturellement notre action, et souvent notre pensée, dans des horizons temporels définis.

Trois décennies et demie après que le Rapport Brundtland de 1987 a lancé le concept de développement durable, celui-ci reste un concept sous-développé, pas du tout définitif, du moins dans sa dimension pratique.

Treize ans après l'institutionnalisation du concept de développement durable, lancé lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) a adopté les objectifs de développement durable (2015-2030) et a expliqué comment les objectifs sont indivisibles et intégrés pour parvenir à un développement vraiment au niveau mondial.

Aucune surprise, étant donné que le développement durable a été défini dès le départ comme «un développement qui répond aux besoins de la génération actuelle sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs», la moitié des 17 objectifs adoptés sont directement liés au domaine et, donc à l'économie, notamment: l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes, la sécurité alimentaire, la promotion d'une agriculture durable, la promotion d'une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi et un travail décent pour tous, l'industrialisation et la garantie de modes de consommation et de production durables.

Les développements et les clarifications ultérieures du concept ont conduit, comme prévu, à mettre l'accent sur le *développement économique, le développement social/la protection sociale et la protection/conservation de l'environnement*, afin d'assurer la continuité et la prospérité des générations futures. Plus près de nous, l'UNESCO a également promu une quatrième approche, l'approche culturelle, qui se reflète également dans les trois approches.

Malgré l'apparente clarification conceptuelle, les difficultés d'opérationnalisation du concept de développement durable sont encore loin d'être résolues et, à notre avis, même *impossibles à surmonter dans le paradigme actuel de la science économique*.

Dans l'état actuel des choses, le concept de développement durable apparaît davantage comme un concept politique ou, peut-être plus exactement, comme un concept politicien, exprimant des objectifs éminemment souhaitables, généreux, mais utopiques tant que l'on ne peut répondre à la question: *comment arrêter les grands capitaux à la recherche du profit ?!*, question qui est conventionnellement correcte pour les objectifs du développement durable.

La relative nouveauté du concept de développement durable attire, comme on peut s'y attendre, l'attention d'un grand nombre de spécialistes/chercheurs, et la littérature dans ce domaine est déjà considérable. Cependant, nous sommes encore loin d'avoir une «perception» unifiée du problème à résoudre, et encore plus loin d'avoir des solutions viables à ce problème.

L'affirmation apparemment «*radicale*» ci-dessus est facile à soutenir; ne serait-ce que si l'on considère la manière dont le concept de soutenabilité s'est développé parallèlement au concept de développement durable, les deux étant aujourd'hui souvent utilisés dans le même sens.

4.2. La soutenabilité – un objectif à long terme

La tentative de l'UNESCO de distinguer les deux concepts, selon laquelle «la soutenabilité est souvent considérée comme un objectif à long terme (c'est-à-dire un monde plus durable), tandis que le développement durable fait référence aux nombreux processus et voies permettant de l'atteindre», a, à notre avis, accru la confusion, en inversant le sens initial défini par l'Assemblée générale des Nations Unies et en conduisant à des formulations encore plus «compliquées», du genre : «développement durable, soutenable à long terme» !

4.2.1. *L'approche* souvent *mono-spécialisée* d'un concept essentiellement holistique, l'absence d'une école de pensée unifiée dans ce domaine, l'incohérence des instances internationales dans la définition du concept de développement durable sont autant de raisons pour lesquelles celui-ci reste, au mieux, un concept pouvant servir de base à des politiques publiques.

La nécessité d'un *cadre épistémologique* d'investigation du concept de développement durable est, plus que jamais urgente, et peut-être même tardive,

si l'on considère les signes de la «*précarité*» des ressources nécessaires à la vie sur Terre et, même, les risques générés par certaines évolutions, certes naturelles, mais totalement incontrôlées. Ces signaux ont été donnés bien avant l'apparition du concept de développement durable.

Pour ne prendre qu'un exemple parmi tant d'autres, citons le livre de Wolf Schneider, *L'omniprésente Babylone – La ville comme destin humain d'Ur à l'Utopie*, publié en 1960 : «Jamais l'humanité n'a vécu aussi nombreuse dans des agglomérations de bâtiments aussi gigantesques. Depuis plusieurs décennies, la population mondiale se multiplie à un point tel que les villes doivent toujours s'étendre et, tôt ou tard, engloutir même les forêts vierges et les déserts. Nos petits-enfants ne pourront probablement plus choisir entre vivre en ville ou à la campagne. La terre connaît une urbanisation extrêmement rapide !»

Plus de 60 ans après la publication du livre¹, les administrations publiques semblent être restées aveugles et sourdes à ce grave signal d'alarme. De plus, *l'urbanisation* a été et est toujours considérée comme une *solution à la croissance économique*, les grandes capitales du monde étant presque toutes situées dans les grandes métropoles du monde. Peut-on parler de développement durable dans ce cas ?

C'est évidemment une question rhétorique, mais c'est en même temps une question qui devrait littéralement hanter toute décision administrative ou économique !

En attendant, il est du devoir de la communauté scientifique, à notre avis, d'«*arracher*» ce concept de développement durable à l'arène politique et de le soumettre à une analyse approfondie et pragmatique, en le décomposant et en révélant les limites qui le rendent – partiellement ou totalement, temporairement ou définitivement – impossible à opérationnaliser.

4.2.2. De ce point de vue, **la première observation** que nous voudrions faire concerne le caractère vague du concept de développement du point de vue de la science économique actuelle !

La confusion fréquente entre développement et croissance n'est pas nouvelle, même si des économistes réputés comme John Komlos, pour ne prendre qu'un exemple, ont souligné que «*les gens assimilent à tort la croissance économique à l'augmentation du niveau de vie. [...] Les enquêtes et les*

1 Schneider, W. (1968) – *L'omniprésente Babylone – La ville comme destin humain d'Ur à l'Utopie*, édition en roumain 1968, Editura Politică, Bucarest.

*recherches contredisent ce point de vue. Malgré toute la croissance enregistrée au cours d'une vie, la satisfaction nous échappe de loin. La vision basée sur la croissance économique à tout prix ignore la question cruciale de la répartition : la croissance économique n'aide pas les pauvres, les sans-abris, les personnes peu éduquées ou la majorité des chômeurs ».*²

Ce qui est surprenant, en revanche, c'est la persistance de cette confusion, qui nous amène à penser qu'elle n'est pas fortuite, tout comme n'est pas fortuite l'obstination avec laquelle on tente, depuis des années, de *désidéologiser la science économique*, avec un certain succès.

Une brève mise au point conceptuelle s'impose: par idéologiser/désidéologiser la science économique, nous n'entendons pas subordonner la science à un courant politique, quel qu'il soit, gauche-droite, libéral-conservateur, progressiste, etc., mais associer la science économique à un courant d'idées, à une école de réflexion/recherche scientifique définie, finalement, par les finalités de l'activité économique !

Comment faire de la recherche dans un domaine qui est essentiellement un domaine d'action humaine, en ignorant l'homme et ses buts/aspirations ? *Le passage de l'« économie politique» à l'économie dite «générale» est une grave erreur, qui a vidé de son sens le concept de développement et permis, hélas, de parler aujourd'hui de «croissance sans développement», ou de «croissance à tout prix» !*

Mais elle a aussi fait autre chose, peut-être pire : *elle a « déifié » le profit !* Au fond, dès lors, l'économie a été dépouillée de toute vertu, sa seule finalité étant de faire du profit.

4.2.3. Ceci nous amène au **deuxième constat**, qui est, en fait, une question et un appel à la réflexion/recherche : *la croissance économique est-elle possible dans le cadre du développement durable ?*

Sans prétendre avoir trouvé une réponse définitive à cette question, nous pensons qu'un bon point de départ, pour trouver une solution possible, est la perspective de l'économiste roumain Emil Dinga dans sa tentative de déconflictualisation et de clarification sémantique des concepts de développement durable et de développement soutenable.

2 Komlos J. (2019) – *Principiile economiei într-o lume postcriză (Les principes de l'économie dans un monde post-crise)*, Editura Centrului de Informare și Documentare – Académie Roumaine, Bucarest, p. 25.

Selon lui, « alors que la durabilité ne désigne que la stationnarité, la durabilité peut également désigner la croissance ou le déclin ». Dinga définit également le développement durable comme «cette rationalité éthico-économique qui assure la préservation des conditions existentielles de la société humaine, sur un horizon temporel indéfini, au niveau de l'ensemble de l'espace naturel et social immédiate accessible, ou accessible dans le futur». Et il souligne également que «dans ce sens, le développement durable est un résultat culturel, plutôt qu'un résultat d'optimisation purement technique ou opérationnel». ³

Pour résumer la perspective de l'auteur, on peut dire que l'on ne peut parler de croissance économique dans le contexte du développement durable que «*métaphoriquement ou par abus de langage*», et qu'il est correct de parler de «*développement soutenable*» ou de «*croissance soutenable*». ⁴

Au-delà de ces délimitations conceptuelles et méthodologiques, il nous semble que deux autres aspects que Dinga intègre dans son approche méritent d'être approfondis: *la décroissance économique et les aspects éthiques du développement*.

1. *L'association apparemment paradoxale entre développement soutenable et décroissance économique* ne devient intelligible, et acceptable, que dans une perspective transgénérationnelle et, surtout, que si l'on comprend *qu'il est absurde de continuer, comme le fait l'économie conventionnelle, à exclure l'homme d'une science de l'homme !* ⁵

« [...] on ne peut parvenir à une description parfaitement intelligible du processus économique tant que l'on se limite à des notions purement physiques. En l'absence des notions d'activité utile et de jouissance de la vie, nous ne pouvons pas être dans le monde économique. Et aucune de ces notions ne correspond à un attribut de la matière élémentaire et ne peut être exprimée par une variable physique » ⁶, a souligné, sans équivoque, le chercheur roumain Nicholas Georgescu-Roegen après une excellente exégèse des théories économiques contemporaines.

3 Dinga E. (2009) – *Studii de Economie – contribuții de analiză logică, epistemologică și metodologică (Études en économie – contributions de l'analyse logique, épistémologique et méthodologique)*, Editura Economică, Bucarest, p. 42.

4 Idem, p. 43.

5 Georgescu-Roegen N. (1996) – *Legea entropiei și procesul economic (La loi de l'entropie et le processus économique)*, Collection " Nicholas Georgescu-Roegen – Œuvres complètes ", Bibliothèque de la Banque Nationale, Vol. V, Editura Expert, Bucarest, p. 332

6 Idem, p. 275.

La théorie rogérienne intègre le libre arbitre dans la théorie économique dans un sens beaucoup plus profond, différent de la théorie classique des marchés libres, à savoir dans la compréhension que les penseurs chrétiens Basile le Grand et Augustin nous offrent, c'est-à-dire *la liberté de l'homme de choisir entre les possibilités d'action/de changement qui lui sont offertes* !

C'est ainsi, et seulement ainsi, que l'on est tenté de dire que la décroissance économique peut devenir, sous certaines conditions, un processus souhaitable, entrepris pour assurer un développement soutenable, se substituant à la croissance à tout prix.

*«Même une vie d'austérité matérielle et d'oubli de soi est le plus grand bonheur pour celui qui a décidé de devenir moine. Et personne ne peut prouver qu'un moine est moins heureux qu'un bon vivant qui jouit de toutes les richesses et frivolités du monde»*⁷, affirme aussi Georgescu-Roegen, brisant ainsi le mythe de l'économie classique, qui lie le concept de richesse à celui de bien-être.

Humanisme et modération, voire austérité, ne sont pas des concepts contradictoires ; au contraire, ils sont complémentaires et acquièrent une pertinence particulière lorsqu'ils sont analysés sous l'angle du développement soutenable, dans une perspective transgénérationnelle.

Ils ne sont pas non plus nouveaux, puisqu'on les retrouve dans presque tous les livres sacrés de l'humanité. En fait, lorsque nous parlons de modération, nous nous référons à l'une des principales vertus du monde chrétien, et pas seulement. Dans un ouvrage précédent⁸, on a souligné que l'esprit de modération nous renvoie à la prudence, qui est celle qui décide entre les extrêmes. Un manque de prudence conduit soit à *l'avarice permanente*, soit à l'ostentation ou à *l'opulence éphémère*, toutes deux incompatibles avec ce que nous appelons le développement soutenable.

2. Dans un monde où le profit est *idolâtré* et surtout souvent considéré comme une *«expression de la prise de risque»*, il va de soi que parler d'épargne reste un exercice intellectuel. C'est pourquoi, lorsqu'il s'agit des limites de la vie sur cette planète, la science économique appelle non seulement à un changement profond de paradigme, mais aussi à une révolution au sens propre du terme qui, au-delà du corpus théorique, devrait aussi inclure les modalités pratiques de remise à plat de la réalité économique.

⁷ Ibidem, p. 314.

⁸ Pop N., Ioan-Franc V. (2009) – *Credință și economie – un eseu despre cunoaștere, credință, virtuți și performanță* (Foi et économie – un essai sur la connaissance, la foi, les vertus et la performance), Editura Expert, Bucarest, p. 142.

Cela nous amène à l'aspect peut-être le plus difficile à résoudre du développement, l'aspect éthique. La *Théorie des sentiments moraux* d'Adam Smith, penseur remarquable que certains ont malheureusement voulu présenter comme le père fondateur du fondamentalisme des marchés, reste, plus de deux siècles et demi après sa parution (1759), un extraordinaire appel à la morale et à l'éthique en économie. Et de là à la philosophie économique, il n'y a qu'un pas.

Au fil du temps, toute une série de philosophes et d'économistes, parmi lesquels, sans prétendre à l'exhaustivité, Burke, Hegel, Weber et, plus récemment, Keynes, Schumpeter et Hayek, ont tenté d'apporter des solutions, parfois diamétralement opposées, aux contradictions entre la réussite du modèle capitaliste et la solidarité sociale.

Ce qui unit tous ces grands esprits, c'est la discussion sur la morale et l'éthique comme valeurs essentielles de tout système d'organisation sociale, *c'est-à-dire précisément ce qui semble manquer dans la réalité des faits !*

Et si notre affirmation peut sembler trop audacieuse, il nous semble pertinent de rappeler que, alors qu'Edmund Burke soulignait déjà en 1790 que *«le plus grand danger pour une société vient des gens qui ont de l'argent, lorsque leur ambition pécuniaire n'est pas suffisamment limitée par les règles imposées par la loi, ou par la tradition culturelle»*⁹, aujourd'hui les gens qui ont beaucoup d'argent sont promus, avec leurs idées, comme des modèles pour l'humanité (Gates, Bezos, Musk, etc.) ou, de manière peut-être plus pertinente, à des postes suprêmes dans l'État (Trump). Si nous prenons également en compte, dans les deux cas, le pouvoir que ces personnes acquièrent grâce à la combinaison du pouvoir financier et informationnel et, dans le second cas, du pouvoir exécutif, la discussion sur la dimension morale et éthique du leadership social devient cruciale.

Au-delà des exemples nominaux, nous constatons que le modèle d'entreprise contemporain est dominé par la légalité, mais il est bien connu que *«tout ce qui est légal n'est pas forcément moral»*. En même temps, le développement global des affaires, les grandes entreprises, sont presque entièrement découplés de la moralité, la moralité étant définie comme un ensemble de normes et de principes basés sur la culture et les coutumes d'un groupe social particulier. Nous pouvons tout au plus parler d'une *mo-*

9 Apud. Allaire Y., Firșirotu M. (2011) – *Pledoarie pentru un nou capitalism – despre cauzele profunde ale crizelor financiare și despre mijloacele prin care putem ieși din ele* (Plaidoyer pour un nouveau capitalisme – sur les causes profondes des crises financières et la manière d'en sortir), Editura Logos, Bucarest, p. 16.

rale d'entreprise, mais en aucun cas, ou presque, d'une morale de la société dans laquelle l'entreprise opère.

Nous ne voulons pas être perçus comme étant contre les entreprises en tant que modèle d'affaires, leur rôle étant incontestable, mais nous ne pouvons pas ignorer le fait que *le découplage de leur philosophie d'affaires des valeurs culturelles des nations dans lesquelles elles opèrent est*, à notre avis, *l'une des raisons pour lesquelles le capitalisme est aujourd'hui perçu essentiellement comme un modèle économique et non comme un modèle socio-économique*, tel qu'il a été et est encore défini.

Un autre argument à l'appui de ce qui précède est la *confusion* de plus en plus fréquente entre le *capitalisme* et l'*économie de marché*.

Des expressions telles que «*capitalisme à économie de marché*» ou «*capitalisme à visage humain*» ne font qu'ajouter à cette confusion. Il est vrai que beaucoup de ces «*innovations*» conceptuelles sont le résultat d'une éducation économique médiocre, ou du moins discutable, mais leur cause profonde réside dans ce que nous avons appelé, dans nos interventions précédentes, la «*dématérialisation des économies*» et le retard de la science économique par rapport à ce phénomène. «*... Dans le contexte des préoccupations internationales de trouver un équilibre entre la croissance économique, la protection de l'environnement et l'identification des ressources – énergétiques et pas seulement – alternatives et renouvelables. La somme de ces exigences, le développement durable/soutenable, transfère irréversiblement l'accent de la quantité sur la qualité et remet en doute, selon nous, un concept clé de l'économie contemporain – celui de l'idolâtrer le profit*»¹⁰.

Il est évident que les marchés financiers se substituent progressivement aux marchés de biens et de services, en s'arrogeant des attributs, mais aussi des valeurs, propres à ces derniers, comme l'efficacité, la concurrence ou encore la satisfaction des besoins. On ne peut contester la valeur ajoutée que les marchés financiers apportent à la société par leur rôle d'intermédiaire. Mais en même temps, ils «*étouffent l'économie réelle et imposent une logique malsaine aux entreprises productrices de biens et de services*»¹¹, les obligeant à concentrer leur attention et leurs efforts sur l'augmentation du rendement des actions, en définitive sur la perception des investisseurs, et non sur la satisfaction des besoins réels du marché.

10 Ioan-Franc V., Diamescu A.-M. (2021) – *La crise d'après les crises – La crise de l'humanité?*, en: *La nueva economía después del SARS-COV-2. Realidades y revolución tecnológica*, Barcelone, p. 125.

11 Idem (11), p. 21.

De quelle morale peut-on parler dans le cas des sociétés cotées, sans actionnaire de contrôle et sans définition, même relative, dans un espace culturel ? Existe-t-il une différence notable entre elles, d'un point de vue moral et éthique, et les sociétés multinationales ?

3. La dernière décennie a compliqué davantage le *tableau auquel est confrontée l'économie aujourd'hui avec l'émergence des crypto-monnaies*. Apparemment, toutes ces évolutions économiques, dominées par la technologie, l'information et la finance, semblent être «*amicales*» pour l'environnement. «*L'argent fait d'argent*» ou l'information, à première vue, ne réclame pas de ressources matérielles naturelles, de matières premières susceptibles d'avoir une influence majeure sur les écosystèmes. En réalité, tant les technologies utilisées pour produire de l'argent, en particulier les crypto-monnaies, que le surplus de richesse généré par l'économie dématérialisée, entraînent une demande toujours croissante de biens dont la complexité nécessite des ressources rares. Le temps a montré que les développements technologiques et les innovations monétaires ont agi face à la volatilité du marché des crypto-monnaies, sans surmonter complètement les vulnérabilités avec lesquelles il a commencé. Nous l'avons dit déjà¹² !

4.3. L'approche des questions environnementales dans la recherche économique

La **troisième observation/question** que nous souhaitons porter à votre attention concerne la «nouveau» de *l'approche des questions environnementales dans la recherche économique* visant le développement durable.

Les jeunes économistes d'aujourd'hui semblent avoir oublié que l'économie moderne, dans sa quasi-totalité, s'est intéressée à l'utilisation des ressources, le plus souvent identifiées comme *rares*. Pour ne prendre que quelques exemples, rappelons *Lionel Robbins*, qui définissait la science économique comme une *science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins (objectifs) et les ressources rares* dans des utilisations alternatives. Ou encore *Raymond Barre* qui, après nous avoir brièvement dit que *l'économie est la science de la gestion des ressources rares*, précise que l'économie s'intéresse aussi aux actes qui sont proposés pour réduire la tension qui existe entre les désirs illimités et les moyens limités des sujets économiques. Enfin, il convient de mentionner *Paul Samuelson*, lauréat Nobel, qui affirme que *la science économique étudie la manière dont les gens décident, en utilisant ou non l'argent, d'allouer des ressources productives rares*

12 Pop N., Ioan-Franc V. (2022) – *Criptomonedele în declin mai deshid un viitor? (Les crypto-monnaies en déclin ont-elles encore un avenir ?)*, en : *Academica*, XXXII, 382-383, p. 105.

à la production (dans le temps) de divers biens et services et de les distribuer pour la consommation présente et future entre les divers individus et collectivités qui constituent la société¹³.

Et c'est précisément autour de la rareté et, évidemment, de la nature limitée des ressources que s'articulent toutes les discussions sur le développement soutenable! D'ailleurs, si l'on reprend la définition de l'économie de Samuelson, on constate qu'elle couvre les trois dimensions du développement durable: économique (utilisation des ressources), environnementale (pour les consommations présentes et futures) et sociale.

En suivant la logique de Samuelson, nous pourrions dire – nous croyons – que la science économique moderne n'est en fait rien d'autre que la science du développement durable !

Malheureusement, la réalité économique nous prive de cette synonymie, car «*si un démon pouvait, du jour au lendemain, réaliser les plans économiques à long terme (peut-être même à court terme) de tous les pays du monde, on découvrirait [...] que l'on a en fait planifié une énorme capacité industrielle, qui restera largement inutilisée en raison de l'insuffisance des ressources minérales*»¹⁴.

Le problème de la rareté, voire de la limitation des ressources, a été une préoccupation constante des économistes tout au long de l'histoire. Leurs opinions, voire leurs théories, ont été parfois diamétralement opposées : (1) de ceux qui se préoccupent, par exemple, de l'évolution démographique et prédisent un avenir proche caractérisé par une famine généralisée, à (2) ceux qui affirment que la planète, sous certaines conditions, peut nourrir une population de 100 milliards d'habitants. De même, il y a eu et il y a encore des personnes qui soutiennent que la rareté des ressources naturelles est un faux problème, parce que la Terre a la capacité de régénérer naturellement les ressources nécessaires aux processus économiques, ou que l'innovation technologique offre des solutions pour remplacer les ressources, qui sont sur le point de s'épuiser, par des nouvelles ressources disponibles.

Ces pseudo-théories sont bien connues et il n'est pas opportun de les développer ici. Cependant, nous les avons utilisées pour attirer l'attention sur le

13 Apud Iancu A. (1993) – *Tratat de economie (Traité d'économie)*, Vol. 1, *Știința economică și interferențele ei (La science économique et ses interférences)*, Editura Economica, Bucarest, p. 16

14 Georgescu-Roegen N. (1996) – *Legea entropiei și procesul economic (La loi de l'entropie et le processus économique)*, Colecția "Nicholas Georgescu-Roegen – Œuvres complètes", Bibliothèque de la Banque Nationale, Vol. V, Editura Expert, Bucarest, p. 286.

fait que, dans leur quasi-totalité, elles se réfèrent à certaines «*conditionnalités*» vagues, actuellement inconnues, mais qui sont en même temps décisives pour assurer la continuité des processus économiques.

Dans la tradition populaire du pays auquel nous appartenons, la Roumanie, nous avons un aphorisme : *Dieu fait ce qu'il veut !* Mais dans ce cas, nous sommes convaincus que la Divinité ne pourra pas se substituer à la science économique, qui est obligée, par sa raison même, de trouver des solutions à ces conditionnalités.

La clé unique de ces «*conditionnalités*» se trouve dans le concept de «*rationalité*», un concept souvent utilisé dans les débats théoriques, mais rarement dans la pratique décisionnelle. Et lorsque la rationalité est invoquée dans la prise de décision économique, plus particulièrement dans la prise de décision macroéconomique, elle est souvent confondue avec la «*rationalisation*».

Trop préoccupés par la maximisation du profit, de nombreux économistes contemporains semblent avoir complètement oublié la distinction faite par Max Weber lorsqu'il se réfère à la rationalité, en déclarant que la rationalité «*peut être définie, d'une façon générale, comme un schéma de pensée qui nous fait agir de façon rationnelle. Mais agir de façon rationnelle peut avoir, selon Weber, deux significations : on peut agir rationnellement en ayant un but (maximiser le profit, par exemple) et en adaptant des moyens à cette finalité, mais on peut aussi agir rationnellement en fonction de valeurs que l'on juge supérieures*»¹⁵. Un exemple de ce deuxième type de finalité est, précisément, la finalité du développement soutenable.

Allant plus loin, l'économiste (mais aussi sociologue) allemand souligne que «*cependant les sociétés modernes sont soumises à un processus de rationalisation dans la mesure où la rationalité orientée vers un but s'étend peu à peu à tous les domaines de la vie intellectuelle et sociale, au détriment des activités gouvernées par la tradition ou les valeurs. Ce processus de rationalisation, qui se traduit par la recherche d'organisations les plus efficaces, concerne l'État, les entreprises, les partis politiques, etc.*»¹⁶.

Voici donc, comment deux concepts, éloquemment clarifiés par Weber il y a plus d'un siècle, continuent d'être traités aujourd'hui dans un «*melting-pot*» confus.

¹⁵ Apud Capul J.-Y., Garnier O. (1994) – *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Maison d'édition Hatier, Paris, p. 391.

¹⁶ Idem p. 392.

La cause principale de cette confusion est, évidemment, idéologique, le conflit entre l'Est et l'Ouest, le capitalisme et le socialisme, ayant marqué la science économique du 20ème siècle. Pour illustrer notre propos, nous montrerons comment, la même année 1974, un même concept a été défini différemment dans deux espaces idéologiques différents : aux Etats-Unis, Erwin Esser Nemmers, professeur de management à la Northwestern University, définit la *rationalisation* comme un terme utilisé notamment en Allemagne après la première guerre mondiale « *pour décrire un effort conscient et décidé pour réaliser les économies offertes par les combinaisons verticales et horizontales. Cela peut être réalisé en divisant le marché, en appliquant des quotas et des procédures similaires* ». ¹⁷

En Roumanie, la même année 1974, pour ne pas contredire la définition scientifique dominante du rationnement, le Dictionnaire d'économie politique introduit le terme « *rational* », qu'il définit comme « *une mesure prise par les pouvoirs publics pour assurer, sous certaines conditions, la répartition entre les consommateurs ou les bénéficiaires, des biens dont la société dispose, à un moment donné, en quantités limitées* » ¹⁸.

Mais au-delà de la confusion idéologique, force est de constater que la science économique a aussi contribué, souvent indirectement ou peut-être même par son absence, à l'exploitation « *inconditionnelle* » des ressources de la planète.

4.4. Retrouver et replacer l'homme à l'épicentre de la science économique

La *préoccupation* souvent exclusive de la *rentabilité* et la vision du profit comme « *indicateur final* » de la performance économique ont pratiquement « *déshumanisé* » l'économie et créé ainsi des théories telles que les « *marchés autorégulateurs* », qui se sont révélées, après les grandes crises de ces dernières années, n'être que des fables.

Retrouver et replacer l'homme à l'épicentre de la science économique est le seul moyen viable d'assurer un développement durable. La tentative de certains économistes de traiter l'économie comme une science naturelle

¹⁷ "to describe a conscious and determined effort to obtain the economies which vertical and horizontal combinations have to offer. This may be achieved by market sharing, quotas and similar devices", Nemmers E. E., (1974) – *Dictionary of Economics and Business*, Littlefield, Adams & Co., Totowa, New Jersey, p. 367.

¹⁸ Dictionar de economie politică (Dictionnaire d'économie politique), Editura Politică, Bucarest, 1974, p. 637.

s'est avérée non seulement néfaste, mais même dangereuse pour les ressources de la planète. *L'économie n'a jamais été et ne sera jamais de la physique ou des mathématiques, et encore moins seulement de la physique ou des mathématiques.*

Ce point a également été atteint parce qu'il est plus facile d'imputer les évolutions indésirables à des facteurs naturels soi-disant objectifs, naturels, que d'assumer les limites de théories et de décisions mal formalisées. Même si nous la retrouvons dans d'autres sciences (par exemple les mathématiques), la condition de «*rationalité*» est, jusqu'à la validation irréfutable de théories plus anciennes ou plus récentes, l'apanage de l'être humain.

Il est vrai qu'il est extrêmement difficile, impossible à notre avis, d'identifier l'acteur économique/politique-économique, qu'il s'agisse d'une personne, d'une organisation, d'une autorité, etc. qui peut répondre à des questions telles que : combien et comment pouvons-nous consommer/utiliser les ressources de la planète, pour assurer un développement transgénérationnel ?

De telles questions sont des questions pièges, qui ne peuvent que servir les apologistes du «*profit*» !

La réponse est simple ! *Personne ne doit/devrait avoir le droit de fixer les besoins de l'être humain, pour la simple raison que, comme les empreintes digitales, ils sont individuels* ! L'histoire a prouvé, avec force prouvant, que toute tentative d'ignorer cet aspect était vouée à l'échec.

4.5. L'Éducation – la solution du développement durable

La solution à ce difficile problème de la diversité, et donc la solution au développement durable, n'est qu'une : L'ÉDUCATION ! L'éducation en général et l'éducation économique en particulier ont fait couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui, compte tenu de l'évolution économique contemporaine, on discute beaucoup de l'éducation financière des jeunes, de la nécessité et des techniques d'épargne ou des moyens efficaces d'investir. Il est facile de voir que, par essence, toute cette «*éducation*» est orientée vers le seul but de maximiser les revenus, en fin de compte le profit.

Or, dans notre approche, c'est précisément le mauvais objectif. *Continuer à assimiler le revenu, tel qu'il est défini actuellement, à la qualité de vie est peut-être la plus grande erreur de l'économie actuelle !*

Incontestablement, le revenu a été et reste un indicateur important de la qualité de vie des gens. Le problème majeur, qui est également difficile à ré-

soudre, est que l'économie continue à considérer le revenu presque exclusivement comme une ressource financière disponible pour la consommation de biens, des biens qui sont destinés à satisfaire les besoins des individus. *De même que l'homme n'est pas seulement matériel, la satisfaction humaine ne peut pas être exclusivement matérielle !*

Tel devrait être le point de départ de toute approche pédagogique de l'économie, et la science économique est appelée à fournir le plus rapidement possible une nouvelle définition opérationnelle du concept de revenu.

Des tentatives théoriques en ont été faites. Rappelons, une fois de plus, Georgescu-Roegen qui, dans sa tentative d'identifier une équation générale de la valeur, est parvenu à la conclusion que *«le véritable produit du processus économique n'est pas un courant matériel, mais un flux psychique – le plaisir de vivre que ressent chaque individu de la population»*. Citant deux autres économistes américains, Frank Fetter et Irving Fisher, Georgescu-Roegen souligne que c'est précisément *«ce flux psychique qui constitue la notion appropriée de revenu dans l'analyse économique»*¹⁹.

Le passage de l'homo sapiens à l'homo economicus n'est possible, selon nous, que lorsque la science économique, confrontée aux limites de la vie sur la planète, sera capable d'opérationnaliser cette façon de définir le revenu.

Le monde dans lequel nous vivons : l'économie de marché semble avoir atteint ses limites, étant de moins en moins capable de résoudre par elle-même, sur la base de principes concurrentiels, les problèmes du troisième millénaire !

Au-delà des réflexions des économistes, le présent révèle une réalité inquiétante : l'État a manqué à sa mission de redistribution du bien-être.

Mais, peut-être pire est le fait que depuis des années nous assistons à ce que nous avons appelé *«la croissance sans développement»*, les PIB augmentent, mais le bien-être des citoyens, de la majorité, reste au plus constant ou, dans des situations fréquentes, diminue.

Cette réalité apparemment paradoxale, confirmée y compris par la *«disparition»* des statistiques économiques de la classe moyenne, autrefois considé-

¹⁹ Georgescu-Roegen N. (1996) – *Legea entropiei și procesul economic (La loi de l'entropie et le processus économique)*, Recueil "Nicholas Georgescu-Roegen- Œuvres complètes", Bibliothèque de la Banque Nationale, Vol. V, Editura Expert, Bucarest, p. 277.

rée comme «*le moteur du développement*», de la soutenabilité, **nous oblige à une reconsidération fondamentale du rôle de l'économie, de la science économique et, en particulier, de la fonction économique de l'État dans la société actuelle.**

Pour «*l'équilibre mondial*», «*le profit*» doit être remplacé par «*le bien-être*» en tant que «*moteur économique*» et la croissance économique ne sera plus évaluée par le PIB, une solution pour son remplacement rapide étant l'Indice du développement humain !

L'École d'économie humaniste de Barcelone, développée à l'initiative de Son Excellence Jaime Gil Aluja au sein de la RACEF, a pris des avances importantes en vue de ce changement de paradigme en sciences économiques.

Ce n'est peut-être pas une «nouvelle économie», mais nous parlons certainement d'une révolution dans la science économique et, comme toute révolution, elle a besoin de deux facteurs essentiels pour réussir : des principes épistémologiques déterminés et un large soutien.

Le fondement d'une telle approche de la transformation de la science économique contemporaine dépend, avec beaucoup d'autres, de chacun de nous.

Nous sommes convaincus que, pour l'Europe, un de façon de regagner sa place à la table des puissances mondiales est par la culture, et jusqu'à la cristallisation d'une véritable culture européenne, les cultures nationales sont les seules qui ont vraiment la possibilité de donner une identité et une pertinence au monde à l'Union européenne.

Références

- Allaire Y., Firsirotu M. (2011) – *Pledoarie pentru un nou capitalism – despre cauzele profunde ale crizelor financiare și despre mijloacele prin care putem ieși din ele* (Plaidoyer pour un nouveau capitalisme – sur les causes profondes des crises financières et la manière d'en sortir) Editura Logos, Bucarest
- Capul J.-Y., Garnier O. (1994) – *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Maison d'édition Hatier, Paris
- Dicționar de economie politică* (Dictionnaire d'économie politique), Editura Politică, Bucarest, 1974

- Dinga E. (2009) – *Studii de Economie – contribuții de analiză logică, epistemologică și metodologică* (Études en économie – contributions de l'analyse logique, épistémologique et méthodologique), Editura Economică, Bucurest
- Georgescu-Roegen N. (1996) – *Legea entropiei și procesul economic* (La loi de l'entropie et le processus économique), Recueil "Nicholas Georgescu-Roegen – Œuvres complètes", Bibliothèque de la Banque Nationale, Vol. V, Editura Expert, Bucurest
- Iancu A. (1993) – *Tratat de economie* (Traité d'économie), Vol. 1, *Știința economică și interferențele ei* (La science économique et ses interférences), Editura Economica, Bucurest
- Ioan-Franc V., Diamescu A.-M. (2021) – *La crise d'après les crises – La crise de l'humanité?*, en: *La nueva economía después del SARS-COV-2. Realidades y revolución tecnológica*, RACEF, Barcelona
- Ioan-Franc V., Diamescu A.-M. (2023) – *Penser le Monde – nouveaux horizons pour "Penser l'Europe"*, XX Séminaire international académique "Penser l'Europe", Académie Roumaine, Bucurest
- Komlos J. (2019) – *Principiile economiei într-o lume postcriză* (Principes économiques dans un monde post-crise), Editura Centrului de Informare și Documentare – Académie Roumaine, Bucurest
- Nemmers E. E., (1974) – *Dictionary of Economics and Business*, Littlefield, Adams & Co., Totowa, New Jersey
- Pop N., Ioan-Franc V. (2009) – *Credință și economie – un eseu despre cunoaștere, credință, virtuți și performanță* (Foi et économie – un essai sur la connaissance, la foi, les vertus et la performance), Editura Expert, Bucurest
- Pop N., Ioan-Franc V. (2022) – *Criptomonedele în declin mai deschid un viitor?* (Les crypto-monnaies en déclin ont-elles encore un avenir?), en: *Academica*, XXXII, 382-383
- Schneider, W. (1968) – *Omniprezentul Babilon – Orașul ca destin al oamenilor de la Ur la Utopia* (L'omniprésente Babylone – La ville comme destin humain d'Ur à l'Utopie), édition en roumain 1968, Editura Politică, Bucurest



5. CYBER-ECONOMY : LE PARADOXE DE LA ROUMANIE *

1. Quelques considérations générales

2. Le paradoxe de la Roumanie

3. Préoccupations justifiées

Références

* IIème édition Séminaire International de Printemps de de l'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières, Barcelona Economic Network (BEN), / II Edición Seminario Internacional de Primavera de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, Barcelona Economic Network (BEN), *Cybersécurité dans les activités scientifiques et économiques / La ciberseguridad en la ciencia y en las actividades económicas, Barcelone, 24-25 mai 2022.*

5.1. Quelques considérations générales

Souvent appelée comme être en réalité **la quatrième révolution industrielle**, et fréquemment comparée, compte tenu des grandes implications socio-économiques et de ses conséquences, avec le moteur à vapeur, l'introduction simultanée généralisée dans la vie économique et sociale de l'intelligence artificielle (IA) est aujourd'hui *une réalité qui semble effrayer plutôt que réjouir*.

L'euphorie initiale, générée par l'apparition du «*téléphone sans fil*» et, peu après, de l'Internet, qui a brusquement démantelé, pourrait-on dire, les distances entre les personnes et ouvert un large accès à l'information (mondialisation), est aujourd'hui visiblement remplacée par une série de préoccupations, mais aussi par de confusions.

Nous sommes conscients que l'approche exhaustive de ces «*ambiguïtés*» est pratiquement impossible, tout comme, du moins à notre avis, il est impossible d'harmoniser les perspectives sur l'utilisation de l'intelligence artificielle entre ses «*promoteurs*» et ses «*bénéficiaires*»!

En tant qu'économistes et chercheurs, nous devrions, au moins apparemment, nous positionner dans la loge des partisans des «*promoteurs*», mais c'est précisément pour cette raison que nous avons choisi d'élargir la portée de nos réflexions dans le domaine des «*bénéficiaires*», en espérant que de cette façon nous nous rapprocherons, sinon à la réalité, au moins à l'illusion d'une approche objective.

Admettant qu'aujourd'hui la présence de l'intelligence artificielle dans la vie quotidienne, sous diverses formes et degrés de complexité, a atteint le niveau critique pour être considérée comme un réel phénomène économique (**cyber-economy**) et social, nous ressentons le besoin de partager, dès le début, deux observations / questions qui nous préoccupent:

1. Une première observation est que **le rythme auquel l'intelligence artificielle/cyber-economy se développe actuellement dépasse clairement sa capacité d'absorption/adaptation/intégration sociale.**

Selon un rapport de l'Université de Stanford en Californie, **le nombre de brevets d'IA a été multiplié par 30 entre 2015 et 2021**¹.

Juste un exemple, la nouvelle application ChatGPT, lancée à la fin du mois de novembre de l'année dernière, a atteint un million d'utilisateurs au cours des cinq premiers jours et a atteint, en janvier 2023, 100 millions d'utilisateurs, devenant ainsi l'application Web à la croissance la plus rapide jamais enregistrée².

D'autre part, **l'Indice de l'économie et de la société numérique (DESI) 2022** nous montre qu'en Europe, même si 87% de la population âgée de 16 à 74 ans utilise Internet, seuls **54% possèdent au moins des compétences numériques de base**. Cette réalité, pas du tout encourageante, est également confirmée par le degré d'intégration des technologies numériques dans les entreprises, où, en 2021, seulement 55% de toutes les petites et moyennes entreprises ont atteint un niveau de base, 14% ont utilisé des systèmes Big Data et **seulement 8% ont utilisé l'intelligence artificielle**³.

L'écart entre le rythme de développement de la **cyber-economy** et la capacité de la société à utiliser les nouvelles technologies a été très bien mis en évidence depuis la fin de 2021, grâce à l'enquête **Dentons** (cabinet d'avocats multinational de premier plan, possédant une solide expertise dans des domaines comme la protection des données personnelles, la confidentialité et les droits des consommateurs ou la propriété intellectuelle) parmi plus de 200 leaders de l'environnement commercial international.⁴ Selon l'enquête, les gens d'affaires reconnaissent les nombreux avantages de la cyber-economy (gagner du temps en automatisant les processus, générer rapidement l'information nécessaire pour prendre des

1 Apud. Ionescu V., The Guardian: La révolution industrielle menée par l'intelligence artificielle menace les emplois de la classe moyenne, 19 Fév. 2023 sur <https://cursdeguvernare.ro/the-guardian-revolutia-industrial-a-antrenata-de-inteligenta-artificiala-ameninta-locurile-de-munca-ale-clasei-de-mijloc.html>

2 Apud. Ionescu V., Experts: ChatGPT peut conduire à des escroqueries sentimentales, 19 Fév. 2023, sur <https://cursdeguvernare.ro/experti-chatgpt-poate-duce-la-aparitia-escrocheriilor-sentimentale.html>

3 Commission européenne, Indice de L'Économie numérique et de la Société (DESI) 2022; Chapitres thématiques, sur <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/desi>

4 Apud. Lowe A, Dentons Sondage sur l'IA : principales constatations, dans Affaires Passées au Numérique, Déc. 2021 sur <https://www.businessgoing.digital/dentons-ai-survey-key-fn-dings/>

décisions ou réduire le nombre d'erreurs humaines dans le traitement des données disponibles), mais en même temps, ils ont exprimé de graves préoccupations, notamment:

- seulement 55% des entreprises ont des politiques de protection des données personnelles et non personnelles;
- seules 19% des entreprises disposent d'une stratégie ou de lignes directrices sur l'utilisation de l'IA, ce qui signifie que *la technologie est mise en œuvre sans tenir compte des risques, de la législation applicable pertinente, ou des contrôles internes nécessaires* pour s'assurer qu'elle est correctement mise en œuvre et gérée;
- 80% des chefs d'entreprise ont mentionné l'incertitude au sujet du département ou des personnes responsables des décisions et des omissions prises par les systèmes d'IA;
- 57% d'entre eux s'inquiètent du *risque de discrimination* découlant de l'utilisation des systèmes d'IA;
- selon le domaine juridique, entre 55% et 75% des personnes interrogées ne connaissent pas la législation nationale applicable aux systèmes d'IA, et 63% ne savent pas quel organisme public réglemente ce domaine;
- **les entreprises s'attendent à ce que les organismes de réglementation fournissent de toute urgence des protections pour l'utilisation de l'IA par rapport à la vie privée (61%), la protection des consommateurs (52%), la responsabilité criminelle (46%) et la propriété intellectuelle (45%).**

Résumant les résultats de l'enquête Dentons, on peut dire que les **États** (y compris les syndicats d'État) **n'ont pas fait leur devoir**, étant responsables, avec d'autres facteurs, objectifs et subjectifs, des écarts induits dans la société par la **cyber-economy**. En d'autres termes: **l'ingénierie technologique a dépassé l'ingénierie sociale!**

C'est une réalité? Oui, et une réalité dure, très bien soulignée par l'écrivain et journaliste roumain réputé, l'ancien ministre de la Culture, Alexandru Mironov, qui croit que *«notre société, telle qu'elle est, ne résistera pas à la pénétration de l'intelligence artificielle»* et, continue à faire des prévisions, *«en 2035, nous pourrions voir que les murs des salles de classe disparaîtront. Bientôt, une littérature policière apparaîtra, parce que, comme les choses sont entrées dans cette voie, elles ne seront pas en mesure de s'arrêter. Ce robot (ChatGPT – n.n.), qui est composé de bits et n'a pas d'autre consistance, s'est mis en route,*

*parcourt toutes les bibliothèques du monde, tous les laboratoires de personnes intelligentes et devient (certains croient, n.n.!) de plus en plus intelligent. **Nous ne savons pas ce qu'il voudra faire demain.**»⁵*

2. La deuxième observation que nous voulons faire est en fait une question: **les besoins sociaux déterminent-ils/formulent-ils les exigences de la cyber-economy, ou la cyber-economy force-t-elle l'émergence de nouveaux besoins et les résout-elle?**

Apparemment, la réponse à cette question est simple et établie: l'IA est née de la nécessité de simplifier le travail de l'homme, de soulager l'individu humain d'une série d'activités, généralement itératives, de sorte que sa vie serait « *plus facile* »!

Immédiatement, de nombreux autres partisans de l'IA sont apparus, soulignant les nombreux avantages qu'elle apporte à l'économie, mais pas seulement, tels que: augmenter la productivité, simplifier les flux de production et de les normaliser, améliorer la qualité des produits, réduire les coûts de main-d'œuvre, etc., qui sont dans une large mesure vraie. Le profit (encore une fois le profit!) unitaire et global, il a augmenté. Mais est-ce suffisant ?! Tous ces arguments ont fait aujourd'hui environ 60% des grandes entreprises, en particulier les multinationales, utilisent l'IA dans leur activité, y compris dans les processus décisionnels⁶.

L'expérience acquise dans l'utilisation toujours croissante de l'IA dans le contexte des activités économiques (**cyber-economy**) semble avoir « *calmé* » l'enthousiasme initial. Ce qui hier semblait la solution parfaite aux défis économiques contemporains, que l'on parle de gestion économique ou des activités de production elles-mêmes, aujourd'hui nous oblige à réévaluer l'impact et impose la nécessité d'une réglementation dans ce domaine qui connaît un développement accéléré.

« Les chefs d'entreprise au niveau mondial commencent à se poser de sérieuses questions sur la responsabilité de la bonne gouvernance, de la réglementation et de la conformité (dans l'utilisation de l'IA – n.a.). Nous devons de toute

5 Apud. Dicu A., *Dans un avenir pas du tout « SF »*. Les robots nous remplaceront au travail. La prédiction d'Alexander Mironov : « Nous ne résisterons pas à l'émancipation de l'intelligence artificielle! », 11 fév. 2023, sur <https://www.fanatik.ro/intr-un-viitor-deloc-sf-robotii-ne-vor-inlocui-la-serviciu-predictiile-lui-alexandru-mironov-nu-vom-rezista-in-fata-emanciparii-inteligentei-artificiale-20305403>.

6 Dentons, *Guide de L'Intelligence Artificielle 2022. Le parcours de L'IA – ouvrir les yeux sur les possibilités et les risques*, Déc. 2021, sur <https://www.acc.com/sites/default/files/resources/upload/Dentons>.

urgence entamer un dialogue sur les contrôles nécessaires pour protéger les entreprises, les clients, les actionnaires et les communautés », a déclaré Giangiacomo Olivo, co-président de Dentons Europe pour la confidentialité des données, la cybersécurité, la propriété intellectuelle et la technologie⁷.

Les recherches de Dentons, comme nous l'avons déjà dit, ont révélé de multiples dysfonctionnements et même des risques liés à l'utilisation de l'IA en dehors d'un cadre juridique/réglementaire approprié et, ce qui est très important, en consensus au niveau de la communauté internationale, étant donné la pertinence transfrontalière des systèmes utilisant l'IA.

C'est pourquoi il est nécessaire de créer d'urgence un système d'« **algoréthique** » – un terme créé par l'association des mots éthiques et de l'algorithme – à la base de l'IA – afin que « *les considérations morales deviennent partie intégrante du développement des technologies de l'IA [...] et les bons contrôles peuvent être mis en œuvre* »⁸.

5.2. Le paradoxe de la Roumanie

La nécessité d'une réglementation dans le domaine de l'utilisation de l'IA, y compris la **cyber-economy**, a été très bien exprimée par Leonard Azamfirei, recteur de l'Université de Médecine, Pharmacie, Sciences et Technologie de Târgu-Mureș : « *Dans toute cette frénésie de développer de nouvelles technologies qui intègrent l'intelligence artificielle, qui a le temps de penser aux bonnes mesures algoréthiques, de contrôle et d'équilibre ? Les géants de la technologie sont trop peu enclins aux réserves éthiques quant à l'exploitation intégrale des nouvelles technologies, mais les États doivent réagir sur le plan législatif, et imposer des considérations morales comme partie intégrante du processus de développement d'outils avancés de l'intelligence artificielle.* »⁹

En paraphrasant le logo d'une ancienne campagne nationale de promotion du tourisme, on peut dire que, même en termes de **cyber-economy (CE)**, la Roumanie est « *toujours surprenante* », voire contradictoire !

Alors que L'Administration Internationale du Commerce (AIC) du Département du Commerce des États-Unis caractérise, dans le guide de pays publié

7 *** *Les chefs d'entreprise mondiaux expriment leurs principales préoccupations concernant l'utilisation de L'Intelligence Artificielle*, Jan. 2022, sur <https://www.dentons.com/en/about-dentons/news-events-and-awards/news/2022/january/global-business-leaders-voice-major-concerns-over-the-use-of-artificial-intelligence>

8 Idem 5.

9 <https://stirileprotv.ro/stiri/ilikeit/rector-umfst-statul-trebuie-sa-impuna-consideratii-morale-in-dezvoltarea-ia-exista-riscul-ca-omul-sa-piarda-controlul.html>.

le 27.07.2022, la composante Technologies de l'Information et des Communications (IT&C) de l'économie roumaine est « un secteur industriel de meilleure perspective pour ce pays », ¹⁰ l'Indice Européen de l'Économie et de la Société numériques (DESI) 2022, développé par la Commission Européenne, place notre pays au dernier rang -27- au sein de l'Union Européenne¹¹.

Au-delà des classements généraux, les évaluations des composantes cyber-economy analysées dans notre pays révèlent une **évolution du secteur que nous appellerions « non linéaire »**, car elle met en évidence un développement conjoncturel qui s'est produit en l'absence d'une stratégie conforme aux politiques européennes et inégale, comme le reconnaît le DESI 2022¹².

Le souci généralement réduit des pouvoirs publics, tant centraux que locaux, d'éduquer et de faciliter l'accès du grand public aux services numériques est plus qu'évident, si l'on considère les résultats publiés par la Commission Européenne à la suite de son évaluation, à la fin de l'année dernière :

Tableau 5.1 Services publics numériques

4 Services publics numériques	Roumanie		UE points
	place	points	
DESI 2022	27	21,0	67,3

	Roumanie			UE
	DESI 2020	DESI 2021	DESI 2022	DESI 2022
4a1 Utilisateurs des solutions de e-gouvernement % parmi les utilisateurs de l'internet	15% 2019	16% 2020	17% 2021	65% 2021
4a2 Formulaires complétés d'avance Points (0-100)	Non applicable	Non applicable	19 2021	64 2021
4a3 Services publics numériques pour les citoyens Points (0-100)	Non applicable	Non applicable	44 2021	75 2021
				Cont...

¹⁰ <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/romania-information-communications-technology-ict>

¹¹ Commission Européenne, L'Indice de L'Économie et de la Société Numériques (DESI) 2022; Chapitres thématiques, sur <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/countries-digitalisation-performance>.

¹² Idem 8.

	Roumanie			UE
	DESI 2020	DESI 2021	DESI 2022	DESI 2022
4a4 Services publics numériques pour les entreprises Points (0-100)	Non applicable	Non applicable	42 2021	82 2021
4a5 Dates ouvertes % des points maximums	Non applicable	Non applicable	76% 2021	81% 2021

Source : <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/countries-digitisation-performance>

Les écarts importants entre les résultats de la Roumanie et la moyenne de l'UE parlent d'eux-mêmes et, en même temps, exigent une action immédiate et coordonnée pour récupérer le retard. Le 3 juin 2021, la politique publique nationale dans le domaine de l'e-gouvernement a été adoptée, et définit simultanément une vision et une feuille de route pour la numérisation des services publics au cours des dix prochaines années, ainsi qu'un mécanisme de suivi, évaluer et ajuster périodiquement le rythme et les étapes à suivre. Les objectifs proposés, que l'on peut qualifier de non seulement nécessaires, mais aussi obligatoires pour le recouvrement des retards, sont loin d'être atteints.

Dans une approche objective de l'étape dans laquelle nous sommes, il est plus facile de comprendre que, alors que la Roumanie est un leader européen et se classe 6 dans le monde en termes de nombre de spécialistes IT certifiés par 1,000 habitants, à un taux supérieur à celui des États-Unis ou de la Fédération de Russie¹³, « le pays a pris du retard dans un certain nombre d'indicateurs de la taille du capital humain, avec un niveau très faible de compétences numériques de base par rapport à la moyenne de l'UE »¹⁴.

Tableau 5.2 Capital humain

1 Capital humain	Roumanie		UE points
	place	points	
DESI 2022	27	30,9	45,7

¹³ <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/romania-information-communications-technology-ict>.

¹⁴ Commission Européenne, L'Indice de l'Économie et de la Société Numériques (DESI) 2022; Chapitres thématiques, sur <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/countries-digitisation-performance>.

	Roumanie			UE
	DESI 2020	DESI 2021	DESI 2022	DESI 2022
1a1 Compétences numériques au moins de base % des personnes	Non applicable	Non applicable	28% 2021	54% 2021
1a2 Compétences numériques au-delà du niveau élémentaire % des personnes	Non applicable	Non applicable	9% 2021	26% 2021
1a3 Compétences numériques au moins de base % des personnes	Non applicable	Non applicable	41% 2021	66% 2021
1b1 Spécialistes dans le domaine ITC % des personnes âgées entre 15 et 74 ans	2,3% 2019	2,4% 2020	2,6% 2021	4,5% 2021
1b2 Femmes spécialistes dans le domaine ITC % des spécialistes dans le domaine ITC	23,5% 2019	26,2% 2020	26% 2021	19,1% 2021
1b3 Entreprises délivrant une formation dans le domaine ITC % des entreprises	6% 2019	6% 2020	6% 2020	20% 2020
1b4 Absolvants dans le domaine ITC % parmi les absolvants	5,8% 2018	6,3% 2019	6,7% 2020	3,9% 2020

Source: <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/countries-digitisation-performance>

Apparemment antagonistes, les deux déclarations ne deviennent explicables que lorsque, à partir des analyses concernant le capital humain, nous remarquons que, malgré les faibles compétences numériques générales, la Roumanie se classe 4 dans l'UE, en termes de nombre de diplômés dans le domaine IT&C!

Mais cet intéressant *tableau de bord* du capital humain révèle également une autre dimension, qui n'est pas du tout gratifiante: *la polarisation* ou, peut-être mieux dit, *la concentration de compétences numériques avancées au sein des entreprises dans le domaine*, qui offrent des salaires motivants (pour souligner qu'en Roumanie, les spécialistes IT bénéficient également d'autres facilités importantes, telles que l'exonération totale de l'impôt sur le revenu!) par rapport aux salaires moyens dans notre pays et qui, dans la plus grande mesure, « *exporte* » leurs résultats, **sans avantages directs pour l'ensemble de la population du pays.**

Cette réalité est d'ailleurs indirectement confirmée par le guide pays du Département du Commerce des Etats-Unis, selon lequel **les 50 grandes entreprises du secteur présentes en Roumanie ont quadruplé leurs affaires et équipés ces dernières années**¹⁵.

Il convient également de noter que, sur l'ensemble des personnes âgées de 15 à 74 ans ayant un emploi, **seulement 2,6% sont des spécialistes en IT&C**, contre 4,5% de la moyenne européenne – encore une fois, apparemment contradictoire étant donné qu'un employé IT&C gagne, en moyenne, plus du double du salaire moyen dans l'économie (env. 1.400 euro/mois), et le personnel dans le domaine du développement de logiciels bénéficient des salaires les plus élevés dans le pays (en moyenne, 1.750 euro/mois)¹⁶!

Malgré tous ces avantages salariaux, les spécialistes de l'Association des Employeurs de L'Industrie du Logiciel et des Services (ANIS) comprennent que dans notre pays il y a une pénurie importante de spécialistes, à savoir plus de 10.000. *«Le gouvernement fait très peu pour lutter contre cette pénurie de travailleurs qualifiés et, par conséquent, il est très important de tenir compte du déficit des employés qui ne sont pas qualifiés, le secteur compte de plus en plus sur ses propres mesures (formation professionnelle locale) pour répondre à la demande.»*¹⁷

La cause de ces « écarts » devient identifiable lorsqu'on analyse le degré d'intégration dans l'économie roumaine du numérique, un indicateur qui place de nouveau notre pays au bas du classement européen, avec un score (15,2) à moins de la moitié du score moyen enregistré dans les pays de l'UE (36,1)¹⁸!

15 “ La Roumanie [...] abrite un nombre impressionnant d'entreprises technologiques internationales (dont Amazon, HP, IBM, Microsoft et Oracle, etc.), 50 des plus grandes entreprises technologiques présentes en Roumanie ayant quadruplé leurs activités et leurs équipes au cours des dernières années.” apud <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/romania-information-communications-technology-ict>.

16 <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/romania-information-communications-technology-ict>.

17 Apud. Radu C., Roumanie: Un « champion caché » de la numérisation ? Que sait ChatGPT et que savent les spécialistes ? Une conversation avec l'intelligence artificielle sur la numérisation en Roumanie, 12 février 2023 sur <https://economedia.ro/romania-un-campion-ascuns-al-digitalizarii-ce-stie-chatgpt-si-ce-stiu-specialistii-o-conversatie-cu-artificial-intelligence-despre-digitalizarea-in-romania.html#.ZCvktntBy3A>.

18 Commission Européenne, L'Indice de L'Économie et de la Société Numériques (DESI) 2022; Chapitres thématiques, sur <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/countries-digitalisation-performance>.

Tableau 5.3 Intégration de la technologie numérique

3 Intégration de la technologie numérique	Roumanie		UE points
	place	points	
DESI 2022	27	15,2	36,1

	Roumanie		UE	
	DESI 2020	DESI 2021	DESI 2022	DESI 2022
3a1 EPM ayant au moins un niveau de base d'intensité numérique % des EPM	Non applicable	Non applicable	22% 2021	55% 2021
3b1 Échange numérique d'informations % des entreprises	23% 2019	23% 2019	17% 2021	38% 2021
3b2 Plateformes de communication sociale % des entreprises	8% 2019	8% 2019	12% 2021	29% 2021
3b3 Grands volumes de données % des entreprises	11% 2018	5% 2020	5% 2 020	14% 2020
3b4 Technologie de type cloud % des entreprises	Non applicable	Non applicable	11% 2021	34% 2021
3b5 IA % des entreprises	Non applicable	Non applicable	1% 2021	8% 2021
3b6 ITC pour la durabilité de l'environnement % des entreprises qui ont une intensité moyenne/élevée des actions vertes par ITC	Non applicable	68% 2021	68% 2021	66% 2021
3b7 Factures électroniques % des entreprises	20% 2018	17% 2020	17% 2020	32% 2020
3c1 EPM qui effectuent des ventes en ligne % des EPM	11% 2019	17% 2020	12% 2021	18% 2021
3c2 Chiffres d'affaires du commerce numérique % de la chiffre d'affaires de EPM	5% 2019	8% 2020	7% 2021	12% 2021
3c3 Ventes online transfrontalières % des EPM	6% 2019	6% 2019	4% 2021	9% 2021

Source: <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/countries-digitisation-performance>

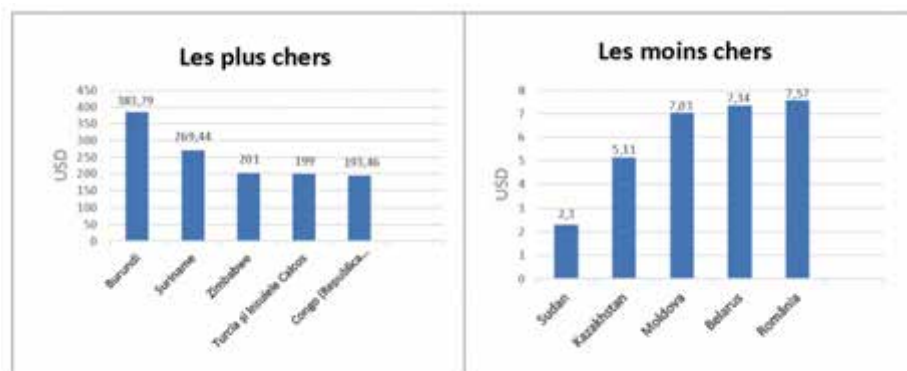
C'est ainsi que, malgré les politiques publiques de numérisation lancées au niveau gouvernemental, presque tous les indicateurs sont bien en dessous de la moyenne de l'UE et, ce qui est plus alarmant, ils ont stagné ou même diminué en 2021-2022.

La situation est encore plus préoccupante lorsqu'il s'agit de l'adoption de technologies de pointe comme celle de type cloud ou l'intelligence artificielle. Cumulativement, tous ces «retards» placent la Roumanie face à un véritable défi en ce qui concerne l'objectif de la décennie numérique européenne, à savoir que d'ici 2030, 75% des entreprises devraient utiliser la technologie de type cloud, les grands volumes de données et l'intelligence artificielle.

L'objectif, en ce moment, est assez difficile à atteindre dans une économie comme celle de la Roumanie, où la perspective d'une exploitation correcte de la cyber-economy ne montre qu'un *réel potentiel de développement dans ce domaine*. Un potentiel, il est vrai, justifié non seulement par le capital humain que nous avons, mais aussi par le niveau de connectivité atteint qui, même s'il est encore inférieur à la moyenne européenne, nous place sur une place honorable (15) au sein de l'UE¹⁹.

En outre, l'année dernière (2022) la Roumanie a grimpé trois positions dans le classement mondial des pays avec l'internet le moins cher, atteignant la 5-ème place, avec un prix moyen de 35 ron (env. 7 euros) par mois pour un forfait internet haut débit!

Figure 5.1 Les cinq pays les plus chers et les cinq pays les moins chers au monde, en termes de coût mensuel moyen du haut débit



Source: <https://www.cable.co.uk/broadband/pricing/worldwide-comparison/>

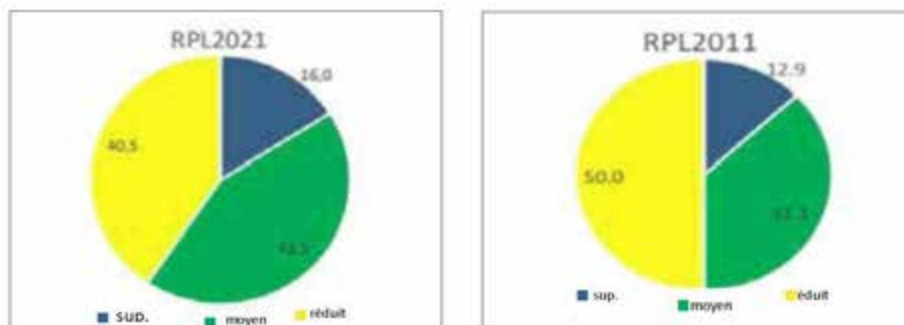
¹⁹ Commission Européenne, L'Indice de L'Économie et de la Société Numériques (DESI) 2022; Chapitres thématiques, sur <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/countries-digitalisation-performance>.

Malheureusement, comme le note le profil pays de l'Indice Européen de l'Économie et de la Société Numériques (DESI) 2022, «*Le plus grand défi auquel la Roumanie est confrontée, en termes de connectivité est d'améliorer le taux global d'utilisation des services fixes à large bande, qui reste à 66%, bien en dessous de la moyenne de l'UE (78%), malgré le faible coût des services à large bande et la couverture élevée des réseaux à très haute capacité (VHCN).*»

Cet immense «*défi*» a, à notre avis, une cause objective, confirmée par les résultats provisoires, publiés par l'Institut National de la Statistique, pour le Recensement de la Population et du Logement, l'étape 2021²⁰: **l'approfondissement du processus de vieillissement démographique**, étant connu le fait qu'avec l'âge on diminue à la fois le niveau de motivation et la capacité naturelle d'acquérir et d'utiliser de nouvelles technologies.

Selon ce document, «par rapport à il y a 10 ans [...] **l'indice de vieillissement démographique a diminué de près de 20 points de pourcentage**, passant à 121,2 personnes âgées (65 ans et plus) pour 100 jeunes en 2021, comparativement à 101,8 en 2011 ».

Figure 5.2 L'indice de vieillissement démographique



Source: L'Institut National de la Statistique, communiqué de presse: Premières données provisoires pour le Recensement de la Population et du Logement, l'étape 2021, sur https://insse.ro/cms/sites/default/files/com_presa/com_pdf/cp-date-provizorii-rpl2021.pdf

Ces déséquilibres dans la structure par âge de la population du pays s'ajoutent au **pourcentage encore élevé de la population ayant un faible niveau d'éducation** (c'est-à-dire le niveau d'éducation primaire, secondaire ou sans diplôme d'études) qui, bien qu'il ait connu une amélioration au cours de la dernière décennie, **se trouve à 40%**.

²⁰ Commission Européenne, L'Indice de l'Économie et de la Société Numériques (DESI) 2022; Chapitres thématiques, sur <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/countries-digitalisation-performance>.

La corroboration des deux indicateurs auxquels nous avons fait référence fournit simultanément une explication manifestement partielle du faible niveau des compétences numériques de base, mais aussi une image réaliste des défis que la Roumanie doit résoudre dans les prochains 7-8 ans, afin de combler l'écart par rapport à la moyenne européenne.

L'échec de la Roumanie à atteindre les objectifs de la Décennie Numérique Européenne est, en ce moment, impensable, car cela signifierait de facto la perte de compétitivité économique, étant donné que « *les technologies avancées de traitement de l'information et de communication, les stratégies avancées de leadership sont naturellement intégrées dans n'importe quel domaine socioéconomique, avec des avantages majeurs pour la qualité des produits et, implicitement, pour la qualité de la vie. [...] Le fort potentiel d'innovation permettra un changement de paradigme dans les systèmes de fabrication et, évidemment, une transformation radicale de l'économie numérique* »²¹.

Le jour, anticipé par l'académicien Ioan Dumitrache depuis 10 ans, où « *le concept d'entreprise intelligente devient réalité* » **était hier** et a trouvé la Roumanie insuffisamment préparée, malgré son potentiel technique et novateur.

Toutefois, le rythme de développement enregistré ces dernières années par l'industrie IT&C est au moins « *encourageant* ». Selon l'Association des Employeurs de L'Industrie du Logiciel et des Services, ce secteur « *a connu une croissance exponentielle au cours des cinq dernières années, presque trois fois plus rapide (+17%) que l'économie nationale (+6%). La part de l'industrie IT&C s'est élevée à 13,6 milliards d'euros, soit environ 6,2 % du PIB de la Roumanie* »²².

En même temps, en termes de scène des start-up IT, la Roumanie est vraiment un champion. Selon Konrad Adenauer Stiftung, « *en Roumanie, de nouvelles solutions et innovations sont constamment développées dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, l'automatisation, l'apprentissage automatique, etc. Dans des entreprises technologiques comme UiPath, Druid ou Fintech OS, de solides talents sont présents* »²³.

21 Dumitrache I, *Cyber-physical-systems (CPS) – un facteur clé dans l'économie du savoir et de l'innovation*, dans revue Roumaine d'Informatique et de Contrôle Automatique, vol. 23. No 4, 2013, p. 44 sur <http://www.rria.ici.ro>.

22 Apud. Radu C., *La Roumanie: Un "champion caché" de la numérisation? Que sait ChatGPT et que savent les experts? Une conversation avec Artificial Intelligence sur la numérisation dans la Roumanie*, 12 fév. 2023 sur <https://economy.ro/romania-un-campion-ascuns-al-digitalizarii-ce-stie-chatgpt-si-ce-stiu-specialistii-o-conversatie-cu-artificial-intelligence-despre-digitalizarea-in-romania.html#.ZCvktntBy3A>.

23 Idem 18.

A tout cela s'ajoute le marché **cyber-security** en Roumanie, caractérisé par le Département du Commerce des États-Unis, comme étant toujours émergent « *La Roumanie affiche le taux de travailleurs par habitant le plus élevé d'Europe dans ce secteur. Cependant, le marché de la cybersécurité en Roumanie est également ouvert aux acteurs étrangers, avec des fournisseurs américains (et pas seulement – n.a.) bien représentés* »²⁴

En reconnaissance de ses performances dans le domaine de la cybersécurité, Bucarest a été sélectionné par l'UE parmi les sept villes concurrentes et accueille, depuis 2021, le Centre européen de Compétences Industrielles, Technologiques et de Recherche. En plus de distribuer des fonds européens pour des projets de recherche sur la cybersécurité, le Centre a pour rôle de renforcer la résilience, la dissuasion et la réponse de l'Union Européenne aux cyberattaques, dans le but de sécuriser le Marché Unique Numérique (DSM) de L'UE.

À la performance de la Roumanie en matière de cybersécurité a contribué, tout d'abord, le fait que dans la plupart des grandes universités du pays, plus de 15 programmes de cybersécurité ont été développés sur des sujets allant de la cybersécurité des systèmes numériques, la cryptographie et les enquêtes numériques, jusqu'à l'apprentissage automatique et la sécurité des réseaux.

Encourageants sont également les objectifs dans le domaine **cyber-economy**, de l'utilisation de l'intelligence artificielle en général, que la Roumanie a proposé dans le cadre du Plan National de Redressement et de Résilience (PNRR) approuvé par le Conseil de l'UE du 28 octobre 2021, qui contribue à hauteur de 5,97 milliards d'euros (20,5 % de la dotation totale de la Roumanie) pour atteindre les objectifs numériques. De ce montant, la contribution la plus importante – 1.817 millions d'euros – a été allouée à la transformation numérique du secteur public, à la cybersécurité et à la connectivité (Composante 7), avec la composante 15 du Plan Éducation – avec une allocation de 1.129,5 millions d'euros, destinés à assurer le profil numérique des compétences des enseignants et à évaluer les compétences numériques lors des examens scolaires, mais aussi à garantir des normes pour équiper les écoles d'équipements et de ressources technologiques du domaine IT&C, adaptés à des fins éducatives.

24 <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/romania-information-communications-technology-ict>.

5.3. Préoccupations justifiées

Comme tous les autres pays, comme le monde entier, il faudra veiller à contrôler la moralité de l'utilisation de l'intelligence artificielle et, implicitement, de la cyber-economy. Nous réitérons ici certains de nos points de vue, exprimés dans le même cadre généreux de débat ouvert et dûment défendus par la RACEF à l'École d'économie humaniste de Barcelone. Nous faisons référence à:

- la polarisation marquée de la société, de la division des populations en «spécialistes/initiés» et «analphabètes numériques»;
- ce type de «ségrégation» a des implications qui vont bien au-delà des questions d'«estime de soi», par exemple. En l'absence de mesures administratives efficaces, les lacunes en matière de culture numérique conduisent inévitablement à restreindre l'accès d'une grande partie de la population à de nombreux services publics, qu'il s'agisse de services administratifs, bancaires, de transport, de santé ou même d'éducation. Tous ces aspects se traduisent directement par une baisse de la qualité de vie des citoyens, alors que l'objectif affiché des technologies TIC, de l'intelligence et de l'économie numérique est précisément de l'augmenter!
- la concentration des données et des informations véhiculées par les systèmes d'IA entre les mains de quelques entreprises/institutions capables non seulement d'échapper au contrôle de l'État, mais même d'exercer un contrôle sur les institutions démocratiques;
- le pouvoir extraordinaire que ces acteurs ont acquis, en combinant la puissance financière et l'information qu'ils détiennent, nous oblige aujourd'hui, plus que jamais, à réfléchir à la question suivante: dans le contexte actuel, la démocratie, dans sa forme grecque antique et séculaire, est-elle encore capable de respecter ses principes? Une question difficile qui, nous le pensons, pourrait faire l'objet d'une réunion à part.

Une dimension particulièrement ambitieuse du PNRR, un programme durement critiqué par nous et à juste titre²⁵ (Ioan-Franc, Diamescu 2021), se considérant plus nécessaire pour remettre la Roumanie à d'autres objectifs, tels que la cyberéconomie, que de revenir au moment/état avant l'action des facteurs perturbateurs. Et voilà, l'approche PNRR du sujet confirme

25 Ioan-Franc, V.; Diamescu, A.-M., 2021 – *The Crisis after the Crisis – Resilience or Reset?*, l'Amphithéâtre économique, 58, p. 864, DOI: 10.24818/E1/2021/58/864.

notre pensée. La composante 9 – soutien au secteur privé, à la recherche, au développement et à l'innovation – avec une dotation de 1.064 millions d'euros, vise principalement à soutenir la numérisation future des entreprises et à réaliser un projet multinational sur les « *processeurs à faible énergie et les puces à semi-conducteurs* », à mettre en œuvre en tant que Projet d'Intérêt Commun Européen Important (PIIEC). En outre, le PNRR finance l'opérationnalisation d'une plateforme numérique publique, qui fournit aux entreprises des services liés à l'entrée / sortie des entreprises du marché, l'autorisation des représentations étrangères en Roumanie et l'obtention de licences industrielles, ainsi qu'un programme d'une valeur de 500 millions d'euros, visant à soutenir l'adoption de technologies/solutions numériques, telles que l'intelligence artificielle, les données, le cloud computing, les plateformes, la technologie *blockchain* et la transformation digitale des procédures d'entreprise.

Il reste à voir quels seront les objectifs et dans quelle mesure ils seront pleinement atteints, mais les conclusions que nous pouvons formuler à cette date, sans crainte de faire des erreurs, sont, à notre avis, deux :

1. la voie vers la **cyber-economy** est irréversible, la vitesse à laquelle les États y parviendront dépend de manière déterminante leur niveau de compétitivité ;
2. **le souci des Etats de réglementer**, au moins d'un point de vue moral, la façon dont les nouvelles technologies (intelligence artificielle, cloud, blockchain, etc.) sont intégrées dans la vie économique et sociale **reste secondaire à la chasse du profit des grandes entreprises dans le domaine.**

En d'autres termes, nos préoccupations restent responsables et nécessaires!

Références

Dicu A., Dans un avenir qui ne sera pas du tout « SF ». Les robots nous rem- placeront au travail. Les prédictions d'Alexandru Mironov: « Nous ne résisterons pas à l'émancipation de l'intelligence artificielle. », 11.fév., 2023, sur <https://www.fanatik.ro/intr-un-viitor-deloc-sf-robotii-ne-vor-in-locui-la-serviciu-predictiile-lui-alexandru-mironov-nu-vom-rezista-in-fa-ta-emanciparii-inteligentei-artificiale-20305403>

Dumitrache I, Cyber-physical-systems (CPS) – un facteur clé dans l'économie du savoir et de l'innovation, dans la Revue Roumaine de l'Informatique et du Contrôle Automatique, vol. 23. No 4, 2013, p. 44 sur <http://www.rria.ici.ro>

Ioan-Franc, V.; Diamescu, A.-M., 2022 – Richesse versus prospérité partagée – la clé de la moralité et de la responsabilité de développement soutenable, ¿Por qué no un mundo sostenible? La ciencia económica va a su encuentro, Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, Barcelona

Ioan-Franc, V.; Diamescu, A.-M., 2021 – The Crisis after the Crisis – Resilience or Reset ?, l'Amphithéâtre économique, 58, p. 864, DOI: 10 24818/E1/2021/58/864

Ioan-Franc, V.; Diamescu, A.-M., 2023 – L'intelligence artificielle – opportunités, responsabilité, inquiétudes, Synthèse du discours prononcé à la réunion RACEF-BEN avec l'Université de Kragujevac – Serbia, 23 avril 2023

Ionescu, V., Experts: ChatGPT peut mener à des escroqueries sentimentales, 19 Fév. 2023, sur <https://cursdeguvernare.ro/experti-chatgpt-poate-duce-la-aparitia-escrocheriilor-sentimentale.html>

Ionescu, V., The Guardian: La révolution industrielle menée par l'intelligence artificielle menace les emplois de la classe moyenne, 19 Fév. 2023 sur <https://cursdeguvernare.ro/the-guardian-revolutia-industrial-a-antrenata-de-inteligenta-artificiala-ameninta-locurile-de-munca-ale-clasei-de-mijloc.html>

Lowe, A., Dentons sondage IA: principales conclusions, dans Passer au numérique, Déc. 2021 sur <https://www.businessgoing.digital/dentons-ai-survey-key-findings/>

Radu, C., Roumanie: Un « champion caché » de la numérisation ? Que sait ChatGPT et que savent les spécialistes ? Entretien avec l'Intelligence Artificielle sur la numérisation en Roumanie, 12.02.2023 sur <https://economy-media.ro/romania-un-campion-ascuns-al-digitalizarii-ce-stie-chatgpt-si-ce-stiu-specialistii-o-conversatie-cu-artificial-intelligence-despre-digitalizarea-in-romania.html#.ZCvktntBy3A>

Dentons, Guide de l'Intelligence Artificielle 2022 Le parcours de l'intelligence artificielle – ouvrir les yeux sur les possibilités et les risques, Dec. 2021, sur <https://www.acc.com/sites/default/files/resources/upload/Dentons>

Commission Européenne, Index de l'Economie Digitale et de la Société (DESI) 2022; chapitres thématiques, pe <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/desi>

Institut National de Statistique, Communiqué de presse: Premières données provisoires pour le Recensement de la Population et du Logement, étape de 2021, sur https://insse.ro/cms/sites/default/files/com_presa/com_pdf/cp-date-provizorii-rpl2021.pdf

Les chefs d'entreprise mondiaux expriment leurs principales préoccupations concernant l'utilisation de l'Intelligence Artificielle, Jan. 2022, sur <https://www.dentons.com/en/about-dentons/news-events-and-awards/news/2022/january/global-business-leaders-voice-major-concerns-over-the-use-of-artificial-intelligence>

<https://stirileprotv.ro/stiri/ilikeit/rector-umfst-statul-trebuie-sa-impuna-consideratii-morale-in-dezvoltarea-ia-exista-riscul-ca-omul-sa-piarda-controlul.html>

<https://www.acc.com/sites/default/files/resources/upload/Dentons%20Artificial%20Intelligence%20Guide%202022.pdf>

<https://www.trade.gov/country-commercial-guides/romania-information-communications-technology-ict>

<https://www.trade.gov/country-commercial-guides/romania-information-communications-technology-ict>

<https://www.trade.gov/country-commercial-guides/romania-information-communications-technology-ict>

<https://www.trade.gov/country-commercial-guides/romania-information-communications-technology-ict>

<https://www.trade.gov/country-commercial-guides/romania-information-communications-technology-ict>



6. L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE – OPPORTUNITÉS, RESPONSABILITÉ, INQUIÉTUDES *

1. Préliminaire

2. Difficultés d'analyse et de “décryptage”

3. Les avantages du “métavers”

4. Des responsabilités et des inquiétudes

Références

* Acte académique solennelle organisée conjointement par l'Université de Kragujevac et l'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières, « Intelligence artificielle : innovations économiques et sociales », Kragujevac, Serbie, 19-23 avril 2023

6.1. Préliminaire

Considérée au début comme une opération nécessaire pour s'adapter aux nouvelles technologies, c'est-à-dire la conversion de l'information/du signal du format analogique au format numérique, la numérisation semble être devenue aujourd'hui une sorte de "panacée" pour tous les problèmes auxquels la société est confrontée et, peut-être plus encore, le "moteur" sans lequel le développement ne peut plus être conçu.

Ce qui semblait, ou peut-être aurait dû, n'être qu'un nouveau support technologique dans la vie des gens, est devenu en très peu de temps un véritable défi à de multiples niveaux: *technologique, financier, d'assimilation de nouvelles connaissances, d'appartenance à un groupe, sécurité*, et la liste est encore longue¹ (Kondratenko, 2023).

La "*numérisation*" est devenue aujourd'hui presque une condition impérative du développement, que l'on croit capable à *elle seule de diviser le monde en sociétés développées et moins développées*, indépendamment de *facteurs* tels que l'accès à *l'éducation* ou aux *ressources matérielles*. L'immense défi qui se présente à nous est une réalité stimulante, effroyable et effrayante.

En ce qui concerne le présent, les statistiques sur la "*numérisation*" de la Roumanie, par exemple, sont pertinentes par rapport à l'état des autres pays de l'UE, mais elles deviennent déterminantes lorsqu'elles sont analysées dans la perspective du Guide pour l'intégration numérique des pays en développement, élaboré par Information Technologies Group/ Center for International Development de l'Université de Harvard, avec le soutien d'IBM. L'état de la transformation numérique de la Roumanie, et non seulement, analysé au niveau des pays de l'Union européenne ayant les services en ligne les plus développés, révèle que là où le canal en ligne est impliqué jusqu'à

1 Kondratenko, Y. – Increasing Role of Artificial Intelligence in Human Activity: Development, Implementation and Perspectives, RACEF, Barcelona, 2023

43% des services publics, 48% des citoyens qui ont besoin de les utiliser ne sont pas en mesure de le faire, le principal obstacle étant le manque de compétences². La Roumanie est placée sur le 15-ème place parmi les 27 pays membre de l'UE, même si elle n'a pas encore une stratégie de compétences digitales.

L'expression "éducation numérique", tout comme les définitions de l'économie ou de la société, est susceptible de générer une confusion sémantique par association avec "l'éducation en ligne", où le terme "numérique" est réduit à l'explication du moyen par lequel le processus éducatif a lieu. C'est pourquoi nous proposons la formulation "éducation dans le domaine numérique" et éventuellement "société/économie informatisée/digitalisée" !

6.2. Difficultés d'analyse et de "décryptage"

En passant à la question Internet, Intelligence Artificielle, Métavers, nous mettons en évidence les difficultés d'analyse et de "décryptage" d'un processus qui ne cesse de se développer, à un rythme qui dépasse souvent les possibilités réelles d'intégration dans la société. En d'autres termes, nous pouvons affirmer que le domaine des technologies de l'information et de la communication se développe aujourd'hui considérablement plus rapide que le rythme auquel la population, à savoir les masses et pas seulement les spécialistes, peuvent assimiler/intégrer les nouvelles technologies.

Cette réalité nous amène, dans la tradition consciente de Karl Jaspers, selon lequel "en philosophie, les questions sont plus importantes que les réponses, et chaque réponse devient une nouvelle question"³, à la question suivante: sommes-nous obligés d'adapter les technologies aux besoins réels des personnes, ou d'adapter/préparer les personnes aux exigences des technologies?!

Il est évident que nous n'avons pas l'intention de trouver une réponse "définitive" à cette question, conscients que, quelle que soit notre option, il y aura suffisamment de personnes et d'arguments pour nous contredire. Mais nous nous sentons en droit de la tenir pour responsable de la plupart des risques que pose la transformation numérique de la société.

2 Ion, A. – *Avantajele și pericolele digitalizării. Toți angajații vor trebui să se adapteze la noua evoluție industrială*, 13 nov 2019, <https://www.capital.ro/avantajele-si-pericolele-digitalizarii-toti-angajatii-vor-trebuie-sa-se-adapteze-la-noua-evolutie-industriala.html>

3 Jaspers, K. – *Introducere în filosofie*, apud Paraschiv M., *Ce este filosofia?* https://www.academia.edu/20126849/Ce_este_filosofia

Il faut noter qu'à ce point, de la sortie encore incertaine de la pandémie de Covid-19, *la société*, poussée à la malheureuse distanciation sociale au lieu de distanciation sanitaire ou préventive (Ioan-Franc; Diamescu, 2021, 2022)⁴, *s'est trop divisée*. Cette division est imputée au besoin de prophylaxie sanitaire, qui a conduit à l'accélération du travail à distance, des achats en ligne et des paiements électroniques. Et voilà que la société se divise en moins de 50% – ceux qui ont les moyens techniques et la volonté (capacité intellectuelle) de les utiliser grâce au soutien de l'éducation numérique, et plus de 51% de ceux qui ne le peuvent pas, par manque de ces moyens. Il s'agit en fait d'une *fragmentation dure et incontrôlée de la société par la contradiction entre les générations*.

1. *Le premier de ces risques*, également anticipé dans le paragraphe précédent, est celui de la polarisation marquée de la société, de la division des populations en *"spécialistes/initiés"* et *"analphabètes numériques"*. Plus grave encore, le terme *"analphabète fonctionnel"* est de plus en plus utilisé dans un sens profondément péjoratif, voire méprisant, comme si le niveau de formation, la capacité de penser, étaient secondaires par rapport aux compétences/connaissances d'utilisation des technologies IT&C.

Ce type de *"ségrégation"* a des implications qui vont bien au-delà des questions d'*"estime de soi"*, par exemple. En l'absence de mesures administratives efficaces, les lacunes en matière de culture numérique conduisent inévitablement à restreindre l'accès d'une grande partie de la population à de nombreux services publics, qu'il s'agisse de services administratifs, bancaires, de transport, de santé ou même d'éducation. *Tous ces aspects se traduisent directement par une baisse de la qualité de vie des citoyens, alors que l'objectif affiché des technologies TIC, de l'intelligence et de l'économie numérique est précisément de l'augmenter !*

2. Un autre risque majeur, à notre avis, est la concentration des données et des informations véhiculées par les systèmes d'IA entre les mains de quelques entreprises/institutions capables non seulement d'échapper au contrôle de l'État, mais même d'exercer un contrôle sur les institutions démocratiques.

4 Présenté, à la tribune de l'Ecole d'Economie Humaniste de RACEF, *La crise d'après les crises. La crise de l'humanité?*, La nueva economía después del SARS-COV-2. Realidades y revolución tecnológica, Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, Barcelone 2022, pp. 121-139, et après dans *Pandemia de coronavirus-Lectii ..deocamdată învătate?*, Pandemia. Constrângeri și oportunități economice, Editura Academiei Române, Bucarest, pp. 557-572.

On a beaucoup parlé, dans les dernières années, de l'érosion de la démocratie en raison de l'"altération" de la prise de décision politique par l'intervention des grandes entreprises, visible aujourd'hui à la fois dans le parrainage de grandes campagnes électorales et dans la présence active de représentants des grandes entreprises à des postes de décision politique.

Nous pouvons anticiper une deuxième vague d'attaques contre la démocratie, initiée et menée par les grands propriétaires de l'information, qui ne sont autres que les propriétaires/actionnaires des principales sociétés de technologie de l'information – qui, par coïncidence, figurent aujourd'hui parmi les personnes les plus riches de la planète.

Le pouvoir extraordinaire que ces acteurs ont acquis, en combinant la puissance financière et l'information qu'ils détiennent, nous oblige aujourd'hui, plus que jamais, à réfléchir à la question suivante: dans le contexte actuel, *la démocratie, dans sa forme grecque antique et séculaire, est-elle encore capable de respecter ses principes? Une question difficile qui, nous le pensons, pourrait faire l'objet d'une réunion à part entière!*

En attendant de trouver les réponses appropriées à ce problème, les questions de la vie privée, de l'intimité, etc. sont encore insuffisamment abordées. Les efforts et les pas significatifs dans le domaine de la protection des données personnelles sont évidents. Ce qu'il faut reconnaître, c'est que leur efficacité concerne tout au plus les relations entre les utilisateurs et moins, voire pas du tout, les relations entre les utilisateurs et les propriétaires des grandes entreprises d'information.

6.3. Les avantages du "métavers"

Pour l'économie, pour la société en général, sont fortement mis en avant, les statistiques montrant une augmentation quasi exponentielle de sa contribution au profit⁵ au cours des 7 à 8 prochaines années. *On parle toujours, voilà, de profit !*

On ne peut pas en dire autant des "avantages" qu'il apporte au marché des données et de l'information: la collecte de données non verbales sur les utilisateurs, telles que la mimique, les gestes, la concentration du regard et les réactions corporelles, y compris les aspects liés à la somatisation des sentiments intenses des individus !

5 Buchholz, K. (2023) – <https://www.statista.com/chart/29329/metaverse-revenue/>

Si l'on considère que les dernières études sur la capacité d'identifier un utilisateur, à partir de ce type de données, montrent que certains algorithmes ont besoin de 5 minutes d'entraînement pour pouvoir reconnaître 95% des individus sur lesquels ils disposent de données non verbales⁶, il faut prendre conscience que *dans le métavers nous ne pourrions pratiquement plus nous "perdre dans la foule", car dans lequel des notions telles que l'intimité ou la vie privée sont significativement vidées de leur contenu !*

Les pages des magasins/revues, traditionnelles et virtuelles, et les rapports des agences de presse, gouvernementales et privées, sont remplis de préoccupations alarmantes ou alarmistes. En voici quelques-unes, à ce jour (10 mars 2023).

- AI – ChatGPT: le code rouge de Google et le bouleversement du marché de l'emploi dans l'informatique.⁷
- Nous ne résisterons pas à ce phénomène (l'IA) ! Telle que notre société est construite, elle ne résistera pas à la pénétration de l'intelligence artificielle !⁸
- "L'intelligence artificielle ne comprend pas les humains – le détail qui nous rend compliqués, voire impossibles"¹¹
- Le nouveau chatbot d'intelligence artificielle de Microsoft prétend être capable de créer un virus mortel et de voler les codes de lancement de missiles nucléaires^{9 10}.
- L'État doit imposer des considérations morales au développement de l'IA. Il y a un risque de perte de contrôle par les humains¹¹.
- Google perd 100 milliards de dollars à cause de son robot IA¹².

6 Idem, p. 17

7 Dişulescu, A. (2023, 06.02) – <https://cursdeguvernare.ro/ai-chatgpt-cod-rosu-la-google-si-schimbarea-din-temelii-a-pietei-muncii-in-it.html>

8 Mironov, Al. (2023, 11.02) – Nu vom rezista în fața emancipării inteligenței artificiale, <https://www.fanatik.ro/intr-un-viitor-deloc-sf-robotii-ne-vor-inlocui-la-serviciu-predictiile-lui-alexandru-mironov-nu-vom-rezista-in-fata-emanciparii-inteligenței-artificiale-20305403>

9 Tilimpea, A. (2023) – <https://playtech.ro/2023/inteligenta-artificiala-nu-intelege-oamenii-detaliul-care-ne-face-complicati-daca-nu-imposibili/>

10 Nicolae, A. (2023) – <https://www.activenews.ro/stiri/Noul-chatbot-cu-inteligenta-artificiala-de-la-Microsoft-sustine-ca-este-capabil-sa-creeze-un-virus-mortal-si-sa-fure-codurile-de-lansare-a-rachetelor-nucleare-179923>

11 Anton, C. (2023) – <https://stirileprotv.ro/stiri/ilikeit/rector-umfst-statul-trebuie-sa-impuna-consideratii-morale-in-dezvoltarea-ia-exista-riscul-ca-omul-sa-piarda-controlul.html>

12 DCBusiness Team (2023) – https://www.dcbusiness.ro/google-pierde-100-miliarde-din-cauza-robotului-sau-de-inteligenta-artificiala_652513.html

- L'intelligence artificielle générative devrait se dépêcher lentement¹³.
- Le "père de l'internet" s'oppose-t-il à l'investissement dans l'intelligence artificielle? Pour la plupart d'entre elles, l'éthique sera une préoccupation secondaire, voire un non-sujet. ... L'éthique doit jouer un rôle important, ... c'est pourquoi il faut établir un code de conduite en matière d'IA que les entreprises et même les médias devraient être tenus d'accepter, et intégrer ces exigences de conformité dans les conditions d'utilisation des outils d'IA."¹⁴
- Le Vatican et les énigmes morales de l'intelligence artificielle¹⁵.
- "Les dix emplois que l'intelligence artificielle est la plus susceptible de remplacer: Les emplois dans le domaine de la technologie; Les emplois dans les médias (publicité, création de contenu, rédaction technique, journalisme); Emplois dans le secteur juridique (assistants juridiques, par exemple); Analystes d'études de marché; Enseignants; Emplois dans la finance (analystes financiers, conseillers financiers personnels); Les courtiers; Les spécialistes de la conception graphique; Comptables; Les représentants des relations avec la clientèle."¹⁶
- "L'IA est «l'un des plus grands risques pour la civilisation» ... Le milliardaire met en garde depuis longtemps contre les dangers d'un développement incontrôlé de l'IA. L'intelligence artificielle était «bien plus dangereuse» que les ogives nucléaires"¹⁷ (Elon Musk, cofondateur de la société qui a créé le ChatCPT)
- ... etc., etc.

6.4. Des responsabilités et des inquiétudes

La réalité est que nous n'avons pas encore répondu de manière adéquate aux défis posés dans ce domaine par les médias sociaux! Ce que l'IA peut et ne peut pas faire "Nous ne savons pas ce que l'IA signifiera dans quelques années, mais elle apparaît aujourd'hui comme un partenaire... Pour l'instant, l'IA nous donne des informations, parfois aussi des suggestions ou des idées.

13 <https://financiarul.ro/companii/inteligenta-artificiala-generativa-ar-trebui-sa-se-gra-beas-ca-incet/>

14 Frăţilă, B. (2023, 18.02) – <https://www.kanald.ro/parintele-internetului-contra-investiirii-in-inteligenta-artificiala-20293492>

15 <https://financiarul.ro/tehnologie/vaticanul-si-enigmele-morale-ale-inteligentei-artificiale/>

16 Popescu, O., (2023, 12.02) – <https://ilike-it.ro/online/cele-zece-meserii-pe-care-inteligenta-artificiala-are-cele-mai-mari-sanse-sa-le-inlocuiasca.html>

17 Diaconu, R. (2023, 18.02) – <https://cursdeguvernare.ro/elon-musk-cofondator-al-chatgpt-ia-este-unul-dintre-cele-mai-mari-riscuri-pentru-civilizatie.html>

Qu'est-ce que l'IA ne nous donne pas? Les émotions et les histoires. L'émotion est caractéristique de l'être humain et aucun logiciel d'IA ne peut la reproduire de manière authentique. L'intelligence artificielle est rationnelle, pas émotionnelle. Les humains sont encore (s.n.) au stade de la connaissance et de la découverte de leurs propres émotions et, plus important encore, de la manière d'en prendre conscience, de les traiter et de les gérer afin d'améliorer leur vie individuelle et collective"¹⁸.

Des *responsabilités*, donc, dans l'élaboration de programmes et de projets pour l'avenir proche et lointain du domaine. Mais aussi des *inquiétudes*. Du décryptage des étapes – machine learning, deep learning, neural network, cognitive computing et computational vision – il faut considérer le développement des connaissances, sans une éducation réelle et bien menée, rien ne tournerait rond.¹⁹

Nous pensons que c'est le lieu et le rôle d'évoquer ce qu'on appelle *l'algorétique* (l'éthique de l'utilisation des algorithmes).

Et où pourrions-nous le faire mieux qu'ici, à l'École d'économie humaniste RACEF?! Il y a peu (en mars 2023), d'ailleurs, le RACEF a conclu lors d'une réunion académique de haut niveau²⁰ que la technologie doit rester au service de l'humanité, tout en plaidant pour un nouveau modèle d'implication de la recherche dans ce domaine. Parallèlement²¹, la *RACEF milite pour l'établissement d'un code éthique pour le développement et l'utilisation de l'intelligence artificielle*, qui garantira que les technologies du futur ne seront utilisées que pour le bien de la société humaine.

18 Costin, A., (2023, 03.02) – https://republica.ro/inteligenta-artificiala-e-din-ce-in-ce-mai-folosita-de-companii-in-interactiunea-cu-clientii-ce-poate_2

19 Morcovescu, M. (2022, 28.12) – *Ce este inteligenta artificiala*, <https://www.libertatea.ro/stiri/ce-este-inteligenta-artificiala-4393960>

20 Vezi RACEF (2023, 17.03) – *The Royal Academy highlights the value of cybersecurity as a strategy and opportunity*, https://racef-es.translate.google.es/node/57357_x_tr_s=au-to&_x_tr_tl=en&_x_tr_hl=en

21 Vezi RACEF (2023, 15.03) – *The National Act calls for the establishment of ethical codes in the development and use of AI*, https://racef-es.translate.google.es/node/57347_x_tr_s=au-to&_x_tr_tl=en&_x_tr_hl=en

Références

- Anton, C. (2023) – <https://stirileprotv.ro/stiri/ilikeit/rector-umfst-statul-trebuie-sa-impuna-consideratii-morale-in-dezvoltarea-ia-exista-riscul-ca-omul-sa-piarda-controlul.html>
- Bailey, K. D. (2021) – Social Entropy Theory: An Overview, apud Taqi A., Social Entropy, <https://www.nonviolenceny.org/post/social-entropy>
- Buchholz, K. (2023) – <https://www.statista.com/chart/29329/metaverse-revenue/>
- Cernea, M.-V. (2021) – Metavers, inteligență artificială și datele non-verbale: interferențe etice, dans la publication *Etica Inteligenței Artificiale. Cât de inteligent putem utiliza IA?*, Commission Nationale de la Roumanie pour l'UNESCO, p. 16, CNR UNESCO (cnr-unesco.ro)
- Diaconu, R. (2023, 18.02) – <https://cursdeguvernare.ro/elon-musk-cofondator-al-chatgpt-ia-este-unul-dintre-cele-mai-mari-riscuri-pentru-civilizatie.html>
- Ditulescu, A. (2023) – <https://cursdeguvernare.ro/ai-chatgpt-cod-rosu-la-google-si-schimbarea-din-temelii-a-pietei-muncii-in-it.html>
- Frănilă, B. (2023, 18.02) – <https://www.kanald.ro/parintele-internetului-contrainvestirii-in-inteligenta-artificiala-20293492>
- Ioan-Franc, V.; Diamescu, A.-M. (2022) – La crise d'après les crises. La crise de l'humanité?, en *La nueva economía después del SARS-COV-2. Realidades y revolución tecnológica*, Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, Barcelone 2022, pp. 121-139
- Ioan-Franc, V.; Diamescu, A.-M. (2022) – Pandemia de coronavirus – Lecții „deocamdată” învățate?, en *Pandemia. Constrângeri și oportunități economice*, Editura Academiei Române, Bucurest, pp. 557-572.
- Ion, A. (2019, 13.09) – Avantajele și pericolele digitalizării. Toți angajații vor trebui să se adapteze la noua evoluție industrială, <https://www.capital.ro/avantajele-si-pericolele-digitalizarii-toti-angajatii-vor-trebuie-sa-se-adapt-eze-la-noua-evolutie-industriala.html>
- Jaspers, K. – Introducere în filosofie, apud Paraschiv M., *Ce este filosofia?* https://www.academia.edu/20126849/Ce_este_filosofia
- Kondratenko, Y. (2023) – Increasing Role of Artificial Intelligence in Human Activity: Development, Implementation, and Perspectives, RACEF, Barcelona, 2023

- Mironov, Al. (2023, 11.02) – Nu vom rezista în fața emancipării inteligenței artificiale, <https://www.fanatik.ro/intr-un-viitor-deloc-sf-robotii-ne-vor-inlocui-la-serviciu-predictiile-lui-alexandru-mironov-nu-vom-rezista-in-fa-ta-emanciparii-inteligenței-artificiale-20305403>
- Morcovescu, M. (2022, 28.12) – Ce este inteligența artificială, <https://www.libertatea.ro/stiri/ce-este-inteligenta-artificiala-4393960>
- Nagler, J. (2020) – Devenim ceea ce gândim: rolul cheie al mentalităților în dezvoltarea umană, International science Council, <https://council.science/ro/current/blog/we-become-what-we-think-the-key-role-of-mindsets-in-human-development/>
- Nicolae, A. (2023) – <https://www.activenews.ro/stiri/Noul-chatbot-cu-inteligenta-artificiala-de-la-Microsoft-sustine-ca-este-capabil-sa-creeze-un-virus-mortal-si-sa-fure-codurile-de-lansare-a-rachetelor-nucleare-179923>
- Popescu, O., (2023, 12.02) – <https://ilike-it.ro/online/cele-zece-meserii-pe-care-inteligenta-artificiala-are-cele-mai-mari-sanse-sa-le-inlocuiasca.html>
- Simon, A.H. (1977, 1.12) – Procesul decizional în organizațiile economice, Discours à la mémoire d'Alfred Nobel, Carnegie – Mellon University, Pittsburgh, en: Laureatii Nobel în economie – discursuri de recepție, Vol. 2, Editura Expert, Bucarest, 2001, p. 169.
- Tilimpea, A. (2023) – <https://playtech.ro/2023/inteligenta-artificiala-nu-in-telege-oamenii-detaliul-care-ne-face-complicati-daca-nu-imposibili/>
- Vaciu, I. (2020, 27.10)- Care sunt diferențele dintre Digitizare, Digitalizare și Transformarea Digitală?, în Revista Comunicații mobile, <https://comunic.ro/care-sunt-diferentele-dintre-digitizare-digitalizare-si-transformarea-digitala/>
- Digital Economy and Society Index (DESI) 2022 Romania, European Commission, à [DESI_2022__Romani__eng_Y0CxsVwhe20h-biAE4OvH8lY-JPg_88717.pdf](https://ec.europa.eu/economy_finance/sites/default/files/DESI_2022_Romani__eng_Y0CxsVwhe20h-biAE4OvH8lY-JPg_88717.pdf)
- Integrarea Digitală: un ghid pentru țările în curs de dezvoltare, Information Technologies Group/Center for International Development at Harvard University, à <https://cyber.harvard.edu/readinessguide>
- DCBusiness Team (2023) – https://www.dcbusiness.ro/google-pierde-100-mil-iarde-din-cauza-robotului-sau-de-inteligenta-artificiala_652513.html
- <https://financiarul.ro/companii/inteligenta-artificiala-generativa-ar-trebui-sa-se-grabeasca-incet/>
- <https://financiarul.ro/tehnologie/vaticanul-si-enigmele-morale-ale-inteligen-tei-artificiale/>

7. RICHESSE VERSUS PROSPÉRITÉ PARTAGÉE – LA CLÉ DE LA MORALITÉ ET DE LA RESPONSABILITÉ DU DÉVELOPPEMENT SOUTENABLE – DES QUESTIONS QUI NOUS INQUIÈTENT – *

- 1. Développement durable – ses limites et ses horizons*
- 2. Développement durable – vivre mieux à l'échelle mondiale?*
- 3. L'état et son rôle de réglementation
dans le contexte économique actuel*
- 4. La classe moyen d'aujourd'hui*
- 5. Le profit à tout prix – une moralité pas comme il faut*
- 6. Les instruments statistiques actuels sont-ils encore capables
de nous donner une image réelle des économies?*

Références

* XVIIème Acte Internationale de l'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières, Barcelona Economic Network (BEN), / XVII Acto Internacional de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, Barcelona Economic Network (BEN), *Pourquoi pas un monde durable ? La science économique à votre rencontre / ¿Por qué no un mundo sostenible? La ciencia económica va a su encuentro*, Barcelone, 16-17 novembre 2022.

7.1. Développement durable – ses limites et ses horizons

Les écrits sur le développement durable et la soutenabilité ne sont pas rares. Dans notre référentiel nous partons de la définition la plus autorisée, celle de la Commission Harlem Brundtland, lors de la réunion mondiale sur l'environnement et le développement (1987). S'ils étaient alors, et ils restent valables encore aujourd'hui, les problèmes majeurs détachés de la définition du concept sont¹:

- le développement doit signifier *la croissance du niveau de vie de tous*, et pas seulement des standards de vie plus élevés pour une partie de la population;
- le développement *ne doit pas produire ni la destruction ou l'utilisation déraisonnable de nos ressources naturelles, ni la pollution de l'environnement*. On a en vue ici la production et la consommation de biens, la protection de la santé de l'homme et de son cadre de vie, la protection et la gestion des ressources naturelles pour le développement économique et social, la soutenabilité à long terme de la qualité de la vie et *le respect de l'environnement et de la responsabilité de l'utilisation des ressources disponibles*.

Les soulignements sont les nôtres et mettent en évidence deux exigences oubliées dans la marche du monde vers demain: *la moralité et la responsabilité*, des concepts qui nous ont mis au défi d'aborder notre intervention dans cette clé. Sans responsabilité et morale on ne pourra défendre la nécessité de changer le paradigme du monde pour demain. Un changement sur lequel nous avons écrit plusieurs fois et que nous l'avons imaginé, que nous l'avons voulu être pacifique. Mais, voilà, le changement se faire dans une autre réalité, pas de manière pacifique, malheureusement.

1 Blog Biocorner, 22 mai 2022: <https://biocorner.ro/blog/?s=sustenabilitate>.

Les évolutions, ou peut-être il faudrait dire correctement les involutions, auxquelles nous assistons aujourd'hui sur la scène internationale et, en particulier, européenne confirment ce que nous anticipions il y a plus de deux années², à savoir le fait qu'en l'absence de certaines mesures en dernier recours, nous nous dirigeons, selon notre opinion, vers l'épicentre de certaines turbulences majeures, à plusieurs niveaux (politiques, géopolitiques, économiques, environnementaux, sociaux, etc.).

Bien que, dès le début de la pandémie de coronavirus (2019-2020), la communauté académique, et l'on pense en premier lieu à RACEF, a attiré l'attention sur l'imminence de certaines «*crises superposées*», une bonne partie du leadership européen semble avoir été «*aveugle et sourde*» aux symptômes évidents d'une société pour laquelle la crise sanitaire n'a été que le «*déclencheur*» d'une crise bien plus profonde et plus sévère, que l'on a osé appeler «*une crise de l'humanité*»³.

La manière simpliste et souvent «*unidirectionnelle*» dont une partie des dirigeants européens abordent les problèmes actuels extrêmement complexes est inquiétante – après presque deux ans qu'on nous a dit que la responsabilité des involutions/turbulences/crises incombe au virus Sars-Cov-2, maintenant on nous indique la Fédération Russe comme étant, à juste titre, la principale cause de tout ce qui se passe d'indésirable sur le continent européen!

Indéniablement, les dégâts importants du conflit russo-ukrainien provoquent des perturbations majeures de la stabilité internationale, mais ce fait est évidemment insuffisant pour comprendre la nature complexe des évolutions indésirables, auxquelles nous assistons et, surtout, pour identifier des solutions efficaces pour l'avenir de l'Europe et même du monde entier.

Le conflit russo-ukrainien, qui se déroule à proximité des frontières de l'Union européenne, a également mis en lumière la fragilité de la paix sur notre continent, des «*constructions*» politiques, diplomatiques, organisationnelles, etc. destinées à la paix et, enfin et surtout, au bien-être/à la prospérité des citoyens.

2 Pop Napoleon; Ioan-Franc Valeriu; Diamescu Andrei-Marius (2021), *România în confruntarea cu pandemia Covid-19. Gestiunea riscurilor versus asumarea oportunităților* (La Roumanie face à la pandémie de Covid-19. Gérer les risques versus saisir les opportunités), dans Simionescu Bogdan (coordinateur), *Pandemia: constrângeri și oportunități* (La pandémie: contraintes et opportunités), Editions de l'Académie Roumaine, Bucarest, p. 203.

3 Ioan-Franc Valeriu; Diamescu Andrei-Marius (2022), *La crise d'après les crises – la crise de l'humanité?* dans *La nueva economía después del Sars-Cov-2. Realidades y revolución tecnológica*, Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, Barcelona, pp. 121-138.

Ces aspects ont d'ailleurs été confirmés par la présidente du FMI, Kristalina Georgieva, qui, dans un discours à l'Université de Georgetown, déclarait au milieu du mois dernier: *«nous sommes confrontés à un changement fondamental dans l'économie mondiale, d'un monde avec une prédictibilité relative [...] à un monde ayant plus de fragilité, plus grande incertitude, plus grande volatilité économique, des confrontations géopolitiques et des catastrophes naturelles plus fréquentes et dévastatrices. [...] L'ancien ordre, caractérisé par le respect des règles mondiales, des taux d'intérêt bas et une faible inflation, cède la place à un ordre dans lequel tout pays peut être plus facilement et plus souvent dévié de la direction normale»*⁴.

Ainsi, Georgieva rejoint beaucoup d'autres voix qui reconnaissent, plus ou moins voilées, non seulement un *«changement majeur»* dans l'économie contemporaine, mais aussi la nécessité, peut-être même son caractère obligatoire, car, croyons-nous, l'économie dans sa forme actuelle a atteint ses limites ou, en d'autres termes, **a montré ses limites!**

7.2. Développement durable – vivre mieux a l'échelle mondiale?

Notre affirmation peut sembler extrêmement grave à certains, voire hasardeuse, et c'est pour cette raison que nous saluons, une fois de plus, l'événement d'aujourd'hui, consacré au thème du développement durable et de la soutenabilité économique et sociale, pour partager avec vous, dans ce cadre exceptionnel de débat scientifique que RACEF représente, quelques-uns de *«nos combats, mais aussi de nos débats»* qui nous ont menés à cette conclusion:

*Si le développement durable signifie vivre mieux à l'échelle mondiale, une première question que nous nous sommes posée est si **l'économie de marché, telle que nous la connaissons tous aujourd'hui, est encore une garantie de la démocratie et, par celle-ci, du bien-être ?***

Dans un monde dominé par de grandes compagnies transnationales, dont certaines ont un chiffre d'affaires ou voire un profit supérieur au produit intérieur brut de certains pays, il devient évident qu'**aujourd'hui, ceux qui dirigent réellement l'économie sont les grands détenteurs de capitaux.** Le pouvoir de lobbying/influence qu'ils ont acquis pendant les dernières dé-

4 Georgieva Kristalina (FMI, 2022), „*Ne confruntăm cu o schimbare fundamentală în economia globală*” (*«Nous sommes confrontés à un changement fondamental de l'économie mondiale»*), dans *Forbes România – Actualité*, octobre, <https://www.forbes.ro/kristalina-georgieva-fmi-ne-confruntam-cu-o-schimbare-fundamentala-in-economia-globala-292381>; Shalal Andrea (2022), *IMF's Georgieva sees 'darkening' outlook for global economy, rising recession risks*, <https://www.reuters.com/markets/us/imfs-georgieva-sees-darkening-outlook-global-economy-rising-recession-risks-2022-10-06/>.

cennies est immense, couvrant pratiquement toute la gamme d'instruments, à partir de l'influence sur les politiques publiques, élaborées dans le cadre de l'exercice démocratique, et pourquoi ne pas l'avouer, jusqu'au chantage plus ou moins direct envers certains gouvernements.

«*L'économie financière*», qui semble dominer le premier quart déjà passé de ce siècle, a «*dématérialisé*» de manière accélérée la production classique de biens pour les consommateurs et, de cette façon, a permis aux grands détenteurs de capitaux de produire «*de l'argent pour de l'argent*», dont les populations n'ont pratiquement pas eu aucun, ou presque aucun, bénéfice, directement ou indirectement.

En même temps, ce type d'économie a permis aux grands détenteurs de capitaux une présence beaucoup plus discrète, plus diffuse, dirions-nous, au cadre du jeu économique, aspect qui leur a offert une plus grande «*mobilité*» à travers l'ensemble des normes/règles existantes, en diminuant ainsi la capacité des Etats de contrôler les capitaux et de partager avec les populations les bénéfices potentiels de l'exploitation de ceux-ci.

Ni même la prémisses essentielle de l'économie de marché, selon laquelle *les décisions concernant la production et la distribution de biens sont basées sur l'interaction de la demande et de l'offre*, qui détermine les prix des biens et des services, ne semble plus être valable tant que les grands capitaux ont souvent la possibilité de générer/inhiber tant la demande que l'offre sur le marché, sans aucun lien direct avec les besoins réels de la population.

Nous sommes de plus en plus conscients du fait que la dernière crise économique majeure a été délibérément appelée la crise des «*dettes souveraines*» justement pour rejeter la faute/la responsabilité sur les épaules des Etats, tandis qu'en réalité, elle aurait peut-être dû être appelée «*la crise des grands détenteurs de capitaux*», ceux-ci et leur avidité de profit représentant les vraies causes. ***Si tous les Etats ont été/sont endettés, alors qui sont les créanciers?***

Ce qui est encore plus révoltant, mais en même temps souligne l'immense pouvoir des grands capitaux, c'est le fait qu'en 2008 et probablement dans un avenir proche aussi, ce sont **les Etats, en définitive les populations, qui ont été appelés à sauver les grands détenteurs de capital!**

La déclassification, même partielle, par les Etats Unis, des documents et discussions concernant l'automne de l'année 2008 et la période suivante, lorsque la crise financière a commencé et le monde a été près d'effondrement, nous montre deux aspects essentiels pour notre intervention d'au-

jourd'hui: (1) à ce moment-là, les officiels américains ont, tout simplement, demandé aux dirigeants des banques de fusionner entre eux, ou le plus fort d'acheter le plus faible, pour ne pas s'effondrer tout, et (2) Henry Paulson, l'ancien chef du Trésor américain, lorsque la réunification des partenariats bancaires n'a plus été possible, a pompé par conséquent des centaines de milliards de dollars de l'argent des Américains pour sauver les banques⁵.

Quod erat demonstrandum! Le prix: **le bien-être des citoyens!**

7.3. L'état et son rôle de réglementation

Une deuxième question qui nous inquiète est si l'Etat a encore vraiment un rôle de réglementation dans le contexte économique actuel ou il n'est devenu qu'un «*sauveur de dernier recours*» des grands capitaux ?

En fait, cette question est subséquente à un processus de réflexion beaucoup plus complexe, qui vise la capacité de la démocratie, dans sa forme actuelle. Fondée dans la Grèce antique par Périclès pendant la période de la Pente-côte (479-431 av. J.-C.), la démocratie, avec toutes ses évolutions ultérieures, s'est placée au fondement de la garantie de l'accès et de la primauté de la majorité dans la prise de décisions et, ainsi, de la promotion des intérêts des citoyens, des populations.

Nous voulons être très bien compris, y compris compte tenu du pays d'où nous venons: nous ne doutons pas du tout de l'importance et de la nécessité de la démocratie, même de la manière dont Winston Churchill l'a caractérisée: «*la pire forme de gouvernement, à l'exception de toutes les formes éprouvées au long du temps*»⁶.

Cependant, ces dernières années, la croissance de l'écart entre l'électeur et l'élus est devenue de plus en plus évidente et, par conséquent, entre le citoyen et le décideur politique. Ce phénomène, jusqu'à un certain point justi-

5 Hostiuc Cristian (2016), Care a fost omul care a salvat lumea financiară de la colaps în toamna lui 2008? Americanii încep să desecretizeze discuțiile dramatice din birourile de pe Wall Street. „Sistemul financiar s-ar fi prăbușit dacă acest om nu ar fi răspuns la telefon”. Cei mai importanți bancheri habar n-aveau ce se petrecea (Qui est l'homme qui a sauvé le monde financier de l'effondrement dans l'automne de 2008? Les Américains commencent à déclassifier les discussions dramatiques portées dans les bureaux de Wall Street. «Le système financier se serait effondré si cet homme n'avait pas répondu au téléphone». Les banquiers les plus importants n'avaient aucune idée de ce qui se passait), dans Ziarul financiar, 18.03.2016, <https://www.zf.ro/banci-si-asigurari/omul-salvat-lumea-financiara-colaps-toamna-2008-ame-ricanii-incep-desecretizeze-discutiile-dramatice-birourile-wall-street-sistemul-financiar-s-ar-prabusit-acest-om-ar-raspuns-telefon-cei-importanti-15119131>.

6 <https://www.living-democracy.com/ro/textbooks/volume-1/part-1/unit-1/chapter-1/lesson-2/>.

fié par la croissance accélérée de la population, par la rapidité avec laquelle les décisions doivent être prises ou la complexité de la société contemporaine, cache en soi le risque que les décideurs échappent au contrôle civil de la prise de certaines décisions sinon antidémocratiques, du moins contestables du point de vue des citoyens. Par exemple, nous considérons éloquentes les situations dans lesquelles, dans le contexte de la crise de 2008, les gouvernements de certains pays, parmi lesquels la Roumanie aussi, ont pris la mesure de réduire substantiellement les revenus salariaux de la population. Plus récemment, nous avons au-dessus de nos têtes l'intention des politiques européennes, mais aussi de certains Etats, «*d'établir*» la température dans les maisons des citoyens, quelles que soient leurs possibilités d'approvisionnement et même de paiement!

Pour en revenir au rôle de réglementation de l'Etat dans l'économie, **il semble plutôt** qu'il devienne effectif lorsque les sujets du «*sacrifice*» sont les citoyens, ou lorsque les grands capitaux réclament l'intervention de l'Etat en leur faveur!

Il est bien vrai que la mesure dans laquelle l'Etat peut et doit intervenir dans l'économie est, et restera très longtemps, un sujet de débat parmi les économistes⁷. Ce que nous considérons nécessaire de «*trancher*» au plus vite, justement pour «*actualiser*» le concept de démocratie, c'est **le rôle de l'intervention de l'Etat dans l'économie! Assurer les équilibres macroéconomiques et la «suffisance» des budgets ne suffit plus à un Etat qui vise, comme il faut, la prospérité de ses citoyens et, par extension, le développement durable!** Evidemment, nous considérons l'affirmation valable et applicable aux structures multi/supranationales aussi, telles que l'Union européenne!

7.4. La classe moyen d'aujourd'hui

Liée, pour une bonne part, à l'allocation des rôles au cadre de l'économie de marché contemporaine, on se pose fréquemment la question: **qu'advient-il de la classe moyenne aujourd'hui?**

«Il est évident que [...] la meilleure communauté politique est celle où le pouvoir est dans les mains de la classe moyenne, et la possibilité d'être bien gouvernée appartient à ces types d'Etats où la classe moyenne est nombreuse et, de préférence, plus forte que les deux autres classes réunies (les riches et les

⁷ Ioan-Franc, Valeriu; Pop, Napoleon (2022) – *Un divorț prelungit între economiști și politicieni / A Prolonged Divorce Between Economists and Politicians*, dans „Caiete Critice” nr. 3-4/413-414, pp. 87-106, FNSA, l'Académie Roumaine.

pauvres – n.a.) ou du moins que l'une d'elles [...]»⁸, affirmait Aristote dès l'Antiquité et il semblait, du moins jusque récemment, que personne et rien ne le contredit.

Le début du XXI^e siècle était encore dominé, tant dans les études économiques, que dans celles politiques ou sociologiques, par *le rôle essentiel que la classe moyenne joue dans le développement* (durable – dirions-nous aujourd'hui) des sociétés. Brusquement, surtout après 2008, cette approche, dont la validité a été confirmée pendant des millénaires, semble avoir été abandonnée. La question est extrêmement difficile à comprendre dans les conditions où, ces dernières années, la polarisation sociale est devenue de plus en plus évidente – les riches sont devenus de plus en plus riches, tandis qu'au pôle opposé, la pauvreté (tant à l'échelle de l'individu, qu'à l'échelle des collectivités) a atteint des niveaux alarmants.

Le prix payé lors de la dernière crise économique-financière pour sauver les grands détenteurs de capital n'a-t-il pas été acquitté par la classe moyenne-même? N'est-ce pas que de cette manière la classe moyenne a été rétrogradée, dépossédée du piédestal construit pendant des années?

Et si la réponse à ces deux questions est affirmative, ce n'est qu'alors que nous sommes confrontés à un véritable défi: **qui assurera, même transitoirement, le rôle que la classe moyenne a joué dans le développement équitable et équilibré des Etats et qui serait nécessaire pour la soutenabilité du développement à long terme?**

Le développement durable, que nous souhaitons tous, **signifie** finalement **la raison et l'équilibre**, c'est-à-dire exactement ce que disait Aristote en parlant de la classe moyenne: *«puisque, selon l'avis unanime, la tempérance et la voie médiane sont les meilleures, il est évident que même la suffisance moyenne constitue le meilleur de tous les biens»⁹.*

A remarquer non seulement la manière dont le philosophe antique résume le rôle de la classe moyenne, mais aussi la solution qu'il offre à la consommation dans le cadre du développement durable.

Les débats des économistes sur **la manière dont nous devons consommer** pour assurer un développement durable sont loin d'être terminés!

⁸ Aristote, *La politique*, cité par Nebunu Oana Maria, *Sociologie politică; note de curs (Sociologie politique; notes de cours)*, p. 23, https://www.academia.edu/36649089/Sociologie_Politica_Note_de_Curs.

⁹ <https://www.scribd.com/document/443600910/polit-docx>.

Consommer rationnellement semble plutôt une utopie, tant que les tentatives qu'ont eu lieu dans certains anciens pays communistes, parmi lesquels la Roumanie aussi, ont confirmé, même plus encore que nécessaire, l'échec d'une telle approche. Qui sait ce que signifie «**rationnel**», ou existe-t-il un rationnel moyen?! N'oublions pas que la forme verbale (grammaticalement parlant) du rationnel est «**rationaliser**», procédure non-démocratique, pas du tout voulue et acceptée.

Consommer de manière limitée peut sembler faisable à certains, mais indubitablement transitoire, pour des périodes bien déterminées et connues, un tel comportement de consommation n'étant pas caractéristique au comportement naturel de l'être humain. Et, comme ci-dessus, qui sait quelles seraient les limites dérivant du verbe «**limiter**», etc.?

Le plus souvent, la solution est identifiée dans **la consommation responsable**, mais même dans ce cas le référentiel reste en question: **par rapport à qui ou par rapport à quoi?** Indirectement, Aristote nous offre la solution lorsqu'il parle de *tempérance*, un mot ou plutôt un concept, serions-nous tentés de dire, souvent utilisé en Roumanie, ayant la signification de *responsabilité morale*! **La tempérance**, au sens de responsabilité morale envers les semblables, envers les générations futures, envers les valeurs de l'humanité en dernier recours, **représente, selon nous, le concept central du développement durable!**

Nous illustrons par une situation concrète, voire deux: il y a des années, étant responsables d'un projet financé par des fonds européens dont le bénéficiaire était l'Académie Roumaine, nous avons été conseillés d'être *économes* quant à la restauration fournie aux participants à une conférence internationale, ayant en vue l'absence de barèmes! Que signifie ça?! La sagesse populaire dans cette situation est incontestable: quand la tante de ma femme apostrophe son mari, en disant: *à mon avis, tu bois un peu trop*, ce dernier répond, sûr de lui: *oui, tu as raison, mais je bois selon mon avis!*

7.5. Le profit à tout prix – une moralité pas comme il faut

Malheureusement, ou peut-être dans une normalité du chercheur, la joie de trouver une réponse est presque instantanément éclipsée par une autre question: **est-il réaliste de discuter sur la tempérance, sur la morale finalement, dans le contexte actuel où le profit, et surtout le profit à tout prix, semble être le «monarque absolu» du capitalisme?**

Nous vous proposons de réfléchir sur un exemple de nos jours: dans les conditions de la crise énergétique actuelle, les profits des grandes entre-

prises de l'industrie du profil ont augmenté de manière quasi-exponentielle, le choc étant entièrement transféré sur les épaules de la population et des principales entreprises grandes consommatrices d'énergie. De plus, il est évident que l'évolution des prix et les syncopes dans l'approvisionnement avec des produits énergétiques ont le potentiel de déstabiliser l'économie d'un pays tout entier, en particulier de ceux qui dépendent de l'importation de tels produits. Et alors, **de quelle tempérance ou de quelle morale de la consommation peut-on parler?!**

«*La tempérance*» de tels comportements économiques, comme ceux actuels des grandes entreprises du domaine énergétique, reste, selon nous, **un problème non-résolu**, et tant qu'il ne sera pas résolu, **le développement durable tardera à se concrétiser**. Il n'est pas possible, compte tenu du comportement naturel des hommes, de consommer de manière responsable/morale, alors qu'à l'autre bout de la relation producteur-consommateur **«l'argent n'a pas d'odeur et le profit n'a pas de morale»**.

Tant qu'aujourd'hui le profit est celui qui met l'économie en marche et, en même temps, le principal critère de mesurer l'efficacité économique, il ne nous reste qu'élogier les performances des entreprises dans le domaine de la production, du transport et de la distribution de l'énergie. Des mesures comme celles récemment adoptées au niveau de l'Union européenne, comme celles visant à plafonner le prix du gaz russe ou à revenir à l'énergie produite à base de charbon, ne sont que des palliatifs qui ne peuvent qu'ajourner l'approfondissement des disparités économiques. Et finalement, en l'absence des changements majeurs de paradigme dans la science économique, ce fait conduira à **une forme «d'esclavage économique», où les puissants (individus, entreprises, Etats, etc.) peuvent disposer «presque» discrétionnairement des faibles (les pauvres) dépendants d'eux!**

Une telle perspective peut sembler exagérément pessimiste, mais la réalité nous montre que **ce ne sont pas tous les Etats qu'ont la possibilité d'exporter de l'inflation ou d'établir/imposer quel type de ressources peuvent être utilisées pour la production d'énergie, tout comme ce ne sont pas toutes les entreprises qu'ont la capacité d'influencer/imposer des décisions gouvernementales!**

7.6. Les instruments statistiques actuels sont-ils encore capables de nous donner une image réelle des économies ?

Le paysage «*insulaire*» de l'économie contemporaine, où alternent des zones de plus en plus riches, mais aussi de moins en moins peu nombreuses, avec des zones étendues d'extrême pauvreté, mais aussi la polarisation de la

fortune/richeesse de plus en plus accentuée à l'intérieur des économies des Etats, nous font poser de plus en plus souvent la question: **les instruments statistiques actuels sont-ils encore capables de nous donner une image réelle des économies?**

Pendant des décennies, nous avons utilisé et continuons d'utiliser *le produit intérieur brut* comme principal indicateur de la croissance économique et, implicitement faux, du développement. La pertinence du PIB pour les économies fondées sur la production de biens est aujourd'hui aussi incontestable, mais les changements successifs, accélérés, intervenus dans la structure des économies actuelles nous obligent, selon nous, à reconsidérer la pertinence de cet indicateur important, pour au moins deux raisons:

- l'augmentation sans précédent de la part de la consommation dans la structure du produit intérieur brut, surtout dans les pays émergents ayant un solde négatif de la balance commerciale, comme la Roumanie aussi;
- l'avancée, aussi sans précédent, de la soi-disant «*économie financière*» dans laquelle «*l'argent produit de l'argent qui, à son tour, produit de l'argent [...]*», en favorisant l'apparition des soi-disant «*bulles*» (il semble qu'on n'a pas appris beaucoup de choses de l'expérience de la dernière crise économique-financière) qui ne font que créer une fausse impression de prospérité.

Ni même le produit intérieur brut par habitant ne peut être considéré un indicateur pertinent de la croissance ou du déclin du développement, parce que la liberté de circulation de la main-d'œuvre rend difficile, au moins dans notre pays, en Roumanie, une estimation correcte et statistiquement valable du nombre d'habitants qui contribuent effectivement au produit intérieur brut national.

Il devient ainsi évident que le produit intérieur brut et, même, le produit intérieur brut par habitant ne peuvent plus représenter aujourd'hui des indicateurs pertinents que pour une croissance statistique, et non pas pour le développement. La nécessité d'un référentiel dans ce domaine reste pressante. Une solution pourrait être l'utilisation de *l'indice du développement humain*, mis à jour chaque année par le Programme des Nations Unies pour le développement et publié dans le Rapport sur le développement humain. Mais cet indice est calculé de manière significativement politisée, en conséquence étant utilisé pour les pays émergents.

Mais, même dans le cas de cet indicateur, l'estimation du niveau de vie reste problématique du point de vue statistique. Pour argumenter cette affirmation, nous nous référerons brièvement à la situation concrète des salaires dans notre pays, la Roumanie:

- **Le salaire moyen brut national**, qui représente une moyenne au niveau de tous les employés de Roumanie, y compris ceux de l'administration publique, calculé par l'Institut roumain de statistique pour le mois de juin 2022, a été de 6413 lei, l'équivalent **d'environ 1300 euros**.
- En même temps, **le salaire brut médian**, représentant le niveau moyen par rapport auquel la moitié des contrats de travail à temps plein actifs en Roumanie étaient inférieurs et l'autre moitié étaient supérieurs, c'est-à-dire la ligne qui divise exactement en deux le nombre total d'employés selon les salaires, n'était que de 3500 lei, l'équivalent **d'environ 700 euros**.

En corroborant les deux indicateurs statistiques avec des niveaux de salaires échelonnés de 100 à 100 euros, on constate que, **tandis que 54,3% de l'ensemble des contrats de travail en juin 2022 étaient rémunérés avec moins de 700 euros bruts, seulement 14,8% des salariés à temps plein dans l'économie de la Roumanie gagnait au-dessus du salaire moyen brut national, c'est-à-dire au-dessus de 1300 euros**¹⁰.

Au-delà du fait que l'étude à laquelle nous ont fait référence met en évidence la tendance de plus en plus accentuée de polarisation sociale, y compris du point de vue des salaires des employés, les difficultés d'évaluation du niveau de vie en fonction des pays se dévoilent et **laissent ainsi non-résolu le problème d'identifier un indicateur réel du développement, d'autant plus du développement durable!**

Un autre «*échec de la statistique*», dans la perspective du développement durable, est **la valeur du panier minimum de consommation pour vivre décemment**, calculée, on le sait bien, au niveau de chaque pays à partir de quelques chapitres de dépenses familiales finalement convenus entre statisticiens/économistes et politiciens (en Roumanie, le panier minimum de consommation mensuel est approuvé par le Parlement (loi) ou le gouvernement (ordonnance d'urgence)).

10 Pele Alexandra; Grosu Cristian (2022), *România salariului mediu din economie (La Roumanie du salaire moyen dans l'économie)*, dans *Curs de guvernare (Cours de gouvernance)*, 09.10.2022, <https://cursdeguvernare.ro/romania-salariului-mediu-median-brut-net-din-economie.html>.

De la perspective nationale, l'utilité d'un tel indicateur peut être justifiée par sa pertinence dans l'élaboration des politiques publiques, telles que celles liées au salaire minimum, au revenu minimum garanti, etc. **De la perspective européenne**, notamment communautaire, la manière actuelle de calculer la valeur du panier minimum de consommation pour vivre décemment **est susceptible d'induire une image déformée sur le développement** pour au moins deux raisons, que nous considérons comme essentielles: (1) les chapitres de dépenses et leur poids pour une vie décente ne devraient pas différer d'un Etat membre à l'autre, les besoins du citoyen roumain, par exemple, ne différant pas de ceux du citoyen allemand ou français ou d'autres pays développés et (2) ces dernières années, les prix au niveau des Etats de l'Union européenne se sont alignés, au moins pour les produits de stricte nécessité.

Nos observations ne font que confirmer une erreur sur laquelle Theodore W. Schultz, lauréat Nobel, a attiré l'attention dès 1979: *«l'erreur principale (des sciences économiques – n.n.) est l'hypothèse que la théorie économique standard est inadéquate pour comprendre la situation des pays à faibles revenus et qu'une théorie économique distincte est nécessaire. Les modèles créés dans ce but ont été très bien accueillis, jusqu'à ce qu'ils se soient révélés, n'être qu'au mieux des curiosités intellectuelles»*, en concluant que *«la théorie économique standard s'applique tant aux problèmes de rareté auxquels sont confrontés les pays à faibles revenus, qu'aux problèmes similaires dans les pays à revenus élevés»*¹¹.

Pour ces raisons, nous considérons qu'il est le temps d'établir une valeur unique, au niveau de l'Union européenne, du panier minimum de consommation pour vivre décemment. Ainsi, un tel indicateur gagnera en pertinence, tant pour l'évaluation des niveaux de développement des Etats membres, que pour l'élaboration des politiques européennes pour éliminer/réduire les écarts entre les pays, etc.

L'économie est une science vivante, peut-être *«la plus vivante»* dans l'ensemble des sciences sociales-humaines, compte tenu du nombre pratiquement illimité de variables, mais aussi de *«cygnes noirs»* qui peuvent apparaître au fil du temps. Cependant, les économistes ont toujours ressenti le besoin de certaines *«constantes»* dans leurs études, capables de permettre la référence à un cadre solide.

11 Schultz Theodore W. (1979), *Economia sărăciei. Discurs în memoria lui Alfred Nobel (L'économie de la pauvreté. Discours à la mémoire d'Alfred Nobel)*, Université de Chicago, Illinois, Etats Unis, 8 décembre, dans *Laureații Nobel în economie. Discursuri de recepție (Les lauréats Nobel d'économie. Discours de réception)*, tome 2, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2001, p. 202.

Une telle «*constante*» a également été cherchée par Kenneth Arrow lorsqu'il a essayé de définir un «*cadre constitutionnel*» pour assurer la formation des jugements sur **le bien-être**, une construction qui, selon l'économiste renommé, lauréat Nobel, doit ou devrait se fonder sur les quatre conditions suivantes:

- (1) **la condition de rationalité collective**, comprenant ainsi, de manière simplifiée, que «la sélection sociale de tout ensemble particulier de variantes doit être la variante la plus préférée dans l'échelle de préférences de l'ensemble existant»;
- (2) **le respect du principe de «l'optimum parétien»**, selon lequel «le processus de choix social n'arrive jamais à un résultat s'il existe une autre variante possible préférée par quelqu'un, conformément à sa propre échelle de préférences»;
- (3) **la condition de non-dictature**, selon laquelle «le cadre constitutionnel ne doit pas permettre l'existence d'un individu dont les préférences deviennent automatiquement les préférences de la société, quelles que soient les préférences des autres»;
- (4) **la condition de l'indépendance des variantes non-pertinentes**¹². Malheureusement, ou peut-être heureusement pour nous, la solution proposée par K. Arrow pour la formation des jugements concernant **le bien-être** s'est révélée irréaliste, compte tenu du caractère contradictoire des quatre conditions. L'auteur lui-même a d'ailleurs reconnu cette chose, et a également lancé, un défi pour «*l'avenir de cette époque-là*», qui inclut évidemment nos débats actuels: «*Les implications philosophiques et distributives du paradoxe du choix social sont encore floues. Bien sûr, il n'y a pas de solution simple. J'espère que pour d'autres, ce paradoxe signifie un défi, et non pas un obstacle décourageant*»¹³.

Nous sommes une partie de ces «*autres*» auxquels l'économiste américain faisait référence il y a 50 ans, et les évolutions contemporaines nous montrent que **l'économie, la société dans son ensemble, ne nous offre**

12 Selon Arrow Kenneth J. (1972), *Echilibrul economic general: scop, tehnici analitice, alegere colectivă. Discurs în memoria lui Alfred Nobel (Equilibre économique général: objectif, techniques analytiques, choix collectif. Discours à la mémoire d'Alfred Nobel)*, Université Harvard, 12 décembre, dans *Laureații Nobel în economie. Discursuri de recepție (Les lauréats Nobel d'économie. Discours de réception)*, tome 1, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2001, pp. 180-181.

13 *Idem* 14, p. 182.

plus beaucoup de temps pour résoudre l'équation du bien-être équitablement partagé, sans lequel il est difficile, on dirait impossible, d'imaginer le développement durable!

L'héritage de K. Arrow est à la fois difficile et stimulant, et y trouver des solutions viables sans faire preuve d'un esprit entrepreneurial prononcé dans nos recherches ne sera pas possible! Theodore W. Schultz, à son tour, nous attirait l'attention: *«L'esprit entrepreneurial est essentiel dans la recherche. Toute recherche comporte du risque, exige l'allocation de ressources rares et de l'esprit d'organisation»*¹⁴.

Mais il faut encore quelque chose! Des fonds! Des fonds pour l'éducation et la recherche, à la fois! **Sans une population ayant une solide éducation économique-financière et sans une recherche scientifique réagissant rapidement à la multitude et à la dynamique des changements contemporains, nous risquons que le développement durable reste, pour longtemps, plus un concept qu'une réalité économique!**

Pour cette raison, en concluant notre intervention, nous voudrions nous rappeler tous l'avertissement du même Theodore Schultz:

«Traiter toutes les dépenses publiques pour l'enseignement (et de recherche – n.a.) comme des dépenses sociales ou comme un moyen d'utiliser les ressources ayant pour effet la diminution des économies, est une erreur génératrice de confusions»¹⁵.

14 Schultz Theodore W. (1979), *Economia sărăciei. Discurs în memoria lui Alfred Nobel (L'économie de la pauvreté. Discours à la mémoire d'Alfred Nobel)*, Université de Chicago, Illinois, Etats Unis, 8 décembre, dans *Laureații Nobel în economie. Discursuri de recepție (Les lauréats du prix Nobel d'économie. Discours de réception)*, tome 2, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2001, p. 207.

15 *Idem* 16, p. 211.

Références

Aristote, *La politique*, apud Nebunu Oana Maria, *Sociologie politică; note de curs (Sociologie politique; notes de cours)*, p. 23, https://www.academia.edu/36649089/Sociologie_Politica_Note_de_Curs.

Arrow Kenneth J. (1972), *Echilibrul economic general: scop, tehnici analitice, alegere colectivă. Discurs în memoria lui Alfred Nobel (Equilibre économique général: objectif, techniques analytiques, choix collectif. Discours à la mémoire d'Alfred Nobel)*, Université Harvard, 12 décembre, dans *Laureații Nobel în economie. Discursuri de recepție (Les lauréats Nobel d'économie. Discours de réception)*, tome 1, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2001.

Blog Biocorner, 22 mai 2022: <https://biocorner.ro/blog/?s=sustenabilitate>.

Georgieva Kristalina (FMI, 2022), „Ne confruntăm cu o schimbare fundamentală în economia globală” («Nous sommes confrontés à un changement fondamental de l'économie mondiale»), dans *Forbes România – Actualité*, octobre, <https://www.forbes.ro/kristalina-georgieva-fmi-ne-confruntam-cu-o-schimbare-fundamentala-in-economia-globala-292381>.

Hostiuc Cristian (2016), *Care a fost omul care a salvat lumea financiară de la colaps în toamna lui 2008? Americanii încep să desecretizeze discuțiile dramatice din birourile de pe Wall Street. “Sistemul financiar s-ar fi prăbușit dacă acest om nu ar fi răspuns la telefon”. Cei mai importanți bancheri habar n-aveau ce se petrecea (Qui est l'homme qui a sauvé le monde financier de l'effondrement dans l'automne de 2008? Les Américains commentent à déclassifier les discussions dramatiques portées dans les bureaux de Wall Street. «Le système financier se serait effondré si cet homme n'avait pas répondu au téléphone». Les banquiers les plus importants n'avaient aucune idée de ce qui se passait)*, dans *Ziarul financiar*, 18.03.2016, <https://www.zf.ro/banci-si-asigurari/omul-salvat-lumea-financiara-colaps-toamna-2008-americanii-incep-desecretizeze-discutiile-dramatice-birouri-le-wall-street-sistemul-financiar-s-ar-prabusit-acest-om-ar-raspuns-telefon-cei-importanti-15119131>.

<https://www.living-democracy.com/ro/textbooks/volume-1/part-1/unit-1/chapter-1/lesson-2/>.

<https://www.scribd.com/document/443600910/polit-docx>.

Ioan-Franc Valeriu; Diamescu Andrei-Marius (2022), *La crise d'après les crises – la crise de l'humanité?* dans *La nueva economía después del Sars-Cov-2. Realidades y revolución tecnológica*, Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, Barcelona.

- Ioan-Franc, Valeriu; Pop, Napoleon (2022) – *Un divorț prelungit între economiști și politicieni / A Prolonged Divorce Between Economists and Politicians*, dans „Caiete Critice” nr. 3-4/413-414, pp. 87-106, FNSA, l’Académie Roumaine.
- Pele Alexandra; Grosu Cristian (2022), *România salariului mediu din economie (La Roumanie du salaire moyen dans l’économie)*, dans *Curs de guvernare (Cours de gouvernance)*, 09.10.2022, <https://cursdegovernare.ro/roma-nia-salariului-medi-median-brut-net-din-economie.html>.
- Pop Napoleon; Ioan-Franc Valeriu; Diamescu Andrei-Marius (2021), *România în confruntarea cu pandemia Covid-19. Gestiunea riscurilor versus asumarea oportunităților (La Roumanie face à la pandémie de Covid-19. Gérer les risques versus saisir les opportunités)*, dans Simionescu Bogdan (coordinateur), *Pandemia: constrângeri și oportunități (La pandémie: contraintes et opportunités)*, Editions de l’Académie Roumaine, Bucarest.
- Schultz Theodore W. (1979), *Economia sărăciei. Discurs în memoria lui Alfred Nobel (L’économie de la pauvreté. Discours à la mémoire d’Alfred Nobel)*, Université de Chicago, Illinois, Etats Unis, 8 décembre, dans *Laureații Nobel în economie. Discursuri de recepție (Les lauréats Nobel d’économie. Discours de réception)*, tome 2, Maison d’édition Expert, Bucarest, 2001.
- Shalal Andrea (2022), *IMF’s Georgieva sees ‘darkening’ outlook for global economy, rising recession risks*, <https://www.reuters.com/markets/us/imfs-georgieva-sees-darkening-outlook-global-economy-rising-recession-risks-2022-10-06/>.



8. NE « JOUONS » PLUS AU DIEU! *

- 1. La crise a « anéanti » l'autoregulation
par les mécanismes de marché libre*
- 2. L'éloignement de l'homme par rapport à la foi*
- 3. Le lien indissoluble entre la science et la foi*
- 4. La richesse immorale en termes quantitatifs*
- 5. L'économie humaniste*

Références

* 1ère Édition du Séminaire international ouvert de l'Académie Royale des Sciences Économiques et Financières – Barcelona Economics Network (BEN) / I Seminario Internacional Abierto de Barcelona Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras – Barcelona Economics Network (BEN), *Solutions économiques et technologiques à la dégradation de l'écosystème de la planète / Soluciones económicas y tecnológicas a la degradación del ecosistema del planeta*, Barcelone, 8 et 9 juin 2022.

«No existe mayor peligro que convertir la solidaridad en egoísmo y no se puede cometer mayor error que permitir transformar nuestro humanismo en mecanismo.»

Jaime Gil Aluja

Notre objectif n'est en aucun cas de résoudre un plus vieux différend également théologique et scientifique et, pour cette raison, nous nous arrêtons ici avec les allégations concernant le «*darwinisme*». Pertinente pour notre thème est la manière dont cette «*vision*» a influencé et continue d'influencer «*l'économie*» tant dans sa dimension *philosophique*, que surtout *scientifique*.

«*L'arrogance*» de l'homme dans ses relations avec la Divinité est loin d'être un aspect nouveau. Au contraire, à notre avis, elle a représenté une constante de son existence, dont la consistance s'est accentuée à mesure qu'elle prenait conscience de ses propres capacités d'intervenir dans les processus «*ré-servés*», d'ailleurs, du Créateur.

Des expressions de cette «arrogance» on retrouve dès la mythologie grecque, dans laquelle on attribue des habiletés/capacités bien au-dessus de celles des «*terriens*» aux «*héros*» issus de l'union des dieux avec les mortels. Quoi d'autre sinon une autre expression de la même «arrogance» qu'on retrouve chez les Romains où, à partir d'Octave Auguste (27 avant J.C.-14 après J.C.), aux empereurs on a également attribué le statut de «*pontifex maximus*», remplissant de cette manière les attributions de «*grand prêtre*» aussi.

Bien d'autres exemples de ce genre peuvent être mentionnés à travers l'histoire, mais ce que, encore à notre avis, représente un véritable point d'inflexion dans les relations de l'homme avec la Divinité c'est l'émergence du «*darwinisme/de l'évolutionnisme*».

La publication de *L'origine des espèces* en 1859 a imposé l'évolutionnisme pour une longue, peut-être trop longue période, comme théorie principale dans de nombreux domaines, y compris dans ceux sociaux.

La perspective évolutionniste sur «*le potentiel auto-organisateur*» de la société humaine est graduellement devenu une véritable «*vision*» du monde, à laquelle on a subordonné depuis plus d'un siècle et demi une grande partie des recherches en sciences sociales et pas seulement.

Des théories, considérées aujourd'hui plus ou moins scientifiques, comme le «*darwinisme social*» ou «*l'eugénisme*», se sont imposées tout au long de cette époque, y compris dans les programmes sociaux et politiques, en facilitant, selon André Pichot¹ aussi, le développement du capitalisme industriel: «*Il était prévisible que le développement de l'eugénisme, mêlant la prédestination et la lutte pour l'existence, imposera la réussite en affaires comme signe du choix divin*»².

Notre objectif n'est en aucun cas de résoudre un plus vieux différend également théologique et scientifique et, pour cette raison, nous nous arrêtons ici avec les allégations concernant le «*darwinisme*». Pertinente pour notre thème est la manière dont cette «*vision*» a influencé et continue d'influencer «*l'économique*» tant dans sa dimension **philosophique**, que surtout **scientifique**.

De cette perspective, nous pensons que pour trouver des réponses pertinentes et, pourquoi pas, efficaces aux multiples problèmes auxquels sont confrontées les économies aujourd'hui, une approche «*par étapes*» («*step by step*») ne suffit plus. Les causes se retrouvent, le plus probablement, dans ce que l'on pourrait appeler les «*principes organisateurs*» du système économique actuel.

8.1. La crise a « anéanti » l'autoregulation par les mécanismes de marché libre

Aujourd'hui, le principe d'«*autorégulation*» par les mécanismes du marché libre a été, pratiquement, «*anéanti*» par la crise économique-financière de 2008, et toutes les théories sur le bien-être ou l'allocation efficace des ressources sont contredites par la polarisation, de plus en plus évidente, de «*la richesse*».

La reconnaissance par Kenneth J. Arrow du fait qu'en matière d'allocation des ressources «il y avait de nombreuses situations dans lesquelles le remplacement du marché par la décision collective est nécessaire, ou au moins préférable»³ est, clairement, insuffisante tant pour prévenir ou surmonter

1 Pichot, Andr, *L'eugénisme ou les génétiques saisis par la philanthropie*, Editions Hatier, Paris, 1995.

2 Apud Lemeni Adrian, *Evolutionism si creationism (Évolutionnisme et créationnisme)*, <https://www.crestinortodox.ro/sanatate-stiinta/evolutionism-creationism-72636.html>.

3 Arrow, Kenneth J., Echilibrul economic general: scop, tehnici analitice, alegere colectivă (Équilibre économique général: objectif, techniques d'analyse, choix collectif), Discours à la mémoire d'Alfred Nobel, 12 décembre 1972, dans Laureții Nobel în economie – Discursuri de recepție (Lauréats du prix Nobel d'économie – Discours de réception), vol. 1, Académie

les crises économiques contemporaines, que pour remédier les disparités existantes entre les économies du monde.

«Dans de modalités spécifiques, tant les politologues, que les économistes analysent la nécessité du rôle de l'Etat. Chez les économistes, les discussions portent sur les concepts d'externalités, de rendements croissants et d'imperfection du marché », continuait le lauréat du prix Nobel d'économie. Mais, malheureusement, de nos jours, il est de plus en plus vident le «divorce» entre les économistes et les politiciens⁴, dont on dit dans le monde académique que s'est intensifié et est devenu visible en même temps que le développement de la crise financière. On a reproché aux économistes l'incapacité de prédire la crise et la lenteur qui a accompagné les décisions pour l'assainissement des effets de la crise, décisions réclamées avec une certaine rapidité par la classe politique. Le divorce lui-même dure depuis longtemps, nous le savons tous. Le très clamé et beaucoup attendu – après le Covid-19 – Plan de redressement et de résilience (PRR) ne s'avère-t-il incapable de s'inscrire dans l'aire d'indésirable action du divorce mentionné ci-dessus entre les économistes et les politiciens? Il est évident que le PRR ne peut pas surmonter la position conflictuelle de l'économie avec le politique, une fois qu'un facteur vraiment grave – la crise en Ukraine – le met à l'épreuve sans probabilité significative de succès.

La mondialisation montre en fait un autre côté sombre, à travers les effets produits par les sanctions contre la Russie, avec des répercussions économiques planétaires. Il devient impossible d'esquisser tout cadre constitutionnel de formation des jugements concernant le bien-être⁵.

Nous nous demandons quelle déception ressentirait aujourd'hui James M. Buchanan, lauréat du prix Nobel d'économie en 1986, pour ses contributions au développement de la théorie contractuelle et constitutionnelle, basée sur l'étude du processus de préparation et de prise de décisions po-

roumaine, Centre roumain d'économie comparée et consensuelle, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2001, p. 180.

4 Ioan-Franc, Valeriu; Pop, Napoleon, *Un divorț prelungit între economiști și politicieni (Un divorce prolongé entre économistes et politiciens)*, dans *Caiete Critice* no. 3-4, 2022, FNSA.

5 «Plus précisément, un cadre constitutionnel est une réglementation, sur la base de laquelle à chaque ensemble possible de préférences individuelles on associe une règle de choix social. La règle du choix social est, à son tour, une règle de sélection d'une action socialement préférable dans n'importe quel ensemble de variantes possibles». Cf. Arrow, Kenneth. J., *Echilibrul economic general: scop, tehnici analitice, alegere colectivă (Equilibre économique général: objectif, techniques d'analyse, choix collectif)*, Discours à la mémoire d'Alfred Nobel, 12 décembre 1972, dans *Laureații Nobel în economie – Discursuri de recepție (Lauréats du prix Nobel d'économie – Discours de réception)*, vol. 1, Académie roumaine, Centre roumain d'économie comparée et consensuelle, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2001, pp. 180-181.

litiques et économiques, en voyant que, *dans très nombreuses situations actuelles, la place du consensus a été prise par la contradiction, et souvent les problèmes sont résolus par des crises, et non pas par la négociation*. C'est dans le même domaine qu'on placerait les efforts de consensualisation pendant les périodes de crise, prouvés par la sagesse de Pierre Werner, le père de la monnaie unique européenne⁶. C'est ici aussi qu'il convient de rappeler une déclaration pertinente de Nicholas Georgescu-Roegen (1990), qui, en participant à l'élaboration de l'Esquisse concernant la transition vers l'économie de marché en Roumanie – un projet académique et non seulement – notait: «...*en temps de crise, l'économie doit être le principal espace du consensus*». Peut-être, la juxtaposition de l'*académisme* de James Buchanan et du *pragmatisme* de Pierre Werner renforcerait significativement les affirmations pleines de réalisme de Nicholas Georgescu-Roegen⁷.

En revenant à notre inquiétude, nous sommes surpris le plus – en ce qui concerne la théorie développée par Kenneth Arrow – du fait qu'un demi-siècle après son apparition, la *condition de la non-dictature*, impératif de l'élaboration du cadre constitutionnel selon lequel «*il ne faut pas permettre l'existence d'un individu dont les préférences deviennent automatiquement les préférences de la société, quelles que soient les préférences des autres*», semble de plus en plus difficile, sinon impossible à accomplir.

En entendant par «*individu*» également des Etats ou leurs dirigeants, des grandes entreprises ou leurs actionnaires, des leaders spirituels radicaux, il est facile de voir que l'histoire récente ne nous donne pas beaucoup de motifs de satisfaction ou même de quiétude.

« *L'illibéralisme* » politique est de plus en plus visible, aussi dans le domaine économique, «l'option sociale» restant seulement un concept théorique. ***Comment expliquer autrement l'apparition de tant de nouveaux «dieux» qui, par le pouvoir qu'ils détiennent, politique, mais surtout économique, décident le destin de millions, voire de milliards d'hommes ?!***

8.2. L'éloignement de l'homme par rapport à la foi

Comme nous essayions de le démontrer depuis plus de 12 ans, une première cause de ce malheureux état de choses est **l'éloignement de l'homme par**

6 Ioan-Franc, Valeriu, *Hommage à Pierre Werner*, dans *Les Cahiers du Centre d'Etude et Documentation Roumanie-Luxembourg*, Académie Roumaine, 2002.

7 Ioan-Franc, Valeriu, *Economy and Consensus. Between James Buchanan's academicianism and Pierre Werner's pragmatism*, dans *Proceeding of First International Nobel Economic Forum Dnipropetrovsk, Ukraine*, 2008.

rapport à la foi: «[...] la performance économique de l'individu en arrivant jusqu'à celle d'un Etat est le cadre dans lequel toutes les autres préoccupations professionnelles, plus concrètes ou plus visionnaires, peuvent vraiment s'épanouir aussi à l'échelle, la Divinité désirant cependant une certaine égalité entre ses créatures, mettant en équation la richesse spirituelle avec la richesse matérielle. Devant l'autel de l'Eglise, considéré comme la frontière entre le terrestre et le céleste, tous les hommes, quels que soient leur rang et leur position, sont traités de manière égale par Dieu»⁸.

Dans un monde dominé par la «*concurrence*», l'égalité devant Dieu est à la fois le principe organisateur, fait qui nous empêche de devenir de plus en plus souvent «*homo homini lupus est*», mais aussi le «*moteur*» de l'activité économique «*apparue comme une nécessité naturelle, primordiale de sa mission de maintenir en vie le vivant [...] insufflé dans l'homme par la Divinité*»⁹.

L'assurance du cadre général de manifestation de l'individu par l'intermédiaire de «*l'Etat de droit*», ainsi que des moyens permis à être utilisés s'est avérée insuffisante pour empêcher l'émergence de «*nouveaux dieux*». Ce n'est pas le cadre législatif qui peut empêcher «*l'orgueil infini*» de certains individus/groupes ou même Etats de se fixer des objectifs et d'agir comme des «*dieux*». Comment pourrions-nous nommer de manière générique des objectifs tels qu'obtenir l'immortalité, programmer les saisons ou même l'obtention de la «*suprématie*» sur ses semblables? Et, pas du tout paradoxalement, l'histoire ne nous dispense pas de tels exemples!

L'antithèse entre «*homo homini lupus est*» et «*homo sacra res homini est*» est, à notre avis, évidente et indubitable. Aujourd'hui, la tentative de «*conciliation*» faite il y a 350 ans par Thomas Hobbes¹⁰ apparaît au plus comme un exercice intellectuel spécifique à cette époque-là: «*[...] étant impartial, les deux dictons sont vrais: que l'homme est une sorte de dieu pour l'homme; et l'homme est un loup pour l'homme. Le premier est vrai si l'on compare les citoyens entre eux, et le second, si l'on compare les villes*».

8 Pop, Napoleon; Ioan-Franc, Valeriu, *Credință și economie (Foi et économie)*, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2009, p. 91-92.

9 Pop, Napoleon; Ioan-Franc, Valeriu, *Credință și economie (Foi et économie)*, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2009, p. 106-107.

10 Thomas Hobbes, auteur du Léviathan (1651), fondateur de la théorie politique des Lumières. «To speak impartially, both sayings are very true; That Man to Man is a kind of God; and that Man to Man is an arrant Wolfe. The first is true, if we compare Citizens amongst themselves; and the second, if we compare Cities» («Pour parler impartialement, les deux dictons sont très vrais. L'homme pour l'homme est une sorte de Dieu; et l'homme pour l'homme est un loup errant. Le premier est vrai, si l'on compare les citoyens entre eux; et le second, si l'on compare les villes»), Hobbes, Thomas, *De cive*, 2000, Blackmask Online, p. 2, <https://roxanarodriguez.ortiz.files.wordpress.com/2014/12/hobbes-thomas-de-cive.pdf>.

En ce qui concerne la première partie, nous pensons que par «*l'homme est une chose sacrée pour l'homme*», Sénèque a souligné simplement la nature divine de l'homme, ou, comme nous l'avons montré plus haut, «le vivant [...] insufflé à l'homme par la Divinité», et pas du tout qu'il serait «une sorte de dieu», doué de «pouvoirs» comme les dieux. La perspective hobbesienne, dans ce contexte, semble répondre de manière forcée à la philosophie politique qu'elle promeut et moins au sens originel de l'aphorisme, tout comme la discussion sur les villes semble n'être qu'un «*préambule*» aux développements ultérieurs concernant le besoin de réglementation au sein des communautés/société.

Cependant, on peut partager la vision de «*loup*» sur les villes, milieux de vie pas du tout «verts», mais pas limitativement aux relations d'entre elles ou entre les villes et l'individu humain, mais à la manière générale dont l'urbanisation influence la nature toute entière. «*Jamais auparavant une si grande partie de l'humanité n'a vécu dans de si vastes agglomérations de bâtiments. Il y a quelques décennies, la population du monde a tellement augmenté que les villes doivent toujours s'étendre et engloutir, plus tôt ou plus tard, même les forêts vierges et les déserts. Probablement, nos petits-enfants n'auront plus la possibilité de choisir entre vivre en ville ou à la campagne. La Terre connaît une urbanisation extrêmement rapide*», affirmait Wolf Schneider, non pas hier, mais **il y a plus de 60 ans**, tout en attirant l'attention sur un aspect que nous n'avons que récemment commencé à explorer, à travers des concepts tels que le «**développement durable**» ou «**l'économie verte**»: «*depuis sept millénaires, de Jéricho à Nagasaki, le mot **destruction** accompagne l'histoire des villes*»!¹¹

Pendant des décennies, voire des siècles, nous nous sommes vantés **d'avoir réussi à contrôler la nature grâce à la science** et nous nous sommes auto-proclamés les êtres les plus intelligents de la Terre. Nous avons découvert de nouvelles manières de produire de l'énergie (la dynamite, l'énergie nucléaire), nous avons élargi la terre dans la mer/l'océan (Dubai), nous influençons le climat (missiles anti-grêle, pour ne prendre qu'un exemple «mineur» et bien positif), nous changeons la composition du sol, de la Terre en dernier instance, et, depuis quelque temps, nous clonons des êtres vivants, autrement dit «*nous donnons de la vie*»!

Et tout cela au nom de la science, sans se demander, jusqu'à quelques années auparavant: à quel prix?! Les *éventuels remords* de A. Nobel, de R. Oppenheimer ou, pourquoi pas, de A. Einstein sont-ils encore utiles à quelqu'un aujourd'hui? Ou de ceux récompensés, pendant les années 1950-1960, par les

11 Schneider, Wolf, *Omniprezentul Babilon (La Babylone omniprésente)*, Maison d'édition Politica, Bucarest, 1968, p. 19.

prix Nobel pour des recherches génétiques, prouvées ensuite, dans tous les pays, comme nocives pour l'homme! Nous avons déjà dit que «si noblesse oblige, sagesse oblige aussi»!¹²

8.3. Le lien indissoluble entre la science et la foi

Il serait absurde que quelqu'un nous considère d'être contre la science, nous-mêmes étant actifs dans ce domaine. Mais ce que nous aimerions en comprendre c'est le lien indissoluble qui existe entre la science et la foi, en dehors de laquelle beaucoup de découvertes de la science, utiles aujourd'hui, nous rendront vulnérables à long temps.

Pendant des années, nous nous sommes «*vantés*» que, grâce à la science, «*l'homme a réussi à dominer/contrôler la nature*» et, à partir d'ici, il n'y avait qu'un petit, très petit pas pour *mettre les sciences de la nature au service de l'obtention du «profit»*. Aujourd'hui aussi, on parle parfois de «*l'économie fondée sur la connaissance*», en entendant par cela uniquement la contribution de la recherche/des nouvelles découvertes à la maximisation du profit, cet indicateur «*immuable*» du développement qui nous a aveuglés et nous a fait oublier les différences sémantiques entre «*richesses*» et «*bien-être*».

«*La croissance économique d'un pays peut être définie comme une augmentation à long terme de la capacité de fournir à la population des biens économiques de plus en plus diversifiés, cette capacité croissante ayant pour fondement une technologie de pointe et des adaptations institutionnelles et idéologiques adéquates*»¹³, affirmait, en 1971, un autre lauréat Nobel, Simon Kuznets, en anticipant les développements actuels concernant le rôle de la connaissance dans l'économie.

Mais la population a-t-elle naturellement besoin d'une si grande «*diversité*»?

Malgré toutes les difficultés inhérentes à la formulation d'une réponse «politiquement correcte» à cette question, nous dirons NON, l'argument principal y étant le développement explosif tant des techniques, que des dépenses allouées au marketing/publicité/promotion, destinées évidemment à «*créer le besoin*», que la «*diversité*» doit ensuite satisfaire!

12 Apud Popper, Karl R., *The moral responsibility of the scientist*, dans *Bulletin of Peace Proposals*, Vol. 2, No. 3, 1971, pp. 279-283, <http://www.jstor.org/stable/44480137>.

13 Kuznets, Simon, *Creșterea economică modernă: concluzii și considerații* (Croissance économique moderne: conclusions et considérations), Discours à la mémoire d'Alfred Nobel, 11 décembre 1971, dans *Laureații Nobel în economie – Discursuri de recepție* (Lauréats du prix Nobel d'économie – Discours de réception), vol. 1, Académie roumaine, Centre roumain d'économie comparée et consensuelle, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2001, p. 111.

De cette manière, nous avons pratiquement inversé le *cycle naturel*, par lequel les économies devraient répondre aux *besoins objectifs* des hommes, en plaçant l'activité économique sur un continuum dans lequel le degré de satisfaction des besoins devient de plus en plus relatif, tandis que le seul aspect concret et mesurable reste le «*profit*» obtenu, dans certains cas, à tout prix, y compris à celui des déséquilibres de la nature.

8.4. La richesse immorale en termes quantitatifs

La limitation du rôle économique de la science dans l'obtention du «*profit*» a, selon nous, le potentiel de la rendre «*immorale*», surtout lorsque la finalité de son utilisation se limite à acquérir la «*richesse*», définie, dans presque toutes les dictionnaires, en termes quantitatifs: *grande quantité de biens matériels, abondance*, etc.

Si jusqu'à l'aube de l'ère industrielle la capacité de produire des biens était problématique, une grande partie de la population n'ayant pas accès à bon nombre des biens minimum nécessaires à une vie décente, plus tard les conquêtes scientifiques et les développements technologiques ont permis l'émergence d'une «*abondance*», ce qui a conféré de nouvelles dimensions à la «*distribution*» et à la «*consommation*» dans les processus économiques.

Plus proche de nos jours, l'économiste américain John Komlos¹⁴ considère l'économie humaniste non seulement par l'idée «qu'un capitalisme meilleur et plus juste est possible, l'un qui fait partie d'une société vraiment démocratique, ... , qui donne des pouvoirs aux hommes, en leur permettant aussi de vivre dans une confrontation avec moins d'incertitudes, moins de manipulations, moins de craintes que leur vie puisse s'effondrer comme un château de cartes à jouer. Ce capitalisme à visage humain imagine une économie avec zéro chômage, zéro inflation, zéro déficits commerciaux et zéro déficits gouvernementaux dans un cycle économique». Utopie ou non, Komlos continue, «au lieu de soutenir la croissance à tout prix, le capitalisme à visage humain permettra à plus de gens d'avoir une vie épanouie, moins stressante et finalement avec plus de satisfactions»¹⁵.

¹⁴ Komlos, John, *Principiile economiei într-o lume postcriză (Les principes de l'économie dans un monde post-crise)*, Institut national de recherches économiques «Costin C. Kirițescu», Académie roumaine, Bucarest, 2019, p. 24.

¹⁵ *Idem*.

Pour soutenir l'économie humaniste, Komlos fait appel à John Maynard Keynes¹⁶ «Notre problème est de réaliser une organisation sociale qui soit la plus efficace possible, sans interdire l'idée d'un niveau de vie satisfaisant».

8.5. L'économie humaniste

D'un côté opposé, nous pensons qu'une économie orientée vers le «*bien-être*» a en soi le potentiel d'harmoniser la production de biens avec les besoins réels des hommes et la nature, conduisant ainsi à un état d'équilibre qui intègre l'homme dans la nature et ne le transforme pas en son «*maître*». Dans le même temps, *l'économie orientée vers le bien-être a les valences d'une économie durable*, capable d'une utilisation durable des ressources, mais aussi, avant tout, les vertus d'une **économie humaniste**, promue et enrichie par nous tous, ceux qui travaillent constamment et de manière responsable au cadre de l'Académie Royale de Sciences Economiques et Financières de l'Espagne (RACEF), respectivement à l'Ecole d'économie humaniste – Barcelona Economic Network.

«Le temps est venu pour que l'humanité ait une nouvelle vision de l'utilisation des ressources. [...] Les marchés reflètent seulement la demande et l'offre des générations actuelles, tandis que la question de l'allocation des ressources doit également prendre en compte la demande des générations futures», attirait l'attention le célèbre économiste américain d'origine roumaine, Nicholas Georgescu-Roegen, qui proposait d'ailleurs, en ce sens, au milieu des années 1970, un programme minimal aussi, dont nous citons:

- «...la production de tous les équipements de guerre, pas seulement la guerre elle-même, doit être interdite.
- il faut nous guérir du désir malade pour des choses extravagantes, magnifiquement illustré par la différence entre une voiturette de golf et les splendeurs mammoth, comme les voitures aussi grandes que deux garages.
- il faut aussi nous débarrasser de la maladie de l'esprit humain, comme un économiste italien avait qualifié depuis longtemps la mode. C'est en effet une maladie de jeter un vêtement ou un meuble qui peut encore être utile. D'ailleurs, si nous ne nous intéressons plus à la mode, les fabricants seront obligés de commencer à produire des articles plus durables.
- en liaison avec le point précédent, c'est la nécessité que les biens durables soient rendus encore plus durables, en introduisant la possibilité de les

¹⁶ Keynes, John Maynard, *The End of Laissez-faire. The Economic Consequences of the Peace*, Hogarth Press, Londres, 1926 (cité par John Komlos en *Idem*, p. 24).

réparer. Pour le dire plus plastiquement, dans de nombreux cas, de nos jours, nous sommes obligés de jeter une paire de chaussures simplement parce qu'un lacet s'est rompu.

- jusqu'à ce que l'utilisation de l'énergie solaire devienne directement une réalité générale, tout le gaspillage d'énergie – par surchauffe, refroidissement profond, vitesses trop élevées, lumières trop fortes, etc. – doit être attentivement et de manière volontaire évité.*
- en harmonie avec tout ce qui précède, nous devrions nous guérir d'un autre syndrome, qui consiste à se raser plus vite, pour avoir plus de temps pour produire un rasoir qui rase plus vite, pour avoir plus de temps pour produire un nouvel rasoir qui rase encore plus vite... ad infinitum»¹⁷.*

Le texte de Roegen est, sans doute, un «protoprogramme» pour construire une économie durable, mais, en même temps, il contient une «déficience» majeure: il ***n'indique pas les responsables, pragmatiquement déterminés, à mettre en œuvre cette vision!*** Cependant, il ne s'agit pas d'une «lacune» de l'auteur, mais seulement c'est l'expression d'un doute que Georgescu-Roegen s'assume lorsqu'il déclare: «*peut-être que l'humanité ne suivra jamais un programme qui implique une contrainte de sa dépendance d'un confort excessif et d'une apparence exorbitante*»¹⁸.

L'histoire récente montre que cette «*addiction*», qualifiée par d'autres d'«*exubérance irrationnelle*» ou voire d'avidité (Alan Greenspan), ne peut plus être traitée comme une «*fatalité*», car elle a été la cause principale des crises économiques qui ont marqué le XXI^e siècle, notamment la crise généralisée de 2008, et, en même temps, a conduit à un comportement économique qui a, finalement, vicié l'équilibre naturel.

Conscients de la complexité, de la difficulté et même des risques d'aborder des solutions possibles pour «réinitialiser» la propension actuelle de l'humanité, nous pensons que cela est encore possible si:

17 Georgescu-Roegen, Nicholas, Opere complete (Oeuvres complètes) vol. VI*, *Energia, resursele naturale și teoria economică (Énergie, ressources naturelles et théorie économique)*, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2006, p. 261.

18 Kuznets, Simon, *Creșterea economică modernă: concluzii și considerații (Croissance économique moderne: conclusions et considérations)*, Discours à la mémoire d'Alfred Nobel, 11 décembre 1971, dans *Laureații Nobel în economie – Discursuri de recepție (Lauréats du prix Nobel d'économie – Discours de réception)*, vol. 1, Académie roumaine, Centre roumain d'économie comparée et consensuelle, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2001, p. 111.

- (1) seulement les économies en accord/«*aimables*» avec la nature seront promues et stimulées, simultanément avec l'exploitation «*retenue*» des ressources naturelles afin de répondre à long terme aux «*besoins réels des hommes*»;
- (2) en liaison avec le premier point, la détermination des «*besoins réels des hommes*» reposera sur la fonction de préférence, dans l'acceptation et éventuellement de la manière proposée par Ragnar Anton Kittil Frisch: «*l'autorité politique suprême – dans un pays démocratique elle sera représentée par le parlement élu – devrait concentrer la plupart de son temps et de ses efforts sur [...] la formulation du système de préférences, au lieu d'utiliser tout son temps à discuter, une par une, les mesures économiques spécifiques qui ont été éventuellement proposées et à décider, concernant chacune d'elles, de les accepter ou de les rejeter. [...] si cela est fait, de nombreux détails pourraient être laissés, sans aucun problème, au compte des experts*»¹⁹.

Si en ce qui concerne le premier point, les dernières décennies ont enregistré des évolutions positives, certaines même significatives, le mérite revient presque entièrement aux organisations/militants écologistes. Les économistes sont restés bien captifs du «*dieu profit*» et, pour cette raison, ont souvent considéré les politiques environnementales comme des «*défis*» ou voire des «*difficultés*» devant le développement économique.

On peut rappeler ici les préoccupations remarquables de Lester Brown²⁰, qui nous parle non *seulement* d'une économie verte, durable, soutenable etc., etc., mais, de plus, *de la sauvegarde de la civilisation*, en positionnant autrement – de manière humaniste – le rapport de l'économie (le profit) avec la nature.

6. Ce qui a particulièrement retenu notre attention c'est la simultanéité presque parfaite, dans les dernières décennies du siècle passé, entre le développement des politiques environnementales et les multiples «*innovations*» de l'intérieur de ***l'économie financière*** émergente à l'époque. Dans cette perspective, nous nous posons, à juste titre, selon nous, la question ***s'il est***

19 Frisch, Ragnar A.K., *De la teorie utopică la aplicații practice: cazul econometriei (De la théorie utopique aux applications pratiques: le cas de l'économétrie)*, Discours à la mémoire d'Alfred Nobel, 17 juin 1970, dans *Laureații Nobel în economie – Discursuri de recepție (Lauréats du prix Nobel d'économie – Discours de réception)*, vol. 1, Académie roumaine, Centre roumain d'économie comparée et consensuelle, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2001, p. 46.

20 Pour qui nous avons eu la joie d'être éditeurs de la version roumaine du volume *Planul B.40 – Mobilizare pentru salvarea civilizației (Plan B.40 – Mobilisation pour sauver la civilisation)*, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2011.

possible que l'économie financière apparait comme une solution «verte» pour surmonter les limitations apportées par les nouvelles normes environnementales dans la voie d'une maximisation continue du profit obtenu?!

Le renoncement de la part de l'administration de Etats Unis de l'Amérique à la convertibilité du dollar américain en or (15 août 1971), considéré par certains comme «*le plus grand acte d'expropriation des temps modernes*»²¹, a mis fin au système de Bretton Woods et a donné une formidable impulsion à la l'économie financière, par l'accélération du processus de «*dématérialisation*» de l'économie jusqu'au point où la monnaie, du moins en tant que monnaie mondiale, devient une «*fiction en fonction*»²².

Cette décision, que nous admettons trop facilement lorsque on enquête les causes des crises économiques contemporaines, est, nous le croyons, le moment de la consécration dans nos vies *du plus nouveau «dieu» – l'argent, quel que soit son nom!*

L'immatérialité de l'argent a rendu possible l'accumulation dans un temps extrêmement court des richesses, autrefois inimaginables, qui donnent aujourd'hui à leurs possesseurs la possibilité d'émettre des revendications et de se comporter, à leur tour, à la manière des «*dieux*»!²³

Finalement, ce n'est pas l'accumulation de richesses qui nous inquiète, étant conscients, en tant qu'économistes, qu'elle continuera d'être, à côté d'autres objectifs bien connus, le fondement de l'activité économique. Les comportements déviants et la richesse peuvent engendrer aussi les buts immoraux dans lesquels cette dernière, la richesse, pourrait être utilisée.

Nous sommes convaincus que ces aspects indésirables peuvent être évités si, et seulement si on trouve les ressources et les voies par lesquelles la distribution des richesses génère vraiment du bien-être au profit de toute l'humanité. «*It is necessary to promote cooperation in all areas of our coexistence, but especially of our coexistence, but especially in scientific research. To weaken*

21 Polleit, Thorsten, *Crima din '71: Când Nixon a pus capăt ultimei legături a dolarului cu aurul* (Le meurtre de '71: Quand Nixon a mis fin au dernier lien du dollar avec l'or), 2021, <https://mises.ro/opinii/crima-din-71-cand-nixon-a-pus-capat-ultimei-legaturi-a-dolarului-cu-aurul/>.

22 Isărescu, Mugur, Cuvânt înainte la cartea *Spre o monedă globală* (Avant-propos au livre *Vers une monnaie mondiale*), auteurs Pop, Napoleon; Ioan-Franc, Valeriu, vol. 3, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2014, p. 10.

23 Harari, Yuval Noah, *Homo deus. Scurta istorie a viitorului* (Homo deus. Une brève histoire de l'avenir), Maison d'édition Polirom, Iași, 2018.

solidarity is to erode humanism. To turn it into selfishness is to reduce it to mechanism: putting the machine at the service of the human.»²⁴

L'économie humaniste ne peut plus être considérée aujourd'hui seulement un desiderata! L'orientation future des économies vers un bien-être équitablement partagé est un impératif en l'absence duquel nous risquons d'aller directement vers ce que nous avons montré, au début de notre intervention, qu'il faut éviter: le jeu au bon Dieu descendu sur la terre.

Références

- Arrow, Kenneth J., *Echilibrul economic general: scop, tehnici analitice, alegere colectivă* (Equilibre économique général: objectif, techniques d'analyse, choix collectif), Discours à la mémoire d'Alfred Nobel, 12 décembre 1972, dans *Laureații Nobel în economie – Discursuri de recepție* (Lauréats du prix Nobel d'économie – Discours de réception), vol. 1, Académie roumaine, Centre roumain d'économie comparée et consensuelle, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2001.
- Brown, Lester, *Planul B 4.0 – Mobilizare pentru salvarea civilizației* (Plan B 4.0 – Mobilisation pour sauver la civilisation), Maison d'édition Expert, Bucarest, 2011.
- Frisch, Ragnar A.K., *De la teorie utopică la aplicații practice: cazul econometriei* (De la théorie utopique aux applications pratiques: le cas de l'économétrie), Discours à la mémoire d'Alfred Nobel, 17 juin 1970, dans *Laureații Nobel în economie – Discursuri de recepție* (Lauréats du prix Nobel d'économie – Discours de réception), vol. 1, Académie roumaine, Centre roumain d'économie comparée et consensuelle, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2001.
- Georgescu-Roegen, Nicholas, *Opere complete* (Oeuvres complets) vol. VI*, *Energia, resursele naturale și teoria economică* (Energie, ressources naturelles et théorie économique), Maison d'édition Expert, Bucarest, 2006.
- Jaime Gil Aluja, *The postulates of the School of Humanist Economy*, Annual Congress of the European Academy of Business Management and Economics (AEDEM), Pozuelo de Alarcon, 1-3 juin, source https://redaedem.org/?seccion=noticias_congresos

²⁴ Jaime Gil Aluja, *The postulates of the School of Humanist Economy*, Annual Congress of the European Academy of Business Management and Economics (AEDEM), Pozuelo de Alarcon, 1-3 juin, source https://redaedem.org/?seccion=noticias_congresos.

- Harari, Yuval Noah, *Homo deus. Scurta istorie a viitorului (Homo deus. Une brève histoire de l'avenir)*, Maison d'édition Polirom, Iași, 2018.
- Hobbes, Thomas, *De cive*, 2000, Blackmask Online, p. 2, <https://roxanarodriguezortiz.files.wordpress.com/2014/12/hobbes-thomas-de-cive.pdf>.
- Ioan-Franc, Valeriu; Pop, Napoleon, *Un divorț prelungit între economiști și politicieni (Un divorce prolongé entre économistes et politiciens)*, dans *Caie-te Critice (Cahiers critiques)* no. 3-4, FNSA, 2022.
- Ioan-Franc, Valeriu, *Economy and Consensus. Between James Buchanan's academicianism and Pierre Werner's pragmatism*, dans *Proceeding of First International Nobel Economic Forum Dnipropetrovsk, Ukraine*, 2008.
- Ioan-Franc, Valeriu, *Hommage à Pierre Werner*, dans *Les Cahiers du Centre d'Etude et Documentation Roumanie-Luxembourg, Académie Roumaine*, 2002.
- Isărescu, Mugur, Cuvânt înainte la cartea *Spre o monedă globală (Avant-propos au livre Vers une monnaie mondiale)*, auteurs Pop, Napoleon; Ioan-Franc, Valeriu, vol. 3, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2014.
- Keynes, John Maynard, *The End of Laissez-faire. The Economic Consequences of the Peace*, Hogarth Press, Londres, 1926.
- Komlos, John, *Principiile economiei într-o lume postcriză (Les principes de l'économie dans un monde post-crise)*, Institut national de recherches économiques «Costin C. Kirițescu», Académie roumaine, Bucarest, 2019.
- Kuznets, Simon, *Creșterea economică modernă: concluzii și considerații (Croissance économique moderne: conclusions et considérations)*, Discours à la mémoire d'Alfred Nobel, 11 décembre 1971, dans *Laureații Nobel în economie – Discursuri de recepție (Lauréats du prix Nobel d'économie – Discours de réception)*, vol. 1, Académie roumaine, Centre roumain d'économie comparée et consensuelle, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2001.
- Lemeni, Adrian, *Evoluționism și creaționism (Évolutionnisme et créationnisme)*, <https://www.crestinortodox.ro/sanatate-stiinta/evolutionism-crea-tionism-72636.html>.
- Pichot, André, *L'eugénisme ou les généticiens saisis par la philanthropie*, Editions Hatier, Paris, 1995.
- Polleit, Thorsten, *Crima din '71: Când Nixon a pus capăt ultimei legături a dolarului cu aurul (Le meurtre de '71: Quand Nixon a mis fin au dernier lien du dollar avec l'or)*, 2021, <https://mises.ro/opinii/crima-din-71-cand-nixon-a-pus-capat-ultimei-legaturi-a-dolarului-cu-aurul/>.

Pop, Napoleon; Ioan-Franc, Valeriu, *Credință și economie (Foi et économie)*, Maison d'édition Expert, Bucarest, 2009.

Popper, Karl R., *The moral responsibility of the scientist*, dans *Bulletin of Peace Proposals*, Vol. 2, No. 3, 1971, pp. 279-283, <http://www.jstor.org/stable/44480137>.

Schneider, Wolf, *Omniprezențul Babilon (La Babylone omniprésente)*, Maison d'édition Politica, Bucarest, 1968.



9. LA CRISE D'APRÈS LES CRISES – LA CRISE DE L'HUMANITÉ ? *

1. Qu'est-ce que suit ? Qu'est-ce qu'il sera après ?

Préfigurer le nouveau futur normal.

2. Le développement durable / soutenable transfère irréversiblement

l'accent de la quantité sur la qualité ?

3. L'économie de marché et la nouvelle économie sociale

4. Elle existe encore la capacité réelle d'assurer simultanément la motivation de créer de plus-value et la distribution équitable de celle-ci

5. Un enseignement capable et structuré pour répondre aux provocations

de l'avenir de l'économie

Références

* XVIème Acte académique international de l'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières – Barcelona Economic Network (BEN) / XVI Acto Académico Internacional de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras – Barcelona Economics Network (BEN), *La nouvelle économie après le SARS-COV-2. Réalités et révolution technologique / La nueva economía después del SARS-COV-2. Realidades y revolución tecnológica*, Barcelone, 18-19 novembre 2021

Dans sa longue histoire, le monde n'a jamais été confronté à la menace de crises véritablement mondiales comme il le fait aujourd'hui. Il est bien connu que ni les deux conflagrations dénommées mondiales n'ont vraiment touché tous les pays ou régions du monde. Aujourd'hui et dans l'avenir proche, le monde se trouve sous la menace, disais-je, de plusieurs crises vraiment universelles et, pire, superposées et menaçantes : la pandémie, la crise économique, la crise énergétique, la crise géoclimatique, la crise de la numérisation.

En l'absence des certitudes sur les effets actuels et futurs, nous posons les questions *qu'est-ce que suit ?* et *qu'est-ce qu'il sera après ?* mais – attention ! – on ne sait pas aujourd'hui *quand cet après sera*, pour entrevoir ses effets et puis *préfigurer le nouveau futur normal*.

Il y a plus d'un an, au début de la crise sanitaire générée par la pandémie de Covid-19, nous attirions l'attention sur l'imminence d'une crise beaucoup plus sévère, autrement latente, pour laquelle l'apparition et la propagation du virus SARS-Cov-2 représentait rien d'autre qu'un facteur de potentialisation – **la crise économique**.

Notre évaluation primaire¹ (Pop; Ioan-Franc; Diamescu – 2020), confirmée par l'impact économique immédiat des évolutions pandémiques, était à l'époque largement basée sur des expériences antérieures similaires (par exemple, la crise générée par la grippe espagnole au début du siècle passé) et principalement **sur l'estimation du degré dont «la maladie» affecte l'être humain dans sa double fonctionnalité économique de producteur / fournisseur et de consommateur de biens et de services**.

¹ Pop, N. ; Ioan-Franc, V. ; Diamescu, A.M. (2020), *Pandemia, o altă față întunecată a globalizării (La pandémie, autre visage noire de la globalisation)*, en : *Pandemia. Constrângeri și oportunități economice*, Academia Română.

Aujourd'hui, on peut facilement observer un nombre significatif de voix, appartenant principalement à l'échiquier politique tant au niveau national, qu'international, mais, malheureusement, aussi à certains économistes qui, selon nous, se hâtent d'annoncer non seulement un retour des économies du choc généré par la pandémie de Covid-19, mais même une croissance économique accélérée, avec des rythmes supérieurs à ceux antérieurs à l'année 2020!

Nous n'avons pas l'intention d'entrer en polémique avec les personnalités qui soutiennent une telle «*croissance économique*», d'autant moins que l'interprétation subjective de certaines données statistiques peut justifier, du moins en apparence, ces allégations, mais nous considérons qu'il est de notre devoir de chercheurs de rappeler que, **dans toutes les situations, les conclusions sont influencées de manière décisive par l'horizon épistémologique dans lequel nous nous trouvons**, sachant, depuis Protagoras, que «*chaque homme mesure la réalité avec son propre étalon*»².

«*Le livre de l'univers n'est pas écrit, comme disait Galileo Galilei, uniquement en langage mathématique [...]. Et aucun livre sur les phénomènes de la vie ne peut se dispenser des notions fondamentales et en même temps dialectiques, telles que l'espèce, les besoins, l'industrie, la compétition raisonnable, la démocratie, etc.*», affirmait le célèbre scientifique roumain Nicholas Georgescu-Roegen, dans un ouvrage non moins célèbre, *La loi de l'entropie et le processus économique*, tout en attirant l'attention que «*chaque fois que l'arithmétisation est possible, il n'y a pas de mots pour lui vanter les mérites. Cependant, mon avis est que l'arithmétisation intégrale est impossible, qu'il y a des connaissances valables même sans arithmétisation et qu'une fausse arithmétisation est même dangereuse si elle est vendue comme authentique*»³.

Malheureusement, la période que nous traversons confirme pleinement les conclusions rogériennes citées plus haut: éloquente pour le contraste entre les chiffres de croissance présentés pour le trimestre 2 / 2021 et la réalité de l'économie c'est la situation de l'Espagne. Le pays a réalisé une augmentation apparemment fulminante, de +19,8 %, mais rapportée à une baisse

2 Apud M. Niculescu, N. Vasile, *Epistemologie – perspectiva interdisciplinară (Epistémologie – la perspective interdisciplinaire)*, en ligne, https://www.researchgate.net/publication/273559218_Epistemologie_Perspectiva_interdisciplinara_Maria_Niculescu_Nicolae_Vasile_Editura_Biblioteca_Targoviste_2011.

3 N. Georgescu-Roegen, *Legea entropiei și procesul economic (La loi de l'entropie et le processus économique)*, en Nicholas Georgescu-Roegen, *Œuvres complètes*, vol. V (13), Collection Bibliothèque de la Banque nationale, Maison d'édition Expert, Bucarest, 1996, p. 25.

précédente de -21,6 % au trimestre 2 / 2020, ce qui équivaut à un intervalle restant à récupérer par rapport au trimestre 2 / 2019 de plus de 6 %!⁴

Ni pour la Roumanie *«l'arithmétique économique»* n'est pas réjouissante, bien que l'économie se redresse, dans un «V» parfait, à la valeur de 2019, mais à une qualité complètement différente: l'industrie se tord de rester au niveau de l'année 2018, la qualité des investissements étrangers est de moyenne à faible, consommant comme jamais autant de l'importation, sur une dette si grande comme jamais auparavant⁵. Autrement dit: **nous avons de la croissance, mais sans développement!**

Cette conclusion, seulement en apparence contradictoire, acquiert une pertinence écrasante, inquiétante, pourrait-on dire, surtout dans le contexte des préoccupations internationales pour trouver un équilibre entre la croissance économique, la protection de l'environnement et l'identification des ressources – énergétiques et pas seulement – alternatives et renouvelables. La somme de ces exigences, **le développement durable / soutenable trans-fère irréversiblement l'accent de la quantité sur la qualité et remet en doute, selon nous, un concept clé de l'économie contemporaine – celui d'idolâtrer le profit.**

Le rôle de force motrice perpétuelle qu'on attribue au profit et à ses conséquences dans l'économie de marché rend extrêmement difficile d'imaginer *«un autre type d'économie»*, d'autant plus que la dernière démarche de ce genre a conduit à *«une involution historique»*, qui a démontré ses limites au prix de la souffrance de millions, voire de milliards de personnes.

Et pourtant, **la cupidité** manifestée dans la poursuite du profit a atteint des niveaux difficiles, voire impossibles à accepter, devenant elle-même la cause des crises que l'humanité est obligée de traverser / endurer. Comment autrement que cupidité pourrait-on appeler *«les opportunités»* vues et exploitées par certains investisseurs pour tirer profit des actions de lutte contre une pandémie comme celle que nous traversons? Ou à la suite des guerres?

En outre, *«la souveraineté et la suprématie absolues»* de l'entrepreneur / de l'investisseur privé dans l'économie de marché a été sérieusement remise en

4 <https://cursdeguvernare.ro/revenirea-economiei-ue-postpandemie-se-lasa-asteptata-primele-date-semnal-pentru-t2-din-2021.html>.

5 <https://cursdeguvernare.ro/atentie-la-v-economia-si-romania-odata-cu-ea-isi-revine-la-valoarea-din-2019-dar-la-o-cu-totul-alta-calitate-au-aparut-cronicile-90-titlurile-si-auto.html>.

cause par la dernière grande crise financière (2008), lorsqu'une intervention «*brutale*» de l'Etat dans l'économie a été nécessaire pour corriger les effets en cascade engendrés par «*la cupidité*» des détenteurs privés de capital.

Des concepts relativement nouveaux, tels que «*l'économie sociale*» ou la reconsidération du rôle de l'Etat dans l'économie de celui «*de réglementation*» à celui «*d'acteur majeur*» avec le potentiel d'influencer / corriger les évolutions indésirables du marché, tentent aujourd'hui de compenser / corriger les limites démontrées de l'économie de marché. Pour paraphraser l'affirmation de Winston Churchill concernant la démocratie, on peut dire qu'aujourd'hui ***personne ne prétend que l'économie de marché soit parfaite ou omnisciente.***

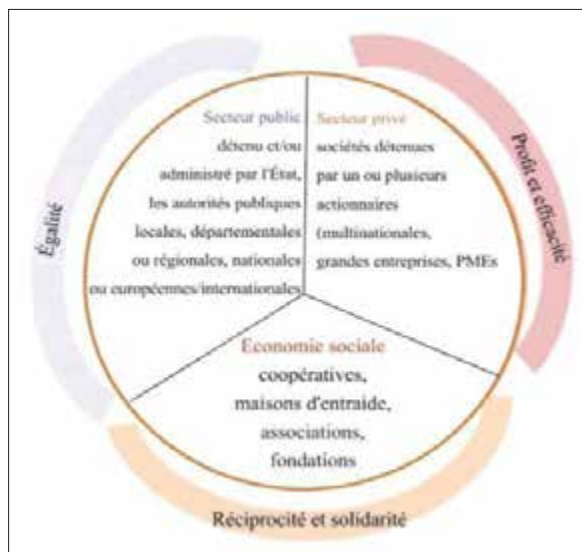
En Roumanie, le Parlement a approuvé, dès 2015, la Loi no. 219 concernant l'économie sociale, qui définit cette «*nouvelle*» économie comme représentant «*l'ensemble des activités organisées indépendamment du secteur public, dont le but est de servir l'intérêt général, les intérêts d'une collectivité et / ou les intérêts personnels non patrimoniaux, par l'augmentation de l'emploi des personnes appartenant au groupe vulnérable et / ou par la production et la fourniture de biens, la prestation de services et / ou l'exécution de travaux*»⁶.

Cependant, au-delà de la définition «*humaniste / humanitaire*» de l'économie sociale, les difficultés de «*compatibilisation*» de celle-ci avec l'économie de marché sont évidentes, même depuis l'énumération des principes qui la sous-tendent, où, dans le même article 4, on retrouve:

- au point a) la priorité donnée à l'individu et aux objectifs sociaux par rapport à l'augmentation du profit; et
- **au point g) *l'allocation de la plus grande partie du profit / excédent financier*** à la réalisation des objectifs d'intérêt général, d'une communauté ou dans l'intérêt personnel non patrimonial des membres.

Il est évident, à notre avis, que la juxtaposition des deux principes **ne limitera pas la recherche du profit**, même l'atteinte des objectifs de l'entreprise sociale dépendant de la dimension de celui-ci. Elle peut, tout au plus, augmenter dans une certaine mesure le nombre de ceux qui bénéficient du profit obtenu, mais en aucun cas elle ne censurera le désir de profit.

6 <http://www.mmuncii.ro/j33/images/Documente/Legislatie/L219-2015.pdf>.



Source: <http://www.ies.org.ro/ce-este-economia-sociala-1>.

Les difficultés de «toiletter» l'économie de marché par l'intermédiaire de la «nouvelle» économie sociale sont évidentes, y compris dans l'image schématisée proposée par l'Institut d'économie sociale, que nous reproduisons ci-dessous, qui présente l'économie sociale comme **un simple «secteur» de l'économie de marché contemporaine**.

De plus encore, l'analyse de l'image invoquée nous montre que le secteur / le capital privé continue de garder le rôle de «force motrice perpétuelle», où le profit a le rôle central, «l'économie sociale» reprenant davantage les tâches traditionnelles de l'Etat. Autrement dit, elle a le rôle de réduire la pression exercée sur le budget de l'Etat!

En fin, on peut dire que, malheureusement, l'économie sociale, dans la forme proposée, semble ignorer un aspect essentiel révélé par Nicholas Georgescu-Roegen dès les années '70 du siècle passé: «...dans toutes les sociétés, l'individu typique poursuit continuellement un but que le cadre standard ignore: **d'augmenter le revenu qu'il peut prétendre conformément à sa position actuelle et aux normes de répartition des revenus**»⁷.

7 N. Georgescu-Roegen, *Legea entropiei și procesul economic (La loi de l'entropie et le processus économique)*, en Nicholas Georgescu-Roegen, *Œuvres complètes*, vol. V (13), Collection Bibliothèque de la Banque nationale, Maison d'édition Expert, Bucarest, 1996, p. 310.

Dès qu'on peut être d'accord avec le statut de «*prédateur*» de l'individu dans l'économie de marché, en résumant l'affirmation de Georgescu-Roegen, s'impose aussi, nous le croyons, quelques considérations concernant le rôle de l'Etat dans le système économique contemporain, un Etat souvent considéré comme «*garant*» de la distribution équitable des budgets publics.

Ce que l'on semble oublier beaucoup de fois c'est que la dimension des budgets publics est directement proportionnelle à la dimension du profit obtenu par les acteurs économiques, l'Etat lui-même devenant ainsi une expression de «**la cupidité**»!

Dans certaines circonstances, notamment lorsque les crises / les situations indésirables l'obligent à faire usage de son rôle de principal détenteur de capital, l'Etat peut même devenir «*l'acteur économique le plus avide*», une fois qu'il a la possibilité de transférer en charge des propres dirigeants l'entier effort de la relance / de la reprise.

La modalité dont la crise économico-financière de 2008 a été surmontée en Roumanie, mais aussi dans beaucoup d'autres Etats, révèle une vérité incompatible avec les théories qui tentent aujourd'hui une réorientation humaniste de l'économie de marché libre: **le système économique contemporain n'a pas la capacité réelle d'assurer simultanément la motivation de créer de plus-value / de profit et la distribution équitable de celle / de celui-ci!**

Les conséquences de cette réalité sont amplifiées par notre incapacité d'apprendre des leçons du passé et de corriger les erreurs qui ont causé tant de souffrance. Quelle preuve plus claire de cette «*incapacité*» peut être plus éloquente que le fait qu'Alan Greenspan qui, à l'occasion de la présentation du *Rapport concernant la politique monétaire de la Réserve fédérale de juillet 2002*, a déclaré que «*les gens ne sont pas devenus plus cupides que les générations précédentes. Les voies d'exprimer la cupidité se sont énormément accrues*» et a suggéré que les marchés financiers soient réglementés? C'est le même Alan Greenspan qui, *dans ses réponses données devant le Congrès américain le 23 octobre 2008*, a reconnu sa culpabilité de s'opposer à la réglementation des produits dérivés et a admis que les institutions financières n'ont pas protégé leurs actionnaires et leurs investissements, comme il s'y attendait⁸.

Sans aucun doute, les deux dernières crises majeures auxquelles l'humanité a été confrontée et est confrontée (la crise économique-financière de 2008 et la crise actuelle générée par la pandémie de Co-vid-19) nous ont montré

8 A. Berca, *Cine ești dumneata, domnule Alan Greenspan? (Qui êtes-vous, Monsieur Alan Greenspan?)* – extrait du volume *Amintiri (Memories)*, p. 4-6, en ligne, https://www.academia.edu/37682243/Cine_e%C8%99ti_Dumneata_domnule_Greenspan.docx.

que l'Etat a été et continue d'être responsable / appelé à trouver des solutions pour revenir à la normalité. Et, on peut aussi affirmer que les Etats ont largement rempli leurs responsabilités attribuées. C'est vrai pourtant, avec la contribution consistante des organisations internationales, ce qui est normale dans une société de plus en plus mondialisée / intégrée.

Cependant, la réponse à la question: l'Etat, dans des situations extrêmes, mais pas seulement, a-t-il la capacité de changer le cadre économique contemporain? reste floue.

Dans une première évaluation, on pourrait être tenté de formuler une réponse affirmative, d'autant plus ayant en vue que tant les turbulences de 2008, que celles de 2020, du moins jusqu'à présent, ont été surmontées seulement à la suite de l'implication directe, par tous les moyens eus à la disposition, des Etats.

Mais ce qu'Albrecht Ritschl, professeur d'histoire de l'économie à London School of Economics, remarque à juste titre c'est que les mesures prises par les Etats ne visaient que *«l'extinction financière de l'incendie; ce sont des réactions, mais pas des décisions qui font preuve de puissance créatrice»*, tout en attirant l'attention que, par la suite, «la plus grande inconnue réside dans les mesures d'isolement et leurs effets»⁹.

En même temps, Ritschl met en cause un thème intensément discuté chaque fois que nous sommes confrontés à une crise, mais jamais résolu: *«Les remèdes drastiques sont-ils plus graves que la maladie?»*¹⁰.

Extrêmement difficile, d'un point de vue strictement économique, ce thème acquiert une complexité accablante lorsqu'il est analysé dans le contexte plus large du processus économique, incluant ainsi *«la pénombre dialectique»*, dont Georgescu-Roegen affirme que, dans le cas de l'économie, *«elle est beaucoup plus large que celle de n'importe quelle science naturelle. Dans cette vaste pénombre, l'économique s'entrecroise avec le social et le politique – comme tout étudiant de deuxième année le sait, d'après la célèbre énigme: qu'arrive-t-il au revenu national si un célibataire épouse sa ménagère?»*¹¹.

9 Apud N. Martin, *Specialist în istoria economiei: „Suntem de abia la începutul crizei”* (Spécialiste en histoire de l'économie: «Nous ne sommes qu'au début de la crise»), 28.03.2020, en ligne, <https://www.dw.com/ro/specialist-%C3%AEn-istoria-economiei-suntem-de-abia-la-%C3%AEnceputul-criziei/a-52947399>.

10 Idem 10.

11 N. Georgescu-Roegen, *Legea entropiei și procesul economic* (La loi de l'entropie et le processus économique), en Nicholas Georgescu-Roegen, *Œuvres complètes*, vol. V (13), Collection Bibliothèque de la Banque nationale, Maison d'édition Expert, Bucarest, 1996, p. 308.

La complexité des conséquences d'une pandémie dépasse sans doute le cadre d'une seule science, comme d'ailleurs dans la plupart des situations qui impliquent le social dans son ensemble, et pour cette raison il est impossible d'isoler les conséquences économiques de celles politiques ou sociales.

De plus, à notre avis, y compris l'ordonnance des domaines de manifestation dans une **perspective déterministe** est très exposée aux risques dans le cas analysé. Qui peut dire avec certitude aujourd'hui que les dysfonctionnements économiques que nous ressentons sont la conséquence de l'état de santé de la population et pas des décisions prises par les gouvernements du monde? Ou qu'à l'origine de la pandémie avec le virus SARS-Cov-2 il n'y a pas une somme de mauvaises décisions économiques concernant la sécurité alimentaire de la population ou même la recherche du profit?¹²

Nous nous demandons tous pourquoi la communauté internationale, avec tout le potentiel scientifique et décisionnel dont elle dispose, progresse si lentement dans «*la résolution*» de cette pandémie? Nous enquêtons depuis plus d'un an et demi les causes possibles qui ont généré l'apparition de la pandémie respective et pourtant nous ne pouvons pas donner une réponse définitive! Et **nous entreprenons obstinément les démarches dans leur intégralité dans le cadre de la relation déterministe très bien connue entre cause et effet, en isolant le plus souvent les domaines scientifiques, en nous référant strictement à la science économique, n'acceptant que «les axiomes» consacrés par l'économie conventionnelle.**

La fréquence de manifestation des crises, à partir de la seconde moitié du siècle dernier, leur diversité et notamment leur complexité nous placent devant une autre question fondamentale: **l'horizon épistémologique conventionnel dans lequel nous nous situons pour essayer de comprendre l'économie, le social, le politique, le monde en général est-il encore approprié?** La division de plus en plus accentuée des sciences, «*la bataille*» entre celles-ci pour la suprématie et «*l'arrogance*» des épistémologies spécifiques à chacune d'elles nous ont éloignés de plus en plus de la réflexion philosophique, **nous rendant ainsi incapables de comprendre l'ensemble et d'explorer ainsi «des alternatives au l'entier connu»!**

12 Comme nous avons montré dans l'un de nos articles, en Chine, l'élevage des animaux sauvages pour la consommation est une industrie ayant un chiffre d'affaires de 20 milliards de dollars et environ 15 millions d'employés. Voir V. Ioan-Franc, A.M. Diamescu, *Pandemia de coronavirus – lecții „deocamdată” învățate* (La pandémie de coronavirus – leçons apprises «pour l'instant»), en *Recueil d'articles scientifiques de la Conférence scientifique internationale «Compétitivité et innovation dans l'économie de la connaissance*», Edition XXIIe, 25-26 septembre 2020, Chișinău, en ligne, https://ibn.idsi.md/sites/default/files/imag_fle/16-25_2.pdf.

Le problème n'est pas entièrement nouveau, étant formulé dans le domaine de l'économie, sous une autre forme, également par Nicholas Georgescu-Roegen dès les années '70 du siècle passé: «*La question qui se pose est **pourquoi une science intéressée par les moyens, les buts et la répartition économique peut refuser dogmatiquement d'étudier aussi le processus par lequel de nouveaux moyens économiques, de nouveaux buts économiques et de nouvelles relations économiques sont créés***»¹³.

Le scientifique roumain, que la communauté scientifique de notre institut a commémoré cette année à 115 ans après sa naissance, a également offert deux réponses à cette question, selon nous, extrêmement difficile et actuelle: (1) «**les éléments qui doivent être inclus dans la sphère de toute science sociale sont une question de convention**» et (2) «**le rythme d'évolution „des espèces” économiques – c'est-à-dire des moyens, des buts et des relations – est beaucoup plus rapide que celui des espèces biologiques**». «*Les espèces économiques ont une vie beaucoup plus courte pour qu'un „élevage des animaux” économique nous donne une image adéquate de la réalité économique*», concluait Georgescu-Roegen¹⁴.

La nécessité de réflexion philosophique pour la compréhension correcte des problèmes actuels devient ainsi complémentaire à la perspective roégénienne et obligatoire, disons-nous, pour anticiper l'avenir possible et concevoir des solutions à ses défis, surtout maintenant lorsque «***bien que les directeurs exécutifs [de l'économie] et les généraux [des armées] ont encore de nombreuses crises économiques et conflits militaires [à résoudre] dans leur programme quotidien, à l'échelle cosmique de l'histoire, l'humanité (les scientifiques – n.a.) peut lever ses yeux et regarder vers de nouveaux horizons***»¹⁵.

La fragmentation sans précédent manifestée dans l'étude des sciences a conduit à une spécialisation stricte, peut-être même à une hyperspécialisation, dans des anciens sous-domaines scientifiques qui offrent une perspective limitée sur les domaines scientifiques respectifs. Ce qui était à l'origine étudié comme «*science du management*», pour ne prendre qu'un exemple, on étudie aujourd'hui dans l'enseignement supérieur comme «*management de l'entreprise*», «*management de l'organisation militaire*», «*management sanitaire*»,

13 N. Georgescu-Roegen, *Legea entropiei și procesul economic (La loi de l'entropie et le processus économique)*, en Nicholas Georgescu-Roegen, *Œuvres complètes*, vol. V (13), Collection Bibliothèque de la Banque nationale, Maison d'édition Expert, Bucarest, 1996, p. 311.

14 Idem 14.

15 Y.N. Harari, *Homo deus – Scurtă istorie a viitorului (Homo deus – Brève histoire du futur)*, Maison d'édition Polirom, Iași, 2018, p. 10.

«*management du tourisme*», etc., toutes ces «*spécialisations*» trouvant leur pertinence dans l'activité pratique des diplômés, mais sans offrir un aperçu sur «*le management général*», en l'absence duquel il est quasiment impossible le développement, l'innovation, l'avance scientifiquement.

Nous sommes d'accord qu'**un enseignement structuré de telle manière** répond à la tendance croissante à la «*procéduralisation*» au niveau d'une partie significative des activités contemporaines, qu'il pourrait répondre en bonne mesure aux besoins du présent, mais il est certainement **contre-productif lorsqu'on parle de la recherche tournée vers l'avenir, de l'innovation et même de générer des visions concernant l'avenir de l'économie / des économies**. Ce n'est qu'en acceptant ce «*déficit visionnaire*» de l'école contemporaine que l'on comprend pourquoi lorsqu'on lui a demandé de s'exprimer sur l'article *Réflexions économiques – Marchés, monnaie, banques* appartenant à l'académicien Mugur Isărescu, gouverneur de la Banque nationale de la Roumanie et membre de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras de l'Espagne, un étudiant en sciences économiques a déclaré que «*c'est plus un livre de philosophie qu'un d'économie*»!

Revenant à la «*pénombre dialectique*» roégénienne, il est très difficile de comprendre pourquoi, surtout à partir du 21^e siècle, l'étude des sciences économiques a été de plus en plus découplée du politique: «***l'économie politique***» a été progressivement remplacée par «***l'économie générale***», syntagme beaucoup trop vague, à notre avis, et qui non seulement ne reflète, mais semble même avoir le rôle de «*cacher*», de dissimuler le déterminisme réciproque entre l'économie et la politique, finalement reflété dans le social!

Cet aspect est d'autant plus incompréhensible qu'aujourd'hui les trois «*macrodomaines*» – le politique, l'économique et le social – montrent des signes évidents de «*fatigue systémique*», peut-être même des signes d'une grave «*crise systémique*» ayant le potentiel de modifier «*l'ordre actuel du monde*».

Nous ne sommes pas les apologistes de «*l'apocalypse*» économique, politique ou sociale, mais il est de notre devoir de chercheurs de ne pas laisser «*inaperçues*» certaines évolutions, au moins surprenantes, manifestées au début du XXI^e siècle, dont nous énumérons brièvement:

- l'apparition de certains leaders mondiaux totalement différents de ceux avec lesquels nous étions habitués, que l'on pourrait qualifier avec indulgence de «*charismatiques*» et qui ont remis en cause des aspects de l'ordre international qu'auparavant étaient «*axiomatiques*» – l'existence de

l'OTAN, la nature des relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Europe, la liberté de circulation ou la liberté de décision de certains Etats souverains;

- les tendances centrifuges de certains Etats par rapport aux traités et aux organismes internationaux très importants pour la stabilité économique et sociale de l'humanité dans son ensemble (le retrait des Etats-Unis du traité signé avec la Russie concernant les forces nucléaires intermédiaires, le retrait de la Russie du traité concernant les armes classiques en Europe, le BREXIT etc., pour ne donner que quelques exemples);
- l'apparition et l'ascension rapide de certaines nouvelles forces politiques, ayant des visions que nous qualifions aujourd'hui de «*progressistes*», plutôt à cause de l'étonnement que d'une compréhension correcte et profonde de ce qu'elles se proposent et nous proposent. Peut-être que le seul aspect évident qui les concerne est qu'elles s'opposent à tout ce qui est «traditionnel», «historiquement accepté»;
- les tendances démographiques diamétralement opposées entre l'Est et l'Ouest, ainsi que la corrélation directement proportionnelle entre «la puissance démographique» et «la puissance économique». Si, jusque récemment, nous affirmons que la liaison entre le degré de bien-être de la population et la croissance démographique est unidirectionnelle, la Chine nous a montré le contraire, en démontrant que dans certaines conditions le facteur démographique peut déterminer la croissance économique et implicitement une vie meilleure;
- la détérioration constante des facteurs environnementaux, malgré les politiques de plus en plus actives au début de ce siècle qui visent le «*développement durable / soutenable*». Ainsi, on est arrivé, après d'intenses recherches, de longs débats et de nombreuses mesures prises au but de conserver et restaurer les facteurs environnementaux touchés, que le dernier Rapport des experts de l'ONU sur le réchauffement climatique global soit intitulé «**Code rouge pour l'humanité!**»
- le découplage de plus en plus évident de l'agenda du politique de l'agenda du citoyen. Appelée, dans certaines circonstances, *illibéralisme*, cette tendance est observable, au moins au niveau du continent européen dans plusieurs Etats, quelle que soit leur tradition démocratique. Qu'il s'agisse «du désir» du peuple allemand d'accueillir des émigrants, du désir réel des Britanniques de quitter l'Union européenne ou de «l'acceptation inconditionnelle» de toutes les politiques élaborées à Bruxelles par la population des Etats membres (par exemple, la Pologne, la Hongrie ou même la France, lorsqu'on parle de politiques du domaine agricole), la suprématie de «l'agora» reste un desiderata.

Notre énumération n'est pas voulue et n'est en aucun cas exhaustive. Ce que nous proposons cependant, y compris par celle-ci, est une invitation à une réflexion approfondie, commune, sur certaines questions qui, à notre avis, ne peuvent plus être ajournées:

- (1) L'humanité est-elle aujourd'hui au début d'une crise systémique majeure, qui dépasse le cadre de toute crise économique, y compris les «pénombres» politiques et sociales?
- (2) Est-il / est-il encore possible d'éviter la crise par un «*Great Reset*», abordé essentiellement à partir des connaissances et des mécanismes économiques, politiques et sociaux déjà connus?

Conscients de la difficulté de répondre à ces deux questions «essentiels», nous considérons que ce n'est que par un effort commun, courageux, assumé et très ouvert à toutes les sciences que nous pourrions être capables d'esquisser / ébaucher des solutions aux défis actuels et futurs.

Références

Berca, A., *Cine ești dumneata, domnule Alan Greenspan (Qui êtes-vous, Monsieur Alan Greenspan)* – extrait du volume *Amintiri (Memories)*, en ligne, https://www.academia.edu/37682243/Cine_e%C8%99ti_Dumneata_domnule_Greenspan.docx.

Georgescu-Roegen, N. (1996), *Legea entropiei și procesul economic (La loi de l'entropie et le processus économique)*, en Nicholas Georgescu-Roegen, *Œuvres complètes*, vol. V (13), Collection Bibliothèque de la Banque nationale, Maison d'édition Expert, Bucarest.

Harari, Y.N. (2018), *Homo deus – Scurtă istorie a viitorului (Homo deus – Brève histoire du futur)*, Maison d'édition Polirom, Iași. https://acad.ro/com2021/pag_com21_0628.htm

Ioan-Franc, V; Diamescu, A.M. (2020), *Pandemia de coronavirus -lecții „deocamdată” învățate (La pandémie de coronavirus – leçons apprises «pour l'instant»)*, en *Recueil d'articles scientifiques de la Conférence scientifique internationale «Compétitivité et innovation dans l'économie de la connaissance»*, Edition XXIIe, 25-26 septembre 2020, Chișinău, en ligne, https://ibn.idsi.md/sites/default/nles/imag_fle/l_6-25_2.pdf.

Isărescu, M. (2006), *Réflexions économiques – Marchés, monnaie, banques*, Centrul Român de Economie Comparată și Consens, Academia Română.

Martin, N. (2020), *Specialist în istoria economiei: „Suntem de abia la începutul crizei”* (*Spécialiste en histoire de l'économie: «Nous ne sommes qu'au début de la crise»*), 28.03.2020, en ligne, <https://www.dw.com/ro/specialist-%C3%AEn-istoria-economiei-suntem-de-abia-la-%C3%AEnceputul-crizei/a-52947399>.

Niculescu, M.; Vasile, N. (2011), *Epistemologie – perspectiva interdisciplinară* (*Epistémologie – la perspective interdisciplinaire*), en ligne, https://www.researchgate.net/publication/273559218_Epistemologie_Perspectiva_interdisciplinara_Maria_Niculescu_Nico-lae_Vasile_Editura_Bibliotheca_Targoviste_2011.

Pop, N., Ioan-Franc, V., Diamescu, A.M. (2020), *Pandemia, o altă față întunecată a globalizării* (*La pandémie, une autre face noire de la globalisation*), Academia Română, <http://www.mmuncii.ro/j33/images/Documente/Legislatie/L219-2015.pdf>.

<https://cursdeguvernare.ro/atentie-la-v-economia-si-romania-oda-ta-cu-ea-isi-revine-la-valoarea-din-2019-dar-la-o-cu-totul-alta-cali-tate-au-aparut-cronicile-90-titlurile-si-auto.html>.

<https://cursdeguvernare.ro/revenirea-economiei-ue-postpandemie-se-lasa-asteptata-primele-date-semnal-pentru-t2-din-2021.html>.



10. LES PERSONNES ÂGÉES ENTRE LE DROIT AUX LOISIRS ET MARGINALISATION SOCIALE*

1. Le naufrage des civilisations

2. Les personnes âgées – personne à un certain âge ! Quel âge ?

3. Empêcher l'exclusion sociale

4. La succession coexistante des générations – le phénomène trigénérationnel

5. L'agisme

6. Les sages et l'économie de la longévité

Références

* XVème Acte académique international de l'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières – Barcelona Economic Network (BEN) / XV Acto Académico Internacional de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras – Barcelona Economics Network (BEN), *Vieillesse : connaissance, expérience et expertise / La vejez: conocimiento, vivencia y experiencia*, Barcelone, 19-20 novembre 2020

*« La vieillesse n'est ni une maladie, ni un effondrement
de l'être humain, mais c'est une chance pour l'homme
de s'affirmer pleinement. »*

Constantin Noica¹

*« Ceux à qui les parents sont vivants, et non pas que des ombres,
Même en dormant entendent pleurer les yeux du monde.
Que l'on ait été sage ou non, ou que l'on soit à présent,
Aujourd'hui, en vieillissant, ils nous manquent, nos parents. (...)
Car le plus dur dans la vie ce n'est pas d'être enfant,
Le plus dur dans la vie c'est d'être parent. »*

Adrian Păunescu²

10.1. Le naufrage des civilisations

Nous, les auteurs de cette intervention, nous arrivons d'un pays de l'Est de l'Europe, de la frontière orientale de la latinité. D'un pays où, dans les années de notre jeunesse, dans les années 1960-1975, des vagues et des vagues de touristes arrivaient de l'Occident, à cette époque-là, encore si loin pour nous. Ces touristes venus en Roumanie – en été, à la Mer noire, en hiver, aux Carpates, puis en automne et au printemps, dans le Delta du Danube – ils étaient pleins de vie, habillés de couleurs vives et brillantes, toujours le sourire aux lèvres. Nous les admirions non pas comme des touristes participant au développement de l'économie roumaine, mais comme des gens qui semblaient insouciantes et indifférents au temps qui – on le voyait – était déjà passé sur leurs épaules. Ils étaient des personnes âgées, retraitées dans leur pays (Allemagne, France, Suède, Grèce, Danemark, Belgique...), arrivées en vacances en Roumanie pour une promenade ou comme patients aux traitements balnéaires nombreux et appréciés dans le monde entier, que nos stations balnéaires de profil assuraient avec du professionnalisme et coûte plus que raisonnable.

1 **Constantin Noica** (1909-1987), philosophe, poète et essayiste roumain, auteur du traité d'ontologie *Devenim întru fină* (*Nous devenons un être*), reconnu dans les cercles nationaux et européens par son célèbre *Jurnal de la Păltiniș* (*Journal de Păltiniș*), support de ses études « de l'anti-existence vers le bonheur ».

2 **Adrian Păunescu** (1943-2010), poète roumain contemporain, auteur du poème *Repetabila povară* (*Répétable fardeau*), dont nous avons cité – sur ce sujet – en ouverture de notre texte ; <https://lyricstranslate.com>.

Nous les admirions pour leur désir de vivre, pour le soin avec lequel ils entouraient les deux-trois petits-enfants qui les accompagnaient souvent (ou peut-être les enfants de quelque voisin, car la Roumanie à l'époque offrait gratuité aux enfants jusqu'à 10-12 ans). Ces personnes âgées étaient, avant tout, pour nous, le symbole du respect que les sociétés dont elles provenaient leur accordaient, elles étaient l'expression claire de l'assurance de leur droit au repos et à la bonne vie et, pourquoi pas, de passer leur vieillesse dans le plus agréable mode. Leur droit aux loisirs, en d'autres termes.

A cette époque-là, nous étions au moment où, dans la culture roumaine, l'industrie (actuelle) des maisons de retraite n'était pas encore développée. A cette époque-là, en Roumanie, l'asile avait la signification de la limite inférieure de l'indigence pour les pauvres, mais pas uniquement pour les vieux. Le culte de la prise en charge des personnes âgées fonctionnait encore pour la grande majorité des familles roumaines faisant preuve de foi et de dévotion.

Aujourd'hui, 30-40 années après, les vieux et charmants touristes ne nous visitent plus. Les grands tour-opérateurs ont réduit leurs segments de bénéficiaires. Le terrorisme, les conflits religieux, la migration incontrôlée, les inégalités économiques dues à la mondialisation faisant plus de perdants que de gagnants ont conduit les seniors à reconsidérer leurs options, prouvant, une fois de plus, leur sagesse. Dans notre pays, le tourisme à la Mer noire ou aux Carpates est devenu un tourisme de week-end. Les clubs de nuit bruyantes, du vendredi au lundi matin, avec des lumières éblouissantes et des prix exorbitants prédominent. Ils sont fréquentés par des jeunes promouvant le *carpe diem* et sans se soucier du jour de demain.

Dans son ouvrage *Le naufrage des civilisations*, Amin Maalouf, membre de l'Académie française, écrivait en 2019 : *Je ne suis pas de ceux qui aiment à croire que «c'était mieux avant». Les découvertes scientifiques me fascinent, la libération des esprits et des corps m'enchantent, et je considère comme un privilège de vivre à une époque aussi inventive et aussi débridée que la nôtre. Cependant j'observe, depuis quelques années, des dérives de plus en plus inquiétantes qui menacent d'anéantir tout ce que notre espèce a bâti jusqu'ici, tout ce dont nous sommes légitimement fiers, tout ce que nous avons coutume d'appeler «civilisation»³.*

Alors, qui a des parents entendent pleurer les yeux du monde...

3 Maalouf, A. (2019), *Le naufrage des civilisations*, p. 15, Les Edition Grasset et Fasquelle, Paris.

10.2. Les personnes âgées – personne à un certain âge ! Quel âge ?

Avant d'ouvrir toute discussion sur les personnes âgées, nous pensons qu'une analyse / une évaluation minimale de la notion est nécessaire. Sémantiquement, nous entendons tous par personne âgée une personne à un certain âge ! Mais après 30 ans de vie, une personne n'a pas... 30 ans ? Ou un enfant / adolescent atteint de progéria (syndrome de Hutchinson-Gilford) est-il une personne âgée ?

Pourquoi un athlète qui met fin à son activité de compétition, vers 30-40 ans, n'est pas considéré comme une personne « âgée » et à propos d'un chercheur qui, à 65-70 ans, est au sommet de sa carrière et de son utilité sociale, on peut dire qu'il est une personne « âgée » ?

Au cours des 50 dernières années, l'espérance de vie à la naissance a augmenté, en moyenne, d'environ dix ans au niveau de l'UE, en grande partie grâce à l'amélioration des conditions socio-économiques et environnementales et à l'amélioration des traitements et de l'assistance médicale. En moyenne, un Européen né en 2014 peut espérer vivre 80,9 ans, les chances de longévité allant de 83,0 ans en Italie, Espagne, France, Royaume-Uni, Autriche, à 78,0 ans, principalement dans les régions des États est-européennes membres de l'UE – Bulgarie, République tchèque, Croatie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Slovaquie.

Quatre ans ont déjà passé que l'Organisation mondiale de la santé, sur la base des recherches entreprises, a étendu l'âge moyen à 79 ans⁴, la catégorie des personnes âgées commençant à 80 ans. Cependant, les systèmes de sécurité sociale continuent à utiliser l'âge de 65 ans (plus ou moins quelques années) comme « *seuil* » de la retraite, ce qui nous fait croire qu'au-delà des recherches anthropologiques ou celles visant la santé de la population, **le seul critère eu en vue reste celui du rôle social attribué ou, plutôt, du retrait du rôle attribué à la population au-delà d'un certain âge – par essence, un critère subjectivement établi.**

Ici, la question qui se pose fréquemment : « la personne âgée est-elle un problème ? » peut être justifiée, compte tenu du fait que, en particulier, la qualité des soins aux personnes âgées fait partie intégrante de la politique du bien-

4 « 0-17 ans : mineur ; 18-65 ans: jeune; 66-79 ans: âge moyen; 80-99 ans: personnes âgées / seniors; plus de 100 ans: personnes âgées de longue durée », cf.: <https://en.brilio.net/news/65-years-old-is-still-young-65-years-old-is-still-young-1601205.html>.

être et de la santé d'un pays⁵ (Petrescu, 2018). Par la cessation de l'activité professionnelle, un nivellement social et psychologique a lieu, et on induit à la personne âgée le sentiment d'inutilité, de perdre son rôle social actif, fait équivalent à un drame, à une mort sociale. Ça, en dépit des célèbres objectifs du millénaire établis au début du 21^{ème} siècle par l'ONU, qui prévoient l'assurance de l'accès à des conditions de vie appropriées aux aspirations élevées de tout être humain, sans préjugés de sexe, d'âge, de race ou de foi.

L'affirmation ci-dessus est également confirmée par le fait qu'à présent, la population de plus de 60 ans augmente d'environ deux millions personnes par an, c'est-à-dire une augmentation presque double par rapport à celle enregistrée à la fin des années '90 et au début des années 2000. En même temps, le nombre des personnes en âge de travail considérées comme les plus actives (20-59 ans – encore, à notre avis, subjectivement établi) diminuera chaque année dans les décennies suivantes, à mesure que la génération née dans l'après-guerre sera remplacée par des générations plus récentes. À long terme, dans l'Union européenne, on envisage une croissance de l'espérance de vie à 65 ans (à la retraite) d'environ quatre ans, passant de 17,9 ans pour les hommes et 21,2 ans pour les femmes en 2015 à 22,4 ans et, respectivement, 25,6 ans en 2060⁶.

Et alors, pourquoi, lorsqu'on parle des personnes âgées, on fait référence aux personnes ayant dépassé un certain âge situé à environ 60-65 ans ?

On dit souvent, et non sans fondement scientifique, que la durée de la période de retraite est corrélée à la soutenabilité, parce que plus que cette durée est grande, plus ses coûts sont importants. Dans cette perspective, on se serait tenté de considérer que la raison principale pour aborder ce critère était / est *la raison économique*, le but suivi étant de maintenir un rapport optimal entre la population active, employée dans les activités économiques, et celle qui bénéficie des droits de pension.

Cependant, cette motivation a été rapidement infirmée par la crise de la main d'œuvre, aiguë, et à laquelle se heurte aujourd'hui la plupart des États, ainsi que par la transition accélérée des tâches itératives et exigeant d'effort physique de l'homme à la «machine / robot».

5 Petrescu, I. (2018), *Psihologia nonagenarului în confruntare cu propria vârstă (La psychologie du nonagénaire face à son âge)*, p. 156 et suivantes, Les Editions Expert, Bucarest.

6 https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/fle_import/european-semester-thematic-factsheet_adequacy-sustainability-pensions_ro.pdf

En Roumanie, le plus souvent, le statut de personne « âgée » est « octroyé » une fois qu'il prend sa retraite. De plus, dans un passé récent, il y avait des politiques publiques qui ont limité, par des critères subjectifs, la participation des retraités au marché libre du travail. Nous nous posons la question naturelle : **la pension est-elle un droit obtenu sur la base de critères ou un moment, arbitrairement établi, de marginalisation sociale, la pension devenant une forme « d'aide sociale » ?**

On parle du droit à la retraite, mais pourquoi ne pas parler du droit de ne pas prendre sa retraite ? Nous sommes préoccupés par le vieillissement de la population et nous recherchons des solutions pour le vieillissement actif, mais nous ne sommes pas également concernés par la capitalisation sociale et – pourquoi pas ? – économique des personnes de plus de 65 ans. Nous prêchons les valeurs de l'économie de marché et, implicitement, celles du marché libre de la main d'œuvre, mais nous fixons des limites d'âge (obligatoire dans la plupart des cas) pour la retraite !

10.3. Empêcher l'exclusion sociale

Nous avons délibérément évité d'utiliser le concept, consacré au niveau européen et mondial, « d'exclusion sociale », car son utilisation fréquente, contrairement à celle « d'inclusion sociale », lui donne le caractère d'une approche intentionnelle, ce qui beaucoup de fois ne reflète pas fidèlement la réalité. Cet aspect est facilement observable, y compris dans la définition de la Commission européenne concernant le concept d'exclusion sociale, qui « *envisage d'**empêcher** une personne de participer pleinement à la vie économique, sociale et civile ou la situation dans laquelle le niveau des revenus et des autres ressources (personnelles, familiales, culturelles et sociales) ne permet pas un niveau de vie et une qualité de vie considérés comme acceptables dans la société* » (Commission européenne, 2001).

Dans la matière en discussion, la promotion d'un système d'assistance sociale pour les personnes âgées repose, selon l'auteur Ion Petrescu, sur sept principes⁷: 1) respecter la dignité humaine ; (2) promouvoir l'épanouissement personnel ; (3) promouvoir l'autonomie de la personne ; (4) promouvoir la participation et la responsabilité ; (5) faciliter l'accès aux services de soins ; (6) la solidarité sociale et (7) **l'égalité des chances et la non-discrimination**.

C'est pourquoi, dans le même temps, nous considérons au moins discutable la définition de « *l'exclusion sociale* » en termes de revenus d'une personne

7 Petrescu, I., *Op. cit.*, p. 275.

(en particulier les personnes âgées, mais pas seulement), pour au moins deux raisons évidentes :

- le caractère relatif du « niveau de vie [...] considéré comme **acceptable** dans la société » ;
- la multitude des situations dans lesquelles les personnes de plus de 60 ans ne sont pas confrontées à des difficultés financières, mais ressentent, pour des raisons qui ne leur sont pas imputables, une limitation de leurs possibilités de participer à la vie sociale, économique, etc. des communautés.

Pour ces raisons, nous abordons notre sujet en utilisant le concept de « **marginalisation sociale** », qui a l'avantage d'estomper au moins l'intentionnalité de l'approche et, peut-être plus important, d'intégrer une série de stéréotypes négatifs véhiculés concernant les personnes âgées au niveau du sens commun. De plus, le terme a le potentiel d'expliquer les rapports existants entre les personnes âgées et d'autres catégories de personnes, ce qui conduit finalement à la création ou au maintien d'une distance sociale établie mutuellement.

De tels stéréotypes ont été confirmés en Roumanie par une étude récente menée par l'Institut de recherche sur la qualité de la vie de l'Académie Roumaine, qui a révélé un nombre d'indicateurs définitoires pour la typologie des modes de rapport aux personnes âgées, dont trois expriment une opinion (et une attitude) manifestement défavorables pour elles :

- (1) **La stigmatisation** comprend ceux qui perçoivent les personnes âgées comme impuissantes, donc dépendantes du soutien extérieur de personnes proches, tant physiquement, à cause d'une mauvaise santé, que financièrement et émotionnellement. Ceux qui appartiennent à cette catégorie qualifient les personnes âgées comme inutiles du point de vue social, à cause des problèmes mentionnés. De plus, ils considèrent que celles-ci sont, le plus souvent, des personnes anxieuses, apathiques, inadaptées, avec une prédisposition à la maladie, respectivement, un fardeau pour leur entourage. Par conséquent, *l'attitude dominante* envers les personnes âgées est *celle d'isolement et de rejet*, de stigmatisation.
- (2) **L'ignorance**, une perception représentative pour la catégorie des personnes qui considèrent que, dans la plupart des cas, le vieil homme est capable de subvenir à ses besoins, donc il n'est pas dépendant de l'aide de son entourage. En revanche, ils ont tendance à considérer

que les tâches qu'une personne âgée accomplit (si l'on se réfère au domaine professionnel, par exemple) peuvent être accomplies beaucoup plus efficacement et mieux par les jeunes, de sorte que la personne âgée n'a plus un rôle social bien défini. Dans la conception de ces personnes, *il devrait céder la place aux plus jeunes, qui sont plus capables* professionnellement. Les personnes qui font partie de ce deuxième type considèrent, de plus, que les problèmes des personnes âgées ne sont pas extrêmement importants, de sorte que l'attention de la société doit se concentrer sur d'autres problèmes, plus graves.

- (3) **La discrimination** comprend ceux qui considèrent que les personnes âgées sont autonomes et ont un rôle social bien défini dans le groupe social. Ils ne contestent pas une certaine utilité sociale des personnes dépassant un certain âge. Cependant, pour des raisons qui sont le plus souvent placées dans le domaine des préjugés, *les personnes âgées ne sont pas appréciées à leur juste valeur et endurent les attitudes de rejet de la part de leur entourage*. Le vieil homme est ainsi placé dans une position sociale inférieure, poussé en marge de la société, et son potentiel de sagesse et d'expérience reste inexploité⁸.

10.4. La succession coexistante des générations – le phénomène trigénérationnel

Cela étant le cas, selon la conclusion de nos confrères, chercheurs bien jeunes de l'Institut de recherche sur la qualité de la vie de l'Académie Roumaine, nous devons discuter la position précieuse du remarquable économiste, l'académicien Tudorel Postolache⁹, qui, dans son discours d'admission dans l'Académie royale de sciences économiques et financières – RACEF (2008), consacré à une nouvelle théorie (personnelle), celle de la succession coexistante des générations, expliquait le phénomène trigénérationnel dans le corpus de la succession des générations humaines, par le fait que « *les générations successives deviennent des générations superposées, les successions simples deviennent des seuils coexistant, les stades successives*

⁸ https://insp.gov.ro/sites/cnepss/wp-content/uploads/2018/11/ANALIZA-DE-SITUATIE_VARSTNIC_2018.pdf.

⁹ Académicien **Tudorel Postolache** (1932-2020), économiste et diplomate, fondateur de l'Institut national de recherches économiques « Costin C. Kirițescu » de l'Académie Roumaine; l'initiateur et le coordinateur de plusieurs exercices de planification stratégique en Roumanie après 1989, respectivement *L'esquisse pour la transition vers une économie de marché en Roumanie* (1990), *La stratégie nationale pour préparer l'adhésion de la Roumanie à l'UE* (1995); *La stratégie nationale de la Roumanie pour le développement économique et social à moyen terme* (2000), mais aussi de nombreux projets culturels d'envergure, comme *La nouvelle encyclopédie de la Roumanie*.

deviennent ils-mêmes coexistant. Par conséquent, les générations, les seuils et les stades peuvent se manifester de deux manières : par simple succession ou par coexistence » (superposition dans le temps)¹⁰. Dans une telle perspective, comprendre le rôle et la place des générations et les liens entre elles devient plus clair que la simplicité désarmante, mais réellement enregistrée, exposée auparavant.

Revenant au concept proposé de « *marginalisation sociale* », il faut noter qu'en Roumanie, il devient évident même par la dénomination de « *cotisations d'assurances sociales* » utilisée dans la législation nationale pour désigner les prélèvements mensuels sur les revenus des salariés, destinés à constituer le fonds de pensions au niveau du budget des assurances sociales. Cette dénomination fait *ab initio* du bénéficiaire du droit à pension un « assisté social » et la pension devient évidemment une forme « *d'aide sociale* ».

Au-delà du principe très clamé de « *solidarité entre les générations* », selon lequel les salariés d'aujourd'hui paient les pensions aux salariés d'hier, un simple calcul montre que dans le cas d'une personne qui, pendant 40 ans, a versé mensuellement des « *cotisations d'assurances sociales* » en valeur de 25% du salaire brut, étant donné qu'en Roumanie le salaire net représente 58% du revenu brut réalisé, le montant total collecté permettrait, pendant 18-20 ans, à la personne respective de bénéficier d'une pension au moins égale aux revenus nets moyens réalisés pendant la période où il était employé. Mais, attention : la pension qu'il recevra après 40 ans de travail sera de maximum 65% du revenu mensuel net obtenu du salaire. C'est ce que prévoit la loi d'aujourd'hui !

Compte tenu du fait que, selon les estimations de l'Union européenne¹¹, en Roumanie (et en Bulgarie) l'espérance moyenne de vie après la retraite est de 16,5 ans, nous posons à juste titre la question : **la pension est un droit acquis par le travail déroulé et les contributions payées ou une forme « d'aide sociale », par laquelle la dignité des retraités est affectée, ils étant mis en marge de la société ?**

10.5. L'agisme

Le droit à une vie digne des personnes « âgées » ne doit pas être une « **préoccupation** » des dirigeants, mais une « **obligation** » de ceux-ci, qui oublient souvent qu'ils sont, par essence, le produit de l'activité déroulée

10 Postolache, T. (2007), *Vers un idéal praticable*, Les Editions de l'Académie Romaine.

11 https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/fle_import/european-semester_thematic-factsheet_adequacy-sustainability-pensions_ro.pdf

par les personnes « *âgées* ». De plus, les dirigeants doivent être conscients que les générations sont coexistans, la relation entre elles étant biunivoque, les personnes âgées ayant encore à offrir une valeur autrement impossible à obtenir – l'expérience ou, pourquoi pas, la sagesse !

Pour cette raison, aux différentes variations sémantiques, probablement considérées comme plus dignes, des mots « personnes âgées » – personne du troisième âge, sénieur, etc. – nous ajouterons encore une : **sage** ! Notre proposition a aussi un déterminisme historique, car, évidemment, le « Conseil des âgés », qui dominait dans un passé plus ou moins lointain la direction des communautés, n'était autre qu'un « Conseil des sages » ! Et si nous parlons aujourd'hui de « *management assisté par ordinateur* », pourquoi ne peut-on pas parler de « *management assisté par les sages* », avec tous les bénéfices qui résulteraient d'une telle approche !

Il est nécessaire d'ajouter à cette option une brève clarification conceptuelle : par « *sage* », nous entendons la personne qui, sur la base de l'expérience acquise, a réussi à intégrer les connaissances accumulées tout au long de sa vie dans l'espace culturel / la culture à laquelle elle appartient, les rendant utiles à celle-ci.

Une confirmation irréfutable du rôle des « *sages* » dans la société nous offre également la statistique « noire » de cette terrible maladie à laquelle le monde est confronté pendant cette période – **la pandémie Covid-19** : étant donné que les personnes âgées sont considérées comme « *les plus vulnérables au nouveau coronavirus* », en Roumanie, du nombre total de cas (209648) confirmés à la date de la rédaction de ce matériel (25 octobre 2020), seulement 26% (54228) sont des personnes âgées de plus de 60 ans ! Il y a autre que leur sagesse, leur degré de conscience et de conformation aux « *nouvelles règles* » de la coexistence, le respect envers des autres et, pas dernièrement, envers la vie, qui rend cela possible ?

En aucun cas, la mesure établie par les autorités pendant l'état d'urgence (mars-avril de cette année) par laquelle les « *personnes âgées* » avaient accès aux supermarchés, pour acquérir la nourriture nécessaire à la vie, seulement entre 11 et 13 heures, sans que cet intervalle ne soit précédé par une désinfection obligatoire des espaces ou sans, au moins pendant cet intervalle, que l'accès des « *jeunes* » soit limité, évitant ainsi la sur-agglomération ! Nous nous demandons, rhétoriquement : une telle mesure aurait-elle été décidée si les « *sages* » n'avaient pas été totalement exclus par les « *spécialistes* » du processus décisionnel et ils avaient été consultés sur l'opportunité et l'efficacité de telles mesures ? **Ce traitement discriminatoire a eu pour seuls effets l'amplification des stéréotypes comme ceux évoqués**

ci-dessus et, dans ce contexte, l'approfondissement de la fracture entre les générations ! Récemment, l'académicien Jaime Gil Aluja, notre président, montrait, à l'occasion de la réunion restreinte, *en ligne*, de l'édition 2020 du séminaire *Penser l'Europe* de Bucarest : « *Aujourd'hui, avec la peur à la pandémie, l'isolement devient plus pénible et la coexistence des personnes de tout âge devient impossible. Le passage nécessaire de coexistence intergénérationnelle et la coexistence dans la diversité d'âges « s'évaporent » de notre Europe, parce que nous nous enfermons de plus en plus dans des boîtes séparées par âge, mais aussi par nation, langue, race, idéologie... La vie, notre vie ne sera pleine que si nous arrivons à ouvrir ces boîtes, et à en sortir, pour partager le meilleur de chaque âge, de chaque nation, de chaque langue, de chaque race, de chaque idéologie. Et vous me permettez que je fasse ici un modeste appel contre ce fléau : l'âgisme. Pendant les dernières décennies, nous remarquons des appels répétés à l'inclusion. L'inclusion dans les nations, les langues, les races, les idéologies, etc..., mais il semblerait qu'il y ait une espèce de honte, lorsqu'on parle d'âge. Et cependant, il est urgent d'aborder ce sujet, avant qu'on ne puisse plus fermer la brèche digitale ».*

6. Une question persiste et prend une importance écrasante dans un monde de plus en plus dominé par la richesse matérielle, un monde où le « *spécialiste* », générateur de profit, est valorisé nettement supérieur à « *l'homme de culture* » ou au « *sage* », oubliant que le « *spécialiste* » non-intégré du point de vue culturel est beaucoup de fois inutile pour la société d'où il provient.

C'est la seule façon de pouvoir comprendre pourquoi beaucoup de « *spécialistes* » de Roumanie, mais aussi de nombreux autres pays avec un niveau de développement similaire, voire inférieur à celui du nôtre, performant et capitalisent leur potentiel dans la culture d'autres pays. Cela ne veut pas dire que ces « *spécialistes* » sont « *avant leur temps* », mais seulement qu'ils sont en dehors de la culture dont ils proviennent. Au mépris du continuum **sagesse / expérience – savoir – innovation**, qui ne peut exclure aucune des générations coexistants, nous sommes condamnés à une « *exportation d'intelligence* », qui créera de la valeur ajoutée dans d'autres cultures que celle nationale.

Aujourd'hui, malheureusement, le rôle des « *âgés* » dans la transmission des connaissances accumulées a été repris par « *Wikipédia* », et leur sagesse a été remplacée par des modèles promus par les médias, le plus souvent importés sans au moins un minimum d'adéquation à l'espace culturel autochtone et, pour cette raison, pas rarement, nuisibles.

Cette « *transition* » a considérablement agrandi l'écart entre les générations, processus accéléré pendant cette période aussi par la « *distanciation sociale* » imposée par la pandémie Covid-19. Comme nous l'avons soutenu à d'autres

occasions, nous considérons que ce syntagme, au moins malheureux, sinon vile, obsessivement utilisée pour promouvoir des mesures visant à prévenir l'infection par le nouveau coronavirus, au lieu de la syntagme correcte de « *distanciation sanitaire* », est essentiellement une cause de la « *déstructuration sociale* » dont nous sommes témoins et en aucun cas une expression de solidarité telle qu'elle nous est présentée.

L'hypocrisie des politiques publiques visant à « *accroître l'inclusion sociale des personnes âgées* » qui proposent, entre autres, « *la création d'un marché intergénérationnel* » est démasquée par la réalité factuelle qui nous montre plutôt un conflit entre générations mis en évidence par le nombre croissant de personnes âgées « *internées* » dans des asiles / foyers même par leurs descendants. Les jeunes d'aujourd'hui n'ont plus ni le temps, ni la disponibilité de valoriser leurs « *vieux* » !

10.6. Les sages et l'économie de la longévité

Parler de « *loisirs* » en référence aux « *personnes âgées* » en Roumanie est au moins une utopie, ayant en vue que, en remarquant la tendance croissante de la demande de places dans les « *foyers pour les âgées* », beaucoup de propriétaires de pensions agrotouristiques et même de hôtels / motels ont opté pour les transformer en espaces destinés au soin des personnes âgées, **les dépenses étant considérées nettement inférieures à celles pour les touristes, et les « clients » – plus sûrs** et, notamment, bons payeurs. La maison de retraite est devenue une industrie, mais pas pour les pauvres, comme on pourrait le croire, mais pour les riches qui peuvent payer des coûts parfois exorbitants. A ces « *avantages* », il faut encore mentionner que ces options ont appartenu à des entrepreneurs dont les investissements ont été réalisés « *sans inspiration* », dans des zones sans potentiel touristique réel, situées à la périphérie de localités ou avec dotations précaires, et dernièrement, beaucoup de ces « *maisons de soins* » sont devenus en pandémie des foyers d'infection avec SARS-CoV-2.

Pour une image fidèle de ce type de « *conversion* », il faut dire qu'elle ne s'adresse pas, en principe, à une catégorie de population dont les revenus mensuels moyens sont, en Roumanie, au niveau de 1436 RON (environ 285 euros).¹²

12 Selon le communiqué de l'Institut national de statistique du mois de septembre 2020, la pension mensuelle moyenne (déterminée en tenant compte des montants des pensions de toutes les catégories de retraités – assurance sociale, invalidité, survie, etc. – payées par les maisons de pension) était de 1436 lei (285 euros); la pension d'assurances sociales d'Etat moyenne était de 1380 lei (283 euros), cf. https://insse.ro/cms/sites/default/files/com_presa/com_pdf/pensii_tr2020.pdf.

Les personnes âgées sont nos héros. Nous rappelons un fait oublié, une réalité indéniable : la seule certitude est le passé, le présent est très court, et l'avenir on ne sait pas quoi et comment il sera ! (Pop, I.-A., 2020)¹³

Ce qui caractérise l'humanité d'aujourd'hui n'est pas la tendance à se regrouper dans l'esprit d'une idée réunificatrice, mais la propension à la discorde, à la fragmentation, souvent à la violence et à la disharmonie. Le nationalisme, le racisme, le libéralisme, le globalisme, le scepticisme, l'antagonisme¹⁴, et, voilà maintenant, l'âgisme, selon l'académicien Jaime Gil Aluja, sont des causes du manque d'horizon dans la société, dans le développement pour le bien de l'ensemble.

Nous nous retrouvons, à nouveau, dans l'écriture de l'académicien Amin Maalouf : « Comment calculer, dans un pays, la perte du sens civique ? Comment mesurer le relâchement ou le resserrement des rapports entre les diverses composantes d'une population ? »¹⁵.

La réponse pourrait être simple : en valorisant ou en valorisant également la sagesse d'une nation.

Il suffit de regarder dans l'histoire pour rencontrer d'innombrables personnalités qui ont créé de la valeur ajoutée et ont apporté au patrimoine universel des œuvres immortelles jusqu'à des âges très avancés: des savants comme Hippocrate (104 ans), Démocrite (109 ans), Galilée (85 ans); I. P. Pavlov (92 ans); Einstein (85 ans); Darwin (80 ans) ou Newton (96 ans); écrivains / dramaturges comme Sophocle, qui à 85 ans a écrit « *Œdipe, le roi* » et à 90 ans « *Œdipe à la Colonna* », Goethe, qui à 93 ans a fini d'écrire son célèbre opéra « *Faust* », Victor Hugo (83 ans), Voltaire (84 ans), Bernard Shaw (94 ans) ou Léon Tolstoï (90 ans); des peintres / sculpteurs comme Titien (86 ans) ou Michel-Ange qui a vécu 89 ans, créant des œuvres exceptionnelles jusqu'au dernier moment.

De tels exemples, qu'on peut facilement compléter avec de nombreuses personnalités de la science et de la culture roumaines, nous ont fait avoir en Roumanie l'aphorisme suivant issu de la sagesse populaire : « **Qui n'a pas**

13 Pop, I.-A. (2020), *100 Adevăruri istorice. Cine sunt eroii nostri? (100 vérités historiques)*, le 7 juillet, Trinitas TV, Roumanie.

14 Ioan-Franc, V. (2018), Les « isme » et leur racines, en : *Desafíos de la nueva sociedad sobre-compleja: humanismo, transhumanismo, dataísmo y otros ismos*, XIII Acto Internacional de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, Barcelona.

15 Maalouf, A., Op. cit., p. 257.

d'anciens doit les acheter !», résumant le besoin des jeunes de modèles, du calme et de la sagesse de ceux qui ont atteint l'âge de la sénescence. C'est aussi la raison pour laquelle, dans la culture / tradition roumaine, la responsabilité de soigner les personnes âgées appartenait exclusivement aux enfants, et non pas comme une obligation, mais comme une nécessité objective, rendue consciente par les deux parties, du dialogue intergénérationnel.

« C'est la faute des vieux d'être vieux ! Ne les humiliez plus!... Laissez-les en ligne avec le monde, ne les individualisez pas toujours comme s'ils étaient porteurs du mal ! L'isolement prolongé tue l'être humain à tout âge ! » (Pop, I.A., 2020)¹⁶.

Qu'est-ce qu'on peut faire ? Le spécialiste peut être formé à l'extérieur ou à l'intérieur de son pays d'origine et, pour cette raison, notre rôle, de tous – mais surtout des « **sages** » – est de l'intégrer, en élevant au niveau de ses aspirations l'espace culturel auquel nous appartenons tous, jeunes et vieux. Cela n'est possible que par l'éducation, par l'enseignement de qualité, qui conduisent réellement à la croissance de la culture nationale, européenne et universelle.

N'oublions pas, cependant, que dans la poursuite de notre propre bonheur, nous avons le devoir d'assurer le bonheur de tous ceux qui nous ont donné et défendent encore notre droit au bonheur. Chacun de nos aînés mérite de maintenir, selon ses propres forces, son bonheur. Pour cela, ils ont besoin de les protéger contre la souffrance, leurs familles doivent être proches et la société – dans son ensemble – soit harmonieusement proche d'eux, sans discrimination et préjugés.

En même temps, le « spécialiste » contemporain devra comprendre, au-delà de toute théorie plus ou moins scientifique / économique, une chose essentielle : **le prix de la vie est le même jusqu'au dernier moment ou, plus exactement, la vie n'a pas de prix !**

¹⁶ Pop, I.A. (2020), *Periculoșii bătrâni*, <https://presshub.ro/periculosii-batrani-de-ioan-aurel-pop-zide-zi-ro-49101/>.

Références

- Bădescu, I. (2009). *Despre criză, în lumina teoriei succesiunii coexistente (À propos de la crise, à la lumière de la théorie de la succession coexistante)*. Centre d'Information et Documentation Economique, Académie Roumaine.
- Gil Aluja, J. (2020). Intervention au séminaire *Panser l'Europe*. Bucarest, le 8 octobre.
- Ioan-Franc, V. (2018). *Les « isme » et leur racines*, en : *Desafíos de la nueva sociedad sobrecompleja: humanismo, transhumanismo, dataísmo y otros ismos*. XIII Acto Internacional de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, Barcelona.
- Ioan-Franc, V. ; Diamescu, A.M. (2020). *Pandemia COVID-19 – O lecție deocamdată învățată ? (La pandémie COVID-19 – Une leçon apprise jusqu'à présent ?)*. Institut national de recherches économiques « C. Kirițescu », Académie Roumaine.
- Maalouf, A. (2019). *Le naufrage des civilisations*. Les Éditions Grasset et Fasquelle, Paris.
- Petrescu, I. (2018). *Psihologia nonagenarului în confruntare cu propria vârstă (La psychologie du nonagénaire face à son âge)*. Les Editions Expert, Bucarest.
- Pop, I.-A. (2020). *100 Adevăruri istorice. Cine sunt eroii noștri ? (100 vérités historiques)*. Le 7 juillet, Trinitas TV, Roumanie.
- Pop, I.-A. (2020). *Periculoșii bătrâni*. <https://presshub.ro/periculosii-batrani-de-ioan-aurel-pop-zi-de-zi-ro-49101/>
- Postolache, T. (2007). *Vers un idéal praticable*. Les Editions de l'Académie Roumaine.



11. UNE SEULE EUROPE, UNIE POUR LES PROCHAINES GÉNÉRATIONS D'EUROPÉENS. QUELQUES QUESTIONS QUI NOUS INQUIÈTENT*

* Acte académique solennel conjoint entre l'Université de Beira Interior – Portugal et l'Académie Royale des Sciences Économiques et Financières d'Espagne / Solemne Acto Académico Conjunto entre la Universidad de Beira Interior – Portugal y la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras de España, *Complexité économique : une Péninsule Ibérique plus unie pour une Europe plus forte / Complejidad económica: una Península Ibérica más unida para una Europa más fuerte*, Covilha, Portugal, 19 juin 2019

La déclaration conjointe des 27 chefs d'État et de gouvernement a précisé, dans son décalogue lors du Sommet informel du 9 mai 2019 tenu à Sibiu, au cœur de la Roumanie, que:

- (1) Nous défendrons **une seule Europe** – de l'est à l'ouest, du nord au sud. Il y a trente ans, des millions de personnes se sont battues pour leur liberté et pour l'unité, faisant tomber le Rideau de fer qui avait divisé l'Europe pendant des décennies. Il ne saurait y avoir de place pour les divisions, qui portent atteinte à notre intérêt collectif.
- (2) Nous resterons **unis, envers et contre tout**. Nous agissons dans un esprit de solidarité lors des moments difficiles et ferons toujours front commun. Nous pouvons parler et parlerons d'une seule voix.
- (3) Nous **rechercherons toujours des solutions communes** et serons à l'écoute les uns des autres dans un esprit d'entente et de respect.
- (4) Nous continuerons à **protéger notre mode de vie, la démocratie et l'état de droit**. Les droits inaliénables et les libertés fondamentales de tous les Européens ont été conquis de haute lutte et ne seront jamais considérés comme acquis. Nous défendrons nos valeurs et principes communs inscrits dans les traités.
- (5) Nous nous attacherons à **obtenir des résultats là où cela compte le plus**. L'Europe continuera de peser de tout son poids sur les dossiers importants. Nous continuerons d'être attentifs aux préoccupations et aux espoirs de tous les Européens, rapprochant l'Union de nos citoyens, et agissons en conséquence, avec ambition et détermination.
- (6) Nous respecterons toujours le principe d'**équité**, que ce soit sur le marché du travail, en matière de protection sociale, dans le domaine économique ou sur le plan de la transformation numérique. Nous continuerons à réduire les disparités qui existent entre nos pays et aiderons toujours les plus vulnérables en Europe, faisant passer les hommes et les femmes avant la politique.

- (7) Nous nous donnerons les **moyens de nos ambitions**. Nous doterons l'Union des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs et mener à bien ses politiques.
- (8) Nous **préserverons l'avenir pour les prochaines générations d'Européens**. Nous investirons dans la jeunesse et mettrons en place une Union prête à affronter l'avenir et à même de relever les défis les plus urgents du XXI^e siècle.
- (9) **Nous protégerons nos citoyens** et nous assurerons leur sécurité en investissant dans notre pouvoir de convaincre et notre pouvoir de contraindre, et en travaillant de concert avec nos partenaires internationaux.
- (10) **L'Europe sera un acteur de premier plan responsable sur la scène mondiale**. Les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui nous concernent tous. Nous continuerons de coopérer avec nos partenaires dans le monde pour défendre et développer l'ordre multilatéral fondé sur des règles, tirer parti des nouvelles possibilités commerciales et relever en commun les défis mondiaux, tels que la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique.

Tout d'abord, je veux exprimer mes remerciements pour l'honneur qu'on m'a fait, en m'invitant à ce Colloque international, consacré au débat académique sur l'avenir de l'espace ibérique, concernant sa future croissance et son développement économique et social. C'est un devoir d'honneur pour moi de rappeler, une fois de plus, les initiatives et les efforts de l'académicien Jaime Gil Aluja, le président de l'Académie Royale Espagnole de Sciences Économiques et Financières, l'initiateur, le fondateur et l'animateur du Groupe de recherche Barcelona Economics Network (BEN), qui nous permet également à nous, les chercheurs d'une autre partie de l'Europe, nous exprimer sur le sujet en discussion¹.

Comme vous le savez, en tant que membre de l'Académie Roumaine, je représente l'Institut National de Recherches Économiques « Costin C. Kirițescu », un institut qui, parmi ses activités de recherche, a des responsabilités dans le domaine de la géoéconomie et de la géostratégie économique.

¹ Gil Aluja, Jaime (2016), *Le long chemin vers l'Europe de l'avenir*, en « Penser l'Europe. Un regard vers le passé, un espoir pour l'avenir », FNSA, Académie Roumaine.

Au cours des dernières années, j'ai présenté des séquences des résultats de nos recherches sur la mondialisation et ses effets², sur l'espace euro-communautaire et la nécessité de restructurer les politiques économiques et sociales de l'Union Européenne, sur l'importance de l'adéquation des structures communautaires aux défis de l'avenir de la société auxquels l'Union Européenne est confrontée. De même, sur l'importance de l'expérience acquise par des pays tels que l'Espagne et le Portugal après leur adhésion en 1986 à la Communauté Européenne et en 1999 à la zone euro.

Les thèmes mis en discussion sont importants pour nous, pour nos pays – la Roumanie, l'Espagne, le Portugal. Nous avons une responsabilité personnelle accrue ici, dans la partie la plus occidentale de l'espace communautaire, au Portugal, en tant que représentants de la plus orientale pays de la Communauté Européenne, à savoir la Roumanie.

La déclaration conjointe des 27 chefs d'État et de gouvernement a précisé, dans son décalogue lors du Sommet informel du 9 mai 2019 tenu à Sibiu, au cœur de la Roumanie, que:

- (1) Nous défendrons **une seule Europe** – de l'est à l'ouest, du nord au sud. Il y a trente ans, des millions de personnes se sont battues pour leur liberté et pour l'unité, faisant tomber le Rideau de fer qui avait divisé l'Europe pendant des décennies. Il ne saurait y avoir de place pour les divisions, qui portent atteinte à notre intérêt collectif.
- (2) Nous resterons **unis, envers et contre tout**. Nous agissons dans un esprit de solidarité lors des moments difficiles et ferons toujours front commun. Nous pouvons parler et parlerons d'une seule voix.
- (3) Nous **rechercherons toujours des solutions communes** et serons à l'écoute les uns des autres dans un esprit d'entente et de respect.
- (4) Nous continuerons à **protéger notre mode de vie, la démocratie et l'état de droit**. Les droits inaliénables et les libertés fondamentales de tous les Européens ont été conquis de haute lutte et ne seront jamais considérés comme acquis. Nous défendrons nos valeurs et principes communs inscrits dans les traités.

2 Je tiens à remercier mon confrère et ami, M. Napoléon Pop, directeur scientifique de l'Institut d'Économie Mondiale de l'Institut National de Recherches Économiques « Costin C. Kirişescu » de l'Académie Roumaine, pour la coordination des projets de recherche consacrés à ce sujet.

- (5) Nous nous attacherons à **obtenir des résultats là où cela compte le plus**. L'Europe continuera de peser de tout son poids sur les dossiers importants. Nous continuerons d'être attentifs aux préoccupations et aux espoirs de tous les Européens, rapprochant l'Union de nos citoyens, et agirons en conséquence, avec ambition et détermination.
- (6) Nous respecterons toujours le principe d'**équité**, que ce soit sur le marché du travail, en matière de protection sociale, dans le domaine économique ou sur le plan de la transformation numérique. Nous continuerons à réduire les disparités qui existent entre nos pays et aiderons toujours les plus vulnérables en Europe, faisant passer les hommes et les femmes avant la politique.
- (7) Nous nous donnerons les **moyens de nos ambitions**. Nous doterons l'Union des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs et mener à bien ses politiques.
- (8) Nous **préserverons l'avenir pour les prochaines générations d'Européens**. Nous investirons dans la jeunesse et mettrons en place une Union prête à affronter l'avenir et à même de relever les défis les plus urgents du XXI^e siècle.
- (9) **Nous protégerons nos citoyens** et nous assurerons leur sécurité en investissant dans notre pouvoir de convaincre et notre pouvoir de contraindre, et en travaillant de concert avec nos partenaires internationaux.
- (10) **L'Europe sera un acteur de premier plan responsable sur la scène mondiale**. Les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui nous concernent tous. Nous continuerons de coopérer avec nos partenaires dans le monde pour défendre et développer l'ordre multilatéral fondé sur des règles, tirer parti des nouvelles possibilités commerciales et relever en commun les défis mondiaux, tels que la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique.

Avec toute « *la sérénité* » de ces engagements qui donnent de l'espoir, même s'ils sont exprimés à l'occasion d'un sommet informel – ou peut-être c'est pour cette raison –, nous invoquons quelques questions qui attendent leur réponse et avec lesquelles nous osons provoquer l'effervescence des chercheurs de nos pays pour le bien de tous, pour une Europe des peuples, des citoyens, versus une Europe des États ou des gouvernements.

Alors, quelques choses liées à notre thème et les questions qu'elles engendrent

1. *La mondialisation*, en tant que possible moteur pour un nouvel ordre international, peut être définie par l'expansion de la démocratie et de l'économie de marché, tout en comprenant l'importance de garantir les droits de l'homme, dont le travail est la seule source de valeur ajoutée au capital. Pas de propagande idéologique, mais la connaissance du monde à travers les communications mondiales a fait plus pour disséminer les idées de liberté et de démocratie. Le social national ne peut plus être isolé par ignorance, car c'est à ce social qu'il faut accorder l'attention nécessaire devant les inégalités, devenues parmi les plus frappants défis du modèle économique pratiqué.

L'ordre international actuel opère à travers les plus rapides communications mondiales, l'économie mondiale étant entourée de tous les côtés par le plus vaste et le plus rapide réseau financier. *La performance économique est-elle devenue la mesure de la nouvelle compétition entre États? Ou on voit de nouveau la thèse selon laquelle la sécurité économique du social d'un État est elle-même la sécurité de cet État, à savoir sa sécurité nationale?*

2. Nous avons vécu et vivons dans un réel accident de la dialectique, mis en évidence par le fait que *l'économie bon atténue le politique mauvais*, chose qui *semble de plus en plus moins valable*, dans les conditions où de l'économie mauvais, produit par certains politiciens, profite une nouvelle classe de politiciens, élevée pratiquement sur les ruines d'une économie étouffée (même si certains l'apprécient comme marchant très bien). C'est le cas des années post-crise financière (2016-2018), quand le monde semble oublier ce que s'est passé il y a moins d'une décennie.

Dans le contexte d'une nouvelle extase, l'ordre actuel reflète un retour à l'unipolarité, car, après 1990 et la chute de l'URSS, les États-Unis sont (à nouveau) devenus le seul pouvoir mondial ayant la force de s'impliquer dans la politique internationale. Le concept d'hyper-pouvoir est revigoré pour une certaine période de temps. *La question qui s'impose dans cette situation concerne les coûts de la paix dans un monde unipolaire.*

3. *L'Europe moderne et contemporaine a réussi, grâce à une élite, à raffiner le concept d'États souverains*. Mais on est arrivé à mettre en doute leur rôle lorsqu'on parle d'organismes supra-étatiques qui fonctionnent (aux fins pour lesquelles ils ont été créés) par cessions de souveraineté. Le cas de l'Union Européenne n'est plus singulier, l'Union étant formalisée par des

traités incluant de telles cessions (par exemple, la politique commerciale commune ou la politique monétaire de la zone euro), ainsi que par la mondialisation en tant que phénomène formalisé par des traités « absorbés » soit en termes réels, soit comme perception exploitée de la souveraineté des États. Le Brexit ou l'Administration Trump reflètent un tel type de réaction à un ordre (multilatéral dans nombreux de plans) qui inhibe l'efficacité de certaines politiques souveraines nationales. Les États-Unis sont nés de la conviction de l'applicabilité universelle de la démocratie et ont réussi à élargir la conviction pour ce concept de liberté d'être et d'expression. D'autres croyances aussi peut-être avaient des idéaux universels, les exemples sommaires ayant le rôle d'attirer l'attention qu'un ordre est également basé sur des fondements philosophiques.

La nature-même de l'État national souverain a été soumise à de multiples pressions, c'est bien connu : l'UE, en tant que projet politique non-achevé et dépourvu des attributs d'un État, approfondit un vide interne de légitimité et d'autorité, avec un déséquilibre de pouvoir au-delà de ses frontières. Ce n'est pas par accident que la Russie préfère traiter individuellement avec les États membres, et *les États-Unis demandent à quel téléphone on peut parler à l'autorité de l'UE*.

4. Préoccupé de concilier les défis du XXI^e siècle avec la recherche des racines de l'harmonie dont la planète a besoin, Henri Kissinger évoquait³ dès 2014 la nécessité de construire un ordre international partagé par ses acteurs (*a shared international order*), à partir d'un monde confronté avec des perspectives historiques divergentes, des conflits, du terrorisme, des idéologies extrémistes, mais aussi avec une prolifération de la technologie sans précédent. *Mais jusqu'à quel moment?*

L'ordre du monde est en transformation, même dans une possible migration de paradigme, une fois que la mondialisation est devenue accablante par l'ignorance des frontières nationales, respectivement de la souveraineté au sens classique du terme. La diplomatie veut réconcilier les intérêts nationaux dans le concept de « sans frontières », en promouvant en fait des idéaux appartenant à un nouvel *autre ordre*. Mais, attention, dans une confrontation entre les gagnants et les perdants de la mondialisation. Henri Kissinger soulignait dans l'œuvre citée que si les gagnants se contentent de réserves quant au fonctionnement de l'ordre, les perdants, à leur tour, cherchent des remèdes ou des solutions qui bloquent le fonctionnement du système économique mondial: « *L'ordre international se heurte ainsi d'un*

3 Kissinger, Henry (9 septembre 2014), *World Order*, Penguin Books Limited, USA.

paradoxe : sa prospérité est dépendante du succès de la mondialisation, mais le processus produit des réactions politiques qui vont souvent à l'encontre de ses aspirations »⁴.

5. Les effets de la crise financière ont déterminé la Commission Européenne à introduire, à partir de 2010, un nouveau cadre de coordination des politiques économiques – *le semestre européen* – qui, sur la base de prévisions macroéconomiques, peut valider ou non les objectifs de la stratégie *Europe 2020*. Par ce cadre technique, les États membres sont contraints de la responsabilité de réaliser quatre objectifs, mais, attention, le 2020 c'est demain (!) :

- a) *garantir des finances publiques rigoureuses*, tout en évitant des dettes gouvernementales excessives;
- b) *prévenir les déséquilibres macroéconomiques* et notamment leur progression vers des limites insoutenables;
- c) *passer à des réformes structurelles* pour un plus d'emplois, respectivement une croissance économique inclusive;
- d) *augmenter les investissements publics et privés*.
- e) *Soit-il suffisant pour le complexe tant dynamique qui gouverne les objectifs de la stratégie Europe 2020?*

6. La classification des pouvoirs européens poursuit les indicateurs économiques et la configuration de leur *classement* en termes d'autres dimensions suggère un nouvel ordre européen possible, qui présente le plus grand intérêt pour les petits et les moyens pays. Le cas de la Roumanie, pour ne donner qu'un exemple, révèle – et l'histoire le confirme malheureusement – son appartenance à la catégorie des pays qui « *bénéficient* » plus (pour ne pas dire « *obéissent* ») des arrangements de ceux puissants et se manifestent moins (*ou elle n'est pas laissée?*).

Ce qu'il faut c'est le talent de capitaliser les failles de dynamique, dans l'espoir que celles-ci ne vont pas l'étouffer, quelle que soit la direction de l'Union après le Brexit. Le sens de l'intégration européenne, en ce qui concerne ses principes directeurs, est avant tout de laisser tout le monde vivre mieux, à partir des citoyens aux États-nations, même si la critique de l'intégration est centrée sur la *contradiction entre les avantages de certains États membres et le retard des autres*, avec l'insistance presque exclusive sur la faute de ces derniers.

4 Idem.

La question essentielle est la suivante: Où est l'humanisme de la gouvernance de l'intégration européenne, si l'Union appartient à ses citoyens, et que doit-elle faire pour adresser les risques qui nous amènent devant de mauvaises leçons qu'on ne doit pas répéter? Sur le plan philosophique, l'intégration européenne est-elle un instrument de la continuité de l'humanité sur le continent vers une vie de qualité pour chaque individu ou non? La question est également valable pour ce que la mondialisation nous offre, quel que soit son chemin à partir de maintenant.

7. En conséquence, on pose la question « *L'UE vers où?* », avec les récents scénarios pour sa réforme, après les élections parlementaires européennes qui viennent de s'achever, la composition d'une nouvelle structure politique européenne et d'une nouvelle Commission Européenne, on l'espère, moins bureaucratisée. On y ajoute les préoccupations concernant les effets des négociations sur le Brexit, le désengagement des États-Unis dans la sécurité européenne (il ne s'agit pas de l'OTAN) et l'impasse du principe du multilatéralisme dans le commerce international, moteur du développement.

Il faut également rappeler l'aggravation de certaines guerres commerciales et monétaires, ainsi que l'opposition aux réformes de l'Union, manifestée par les coalitions gouvernementales de l'Allemagne, de l'Autriche ou de l'Italie. Pour tous ces impondérables trouvés en dynamique, l'UE n'a pas de solutions définitives de stabilisation, au-delà du dialogue politique, ce qui serait à l'avantage d'un acteur mondial de sa taille.

Les actions des pouvoirs traditionnels et émergents (la Chine, l'Inde, la Russie) poursuit la dispute de la richesse mondiale en dehors de l'UE, mais en profitant, dans les plus diverses modalités, des opportunités créées par une Union encore faible. C'est la raison pour laquelle nous avons plaidé et plaidons pour l'implication active de la Roumanie et des autres pays considérés de deuxième rang dans la réforme de l'UE⁵, comme une opportunité vaste d'ancrage dans le projet politique, notamment devant les risques géopolitiques que le changement de l'ordre international actuel peut imposer.

La zone euro reste au centre de l'attention, comme le noyau de la décision et le seul coagulant de l'ensemble de la structure de l'UE, bien que les réactions

5 Pop, Napoleon; Ioan-Franc, Valeriu (2017), *Evaluarea proceselor globalizării. Impactul acestora asupra României ca stat membru al Uniunii Europene (L'évaluation des processus de la mondialisation. Leur impact sur la Roumanie en tant qu'État membre de l'Union Européenne)*, Institut National de Recherches Économiques « Costin C. Kirişescu », Institut d'Économie Mondiale, Académie Roumaine.

contre la monnaie unique se multiplient, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

8. La réforme de l'UE devait se produire il y a environ trois décennies, notamment dans sa dimension financière / fiscale-budgétaire. À présent et dans la perspective immédiate, la zone euro deviendra un véritable champ de batailles, liées au vade-mecum touffu des disciplines financières, à leur surveillance et à la sanction en conséquence des déficits excessifs, découlant du *Pacte de stabilité et de croissance* (PSC). Pisani-Ferry dit que ce manuel est difficile à comprendre même pour un ministre des finances, sans parler des parlementaires qui devront voter des lois dans les pays membres de l'UE conformément à ce manuel. En conséquence, la nouvelle « force politique » de réforme consistera dans les dispositions améliorées du Pacte de stabilité, qui *devrait mettre des barrières au populisme croissant* et aux graves manquements dans les sanctions des excès des déficits budgétaires et du compte courant.

La question qui se pose⁶ est : Comment remplacer les sanctions applicables aux déficits budgétaires excessifs du moment qu'elles ne sont que des « actes sans valeurs » ? La meilleure menace serait l'exclusion forcée de la zone euro, ce qui signifie que la seule alternative des gouvernements irresponsables est de se conformer ou de partir. Mais, même dans cette situation, les conséquences sont difficiles à peser, lorsque l'irréversibilité de l'euro est soutenue par un mythe difficile à vaincre (le cas de la Grèce).

L'histoire prouve que tout est réversible, mais seulement avec le très dur dépassement de certains seuils de l'ordre. L'UE a déjà assisté au dépassement de certains seuils, produit à l'intérieur, mais a finalement opté pour la continuité du projet politique, la réversibilité s'avérant extrêmement coûteuse.

9. Les gouvernements et les créanciers qui financent les dettes doivent s'assumer les conséquences d'une éventuelle irresponsabilité si les gouvernements commencent à mettre en œuvre des mesures de restructuration des dettes publiques à des niveaux soutenables. Le volume de ces dettes et les coûts de leur restructuration entraînent une nouvelle division entre les États membres de l'UE, entre les pays développés et les pays en développement, où l'euro n'aura plus le même pouvoir d'escompter des dettes, justement à cause du non-respect du « caractère sacré » des règles fiscales-budgétaires. Ici il y a également la clé des euro-obligations communes à l'ensemble de l'UE. La meilleure solution serait un euro bien défini et prévisible en termes de mécanisme de résolution pour le financement des dettes, respectivement en

⁶ Pop, Napoléon; Ioan-Franc, Valeriu (2018), *Factorii configurării noii ordini globale (Facteurs de la mise en place du nouvel ordre mondial)*, Institut National de Recherches Économiques « Costin C. Kirişescu », Institut d'Économie Mondiale, Académie Roumaine.

termes de capacité d'investissement permettant de garantir le développement économique en tant que facteur de prévention d'une crise provoquée par un endettement public excessif, et non pas son paiement direct.

En ce qui concerne ce *mécanisme de résolution*, les débats se poursuivent avec l'option soit pour un *budget permanent de la zone euro*, soit pour un *fonds accumulé pendant les années de croissance économique et utilisé les années où les effets d'une crise économique doivent être atténués*, avant d'affecter le paiement normal des dettes publiques.

Une analyse de la BCE concernant l'opportunité financière de la transformation du *Mécanisme européen de stabilité* (MES) en *Fonds monétaire européen* (FME) semble être incompatible avec la législation de la zone euro et le *Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne* (TFUE). La proposition est de maintenir le nom de MES en tant qu'*institution de la zone euro*, au cadre de laquelle le FME ne devrait rester que l'*instrument de compensation* qui peut être déclenché pour un pays membre de la zone euro seulement sur la base de critères clairement définis.

Ce qui reste important c'est la vitesse de réaction, respectivement de transfert de l'argent vers un pays en crise imminente. Comme il ressort d'une série de débats sur ce sujet, le FME devrait être interprété comme une «*capacité d'investissement*», de sorte que le moment de la crise soit dépassé par les dépenses publiques complétées par le fonds respectif, dans des investissements stimulant la croissance économique et la création d'emplois. Dans de telles conditions, *la dette publique doit être financée par le résultat de la croissance économique, et non pas par le simple transfert de l'emprunt contracté au FME*.

Dans de nombreuses «maisons», l'ordre doit être rétabli, mais uniquement par un diagnostic correct de la situation factuelle. Le discours prononcé par le président de la France, partisan déclaré d'une Europe à plusieurs vitesses, devant le Parlement Européen en avril 2018, a été pertinent à cette approche. Il a notamment évoqué la situation en Europe, en affirmant que nous passons par *une guerre civile entre la démocratie libérale et la montée de l'autoritarisme*. Bien entendu, le populisme a dominé beaucoup des dernières élections au niveau européen et mondial et celles des États membres de l'UE, un populisme alimenté notamment par les problèmes de l'immigration, surtout si nous le considérons comme le principal responsable. Le populisme renforce également l'euroscpticisme, ce qui constitue une menace pour l'ordre existant dans l'UE, dans l'Europe, mais aussi au niveau mondial. Emmanuel Macron, par des phrases mémorables, a tenté de faire revivre la démocratie européenne, en rappelant que la nouvelle génération,

qui n'a pas connu les horreurs de la Seconde Guerre Mondiale, voit aujourd'hui de manière complètement différente l'Europe, avec une fascination vers l'libéralisme, de nature à instaurer un état de chaos.

10. La rhétorique concernant les États membres de l'UE ayant influence politique et économique majeure pour satisfaire tous ses membres ne constitue qu'une partie de ce que l'unité d'action de l'Union pourrait ramener sur le plan interne, mais aussi à l'extérieur. Nous pensons que c'est dans l'intérêt de nos pays (la Roumanie, le Portugal, l'Espagne) que l'UE réfléchisse sérieusement à leurs aspirations de devenir des acteurs mondiaux.

De ce point de vue, notre attention est attirée par un ouvrage⁷ élaboré par le *Conseil Européen sur les Relations Étrangères* (CERE). Partant des conclusions selon lesquelles l'ordre actuel fondé sur des règles libérales est en grand danger, l'Europe a un intérêt vital à continuer un système fondé sur des règles, ce qui implique repenser les éléments de l'ordre rapportés à un nouvel environnement mondial. Dans ce contexte, l'UE ne peut soutenir un ordre fondé sur des règles que dans la mesure où elle, en tant que puissance économique pertinente, assurera sa continuité interne et trouvera des alliés partageant la même mentalité, s'agissant de la préservation des valeurs libérales.

En récitant Emmanuel Macron, le président de la France, on remarque que le sens des réformes de l'Union doit conduire à une Europe qui «protège» et qui promeut «un multilatéralisme qui protège» les intérêts de sécurité et de prospérité des citoyens européens. Tel serait le message sur le contenu du futur ordre international dans la vision de l'UE. L'ouvrage élaboré par CERE suggère une stratégie en trois dimensions pour un futur ordre international :

- a) *La première dimension* doit convaincre que l'UE investira dans la défense de l'ordre libéral 2.0 sur le continent européen. Cela implique de renforcer sa capacité de défense et de résilience dans plusieurs domaines de politique communautaire et, attention, un effort pour *une nouvelle entente entre les gagnants et les perdants de l'intégration européenne au sein de l'Union*, une idée soutenue par certains auteurs et la source des animosités entre les États membres et la dérive de certains vers les forces centrifuges du projet politique européen. Après tout, cette division au sein de l'Union, en plus de celles enracinées (les États

⁷ Dworkin, Anthony; Leonard Mark (24 mai 2018), *Can Europe Save the World Order*, European Council on Foreign Relations, https://www.ecfr.eu/publications/summary/can_europe_save_the_world_order.

«core» et ceux périphériques, les forts et les faibles, les États du Nord et du Sud, etc.), semble être la plus grave du point de vue de l'objectif d'une Europe forte et unie, une fois que la démocratie commence à s'estomper, justement à cause de ceux qui se sentent perdants.

- b) *La deuxième dimension* de la stratégie annoncée concerne *la nécessité que l'UE explore les voies de développer une version adaptée d'un ordre basé sur des principes et des règles*. Comme l'UE n'a aucune intention de s'isoler du reste du monde, elle doit promouvoir un ordre qui assure les fondements pour la stabilité et le développement à long terme de l'Europe et non seulement. De ce point de vue, l'UE doit identifier autant de partenaires potentiels que possible, avec lesquels elle doit débattre et parvenir à un compromis sur les prémisses de l'ordre libéral 2.0.
- c) *La troisième dimension* de la stratégie de l'UE concerne *la sensibilisation à niveau global pour un ordre fondé sur des règles avec l'assimilation d'un minimum d'objectifs libéraux*, en partant des propositions des partenaires qui souhaitent les promouvoir. Le compromis est nécessaire, compte tenu de la mobilisation des États libéraux. *Leur puissance étant croissante, peut-il nuire à certains des idéaux européens?*

11. Nous restons captifs aux jugements du modèle économique européen traditionnel, dans lequel, comme nous l'avons montré⁸, les économistes n'ont pas progressé de manière radicale. Le bond en avant de la technologie numérique et les énormes bases de données accumulées influenceront fondamentalement la transformation de l'économie mondiale, ce qui posera de nouveaux défis significatifs et sans solutions encore pour les gouvernements et pour les responsables des politiques publiques. Nous aimons voir et juger les choses avec lesquelles nous avons opéré – guerres commerciales, guerres de devises, volatilité des cotations à la bourse, croissance des profits de corporations, etc. *Mais comment ne pas voir l'énorme stress auquel l'économie mondiale est soumise?*

Nous avons l'intuition d'une nouvelle crise, parce que la stabilité financière mondiale est toujours traitée au bénéfice de la perspective du doute. *L'augmentation du poids de l'économie numérique notifie que les «intangibles», les informations collectées par les médias numériques, les médias sociaux et l'économie circulaire apportent de plus en plus de valeur économique, tandis que les dépenses gouvernementales devraient se concentrer sur les problèmes de*

8 Ioan-Franc, Valeriu; Pop, Napoléon (2018), *Order wherever?*, Caiete critice no 10/372, pp. 74-80, FNSA, Académie Roumaine.

ceux qui ont été affectés par la mondialisation.

Il convient de noter que l'économie numérique a fait de nombreux percements, à l'exception des taxes et impôts qu'elle ne paie pas (au moins, tel est le cas de la Roumanie), même si elle devrait les supporter. Cette discordance a fait Margareta Drzeniek-Hanouz affirmer que seule «*la mort reste une certitude*», tant que l'ensemble du système économique ne passe pas par une révision totale, avec la question suivante : *La thèse selon laquelle seuls les marchés peuvent affecter efficacement les ressources reste-elle valable?* La mesure du PIB, quelles que soient les améliorations méthodologiques qu'il a subies pour représenter la totalité de la production, de la richesse produite pendant une année, ne tient pas compte des aspects devenus importants pour la société: l'égalité, la mobilité, la soutenabilité, la durabilité, etc. *Le PIB ne dit pas aux gouverneurs comment assurer une vie meilleure, plus longue, plus saine, plus riche et plus sûre.*

Selon Drzeniek-Hanouz, ces aspects, dans le contexte des triomphes technologiques rapides et profonds, inhibent la manière d'action des gouvernements et leur capacité de réaction, car il existe un manque de recherche de transition permettant de comprendre à temps le choc que nous subissons.

12. *Le monde est en train de changer*, et la façon dont il évolue concerne également les grands États et les petits États, et même les États prétendant être superpuissance et grande puissance. *Personne n'est exempté des nouveaux défis, ni la Roumanie, ni le Portugal, ni l'Espagne, ni la Russie*, afin de parvenir à une relation normale avec les sensibilités que nous sombrons.

Pour les petits États, le calme – dont le changement a besoin – est en péril parce que chaque État s'inquiète d'une évaluation correcte de son propre poids stratégique, par rapport à la force d'endurance de l'économie de l'arrière, afin d'éviter toute ambition et stridence en matière de politique étrangère.

Ne pas répondre à cette responsabilité serait contraire à notre existence-même. L'oubli de la part des générations qui n'ont pas été témoins aux leçons de l'histoire est le plus grand ennemi de tout développement meilleur qu'aujourd'hui. C'est aussi *la quintessence de la question qui suit* et à laquelle j'ai cherché une réponse, au moins une réponse de nature de l'ambiguïté constructive.

Un changement ordonné ou non de l'ordre? Reste la principale question du moment, les événements soulignant, malheureusement, que les deux chemins sont encore ouverts ou possibles. L'agenda de l'humanité est devenu

complexe (nous y ajoutons les changements climatiques, le terrorisme, le monde numérique / cybernétique, les migrations, la prolifération des armes nucléaires, etc.) et dépasse pratiquement les ressources de tout État, quel que soit son degré de développement, pour être appliqué. Ni les ressources annuelles de tous les pays ne suffisent pas, sauf dans une programmation multi-annuelle convenue entre tous les États du monde, peut-être même pour des décennies.

Le paradigme économique actuel conduit à l'asphyxie de la planète, à la disparition de l'homme dans un cataclysme lent, mais équivalant aux effets d'un conflit nucléaire. L'agenda mondial a cependant besoin d'un *leader* pour chaque problème véritablement abordable. Ce *leadership* – qui manque au niveau européen – doit être inventé, accepté et investi avec confiance, au-delà de toute ambition. Peut-être que, de cette manière, avec chaque point de l'agenda mondial sous la coordination et le contrôle d'un pouvoir mondial crédible, nous pouvons espérer à la coagulation d'un changement ordonné de l'ordre international, *dans lequel on attend non seulement des avantages, mais aussi des contributions bien comprises de la part des partenaires mondiaux, quelle que soient leur taille et leur puissance. Et, bien, des responsabilités.* Il semble que nous sommes au moment d'une échéance à laquelle quelque chose doit être restitué à la planète, face à la vitesse incontrôlable d'utiliser ses ressources de manière extensive. Nous devons espérer à un ordre pour laisser le temps au redressement de la planète, un processus comprenant aussi la «restauration» de l'être humain, dans laquelle la spiritualité et les valeurs comptaient très beaucoup par rapport au glissement vers tout ce qui est quantitatif, sans l'étincelle de la qualité de la raison humaine.

Mais jusque-là, la question qui reste et qui nous concerne tous, dans le contexte de notre réunion, est la suivante: Où est l'humanisme de la gouvernance de l'intégration européenne si l'Union appartient à ses citoyens et qu'est-ce qu'elle doit faire pour adresser les risques qui nous amènent devant de mauvaises leçons qu'on ne doit pas répéter? L'intégration européenne est-elle un instrument de la continuité de l'humanité sur le continent vers une vie de qualité pour chaque individu ou non?

Références

- Dăianu, Daniel (27 mars 2018), *Se schimbă ordinea economică mondială. Încotro mergem? (L'ordre économique mondial est en train de changer. Où allons-nous ?)*, <http://www.ziare.com/economie/comert/se-schimba-ordinea-economica-mondiala-incotro-mergem-1507341>
- Desai, Pooran; Schoon, Nicholas (mai 2018), *The Future of GDP. How GDP Fails the Environment and How to Fix It*, Credit Suisse Research Institute, <https://www.credit-suisse.com/media/assets/private-banking/docs/uk/the-future-of-gdp-en.pdf>
- Drozdiak, William (2017), *Fractured Continent: Europe's Crises and the Fate of the West*, W.E. Norton & Company.
- Dungaciu, Dan (2017), *România în era globalizării (La Roumanie à l'ère de la mondialisation)*, le projet no 11 de la Stratégie de développement de la Roumanie pour les 20 prochaines années, Synthèse, Éditions de l'Académie Roumaine.
- Dworkin, Anthony; Leonard, Mark (24 mai 2018), *Can Europe Save the World Order*, European Council on Foreign Relations, https://www.ecfr.eu/publications/summary/can_europe_save_the_world_order
- Friedman, George (16 mai 2018), *The Role of Political Leaders*, GPF – Geo-political Futures, <https://geopoliticalfutures.com/role-political-leaders/>
- Gil Aluja, Jaime (2016), *Le long chemin vers l'Europe de l'avenir*, en « Penser l'Europe. Un regard vers le passé, un espoir pour l'avenir », FNSA, Académie Roumaine. <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/05/09/the-si-biu-declaration/>
- Ioan-Franc, Valeriu; Pop, Napoléon (2018), *La confusion des idéologies ou les idéologies en confusion (Confusion of Ideologies or Ideologies in Confusion)*, Caiete critice no. 12/374, pp. 73-80, FNSA, Académie Roumaine.
- Ioan-Franc, Valeriu; Pop, Napoléon (2018), *La question des inégalités (The Question of Inequality)*, Caiete critice no 11/373, pp. 73-80, FNSA, Académie Roumaine.
- Ioan-Franc, Valeriu; Pop, Napoléon (2018), *Order wherever?*, Caiete critice no 10/372, pp. 74-80, FNSA, Académie Roumaine.
- Kissinger, Henry (9 septembre 2014), *World Order*, Penguin Books Limited, États-Unis.
- Martínez Arranz, Alfonso; Winand, Pascaline; Doyle, Natalie J. (mai 2010), *New Europe, New World ? The European Union, Europe and the Challenges of the 21st Century*, PIE Peter Lang.

Piketty, Thomas (août 2013), *Capital in Twenty-First*, Éditions du Seuil, Harvard University Press.

Pop, Napoléon; Ioan-Franc, Valeriu (2017), *Evaluarea proceselor globalizării. Impactul acestora asupra României ca stat membru al Uniunii Europene (Évaluation des processus de la mondialisation. Leur impact sur la Roumanie en tant qu'État membre de l'Union Européenne)*, l'Institut National de Recherches Économiques « Costin C. Kirițescu », Institut d'Économie Mondiale, Académie Roumaine.

Pop, Napoléon; Ioan-Franc, Valeriu (2018), *Factorii configurării noii ordini globale (Facteurs de la mise en place du nouvel ordre mondial)*, Institut National de Recherches Économiques « Costin C. Kirițescu », Institut d'Économie Mondiale, Académie Roumaine.

Pop, Napoléon; Ioan-Franc, Valeriu (2018), *Factorii prefigurării unei noi ordini globale (Facteurs de la préfiguration d'un nouvel ordre mondial)*, Caiete critice no 9/371, pp. 74-80, FNSA, Académie Roumaine.

Wirtz, Bill (avril 2018), *Emmanuel Macron, the New King of Europe?*, The American Conservative, <https://www.theamericanconservative.com/articles/emmanuel-macron-the-new-king-of-europe/>

Woods, Ngaire (26 février 2018), *International Cooperation 2.0*, Social Europe, <https://www.socialeurope.eu/tag/prosyn/page/4>



12. VALORISER LES IDENTITÉS CULTURELLES DANS LES PROCESSUS GLOBAUX^{*}

1. L'Académie Roumaine – 150 ans dès sa fondation

2. Deux projets majeurs : «La valorisation des identités culturelles dans les processus globaux» et «Culture roumaine et modèles culturels européens: recherche, synchronisation, durabilité»

^{*} Acte académique solennel commun entre la Fondation les Trois Cultures de la Méditerranéenne et L'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières (Barcelona Economic Network) / Solemne Acto Académico conjunto entre la Fundación Tres Culturas Del Mediterráneo y la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras (Barcelona Economics Network), *Le défi de la prospérité partagée. Rôle des trois cultures au XXIe siècle / El reto de la prosperidad compartida. Papel de las tres culturas ante el Siglo XXI*, Séville, Espagne, 22 et 23 mars 2018

Il peut sembler curieux le sujet de mon intervention sur les identités culturelles dans les processus globaux lors d'une réunion d'une nouvelle institution savante de recherche, comme Barcelona Economics Network. Mais j'ai été encouragé à choisir ce sujet par la dernière phrase du document programmatique de ce club de recherche de l'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières de l'Espagne. Le 19 novembre 2017, Son Excellence, le Président Jaime Gil Aluja, consignait – je cite le site officiel de RACEF: *«Nous espérons que ce projet sera désormais le résultat d'un réseau d'amitiés et de préoccupations responsables sur l'avenir de nos sociétés que nous avons baptisé avec le nom de Barcelona Economics Network (BEN), réseau international de recherche économique, ayant comme axes centraux; l'homme, la liberté et la science: l'humanisme».*

Dans ce contexte, permettez-moi de retenir l'attention de l'illustre réunion, siégée par la Fondation des Trois Cultures Méditerranéennes, en présentant quelques uns des principaux projets déroulés à l'Académie Roumaine. Bien sûr, afin d'entrevoir, de cette expérience, des projets communs possibles qui pourraient être développés à l'avenir par BEN.

12.1. L'Académie Roumaine – 150 ans dès sa fondation

On connaît bien les préoccupations de l'Académie Roumaine d'être, comme toute académie nationale de sciences, au service de la nation. En 2016, l'Académie Roumaine a célébré 150 ans dès sa fondation, une institution encore jeune par rapport aux autres académies de sciences européennes. Toujours une institution des consacrés, l'Académie Roumaine gère aussi la recherche fondamentale. Au fil des années, elle a rempli ses missions assumées, et je voudrais mentionner ici: la réalisation du Dictionnaire général de la langue roumaine, le Traité d'histoire des Roumains, l'Atlas linguistique des provinces roumaines, la géographie de celles-ci et plus encore. Après l'année 1989, un trait caractéristique de la recherche académique a été celui que ses chercheurs ont été à l'avant-garde des défis de la fin du XXe siècle et le début du XXIe siècle. J'ai en vue ici trois ou quatre points de référence de

la transition vers l'économie de marché en Roumanie et la configuration de son chemin vers l'OTAN et l'Union Européenne: *L'Esquisse de transition vers l'économie de marché en Roumanie* (avril 1990), la *Stratégie nationale de préparation de l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne* (Snagov, juin 1995), la *Stratégie nationale de développement de la Roumanie à moyen terme – 2004* (Snagov 2, mai 2000) et la *Stratégie du développement durable de la Roumanie à l'horizon 2025* (novembre 2004), documents confiées à l'Académie Roumaine, afin de les appuyer sur la base de la recherche économique et sociale. Tous ces documents de planification stratégique ont été ensuite soumis au facteur politique, qui les a adoptés, soit par déclarations politiques de consensus, soit par des programmes gouvernementaux. Proprement dit, les démarches vers la nouvelle Roumanie n'ont pas été décidées uniquement par le facteur politique, mais soumises au facteur politique pour l'adoption et la mise en œuvre après des projets de recherche académique.

Par la participation active aux exercices de planification stratégique du parcours du pays, qui ont pris fin par un consensus politique et social-national, l'Académie Roumaine a exprimé, une fois de plus, son attachement et engagement d'être toujours au service de la nation. On peut affirmer que, grâce à ces contributions, la Roumanie est actuellement partie contractante en tant que pays membre à pleins droits au plus grandiose projet politique européen, l'Union Européenne.

12.2. Deux projets majeurs : «La valorisation des identités culturelles dans les processus globaux» et «Culture roumaine et modèles culturels européens: recherche, synchronisation, durabilité»

Je viens donc devant vous, à cette première réunion de BEN, avec deux projets de l'Académie Roumaine.

a. Le premier, déjà accompli, a été déroulé pendant cinq ans, ayant pour objectif: l'amélioration des possibilités de développement de la recherche dans le domaine des sciences socio-économiques et humanistes, en engendrant un cadre de support pour 152 chercheurs, en vue de participer à des programmes postdoctoraux de niveau européen, y compris par la promotion de la coopération transnationale et de certaines mobilités dans l'espace européen de la recherche et de l'enseignement supérieur. L'effet positif à long terme: la consolidation et l'impulsion du secteur de la recherche socio-économique et humaniste en Roumanie au profit de l'économie roumaine; l'assurance d'un avantage concurrentiel durable; la réduction des écarts de développement entre la Roumanie et les autres pays de l'Union Européenne.

Sa thématique a tenu compte des domaines suivantes: «philologie-littérature», «histoire et archéologie», «philosophie, théologie, psychologie, pédagogie», «art, architecture et audiovisuel», «science de l'information», «sociologie de la culture», «économie de la culture», «sciences juridiques», «anthropologie», «ethnographie et folklore».

Mis en œuvre en deux étapes, 2010-2013 – **«La valorisation des identités culturelles dans les processus globaux»** et 2014-2016 – **«Culture roumaine et modèles culturels européens: recherche, synchronisation, durabilité»**, le projet a été financé par les Fonds communautaires. Le projet a reposé sur l'achèvement d'un concours de projets individuels de recherche dans les domaines spécifiés ci-dessus, ouvert pour tous ceux qui ont passé la sélection scientifique.

L'essentiel sur notre projet de recherche académique dans le domaine des sciences sociales et humaines peut être résumé comme suit:

- **Le plus cohérent programme de recherche académique de Roumanie dans le domaine des sciences sociales et humaines.** Qui parcourt au moins les 152 titres des projets individuels arrive certainement à cette conclusion, confirmée par les qualificatifs dont on a évalué les résultats finaux des recherches: 106 des diplômés ont obtenu le qualificatif maximum, correspondant à l'évaluation d'excellence, fait qui ne devrait pas surprendre du moment que le groupe cible a été composé – en proportion de 80% – de titulaires de doctorat qui ont obtenu le titre académique *magna* ou *summa cum laude*!
- **Une expansion importante de chercheurs de notre Académie dans l'espace universitaire et de recherche de l'Europe communautaire.** Les membres de notre groupe cible ont regardé avec une grande responsabilité leur présence dans cet espace: ils sont allés dans 18 des 26 pays de l'UE. Je ne parle pas seulement de Londres, Paris, Rome ou Berlin et Madrid. La recherche académique s'est déroulée aussi en Finlande et en Lettonie, en Estonie et en Lituanie, en Bulgarie et en Hongrie ou en Slovénie, en Pologne et dans la République Tchèque. 138 institutions de recherche et d'enseignement universitaire ou d'ONG européennes de notre aire curriculaire ont reçu des stagiaires dans ce projet.
- Mentionnons ici que notre projet a donné du courage aux 152 jeunes chercheurs roumains stagiaires en Europe. Le contentement est venu en conséquence, par près de 350 communications scientifiques présentées à l'étranger et plus de 250 articles dans des revues indexées

dans des bases des données internationales, même si – attentions! – nous parlons de sciences sociales et humaines: philologie-littérature; sciences historiques et archéologie; philosophie, théologie, psychologie, pédagogie; arts, architecture et audiovisuel; science de l'information; économie et sociologie de la culture; anthropologie; ethnographie et folklore.

- Subsumé à la mobilité intellectuelle de nos chercheurs dans l'espace universitaire, **un cycle de conférence** a facilité les débats sur quelques-uns des plus importants défis capables de s'inscrire dans l'agenda de notre projet: **L'égalité des chances dans la culture européenne; Centre et marginalité dans la culture européenne; Diplomatie culturelle – culture du dialogue; La propriété intellectuelle et la mondialisation; Le rôle de l'États dans le soutien de la culture; Culture et économie; Le modèle culturel roumaine et les modèles culturels européens; La gestion du patrimoine culturel.** Un curriculum couvert de plus de 50 grandes personnalités de la culture européenne, qui se sont présentées à notre tribune académique pour compléter une image à l'Européenne sur la diversité problématique de notre espace culturel. Nous citons: *Acad. Eugen Simion*, ancien président de l'Académie Roumaine, président de la Section de philologie et de littérature de l'Académie Roumaine, *Prof. Dr. Serge Fauchereau*, critique et historien littéraire, essayiste, Paris, France, membre honoraire de l'Académie Roumaine; *Prof. Dr. Michael Metzeltin*, linguiste, spécialiste en langues romaines à l'Université de Vienne, Autriche, membre honoraire de l'Académie Roumaine et de la RACEF Barcelona; *Acad. Evangelhos Moutsopoulos*, philosophe, Académie d'Athènes, Grèce, membre honoraire de l'Académie Roumaine; *Prof. Dr. Dan Popescu*, économiste, écrivain et essayiste, Université «Lucian Blaga» de Sibiu, Université de Bucarest; *Acad. Jaime Gil Aluja*, président de l'Académie Royale Espagnole des Sciences Economiques et Financières de Barcelone, Espagne, membre honoraire de l'Académie Roumaine; *Acad. Thierry de Montbrial*, fondateur et président de l'Institut Français des Relations Internationales, membre de l'Académie de Science Morales et Politiques, membre honoraire de l'Académie Roumaine et de RACEF Barcelona; *Prof. Virgil Tănase*, écrivain, dramaturge, metteur en scène, critique et historien littéraire, essayiste, Paris, France; *Prof. Dr. Jaime Gil Lafuente*, Université de Barcelone, Faculté d'économie; *Acad. Răzvan Theodorescu*, ancien ministre de la culture de Roumanie; *Prof. Dr. Erna Hennicot-Schoepges*, ancienne ministre de la culture, de la recherche scientifique et des cultes, Luxembourg; *Acad. Jaques De Decker*, Académie Royale de Langue et de Littérature

Française de Belgique, membre honoraire de l'Académie Roumaine; *Ion Caramitru*, comédien, directeur du Théâtre National « I.L. Caragiale » de Bucarest, ancien ministre de la culture; *Son Eminence M. Ioan Robu*, archevêque Métropolitain de Bucarest, membre honoraire de l'Académie Roumaine; *Acad. Dinu C. Giurescu*, historien; *Prof. Gissèle Vagnese*, Université de Calabre, Italie; *Varujan Vosganian*, ancien ministre de finance et vice-président de l'Union des Écrivains. Nous n'avons pas cherché des orateurs ponctuellement placés sur les sujets des recherches individuelles des participants au projet. Nous avons essayé de construire avec les titulaires des conférences un espace tant soit confortable pour des débats actifs, voués à promouvoir l'esprit créatif pour chacun des participants, conformément à la thématique générale du projet.

- **Le plus ample programme éditorial ciblée sur le même horizon pendant la dernière décennie de l'Académie Roumaine**, et d'après ce que je le sais, de la Roumanie. Au cours des cinq années on a produit 152 livres originaux, qui mettent en valeur les rapports finaux de recherche, édités par les Editions du Musée National de Littérature Roumaine. 46 bibliothèques de Roumanie ont déclaré par écrit leur intérêt de recevoir ces ouvrages, et 130 institutions européennes ont reçu les ouvrages.
- *Le résultat final* et, au fond, le plus important l'objectif atteint par le projet présenté, a été le succès dans la carrière de recherche et d'enseignement universitaire de la plupart du groupe de bénéficiaires des bourses académiques. Cela a signifié une grande satisfaction pour moi-même, en tant que directeur du projet exposé, mais aussi pour l'Académie Roumaine. Beaucoup de chercheurs ont été promus dans des positions importantes, et je note ici: directeurs d'institutions muséales importantes (par exemple, le Musée d'histoire de Bucarest, le Musée national de la littérature roumaine et le Musée des Âges de Bucarest, le Musée Eminescu d'Ipotești), doyens de certaines universités de prestige (par exemple, la Faculté de Lettres et d'Arts de Sibiu, Université « Titu Maiorescu » de Bucarest), directeurs de certains instituts de recherche académique (par exemple, les Instituts de linguistique et de théorie littéraire de l'Académie Roumaine, l'Institut National de Recherches Économiques), ainsi que la promotion comme professeurs et maîtres de conférence universitaires, ou chercheurs seniors aux plus hauts niveaux. Dans son ensemble, le projet a été considéré un «sauveur» pour le progrès en carrière dans le domaine des sciences humanistes et l'expression de celles-ci au niveau requis dans l'espace européen de la recherche et de l'éducation universitaire.

- Une autre chose à retenir aussi, est que beaucoup de participants au projet l'ont considéré comme essentiel, salvateur pour la recherche académique roumaine et, en même temps, **«un espace de dialogue au plus haut niveau et de la plus haute qualité professionnelle»!**

b. Le deuxième projet a été lancé même quelques jours avant notre arrivée à la réunion de BEN à Séville, ayant comme objectif les efforts nationaux pour l'adhésion de la Roumanie à l'Union Monétaire. Il s'ouvre dans le nouveau contexte géopolitique européen et ayant en vue l'importance de la réforme de l'Union européenne pour chaque État membre. Il s'agit de la concrétisation des objectifs sociaux, économiques et de sécurité commune. L'Académie Roumaine considère qu'il est nécessaire de s'impliquer dans l'établissement du parcours vers l'adoption de la monnaie européenne – l'euro – par la Roumanie dans un délai le plus réaliste possible.

L'Académie Roumaine considère aussi que l'expertise de ses instituts de recherche est appropriée pour promouvoir les intérêts de la Roumanie dans le processus de réforme de l'Union européenne, l'objectif étant l'avenir de la zone euro, pilier fondamental de la construction de l'Union économique et monétaire. L'implication et la concentration des ressources scientifiques académiques pour atteindre cet objectif constituent le fondement de l'établissement d'un nouveau projet d'intérêt national, à savoir **«Le renforcement de la convergence économique et monétaire de la Roumanie avec les États membres de l'Union européenne – une démarche nécessaire»**, en mettant l'accent sur le renforcement de la convergence réelle soutenable, et les étapes à parcourir par la réforme de l'Union économique et monétaire.

Le rôle de la recherche académique dans ce nouveau projet consistera principalement dans l'organisation du débat public pour connaître les avantages ou les inconvénients du processus d'intégration dans l'Union économique et monétaire (UEM), en redonnant la confiance sociale dans cette démarche. Nous croyons que l'approche académique d'un tel objectif n'est pas loin, en fait, du premier projet dont j'ai parlé dans l'ouverture de mon intervention. Bien que l'adoption de l'euro semble être un éloignement de «la mise en valeur des identités nationales» par cession de souveraineté, mais notre approche a en vue l'éducation sociale en raison que l'euro deviendra «la monnaie des Roumains», et ne sera plus, comme à l'heure actuelle, «une monnaie de l'Europe», étrangère pour nous et sans signification nationale. Notre préparation pour l'adoption de l'euro doit refléter le fait que la Roumanie est un partenaire actif en tant qu'État membre de l'UE, responsable et crédible des démarches pour plus d'Europe. L'euro ne peut être qu'un investissement politique à moyen et long terme, parce que l'avenir européen de la Roumanie en ce qui concerne la stabilité de l'ancre vers le centre politique

de l'UE, ne peut être lié que de la qualité de la Roumanie d'État membre de la zone euro. Les défis et les opportunités de la mondialisation peuvent être mieux assumés et mis en valeur par la qualité d'État membre d'une Union devenue un acteur mondial.

D'un réel bénéfice, dans l'entier parcours de notre programme, sera la connaissance de l'expérience des collègues des autres pays membres de l'UE (Autriche et Espagne, par exemple), qui ont rejoint l'initiative de RACEF pour constituer le BEN. Cela peut même être une bonne occasion pour une recherche commune, complexe, dans le cadre de BEN, sur le fonctionnement de l'euro à plus d'une décennie qu'on a lui conféré le pouvoir circulaire, sur les effets de la crise financière et économique récente que l'espace communautaire a passé ces dernières années. N'oublions pas le cri de désespoir de certains États membres de l'UE depuis le début de la crise: «tombe l'euro, tombe l'UE», et aussi la réponse de Mario Draghi, le président de la BCE concernant son engagement «de faire tout ce qui est nécessaire pour sauver l'euro de l'irresponsabilité des gouvernements de certains États membres, qui n'ont pas respecté les dispositions du pacte de stabilité et de croissance (PSC) et les règles de coopération économique, par une politique monétaire non-orthodoxe (d'assouplissement quantitatif – QE)». Espérons pourtant que cela ne concerne pas seulement les revenus et la consommation de la population! Voici, en quelques mots, des objectifs pour la recherche académique, y compris pour notre groupe, si généreusement constitué par RACEF.

Chers amis,

En vous remerciant pour votre attention, je cite de nouveau SEM le Président Jaime Gil Aluja qui, plusieurs fois nous a encouragés pour agir afin de faire face aux défis de la modernité qui nous embarrassent. Que le Bon Dieu nous donne de la sagesse et de l'agilité pour remplir nos tâches!



13. LES «-ISMES» ET LEURS RACINES *

1. *Démocratisation et mutations structurelles et de pouvoir économique – dimension-clé de la mondialisation*
2. *L'inégalité – facteur déclencheur et nourrissant des «-ismes»*
3. *Le niveau économique de la Terre – une autre ressource pour l'apparition des «-ismes» noirs !*

Références

* XIIIème Acte académique international de l'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières – Barcelona Economic Network (BEN) / XIII Acto Académico Internacional de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras – Barcelona Economics Network (BEN), *Les défis de la nouvelle société complexe: humanisme, transhumanisme, dataïsme et autres ismes / Desafíos de la nueva sociedad sobrecompleja: humanismo, transhumanismo, dataísmo y otros ismos*, Barcelone, 15-16 novembre 2018

13.1. Démocratisation et mutations structurelles et de pouvoir économique – dimension-clé de la mondialisation

L'homogénéisation souhaitée des approches géopolitiques, en même temps que l'entrée de plusieurs pays captifs dans le système totalitaire jusqu'en 1989 dans de nouvelles familles – l'Union européenne, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation pour la coopération et le développement économique, le Traité de l'Atlantique du Nord – ne s'est pas produite tel que prévu. Une ignorance de la diplomatie préventive par les deux parties, mêlée à une précipitation pleine de crédulité (expliquée jusqu'à une certaine limite), a créé de nouveaux antagonismes au-delà de ceux existants, catalogués en «conflits gelés».

La démocratisation d'une partie croissante de l'humanité, accompagnée par des mutations structurelles et de pouvoir économique, a constitué, à notre avis, la dimension-clé de la mondialisation, *devenue la forme la plus récente de mondialisation, comprenant à la fois le politique, l'économique, la technologie, la culture, les communications et la connaissance.*

Le contenu de la mondialisation a commencé à être mieux compris à travers l'économie comportementale, à travers le rôle du social qui soutient la formation d'une gouvernance par des voies démocratiques. Au sens le plus large, la gouvernance a cependant besoin non seulement d'*objet* (généralement des promesses mal remplies du politique concernant la gestion des ressources limitées), mais aussi de *sujet* – l'homme, le seul créateur de valeur ajoutée, quelle que soit l'avance de la technologie. L'économie comportementale montre que le paradigme sociétal ne vient pas de l'extérieur de l'action humaine, mais la représente. Elle est le reflet d'un modèle d'interaction humaine, dictée par un ensemble de valeurs compatibles avec la manière dont celles-ci sont perçues par les individus. Seulement une politique de croissance orientée vers une équité plus grande et socialement inclusive dans un monde interdépendant peut apporter à l'humanité une nouvelle vague de progrès, en valorisant les nouvelles technologies dans un climat de

coopération mondiale. Ceux qui décident, par les formes de représentation démocratique, devraient être préoccupés d'une combinaison sans précédent entre le respect des valeurs et la promotion d'une politique visant à garantir le progrès souhaité. Les préoccupations réelles y ont été et y sont, mais en dessous des attentes de beaucoup (Pop, N. ; Ioan-Franc, V., 2018b).

Encouragé par le président de RACEF, Acad. Jaime Gil Aluja, l'initiateur et l'animateur du réseau de Barcelona Economics Network (BEN), que nous avons invoqué lors de notre intervention de l'année dernière¹, nous avons dressé, pour notre intervention d'aujourd'hui, l'inventaire des «-ismes» auxquels l'Europe et, en général, le monde globalisé sont confrontés. J'ai retenu, pour les mettre, peut-être, en question à BEN, dans des projets de recherche: l'*humanisme* oublié; le *patriotisme* généreux et ouvert par opposition à son concept mal compris; le *nationalisme* bien défini, justifié et bien constitué par rapport au *populisme* mélancolique; l'*individualisme* par rapport à l'*altruisme*; le *radicalisme* construit sur l'inégalité et l'iniquité, en ignorant le social; le *protectionnisme* contre le *mondialisme*; l'*isolationnisme* contre le *synchronisme*; le *totalitarisme* avec sa magnitude, le *totalitarisme jumeau* (fascisme-communisme); le *barbarisme*; l'*unilatéralisme*; le *nihilisme*; l'élitisme; l'*illibéralisme*; le *scepticisme*; l'*euroscepticisme*; le *pluralisme*; le *conservatisme*; l'*occidentalisme*; le *protectionnisme*; le *globalisme* et autres similaires.

En réfléchissant à la recherche des sources, des causes, des racines de tous ces «-ismes» auxquels nous sommes confrontés chacun d'entre nous et les uns contre les autres, nous avons essayé, avec notre ami et confrère Napoléon Pop², le directeur scientifique de l'Institut d'économie mondiale de l'Académie roumaine, de formuler un possible synthétique point de départ pour déchiffrer le fondement géopolitique et géo-social sur lequel leurs facteurs favorables se manifestent, lors du passage de l'ordre actuel vers un ordre future, sur lequel, toutefois, nous ne faisons que des propositions.

Si on regarde les mouvements de résistance de toute sorte (radicalisme, populisme, xénophobie, etc.), y compris ceux ayant l'effet d'émergence de partis radicaux et de leurs représentants dans les parlements, on constate un dérapage significatif justement par rapport aux règles sociétales auxquelles

1 V. Ioan-Franc, *Valoriser les identités culturelles dans les processus globaux*: «...Barcelona Economics Network (BEN), réseau international de recherche économique, ayant comme axes centraux l'homme, la liberté et la science: l'humanisme», dans *El reto de la prosperidad compartida. Papel de las tres culturas ante el siglo XXI*, Ed. RACEF, 2018, p. 109.

2 Prof. dr. Napoleon Pop, Directeur scientifique de l'Institut d'économie mondiale de l'Académie roumaine.

nous étions habitués, mais aussi *une dérive des valeurs* dans lesquelles nous vivons. Même *l'introversion des États* vers leurs problèmes internes, sous l'influence des effets des crises multiples à caractère international, mondial, global (économique, financière, de la dette publique, de la migration et des réfugiés) dénote la concentration de la gouvernance nationale sur le social propre. C'est bien, c'est mauvais? La réponse n'est pas à portée de la main, si nous acceptons une certaine symétrie entre le temps nécessaire pour généraliser la coopération internationale et son démantèlement. Si une telle ré-focalisation sur le national n'a pas lieu, les gouverneurs perdent le pouvoir et implicitement la réalisation des objectifs de la gouvernance (d'ordre interne et externe).

Qu'est-ce que bouleverse essentiellement le social présent? C'est la question à laquelle nous essayons de répondre. À notre avis, même le fondement sur lequel se manifestent les facteurs de changement de l'ordre international est représenté par deux phénomènes étroitement corrélés et en synergie: (i) le problème de l'inégalité des revenus et le mode de concentration de la richesse; (ii) la confusion idéologique dans laquelle nous vivons, par laquelle les mesures de politiques publiques deviennent un amalgame difficile à positionner à la gauche, à la droite ou aux extrêmes de celles-ci.

13.2. L'inégalité – facteur déclencheur et nourrissant des «-ismes»

(i) En abordant *le problème de l'inégalité* en tant que facteur déclencheur et nourrissant de la multitude d'«-ismes» inventoriés et, bien sûr, d'autres, nous définissons les relations interhumaines assumées dans un système politique et économique qui ne produisent plus, de manière égale, au même niveau de qualification et de travail, un confort de vie pour les membres de la société, conformément aux standards reconnus et acceptés. L'effet connu est *la polarisation selon les revenus et la richesse*, leur concentration entre les mains d'une petite population, la disparition de la classe moyenne et la poussée de celle-ci vers la pauvreté et l'exclusion.

Le problème de l'inégalité et de ses solutions est crucial à présent pour l'humanité, au-delà des solutions traditionnelles entre l'État du bien-être – tant clamé – et l'assurance des voies et des moyens minimes de vie pour une population en croissance à l'intérieur du même État.

Ce qui intrigue c'est que le progrès technologique comme facteur de progrès de l'humanité, à coté de la croissance économique ne réduisent que de manière relative ce phénomène, ce que signifie qu'il en fait se multiplie et se disperse. Des politiques sociales devenues de plus en plus chères, à partir du revenu de base jusqu'à l'idée de l'argent «dispersé par l'hélicoptère»,

n'ont pas des effets soutenables sur la réduction de l'inégalité et, selon certaines analyses, toutes ces bonnes intentions à première vue peuvent nous conduire à des pièges dangereux où l'agitation sociale ne se calme pas, mais peut être amplifiée.

La racine, la cause de l'inégalité est identifiée de plus en plus dans le système économique capitaliste réel, par lequel on devrait comprendre beaucoup plus que sa définition des manuels d'économie. Une analyse à cet égard, avec des références et des nuances historiques, pragmatiques, mais aussi philosophiques, nous offre l'ouvrage de Jason W. Moore (professeur à l'Université de Binghamton) et Raj Patel (professeur à l'Université de Texas): «*A History of the World in Seven Cheap Things*» (Une histoire du monde en sept choses pas chères). Nous sommes aussi à la confluence de certaines idéologies dont l'analyse peut nous conduire aux confusions ou pièges, en perdant de vue le sociétal, la société, le social, l'économie, tout ce qui assure la complétude de l'existence humaine, comme hommes avec dignité et qui doivent jouir du respect des semblables. Les hommes ont changé le monde, l'ont placé dans des ordres par leur interaction commune et par leur interaction avec la nature, cette dernière étant définie comme environnement, système climatique, biosphère, etc., tous étant limité. Nous sommes d'accord avec cette façon d'interpréter le sujet *homme* par rapport à l'objet de l'ordre du point de vue de l'essai d'entrevoir de la lumière sur la question du changement du monde ou des ordres de celui-ci.

Le modèle capitaliste de développement, affirme M. Moore, est devenu «*une voie extrêmement coûteuse de faire des affaires*» (économiques, n.n.). Les opportunités d'obtenir de tout investissement des profits de plus en plus importants diminuent et, à cette contrainte, les seuls qui essaient de résister sont «*les travailleurs et les fermiers*», évoqués comme des acteurs possibles de la renaissance d'un autre paradigme de la croissance économique qui donnerait un nouveau sens à la civilisation avec une iniquité décroissante. Si certains essaient de résister, ceux qui luttent les uns contre les autres par une concurrence atroce sont les capitalistes. Dans ces conditions, supposées moins visibles pour l'observateur qui étudie l'inégalité, conditions expressément définies par la «fantaisie» des notions de l'«economics» connu (marché libre, flux de capitaux, demande et offre, etc.), il semble que le système capitaliste sort de ses propres règles.

La recherche perpétuelle de main d'œuvre peu coûteuse, d'un niveau de vie moins cher pour beaucoup, de nourriture, d'énergie et de matières premières bon marché (de l'époque de Columbus à la révolution de l'internet) «*est basée sur la recherche, la sécurisation et la mobilisation de nouvelles ressources bon marché*», ce que signifie qu'on ne parle pas d'un système capi-

taliste qui évolue par lui-même, mais par la dévoration du monde, de sa nature même, par ce système-même. Est-ce que cette chose est liée aux changements climatiques? Y a-t-il une corrélation entre la main d'œuvre bon marché et l'enchérissement des services médicaux? Combien revient aux mères pour s'occuper des familles et combien de ce travail assume la société? Voici une série de questions auxquelles il est facile de répondre. Outre le fait que les revenus du travail stagnent, il y a un travail fait pour de nombreux autres besoins, mais il n'est pas reconnu et pas rémunéré, ce qui reflète le phénomène de «dévoration», dans un environnement plus pollué et une nature relativement plus pauvre. Il semble que la tendance descendante de la population du globe au cours des 50-100 années suivantes, selon les prévisions de l'ONU, confirme la dévoration de la main-d'œuvre potentiellement active, d'une part. Patel, d'autre part, donne l'exemple statistique de l'année 1995, lorsque le PIB mondial s'élevait à 33 trillions de dollars, dont 16 trillions de dollars étaient l'équivalent au travail non-rémunéré et 11 trillions de dollars représentaient le travail de femmes avec des salaires plus petits que ceux des hommes.

Selon Moore et Patel, la solution serait que, au lieu de se préoccuper de réduire l'inégalité par le biais de politiques publiques de redistribution de l'argent, il serait préférable de «*traiter l'amnésie historique*» visant les échecs de l'histoire humaine. Les «réparations» possibles des inégalités nécessitent un processus/un effort interdisciplinaire collectif, comprenant la réorganisation sociétale face aux échecs connus et la responsabilisation réelle de tous face aux besoins de la société dans son ensemble.

L'inégalité a été sujet d'étude pour de nombreux économistes. Il n'y a pas de pays qui n'est confronté à ce phénomène, tant que la question de savoir si les mesures d'atténuation des effets stimulent la croissance économique ou si l'inégalité en dérive continue perturbe les mécanismes de son soutien, n'a pas encore trouvé sa réponse. La question est légitime si on regarde l'holistique de l'inégalité à l'intérieur d'un système sociétal tant complexe comme celui de nos temps et où les dimensions économique, sociale et politique s'interpénètrent. Dans l'interaction acceptée au cadre du système mentionné, on peut dire sans doute que nécessairement *l'inégalité cause et déclenche des processus de nature économique, sociale et politique, le vecteur final créant des surprises majeures*. C'est pour ça que ces processus doivent être jugés du point de vue de la question initiale: l'inégalité stimulent ou inhibent la croissance économique et par quelles nouvelles approches politiques possibles et de politiques, dans un autre paradigme, elle pourrait être réduite ou inversée?

Angus Deaton (prix Nobel d'économie 2015) considère que l'inégalité est un résidu de la période post-industrialisation, étant accentuée par la mon-

dialisation qui a stimulé des changements technologiques tels que les externalisations dans l'approvisionnement, l'informatique et la robotique. On fait souvent *la confusion entre l'inégalité et l'iniquité (unfairness)*. L'iniquité semble avoir provoqué l'effervescence du débat politique autour de l'inégalité, en observant que les phénomènes cités comme causes, mais bénéfiques pour l'efficacité et la compétition économique, ont fait que, tandis que les salaires des travailleurs, connus pour les compétences techniques traditionnelles (et non pas pour des études avancées), évoluent plus lentement, les revenus des riches augmentant presque de manière logarithmique. Bien sûr, il faut définir qui sont les riches et la source de leurs richesses. Les proportions provenant de différentes études des organisations internationales (FMI, OCDE, ONU, UE) nous dirigent vers un rapport d'«or», de sorte que 1% de la population détient 90% de la richesse globale et tout au plus 10% – le reste, mais concernant un groupement qui concentre la pauvreté de sorte «très beaucoup avec très peu». Cette chose crée des opportunités et des opportunistes sur mesure, de nature à mettre en péril les fondements mêmes du plus efficace système social-politique – la jonction entre la démocratie et l'économie de marché.

Ce qui divise à présent les sociétés dans leur intérieur et dans leurs relations extérieures a des causes dans *l'antagonisme/l'antinomie entre les gagnants et les perdants de la mondialisation*. En règle générale, les gouverneurs doivent convaincre les citoyens qu'ils leur offrent de la protection économique et sociale, mais également de la sécurité physique. Les éléments d'une telle offre ne peuvent être compris qu'à travers la position des citoyens soit parmi les gagnants, soit parmi les perdants. Le chant de sirène de la mondialisation ne convainc plus, en ce sens que ceux qui ont gagné sont les plus nombreux et les perdants, seulement un effet collatéral. Le réveil de la chanson respective montre une situation totalement différente: les lauréats ont au sein de leurs sociétés des désagréments structurels, qui peuvent provoquer des agitations sociales, fait mis en valeur comme opportunité par certains politiciens, en proférant le renversement de l'établissement qui a conduit à un tel sens de la mondialisation. Les symptômes sont connus par le Brexit et la politique de l'administration Trump, avec des effets de contagion difficiles à maîtriser.

Jusqu'au début de la crise financière en 2008, on croyait que ceux qui ont tiré profit de la mondialisation sont plus nombreux. Après la crise, la mondialisation, en passant elle-même par sa propre crise, a démontré ses effets d'isolement, d'introversion, de solitude de beaucoup d'États, au moins de manière déclarative. Mais, on ne peut vivre ni avec la nostalgie des temps passés, le pas en arrière pouvant être une grande désillusion. Pourquoi? Tout simplement parce que dans le monde on ne peut plus parler seulement du G 7, alors que la Chine détient déjà 1/5 du PIB mondial, elle produit plus

que l'entière Europe et a financé un tiers de la dette publique des Etats Unis. Les interconnexions économiques et financières ont changé, les puissances émergentes exigent leur place à la table des puissances traditionnelles, et *la solution à l'inégalité sera peut-être trouvée plus tard, lorsque les esprits des confrontations entre les nouveaux intérêts seront calmés par un nouvel ordre plus étendu, avec des acteurs décideurs et peut-être des règles communes plus profondes.*

Nous faisons référence à la restructuration des puissances mondiales justement pour comprendre que l'approfondissement des inégalités ne peut pas être un processus purement national, mais plutôt *un défi à l'ordre international actuel*. L'administration Trump, en niant les accords commerciaux multilatéraux, a donné un sens à la désillusion que j'ai évoquée, à savoir que par l'isolement – *America First* – on pourrait réduire l'inégalité manifestée au niveau national. Le reste du monde contempera le retrait seulement? En aucun cas, quand on sait que tout retrait d'un acteur mondial du réseau de ce monde global incitera un autre vecteur mondial à occuper sa place.

Le Brexit est un autre processus qui reflète la réaction à l'inégalité nationale produite par l'appartenance à l'UE, mais le «divorce», par la complexité et la fatigue des négociations, révélera la même désillusion, que le retrait de l'UE n'était pas la solution, mais une coopération pour réformer l'UE, c'est-à-dire un pas en arrière par rapport aux politiques imposées qui peuvent irrémédiablement rendre antagonique le fonctionnement d'une construction ayant la vocation d'unir ses locataires, et ne pas de les dissocier.

Le retour au nationalisme, motivé par de multiples inégalités ressenties au niveau national, perçues comme opportunités par *les dirigeants politiques radicaux et populistes*, met en évidence justement la nécessité que ce que nous vivons par la mondialisation – marchés ouverts, circulation libre des capitaux, de la main d'œuvre et même la paix – n'est pas venu spontanément, mais grâce aux accords conclus au cadre d'un ordre international. Les accords conclus à ce temps-là (immédiatement après la Seconde guerre mondiale) sont critiqués à cause du fait que, voir, mon Dieu, ceux qui les ont imposés étaient trop peu nombreux à l'époque et ceux qui doivent en bénéficier sont maintenant plus nombreux et ont le droit de se prononcer pour un nouvel ordre. Dans le même temps, cependant, l'hostilité visant la mondialisation, elle-même une sorte d'ordre informel de plusieurs composantes déjà formalisées, a des racines sociales – les problèmes des immigrants – et c'est ce caractère social qui a donné naissance à *un populisme xénophobe* capable de détruire l'ordre dans lequel nous vivons. Même sans le Brexit, l'ordre établi par le plus ambitieux projet politique européen – l'UE – a été durement touché par la bureaucratie et la mauvaise gouvernance des affaires natio-

nales sensibles et ayant de la résonnance nationale, circonscrites à la souveraineté. Le problème des réfugiés, la question de leur légitimité et de leur accès aux ressources nationales, les pertes d'emplois, de l'identité nationale, l'obéissance aux réglementations communautaires sans aucune responsabilité de ceux qui les imposent, etc. sont seulement quelques exemples. De l'état du social, qui est lui-même la clé d'un ordre, dépend l'idéal même mis à la base de cet ordre.

(ii) En ce qui concerne le deuxième problème, on approche la prise de conscience des effets, en termes d'inégalités transférées au social par l'exubérance des marchés libres. Les inégalités sont devenues excessives dans les sociétés démocratiques développées appliquant des politiques orientées vers la déréglementation. La perception de la démocratie est en train de changer pour les citoyens qui, à cause des rendements excessivement différents du travail (des revenus) et du capital (profits/dividendes), ont été pratiquement éloignés d'un niveau de vie auquel ils étaient habitués justement par le partage des valeurs démocratiques. La confiance dans les valeurs de la démocratie a été surclassée aussi par les effets négatifs, contre le social, du fonctionnement des marchés libres dans la mondialisation. Les causes de l'inégalité, selon l'opinion de Thomas Piketty (voir l'ouvrage *Le capital au XXIe siècle*) consistent dans le fait que la rentabilité du capital est tant élevée que la richesse de ceux déjà riches (par le capital fonctionnel et celui non-utilisé, par héritages, salaires et dividendes, d'autres richesses statistiques, etc.) connaît une croissance exponentielle, et cela doit avoir un contrepoids, celui de la croissance de l'inégalité.

L'inégalité de la richesse s'est produite en même temps que la dégradation excessive de l'environnement, causée par la mondialisation, et ce processus ne peut être stoppé qu'en renonçant à l'ouverture absolue des marchés et, notamment, en renonçant à la fétichisation de la compétitivité internationale et à la dépendance du développement par rapport aux exportations.

13.3. Le niveau économique de la Terre – une autre ressource pour l'apparition des «-ismes» noirs !

Faisons encore référence à *une autre ressource qui nourrit les «-ismes» mondiaux*, qui dérive de la première! Il s'agit de l'état économique de la Terre.

La dernière crise financière a prouvé, mieux que jamais, le mal que la dette publique – du souverain – fait à ceux qui économisent de leurs salaires et pensions, par le biais des programmes d'austérité imposés par celui qui contracte la dette – l'État – et qui dit candidement qu'il a offert des biens et des services à ses citoyens, mais que ces derniers doivent payer de temps

en temps. La rationalité économique et du manuel d'économie dit que l'endettement du souverain doit se faire non seulement pour ce qui fournit des biens et services au citoyen, mais également pour le paiement de celle-ci à l'échéance. D'ici, la simple conclusion que l'endettement du souverain est faite pour quelque chose qui a des chances de croissance, de développement, de prospérité, de reproduction (investissement d'envergure dans l'économie réelle, emplois mieux rémunérés, stabilité générale des prix, stabilité financière, etc.) afin que la dette soit payée en même temps que l'augmentation de la richesse nationale.

L'histoire montre qu'à partir de la fin du XIX^e siècle, en même temps que le développement de la démocratie moderne, le souverain est devenu le peuple, représenté par ses élus. La connexion qu'on fait est que le citoyen devient responsable de la dette que le souverain contracte, et celui-ci la justifie par la nécessité d'accomplir son mandat, respectivement ses fonctions fondamentales, établies par le contrat social citoyen-État. *La dette publique signifie*, de règle, surmonter la pression fiscale exercée sur le citoyen, avec l'avantage du souverain de recourir à des emprunts, en espérant *qu'une économie à base plus large apportera plus d'impôts à l'avenir, qui permettront de réduire ses créances par la progression du temps*. Nous arrivons ainsi de l'idée d'un cercle vertueux – théoriquement – de ce qui, dans la réalité de notre époque, est devenu un cercle vicieux. L'explication, au-delà des raisons erronées de la gouvernance, réside dans le fait que par les instruments financiers créés par l'État pour garantir sa dette s'est assuré la voie à suivre au secteur privé, secteur qui, en utilisant ces instruments, s'endette lui aussi de plus, et poursuit la même idée de recouvrement de l'argent emprunté, avec le risque d'apparition des bulles financières résultant de la croissance insoutenable de ses actifs immobiliers.

La question-clé reflétée dans les études du FMI est: où se trouve tant de liquidité pompée par les banques centrales, lorsque les gouvernements n'ont pas procédé à des réformes structurelles de l'économie et n'ont réussi ni grand assainissement fiscal, en dehors d'emprunter?

D'un autre point de vue, les faibles taux d'intérêt ont permis les emprunts du secteur privé, en particulier d'entreprises faibles, celle-ci présentant des risques de liquidité à l'échéance des crédits. Le retour du taux d'intérêt de politique monétaire dans la plage positive et de croissance soulève le problème de la capacité de certains investisseurs d'emprunter plus cher.

La conclusion des experts du domaine converge vers l'idée que l'économie mondiale est plus dépendante que jamais de la dette publique (en tant que modèle et «drogue»), qui vit en «empruntant du temps», en vue de tempori-

ser un dénouement. On ne sait pas quel est ce dénouement, mais il se reflétera dans l'ordre international.

La dette mondiale est quatre fois supérieure au PIB mondial. *La dette mondiale* a atteint un niveau record de 233 trillions de dollars au troisième trimestre de 2017, avec 16 trillions de dollars de plus qu'à fin de l'année 2016, selon une analyse de l'Institut international pour les finances (IIF), le plus grand groupe de lobbying du secteur financier. Selon Reuters, le rapport indique que la dette du secteur privé non-financier a atteint de nouveaux maximums au Canada, en France, à Hong Kong, en Corée du Sud, en Suisse et en Turquie. Le montant présenté par l'IIF comprend la dette totale des ménages, des gouvernements, du secteur financier et des entreprises du secteur non-financier.

L'année dernière (2017), le PIB mondial en prix courants a atteint 79,28 trillions de dollars, selon le FMI, par rapport à 75 trillions en 2016 et 58 trillions en 2007. L'économie du monde a augmenté donc avec 4 trillions de dollars, tandis que les dettes ont augmenté avec 16 trillions de dollars, la croissance du PIB mondial ayant une valeur d'un quart du montant du crédit afférent.

Une stratégie possible d'administration de la dette publique mondiale peut être élaborée en observant les destinations de l'argent emprunté par les États au compte de la dette publique. Nous ne pouvons pas être encouragés à adopter une stratégie à long terme pour ramener cette dette à des limites raisonnables aussi longtemps que les biens publics produits ne reproduisent pas leur valeur plus le taux de paiement annuel aux créanciers. En considérant que le paiement des taux de la dette est fait de manière correcte, dans les conditions actuelles du modèle politique-économique, la partie qui reste comme matérialisation de la dette, comme valeur d'utilisation et de transfert, semble devenir de plus en plus petite. De ce point de vue, une solution réaliste au problème de la dette publique est celle de contribuer par celle-ci à l'accumulation de richesse au sens patrimonial. Cette accumulation devrait être durable, mesurée par une évolution positive des actifs (croissance saine et consolidée de la valeur de ceux-ci), et pas seulement de la production (du PIB). Nous devrions parler d'un patrimoine financier et culturel (Attali, 2010), et non pas de la richesse en flux, mais d'une richesse en stock.

Les choses semblent être bien connues. On pose le problème de ces institutions internationales – celles d'un ordre mondial – par lesquelles les dépenses d'aujourd'hui soient transférées de manière rationnelle aux générations futures³, sans affecter leur avenir (à l'heure actuelle, une chose semble

3 Principe tant clamé, même vénéré, du développement durable prévu et révisé-réexaminé dans

certaine, à savoir que les générations actuelles vivent mieux maintenant que leurs enfants dans l'avenir). Des calculs sérieux démontrent qu'il y a des ressources financières pour repenser de telle manière leur utilisation, mais ce qui s'impose c'est de les réorienter, au lieu vers des cycles économiques, des bulles et des crises dangereuses, vers la croissance de la richesse des États, de sorte que, selon J. Attali, pour chaque être humain, à la retraite de la vie active, soit assurée une condition de vie minimale et une répartition équitable des dépenses entre ceux qui dégradent l'environnement et ceux qui tentent de le réparer.

Dans notre ouvrage *Vers une monnaie mondiale*⁴ (Pop, N.; Ioan-Franc, V., 2018a), nous avons traité ces aspects, en affirmant que, peut-être, la mondialisation devrait nous conduire à un système de gouvernance mondiale, doté des institutions financières nécessaires à un tel niveau, ce qui implique également une nouvelle architecture mondiale de gestion des dettes souveraines, dans les deux plans: (a) de les réduire à un niveau soutenable et de les orienter vers les investissements dans la richesse des États, et non vers de simples flux qui tiennent en vie un cycle économique; (b) offrir un autre avenir aux générations futures, dont le destin a été mis en gage par les générations présentes, malheureusement pour leur mal, et moins pour leur bien. Attali, de même que Paul Volcker et nous (dans l'ouvrage mentionné ci-dessus), a considéré qu'une économie mondiale a besoin d'une monnaie mondiale. En conséquence, l'avenir a besoin, en conditions de représentation démocratique (difficile à croire en ce moment!), d'une Banque centrale mondiale, d'un Trésor planétaire!

A petite échelle, nous constatons que *le destin et l'avenir de l'Union européenne reposent sur deux problèmes majeurs: l'euro et la dette*. La tentative de neutraliser la dette par le biais d'un instrument financier unique, crédible, reconnu et diffusé dans tout l'espace communautaire européen est de loin une question politique, et moins économique ou financière. De toute évidence, le Nord s'oppose au Sud de l'UE, selon le schéma bien connu de «l'égoïsme» de ceux qui considèrent que leur bien est exclusivement leur mérite et pas du tout d'un ensemble d'interrelations économiques du moins à somme zéro. Prenons le cas de la Grèce, qui est devenue une étude de cas de manuel. La solidarité et la cohésion, en tant que principes politiques, «ont agi» dans le sens où la Grèce tente de rembourser ses dettes à ses partenaires de l'UE, s'endettant de plus envers l'extérieur de l'UE, à FMI, etc.

les stratégies nationales, européennes et mondiales, à différents horizons temporels.

4 N. Pop, V. Ioan-Franc, *Vers une monnaie mondiale*, vol. I, *Préliminaires* (2012), vol. II, *La voie possible* (2013), vol. III, *Réalités et contraintes* (2014), Editions Expert.

Nous sommes confrontés à la nécessité évidente de passer à une croissance économique de «croisière», ayant de nouvelles caractéristiques, en appelant à des nouveaux mécanismes de financement des investissements publics mondiaux et de leur répartition dans le monde, afin d'assurer un avenir équilibré de la planète, étroitement lié à un mode d'existence et de vie des générations futures libérées des frissons des jugements présents.

La rationalité pour inventer un système financier mondial reposant sur le problème de la dette publique présente sera décisive, tout comme en 1944, mais malheureusement, après un carnage planétaire, des institutions mondiales ont été créées par les accords de Bretton Woods, auxquels on ne rêvait pas auparavant.

L'ordre international est en train de changer. Nous ne pensons qu'aucun des facteurs de changement, présentés comme tels, ne peut être plus pressant pour l'humanité que la mise en gage de son avenir. Nous revenons avec le texte de la prémonition d'Attali, écrit en 2010, mais parfaitement valable en 2018, et nous nous demandons si on a fait des pas en avant, en dehors de contempler et observer la lenteur du facteur politique concernant les réformes structurelles à caractère guérisseur: «*Serons-nous ruinés? Sommes-nous sur le point de ruiner nos enfants? Jamais, sauf pendant les périodes de guerre totale, la dette publique des pays les plus puissants du monde n'a été aussi élevée. Le danger de celle-ci de faire pression sur leur niveau de vie et leur système politique n'a été jamais si menaçant*».

Références

- Attali, J. (2010), *Tous ruinés dans dix ans*, Editions Fayard.
- Crouch, C. (2004), *Posdemocracia* (La postdémocratie), Editions Taurus.
- Deaton, A. (2015), *The Great Escape. Health, Wealth, and the origins of Inequality* (La grande évasion. Santé, richesse et origine de l'inégalité), Princeton University Press.
- Georgescu, F. (2018) – *Capitalul în România postcomunistă* (Le capital dans la Roumanie postcommuniste), vol. I-III, Editions de l'Académie roumaine.
- Hines, C. (2017), *Progressive Protectionism. Taking Back Control* (Protectionnisme progressif. Reprendre le contrôle), Park House Press.
- Ioan-Franc, V. (2018), *Valoriser les identités culturelles dans les processus globaux*, dans *El reto de la prosperidad compartida. Papel de las tres culturas ante el siglo XXI*, Ed. RACEF, 2018.

- Patel, R.; Moore, J.W. (2018), *A History of the World in Seven Cheap Things* (Une histoire du monde dans sept choses pas chères), Black Inc., Australie.
- Piketty, Th. (2013), *Capital in the Twenty First Century* (Le capital au XXI^e siècle), Harvard University Press.
- Pop, N.; Ioan-Franc, V. (2018a), *Datoria publică globală: o simplă stare economică a planetei Pământ?* (Dette publique globale: un simple état économique de la planète Terre), communication présentée à l'édition 2018 de la Conférence internationale «ESPERA», Institut national de recherche économique «Costin C. Kirițescu», Académie roumaine.
- Pop, N.; Ioan-Franc, V. (2018b), *România în globalizare* (La Roumanie aux milieux de la globalisation), CIDE, Académie roumaine.
- Pop, N.; Ioan-Franc, V., *Spre o monedă globală* (Vers une monnaie mondiale), vol. I (2012), *Preliminarii* (Preliminaires), vol. II (2013), *Calea posibilă* (La voie possible), vol. III (2014), *Realități și constrângeri* (Réalités et contraintes), Editions Expert, Bucarest.
- Standing, G. (2018), *Rentier Capitalism and Basic Income* (Capitalisme rentier et revenu de base), Europe sociale, mars.



14. GOUVERNANCE GLOBALE ET INTÉGRATION EUROPÉENNE VS INÉGALITÉ GLOBAL ET POLARISATION ÉCONOMIQUE *

- 1. La gouvernance de l'Union Européenne. Une relance solide?*
- 2. Bonnes intentions et résultats*
- 3. L'inégalité mondiale*
- 4. La mondialisation et le nationalisme*
- 5. Les limites de la politique monétaire lorsque les gouvernements deviennent irresponsables*
- 6. Symboles de l'Union Européenne en embarras*
- 7. Conclusion*
- Références*

* XIIème Acte international de l'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières / XII Sesión Internacional de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, *Les nouveaux domaines du pouvoir économique mondial / Las nuevas áreas del poder económico mundial*, Barcelone, 16 novembre 2017

*“Global governance is not working... it is imperative
that we make progress in understanding blockage
and ways through.”*

David Coen

L'établissement politique créé et renforcé par la gouvernance mondiale a mis à la dérive la démocratie elle-même: un modèle de capitalisme qui donne des résultats matériels indique évidemment une pression politique en ascension jusqu'à ce que l'économie entre dans une crise relativement perpétuelle, ce qui se passe à présent. Cette crise montre l'accumulation de grandes et profondes contradictions dans le temps, et les effets sociaux du modèle capitaliste, devenu lui-même explosif, deviennent dangereux pour le domaine politique.

La gouvernance d'après 2008 a conduit, à travers les libéralisations, la déréglementation et le monétarisme, à «une normalité» d'une austérité permanente devenue insupportable. Les inégalités sociales, la perte d'emplois, les dislocations culturelles (émigration, réfugiés), la déception des attentes pour (au moins) la préservation d'un niveau de vie aux standards actuels, même dans les pays développés, n'ont pas pu être continuées et légitimées par les politiques publiques. La lenteur de la réalisation des réformes par l'échelon politique actuel, afin que le domaine social supporte plus facilement les difficultés, a animé les politiciens radicaux qui, par leurs idées critiques à l'adresse de l'établissement existant, ont provoqué l'entier système de gouvernance et une grande partie de l'électorat s'est ralliée à ce radicalisme de droite.

En observant les «habitudes» de la gouvernance mondiale après 10 ans du déclenchement de la crise financière, nous revenons aux mêmes défis de l'économie mondiale, avec une intensité plus ou moins modifiée: la corruption, l'évasion fiscale, le financement du terrorisme et l'exclusion financière. À notre avis, nous assistons à la mise en évidence de l'érosion et de l'échec de la moralité en matière de gouvernance, si elle arrive jusqu'à l'effet du mécontentement populaire, respectivement de l'instabilité sociale, sans laquelle (la moralité) il ne peut y exister aucune autre stabilité, politique, économique, financier, des prix, etc. En d'autres termes, et pas nécessairement comme une conclusion, la gouvernance mondiale a fini par attaquer ses propres lignes de force de son existence et de sa crédibilité. Malheureusement, on

arrive à un petit nombre de gens qui dirigent les masses, à la rébellion de ces derniers contre une construction de plus en plus immorale, ossifié par les premiers. Le Brexit entrera dans l'histoire comme une notion socio-économique complexe, et non pas comme un simple événement! En ce qui concerne la question de la gouvernance mondiale, comme dans tout l'ordre international actuel, nous devons avoir en vue le rôle d'un leader intégrateur au-delà des dissensions plus anciennes et plus nouvelles visant, de règle, le commerce et les changements climatiques. Nous avons mentionné dans nos ouvrages¹ (institutionnels et d'auteur) comme leaders le groupe G-7, G-7 + 1, puis G-20, la configuration d'un G-2 (les États-Unis – la Chine), peut-être dans l'avenir un G-4 (les États-Unis – l'Union Européenne – la Chine – la Russie), avec l'observation que la gouvernance mondiale perd de vue des problèmes ayant des effets aigus à long terme. À cet égard, les remarques de Donald Tusk, le président de l'UE, à l'ouverture du Sommet de G-7 de Taormina, Italie, en mai 2017, sont pertinentes.

Il y a des problèmes mondiaux pressants, engendrant des défis pour tout sommet qui vise à assurer le leadership pour un agenda mondial **ayant la vocation de défendre un ordre mondial fondé sur des règles**. Les problèmes mondiaux, de simples, sont devenus **des problèmes mondiaux stratégiques**, comme conséquence de la lassitude dans la prise des décisions qui auraient dû fournir des solutions dès les phases de début. Ils sont devenus des menaces à la paix et à la sécurité mondiale; car ils affectent l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient, une triangulation avec une histoire assez sanglante. Un inventaire de ces problèmes fait par Tusk nous conduit à une conclusion terrifiante pour le citoyen commun: *«From the war in Syria and Russian aggression in Ukraine, to nuclear and ballistic missile tests in North Korea, and land reclamation and militarization in the South China Sea. **If our group is not determined and united enough, the situation in the world can really get out of hand**»*.

Ce que nous pouvons suggérer comme point de départ dans l'approche des nouveaux pôles de pouvoir économique européen, et au-delà, est le fait que, dans la gouvernance mondiale, il y a une couverture de structure différente de celle-ci, ce qui produit d'autres déséquilibres avec les conséquences connues. **La gouvernance politique mondiale est plus forte que celle de l'UE**, cette dernière étant plus préoccupée par les aspects bureaucratiques, évidemment en l'absence de véritables leaders politiques et d'un leadership, même si l'on parle de la perception d'une hégémonie croissante de l'Alle-

1 Voir les travaux de l'Institut d'Economie Mondiale de l'Académie Roumanie (2016, 2017) et, bien sûr, nos essais consacrés à la crise économique (2010) et le chemin vers une possible monnaie unique (2012-2014).

magne. La question visant la transformation de l'UE en acteur global semble être en attente, mais le monde, la mondialisation progressent.

14.1. La gouvernance de l'Union Européenne. Une relance solide?

Commençons par quelque chose qui pourrait être une bonne nouvelle, sa signification concrétisant, à notre avis, une accumulation de données économiques stimulantes à mi-2017. Cela a déterminé Christopher Dembik (chef d'analyses macro à Saxo Bank) d'apprécier que les marchés ont une perspective optimiste sur l'économie européenne, en particulier en ce qui concerne le sort de la zone euro. L'affirmation est basée sur le fait que les investisseurs ont réussi à surmonter, en retard, la préoccupation de s'intéresser seulement de l'agenda politique européen, donnant la priorité de nouveau à une croissance positive dans la zone euro et au ralentissement du cycle du crédit provenant des États-Unis et de la Chine: *«C'est pour la première fois au cours des trois dernières années, quand je suis si optimiste en ce qui concerne l'économie mondiale et surtout en ce qui concerne le sort de la zone euro. Le risque politique a été le principal facteur qui a déterminé l'évolution du marché en 2016 après le Brexit et la surprenante victoire de Donald Trump. Cependant, comme le montrent les résultats des élections en France, il n'y a rien à craindre, de moment que c'est ça la vie normale des cycles économiques»*. La position des monnaies sur le marché des changes, dit Dembik, pourrait refléter une augmentation du poids du yen de plus de 10% sur le marché des changes, au-dessus de la livre sterling, tandis que l'euro détiendrait 31% (la cote du dollar serait de 88%, donc il reste la monnaie principale). Mais Dembik dit aussi que «la monnaie unique n'a pas réussi à attirer les investisseurs, et en particulier les banques centrales, à cause du manque d'intégration économique». Pourquoi? Nous posons cette question dans le contexte de ce chapitre. On arrive à nouveau à la qualité de la gouvernance de l'UE, moins préoccupée par les promesses du rapport des cinq présidents qui visaient exactement l'amélioration du fonctionnement de l'UEM. Peut-être qu'une initiative de type «Merkcron» pourrait réussir à relancer le projet européen après les élections de l'Allemagne.

Comme une tendance d'ensemble, nous prenons le risque d'affirmer que la gouvernance de l'UE a subi, sans aucun doute, une baisse depuis la crise financière de 2008. Dix ans après l'événement le plus catastrophique pour l'économie mondiale, à l'exception d'une reprise relativement anémique et tardive de la croissance en termes de rythmes (qui s'applique pourtant à de grandes économies!), l'UE reste en retard en ce qui concerne les compromis sur les nouvelles institutions et mécanismes d'assainissement des effets et de prévention des nouvelles crises économiques. Ces aspects ont traîné

beaucoup plus dans la zone euro qu'ailleurs dans le monde. L'économie des États-Unis, comme «émetteur» de la crise, s'est rétablie beaucoup plus rapidement, tout comme la Grande-Bretagne, lorsqu'on parle de l'assainissement des maladies du système financier, en appelant aussi à deux faillites notables de certaines institutions financières considérées inexpugnables. Avant la chute, les sociétés financières respectives étaient cotées avec triple A par des agences de notation (rating) renommées. Après de nombreuses années passées de ces événements, ce qui est important n'est pas le nom des unes et des autres, mais la perception du déclin de l'intégrité d'une gouvernance corporatiste dans les flets de laquelle ont été attrapés aussi des hauts responsables politiques, en fait un glissement vers falsification et tromperie, et surtout vers la destruction de la confiance des clients ou des consommateurs de services financiers. Certains États membres de l'UE, en particulier l'Allemagne, ont suivi la voie du redressement, atteignant actuellement une certaine normalité du point de vue de la dynamique de l'inflation et de la demande agrégée de consommation, mais encore loin de la récupération des pertes du PIB potentiel.

Le courage de l'initiative de «nettoyer» l'économie par des réformes structurelles, de la soutenir (avec des liquidités) et de l'innover (en appliquant des mesures d'assouplissement quantitatif) a manqué, au début, dans l'Europe continentale. On a suivi le chemin des doutes, des craintes et des attentes, en soutenant que ce n'est pas le moment pour des innovations dans la politique monétaire, tout comme des discussions concernant qui doit sauver qui. On a eu beaucoup recours à l'argent des contribuables, les citoyens étant «appelés» à sauver les banques, pas leurs actionnaires. Les calculs de l'année 2017 ont montré que, dans de nombreux pays de la zone euro, ont été appliquées des interventions de type **bail-out** (renflouement), totalisant plus de 100 milliards d'euro de l'argent public. Il faut noter que, lorsqu'on est parvenu à des formules relativement intégrées pour éviter autant que possible une répétition de la crise financière, la partie bureaucratique/technique de l'UE n'a pas réussi à finaliser le fonctionnement du Pacte Euro Plus ou l'Union bancaire à niveau «local», et l'application de Basel III, en tant que manuel obligatoire de stabilité financière mondiale, a été retardée. On a eu recours à des compromis, en brossant certains standards considérés comme trop élevés, car ils amendaient significativement les profits du système bancaire, fondés davantage sur les spéculations et le réinvestissement dans de telles spéculations (*shadow banking*), en renforçant l'idée que l'argent est produit et reproduit à partir de rien. Lorsqu'il s'agit d'alimenter les fonds de sauvegarde ou de fermer le mécanisme de résolution, le même problème de «partage des charges» revient toujours et, si c'est possible, de faire contribuer les pays plus faibles pour ceux forts, même s'ils ne sont pas dans la zone euro, et aussi, si c'est possible, d'autant plus par les dépôts des citoyens.

La gouvernance de l'UE a comme une première caractéristique l'extension du modèle capitaliste avec des conséquences inévitables étendues à l'échelle mondiale: des bas salaires pour beaucoup, des salaires, des primes et des dividendes de plus en plus grands pour un petit nombre d'actionnaires exonérés de toute responsabilité pour une performance axée sur la règle d'or de l'efficacité du modèle économique (le profit), c'est-à-dire un rendement du capital tant soit élevé et un paiement tant soit bas pour la main d'œuvre, celle qui en fait apporte toute la performance économique. Dans le cadre de ce que nous appelons gouvernance, l'Union est confrontée à des déficiences propres qui, pour l'instant, ont laissé des traces de faiblesse structurelle et fonctionnelle, malgré les intentions formelles (voir le rapport des cinq présidents) qui veulent une relance du processus d'intégration après les «réparations» faites aux effets de la crise financière par de nouveaux engagements politiques, méthodologies d'évaluation des politiques économiques, formules législatives et constructions institutionnelles (Six Packs, Le semestre européen, les fonds de sauvegarde, etc.). Les déficiences de la gouvernance interne de l'Union sont responsables non seulement pour la (in)consistance de ses politiques sectorielles, mais aussi pour la manière défectueuse de l'approche erronée de la politique extérieure communautaire (de voisinage et de sécurité commune) dans son ensemble.

14.2. Bonnes intentions et résultats

Les bonnes intentions de gouvernance, par l'élargissement de l'espace démocratique et une économie de marché intégrée au-delà de la frontière orientale de l'UE (par le biais des accords d'association avec la Moldavie, l'Ukraine et la Géorgie) se sont heurtées au contexte géopolitique déjà tendu, étant créé un antagonisme sérieux (et peut-être conflictuel) dans la région, la crise de l'Ukraine étant un précédent dangereux. Le comportement dur de la Russie découlant de la perspective de la perte de l'espace d'influence dans les anciennes républiques de l'URSS trouvées à la confluence avec l'Europe démocratique a soulevé de graves problèmes de sécurité régionale, en attirant inclusivement l'implication institutionnelle de l'OTAN, de sa propre initiative et/ou à la demande des membres du traité (en particulier la Pologne et les États baltes). De cette façon, une frontière souhaitée fluide en termes d'adhésion aux valeurs démocratiques et à celles de l'économie de marché vers un espace sûr, étendu à l'est par l'Union, est devenue, malheureusement, une nouvelle frontière de conflit potentiel, où les forces militaires des deux côtés (l'OTAN-la Russie) sont concentrées, étant considérées comme ayant un effet décourageant.

Dans ce contexte, nous considérons que la gouvernance de l'UE se heurte à la fois avec la difficulté du retour à sa voie traditionnelle d'intégration com-

plexe, en tant que système d'ordre en Europe déjà beaucoup retardé du point de vue d'un parcours historique ayant une finalité politique (l'Union politique, considérée nécessaire, mais difficile à réaliser) et l'incapacité de préfigurer une qualité certaine d'acteur mondial, dans une période de grandes transformations dans la structure de l'économie mondiale. Ce retard a été déterminé par la manière de gestion des multiples crises auxquelles l'Union a été confrontée: financière, économique, fiscale, des dettes extérieures et bancaires. En partant du fait qu'on considère le processus de l'intégration européenne en tant que phénomène intrinsèque à la mondialisation, on arrive aujourd'hui à affirmer que, dans beaucoup d'égards, la dynamique de la mondialisation a dépassé celle de l'intégration, l'Union n'étant pas prête à faire face elle seule aux défis de celle-ci. Les défis sont devenus plutôt des risques, que des opportunités. Cependant, la qualité d'acteur mondial en cours de l'Union est attendue par les autres acteurs mondiaux, y compris par les États membres, dans la perspective de trouver des solutions plus faciles aux problèmes de l'Union par rapport à l'action individuelle. On va voir qu'il y a un complexe de causes qui retarde la définition de l'Union en tant qu'acteur mondial authentique, bien que l'Union est attirée dans de nouveaux accords transatlantiques (TTIP – Le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) et de l'Extrême-Orient (le partenariat avec la Chine ou le Japon), pour le moment incertains en ce qui concerne leur finalisation.

Nous réitérons que des phénomènes de conjoncture économique régionale et mondiale en sens large, des phénomènes cycliques circonscrits à la crise financière et à ses effets, ainsi que (surtout) les retards accumulés dans le temps visant les réformes structurelles ont provoqué des déviations significatives des politiques de l'UE visant les traités, bien que, au niveau déclaratif, on mentionne qu'on est resté dans leur constitutionnalité. Les corrections déterminées par les événements-surprise ou par rapport auxquels la préparation de l'Union a été toujours reportée, à travers les bénéfices de la Grande Modération, ont changé la dynamique et la structure du processus d'intégration, en retardant l'attente de son retour au sens initial. En conséquence, nous considérons que, par la déficience de la gouvernance, la vision du projet politique est en quelque sort perdue et la faiblesse de l'Union n'est pas comprise comme découlant précisément d'ici. Les simples constructions institutionnelles et les réglementations, qui, on suppose, peuvent défendre contre une éventuelle nouvelle crise financière et économique, n'estompent pas l'état de crise de l'Union, crise dont des économistes réputés parlent ouvertement et avec des arguments. La lassitude continue (nous ne la croyons pas permise) vers un compromis optimal entre ce qui est communautaire, accepté par la volonté politique intergouvernementale, et ce qui est national, plutôt sous l'influence des intérêts de groupe ou de parti, et non

pas des intérêts nationaux réels (le Brexit est une expression éloquent de cet aspect). «Le dénominateur commun» des options au niveau de l'Union tend à devenir plus étroit, et donc plus petit, dans les conditions où, de ce qu'on convient politiquement à Bruxelles, beaucoup plus moins arrive dans l'action effective des capitales des États membres. Ce phénomène, dont on pourrait dire qu'il est devenu un syndrome d'intégration, affaiblit les institutions communautaires exactement au moment quand on croit qu'elles ont une plus grande légitimité et une force crédible d'action (on parle du Parlement européen et des nouvelles règles de nomination du président de l'UE, de la présidence de la Commission européenne ou des hauts fonctionnaires responsables pour certaines politiques communautaires, etc.).

Le processus de construction communautaire, pendant et après la crise financière, semble incohérente, il devient inconsistant, avec des «additions» circonstancielles et même conflictuelles (l'Union bancaire, l'Union des marchés de capital). Les États membres manifestent – justement parce que la vision politique a été significativement obturée – une tendance plus forte à l'introversion, en se concentrant sur les questions nationales devant les nouveaux besoins de mutualisation des ressources (fonds de résolution bancaire).

Dans ces circonstances, l'échec de la gouvernance européenne n'a pas conduit à une plus grande solidarité et cohésion, mais à une plus grande division, à savoir des regroupements d'intérêts autour de certains États membres contre d'autres (voir la gestion de la crise des dettes de la Grèce, la restriction des principes de Schengen avant qu'ils soient appliqués à tous les États membres, le MCV appliqué exclusivement à la Roumanie et à la Bulgarie, etc.).

Suite à ces évolutions, nous considérons que, actuellement, une Union à deux vitesses, un regroupement, en fait, en États «de centre» et ceux «de périphérie», n'est pas seulement une idée, mais une réalité qui deviendra bientôt opérationnelle. Le phénomène d'introversion des États membres vers les problèmes intérieurs (prétendus sociaux, mais en fait ils visent la perpétuation du pouvoir politique exactement de ceux qui ont déterminé les problèmes sociaux et ont affaibli la gouvernance dans l'esprit européen), qui, dans de nombreux cas, sont devenus des racines dangereuses de l'euroscpticisme et de l'émergence des mouvements nationalistes radicaux (l'émergence de certains partis radicaux déjà représentés dans les parlements nationaux et dans le Parlement européen), peut être motivé par des circonstances conjoncturelles seulement jusqu'à une certaine limite. L'amendement continu de ce qui est communautaire dans son applicabilité au niveau national met le problème majeur de la résistance de l'acquis politique de certains

États membres par rapport aux valeurs de l'Union (la Hongrie et la Pologne sont devenues un risque en ce qui concerne la perpétuation des valeurs de l'Union). Dans ce contexte, comme des analystes renommés ont commenté et détaillé déjà, il ne faut plus se demander pourquoi il y a des opinions qui se réfèrent à la désintégration, la dissolution ou la disparition de l'UE.

Ces «conclusions», même si nous en pouvons être captivés par la logique des explications, doivent cependant porter notre attention sur les causes qui déterminent la perception de l'évolution de l'Union à cet égard. Nous devons croire plutôt dans la force d'avertissement de certaines analyses, et pas nécessairement dans un dénouement possible décrit par celles-ci. Dans un récent discours à Bucarest, Thierry de Montbrial, un analyste politique de grande envergure, a déclaré que la terminologie de l'Union s'est éloignée de l'essence de la communauté telle qu'elle a été conçue au début du processus européen d'intégration. Ce n'est pas par hasard qu'on a initialement constitué des «communautés», et une communauté *sui generis* peut vraiment générer de la solidarité.

Ayant en vue l'impasse majeure de la Grèce, la Grèce appartenant à la zone euro, Tony Blair arrive à la conclusion que, pratiquement, tout le continent est en crise, justement au moment où, à son avis, on devrait réfléchir soigneusement à ce qu'on souhaite en fait de la gouvernance de l'UE: «Europe as an entity and as an ideal is more needed than ever. The individual countries of Europe need the collective power of Europe to assert their interests, influence and values». Dans ce contexte, il nous reste à contempler, mais avec le sens de la colère intérieure concernant la configuration présente de l'UE (une nouveauté?) avec des cercles concentriques ou à plusieurs vitesses, etc., la Déclaration de Rome (25 mars, 2017): «We will act together, at different paces and intensity where necessary, while moving in the same direction, as we have done in the past, in line with the Treaties and keeping the door open to those who want to join later. Our Union is undivided and indivisible». Voici une promesse après la constatation des différenciations dans l'intégration de nombreux États membres de l'UE, donc une incapacité d'assimilation de celles-ci et entre celles-ci dans le cadre d'un projet politique qui traîne vers une finalité qui pourrait résoudre bon nombre d'angoisses de la solidarité et de la cohésion suffisamment présentes.

On a besoin d'un message plus fort, d'une action convergente plus soutenue, lorsqu'on parle d'intérêts nationaux par rapport aux intérêts européens. Nous réitérons la nécessité de l'argument justement à cause de l'orientation objective du message de cet ouvrage, le thème étant considéré d'actualité et de grande importance.

L'importance de l'analyse de la gouvernance de l'UE découle de deux considérations majeures: (a) *le caractère traînant de l'évolution* du projet européen dans son parcours historique, quelles que soient les raisons plus ou moins bien expliquées et leur impact, chacune au moment de la «documentation» des «excuses» politiques; (b) *l'allure superficielle des actions communautaires* sous la pression des effets durables de la dernière crise financière.

Ces deux considérations nous envoient cependant à un aspect essentiel de la construction européenne, qui soulève des questions pertinentes: la continuité du projet d'intégration européenne, avec dynamiques différentes au fil du temps, reste inscrite dans la vision des fondateurs du projet? L'illusion de la continuité du projet est créée seulement pour prouver aux citoyens européens qu'on poursuit une vision de celui-ci, une fois bien établie et acceptée par eux? S'il existe une vision du projet vraiment en application, pourquoi évitons-nous de parler directement de son objectif explicite, l'Union politique?

La crise financière a démontré que sur le continent européen, divisé jusque récemment en blocs idéologiques opposés – exactement là où se déroule l'un des plus attractifs processus d'intégration – le discours politique des dirigeants a réussi à nouveau d'escamoter l'objectif du processus dans lequel ils se sont engagés il y a des décennies. La recherche académique qui ignore ou sait comment s'isoler du bruit de fond qui brouille la clarté d'une direction d'action, de la nature d'une tendance de transformation systémique d'envergure, saisit que l'objectif de l'achèvement du projet d'intégration européen est toujours remplacé par la concentration des efforts sur les institutions, les mécanismes et les politiques qui serviraient au perfectionnement dont nous parlons.

Les objectifs «en grande vogue» qui se trouvent exclusivement sous la pression de l'échec de les surmonter par des politiques économiques standards, non-conformes avec les réalités post-crise (comme la reprise de la croissance économique soutenable, la création d'emplois, la réduction de la dette publique, la stabilité financière, le lancement du crédit pour l'économie réelle, etc.) sont des objectifs normalement poursuivis par tout gouvernance qui vise à gérer une économie saine, qu'elle soit ou non inclus dans le projet européen. Si nous prenons seulement l'exemple d'introduire dans le texte de la loi fondamentale d'un État européen, la Constitution, la définition de l'équilibre budgétaire, la plus simple, logique et rationnelle leçon de manuel d'économie, alors il faut nous demander quelle est la qualité de la gouvernance européenne en général, et à quoi il faut recourir afin qu'un engagement politique soit suffisamment fort dans le temps pour répondre au principe que *pacta sunt servanda*, en particulier.

La prémisse de cette recherche est unique: **nous avons l'Union européenne, une réalité complexe, fonctionnelle du point de vue institutionnel et gérable du point de vue opérationnel, mais avec une boussole déviée du point de vue de l'opinion de beaucoup d'États membres, en particulier de ceux nouveaux, qui ont des attentes plus pressantes du processus d'intégration pour leurs propres citoyens.** On ne peut pas exclure une autre vérité, à savoir que, pour les autres États, la déviation est convenable, sinon même maintenue. D'où la question naturelle de la convergence du projet *sui generis*, tel qu'il se déroule sous nos yeux et s'il s'inscrit dans la vision initiale.

Il faut retenir, dès le début, qu'il existe une prévalence convenable, notamment pour les leaders européens appartenant à la catégorie qui préfère la tête compas «dans le brouillard» du projet européen, que, dans les traités qui se sont succédés pour la réglementation du fonctionnement de l'Union, il n'y a pas explicitement le syntagme Union politique, mais il y a référence à une union des peuples européens. Ce syntagme apparaît seulement dans des discours isolés, ayant un contexte et une rhétorique améliorés, séparés en quelque sort de l'essence du projet. Plus récemment, on le rencontre surtout dans des discours prononcés sur le fond de la crise financière et économique en Europe, comme argument, malheureusement, de subterfuge, et non pas de force, à savoir que, *sans une Union politique, beaucoup de structures de la construction européenne à partir du présent ne peuvent ni être sérieusement conçues*. Certes, personne n'y avait pensé pendant une fraction de seconde. Cependant, un objectif si ambitieux, rappelé de temps en temps plutôt comme une menace et non pas comme une solution – au moins dans les circonstances actuelles de la qualité des leaders européens – ne peut pas exister sans une vision stratégique de plus en plus poli, au moins selon l'exemple de l'Union économique et monétaire.

De toute évidence, si on a en vue la prémisse immuable du projet politique de l'UE et on croit que, désormais, toute solution future de construction dans le projet européen devra avoir cet point d'ancrage, l'achèvement du projet de l'Union Européenne a besoin d'une nouvelle vision, stratégique dans ses détails techniques et politiques. Les arguments qui soutiennent ces assertions sont concluants. Il semble que les effets de la crise économique et financière, prolongés déjà plus de sept ans, ne font plus partie d'une conjoncture d'un cycle économique normal, quelle que soit sa longueur – attention, de même conjoncturel – mais ils viennent à renforcer l'idée exposée déjà par beaucoup d'économistes, sociologues et politologues, qu'il s'agit d'autre chose, non seulement en Europe, mais dans le monde entier: *le manque de confiance dans ceux qui dirigent*.

Le parcours de l'intégration européenne, tel que s'est désigné à partir des Traités de Rome (signés en 1957 et est entrés en vigueur le 1er janvier 1958) jusqu'au Traité de Lisbonne (signé en 2007 et est entré en vigueur le 1er décembre 2009), s'est avéré difficile et il garde cette caractéristique, pas nécessairement en raison de conditions objectives existant en dehors de lui, mais en grande mesure à cause de la subjectivité des leaders européens présents dans le Conseil européen. Nous sommes les captifs de l'économie, stressés, capturés et obsédés par la dimension économique de l'intégration européenne, qui s'est révélée, à la fin, n'être pas la clé de voûte du projet politique européen, mais une base, en termes de attentes de la société, pour une construction multinationale, à plusieurs niveaux, qui doit avoir comme fondements une économie saine, avec les effets d'une paix sociale étendue dans le temps, tout en préservant les meilleures valeurs humaines et pratiques sociales. Telles sont les vraies chances d'un contexte véritablement stimulant, dans lequel la discussion sur la finalité du projet politique peut et doit être reprise à partir du citoyen européen. Il devient de plus en plus évident que les inquiétudes d'une «fédéralisation» de type XXI^e siècle appartiennent plutôt aux politiciens, pas nécessairement aux citoyens. En fait, on oublie que ce que déplait du point de vue économique c'est le résultat de l'engagement politique du projet de l'intégration et non pas son «bâclage» à cause des conséquences engendrées par une mauvaise gouvernance politique.

On a oublié, malheureusement, le fait que le message simple de mobiliser les citoyens européens pour un niveau de vie meilleur – offert à tous comme une promesse faite par l'intégration européenne dans la 6^e décennie, impossible à être matérialisée sans leur contribution économique et politique dans l'esprit d'un vrai foyer des valeurs démocratiques – avait subsidiairement un message subliminal, plus sensible et moins explicite au moment des débuts, pour des raisons bien connues (la division de l'Europe était l'une de conscience et d'obstination historique, et non pas de frontières artificielles existantes à ce moment-là et transposées dans les textes politiques ou manuels!), mais suffisamment subtile et ferme – *celui de la réalisation de l'union politique*.

Si on peut avoir en vue une soi-disant évocation de la «perversion» du projet européen d'intégration, il faut commencer avec une évaluation initiale, liée à la connexion des termes économique et *monétaire*, fondus dans la rhétorique de la notion d'*union*.

La deuxième évaluation serait la réponse à une question difficile: Qui perpétue les angoisses d'une fédéralisation de type classique et si cette chose est entreprise volontairement ou «se passe» en vertu de l'inertie? Ici, nous avons

un problème d'éducation civique insuffisamment promu depuis des décennies (accidentellement?), étendu au niveau continental et non-conforme ni au modèle sociétal, que nous croyons ancré exhaustivement aux valeurs de la démocratie occidentale, ni avec celui réel, en termes de perspective du domaine politique, ni avec les évolutions conceptuelles de la terminologie ou avec le progrès technique, mais seulement avec les ombres impériales et hégémoniques qui ont déchiré ce continent.

Les évolutions récentes dans l'Europe de l'Est montrent que les ombres impériales même sont des «vrais fantômes» et les tendances hégémoniques continentales semblent être réanimées à cause de la difficulté de trouver des solutions consensuelles consolidées, durables, en l'absence d'une vision stratégique adaptée aux réalités du premier quart du XXI^e siècle. Ce sont le terrain et les effets de l'avance du plus dangereux concept contre l'intégration, celui de la dualité, pour ne pas dire celui de la classification des pays en pays de première main et de la deuxième, du nord et du sud, de l'ouest et de l'est, du centre et de la périphérie, ce qui affecte la fertilité nationale, l'une des causes de l'escalade de l'euroscepticisme et du radicalisme.

Dans cette situation extrêmement compliquée et relativement au projet politique européen – l'Union politique – il est nécessaire une référence à un moment de relance de l'intégration européenne, liée à la création de l'Union économique et monétaire, dans une période presque similaire du point de vue de la volonté politique et de la situation économique et sociale européenne. Il s'agit des effets du Rapport Delors (1989), une initiative de grande relance de l'intégration monétaire européenne, sous la puissance d'un homme politique d'envergure qui s'est engagé à resserrer les rangs dans les Communautés européennes. Il a fait cette chose non pas par de simples déclarations assumées à Bruxelles et oubliées dans les capitales nationales, mais en initiant le séquençage complet, à partir du 1^{er} juillet 1990, de la réalisation de l'Union économique et monétaire (UEM) et s'engageant du point de vue politique, par consensus irrévocable, pour l'entier processus et pour chacune de ses étapes. L'introduction de l'euro comme monnaie unique au 1^{er} janvier 1999 est le résultat de cette démarche, peut-être sans avoir son pareil dans l'histoire de l'Europe. Elle marque le début d'une expérimentation historique unique, cette fois-ci n'étant pas laissée dépendre de l'inertie historique des personnalités de leurs temps, mais poussée par une vive intelligence et une volonté politique forte.

Nous avons considéré opportune l'évocation du «moment Delors» dans la construction du projet européen pour son esprit dirigeant en ce qui concerne l'expression de la volonté d'une nation une fois pour toujours lorsqu'il s'agit d'un projet d'envergure comme l'adoption de la monnaie unique et qui a des

lien avec à une union politique. La Roumanie a beaucoup à apprendre de ce processus, surtout dans son sens politique.

Après cet exemple, la création de l'Union économique et monétaire, nous croyons dans la nécessité d'au moins la même force de la volonté politique dont le projet de l'Union politique lui-même a besoin en perspective. Nous avons un fort besoin de rendre à nouveau conscients les citoyens européens et de les connecter à un projet irréversible, dont il ne devrait y exister aucun «retour» – l'Union politique.

En reconnaissant, dans ce moment, l'avance de la dynamique de la mondialisation par rapport à l'intégration européenne, la réalité montre qu'il y a aussi d'autres facteurs – certains étant même des ingrédients d'un processus d'intégration – qui constituent le moteur de la mondialisation. En sens philosophique, on peut accepter que tout le cours de l'histoire de l'humanité a conduit à la mondialisation d'aujourd'hui et des notions comme internationalisation et mondialisation n'ont été que des formes de manifestations de certaines étapes de coagulation des nœuds du réseau futur de la mondialisation. L'approche de la mondialisation comme un système en réseau est plus correcte du point de vue des facteurs, autres que les institutions, qui la rendent vive.

Visiblement, pour la deuxième moitié du XXe siècle et le début du troisième millénaire, il s'agit du mouvement des flux financiers, de l'exposition des États à la compétence mondiale, de la migration internationale, des progrès de la technologie industrielle, des transports et des communications et, plus récemment, de la capacité d'influence, par-dessus tout, de la politique monétaire des États ayant monnaie de réserve. Dans le même temps, la mondialisation et l'intégration peuvent également être considérées comme des processus concurrents, outre leur influence mutuellement stimulante. La mondialisation a gagné cependant à cause des facteurs mentionnés par le développement et l'assimilation en rythme rapide des meilleures pratiques pour la plupart des domaines qui peuvent faire l'objet de la coopération, mais aussi de la compétition internationale. En ce qui concerne l'UE, il semble que presque dans tous les domaines de politiques de force – économique, sociale, politique et de sécurité – elle enregistre des sillages du consensus politique initial au niveau du Conseil, la translation au niveau national des engagements écrits dans les communiqués étant complètement différente.

Nous pouvons conclure que (a) l'institutionnalisation excessive engendre de manière objective (b) une bureaucratie non-productive – tous les deux critiquée en fait, mais sans y prendre des mesures – ayant pour effet le retard des décisions et le détournement de leur but initial. Dans cette si-

tuation s'impose aussi la conclusion visant l'écart de dynamique entre l'intégration européenne et la mondialisation, à l'effet que ni les défis, ni les opportunités de cette dernière n'apportent pas de valeur ajoutée au fonctionnement des institutions de l'Union, donc aucun dividende de la part de la mondialisation.

En reconnaissant en principe le désavantage de l'écart de dynamique entre l'intégration européenne et la mondialisation et une partie des phénomènes qui l'ont généré, on arrive à nouveau au dilemme de l'essence de cette réalité, pas du tout productif pour l'objectif politique de l'intégration européenne. Il est évident que, en grande partie, cette différence de dynamique est le résultat de l'action des États membres, de l'orientation conjoncturelle de celle-ci sous la pression des effets de la crise financière, mais surtout de l'ajournement des réformes structurelles soutenant la convergence des indicateurs des États membres vers la référence supérieure.

L'accroissement du pouvoir économique de certains États membres au détriment des autres, mis en évidence par l'interprétation, devenue courante, de la dualité de l'Union – comme nous l'avons déjà dit, États centraux contre États périphériques ou États du nord contre États du sud, etc. – ne peut pas être de bon augure pour le projet politique européen. En réalité, nous en sommes éloignés, ce qui nous manque précisément de l'instrument de sa réalisation, la convergence au sens le plus large.

Les changements de pouvoir économique au sein de l'Union ne peuvent pas être considérés comme un mal nécessaire tant que nous plaçons pour la compétition, mais à condition que cette compétition soit stimulante, non pas destructive pour les pays qui ont besoin d'une période de récupération. Tandis que les disparités au sein de l'Union pourraient être maintenues au sens centrifuge de la notion de l'union, ce qui serait équivalent à une architecture indésirables des relations économiques et politiques entre les États membres de l'UE, on observe que, au cadre de la mondialisation, on stimule l'émergence de nouveaux centres de pouvoir et des changements de leur place dans la hiérarchie mondiale, en cherchant une nouvelle architecture de relations économiques et politiques pour les légitimer du point de vue de leur force de décision dans un agenda mondial. Au moins maintenant, de ce point de vue, la mondialisation est devenue plus unificatrice que l'intégration européenne, et la solution pour l'UE est d'être encore plus unie dans ce processus, dans le sens d'un acteur important, ayant une voix appropriée et le pouvoir d'agir pour un agenda mondial. Mais l'arrivée le plus rapidement possible à une telle position signifie une convergence solide au sein de l'Union, avec des États membres plus intéressés à résoudre les problèmes communautaires que ceux concernant le pouvoir et la mani-

pulation de leur propre électorat au niveau national. Cela répondrait aussi à une synchronisation plus rapide de l'UE avec les opportunités de la mondialisation et à sa transformation en acteur international authentique au sens du Traité de Lisbonne.

14.3. L'inégalité mondiale

De nombreuses études de certaines organisations internationales (ONU, FMI, BM, OCDE) et entités privées (universités et instituts de recherche renommés) abordent assidûment le phénomène de l'inégalité, notamment en termes économiques, à savoir la dispersion et la distribution de la richesse créée par le modèle économique actuel de plus en plus ouvert à la mondialisation. L'inégalité a compris tant la structure de l'économie mondiale, que celle des États souverains individuels. Les concentrations, que ce soit de richesse ou de pauvreté, sont des traits caractéristiques tant à l'échelle mondiale que dans les économies nationales, la dichotomie en pays riches et pauvres atteignant une intersection de lourdes épreuves pour le domaine social. Paradoxalement, l'inégalité mondiale se manifeste dans le contexte et sur une tendance historique de croissance de la richesse planétaire, en commençant pratiquement avec la première révolution industrielle. Les pays qui se sont « enrôlés » dans la révolution respective sont devenus de plus en plus riches que le reste du monde, la comparaison elle-même signifiant aussi *le gap* entre les pays riches et entre ceux-ci et les autres pays. L'inégalité, à partir de l'ensemble mondial, doit être regardée jusqu'au niveau de citoyen.

La mesure dans laquelle la mondialisation d'aujourd'hui est la cause de l'augmentation des inégalités économiques au sein des pays et entre les pays est discutable. Mais, considérée comme une caractéristique réelle, un résultat ou un résidu des modèles économiques pratiqués par différents pays, la détermination de l'inégalité dépend moins des ressources naturelles, mais très beaucoup des politiques mises en œuvre par une autorité, qu'elle soit démocratique ou dictatoriale. En conséquence, on peut supposer que le sens inattendu de la croissance économique de tous les temps incombe l'inégalité entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci, et son observation en tant que grand risque du présent questionnent objectivement les limites et le paradigme du modèle de croissance.

Les statistiques sont capables de mesurer l'inégalité mondiale, l'inégalité entre pays et l'inégalité à l'intérieur des pays. *L'inégalité mondiale* a historiquement augmenté jusqu'aux années 1970, ensuite elle a été plafonnée jusqu'aux années 2000. L'émergence a initié un processus de rattrapage (*catch-up*) de la part d'autres pays par rapport aux pays qui ont toujours été catalogués comme étant développés (en particulier, la Chine et l'Inde),

et une certaine convergence entre les pays, en termes de PIB par habitant, semble avoir conduit à une légère diminution de l'inégalité mondiale, mais elle reste encore significative. L'effet observable à présent est que, tandis que l'inégalité entre les pays diminue, les inégalités au sein des pays augmentent. Ce qui inquiète est ce dernier aspect des inégalités au niveau et à l'intérieur des pays et, dans les conditions de l'acceptation (encore) de la suprématie des États-nation souverains en confit avec la mondialisation, l'instabilité politique et sociale au niveau des États devient un risque pour la sécurité mondiale.

Sans doute, l'aspect des inégalités a été précipité, du point de vue de la perception, par la crise financière et ses effets au niveau mondial et au niveau des États. Dans ce que nous appelons la composition de l'inégalité mondiale, même sur le fond d'une convergence déjà mentionnée, on voit pourtant la persistance de grandes différences en ce qui concerne la moyenne des revenus par pays.

À la lumière des jugements exprimés par Branko Milanovic (économiste américain, ancien chercheur à la Banque mondiale) dans l'article «*Understanding Global Inequality*» (2016), la persistance mentionnée est importante pour deux raisons. Ceux qui sont nés dans les pays riches, quel que soit le type de travail effectué en fonction soit de leurs compétences, soit de ce que leur offre le marché du travail, bénéficient de revenus plus élevés que dans les pays pauvres ou émergents. Cette première considération nous amène, dit Milanovic, à l'existence d'une «**rente de citoyenneté**» et à l'absence d'opportunités mondiales égales. La deuxième considération, découlant de la structure de l'inégalité mondiale reflétée par la «rente de citoyenneté» conduit implicitement au phénomène de migration. Ce phénomène a toujours existé du point de vue de l'opportunité, mais à l'heure actuelle, son envergure a pris de signification par des causes multiples, celles économiques s'ajoutant à celles politiques et de sécurité de la personne.

14.4. La mondialisation et le nationalisme

Au cours de la mondialisation de bon augure, peu de gens ont pensé à la dégénérescence de ce phénomène dans un nationalisme de nature à s'opposer aux bénéfices de l'élargissement des libertés, soit qu'on parle des droits de l'homme, soit de la libre circulation de la main d'œuvre, des biens, des services et des capitaux. La mondialisation a montré comment «glissant» peut devenir le concept de nationalisme, notamment lorsque son contenu est donné par les politiciens d'envergure (voir la rubrique «Leaders. The New Nationalism», *The Economist*, 19 novembre 2016). Donald Trump est le dernier politicien

«recruté» pour un nationalisme qui produit des frissons à travers le monde entier, étant lié à un pouvoir mondial impliqué dans l'assurance de la sécurité planétaire. Son discours, dont l'essence est «**Make America Great Again**», est radicalement différent de celui d'un autre président américain, Ronald Reagan, qui, en promettant un changement radical attendu par l'électorat, parlait de «**l'Amérique brillante ouverte au monde**», non pas fermée vers soi-même, comme dit Trump à présent: «L'Amérique et son peuple ne doivent plus céder à la musique de sirène de la mondialisation».

Le moment de l'élection de Trump correspond malheureusement à la simultanéité d'un chauvinisme inouï à partir de la Seconde Guerre Mondiale, un courant où sont attirées la Russie, la Turquie et la Chine, comme l'expression d'une vision pessimiste à somme nulle des bénéfices des relations extérieures mondiales entre les pays. Nous nous sommes éloignés beaucoup du nationalisme civique conciliant et regardant vers un avenir tranquille qui fait appel à des valeurs universelles telles que la liberté et l'égalité, dans un contexte qui, pour chaque pays, spécifiquement, fait la synthèse de la qualité des relations entre États, leurs citoyens et le monde extérieur («League of Nationalists», *The Economist*, 11 novembre 2016). Le nationalisme civique a glissé, en même temps que l'augmentation des minorités dans tous les pays, vers la croyance dans la supériorité des races, en arrivant de solidarité à un manque de confiance dans les minorités, la cause de «nombreux maux» qui s'ajoutent à une mauvaise gouvernance exercée par les politiciens.

L'accentuation des manifestations de xénophobie au sein des États-nation, qui surprend notamment dans les États membres de l'UE – une construction conçue pour calmer les rivalités nationales – doit être considérée avec beaucoup d'attention, en particulier pour l'avenir, si on se rend compte de ce que le nationalisme négatif conçu par des pays qui sont des pouvoirs mondiaux peut faire. La clé du problème reste toujours dans le jardin des États-Unis, engagés, au moins après la Seconde Guerre Mondiale, dans la construction d'un monde plus sûr et prospère, grâce à l'appui et à l'initiative de la création d'institutions universelles, qui veillent à la stabilité politique et sociale du monde (ONU), à la stabilité économique et financière de celui-ci (GATT 49 et FMI). Trump se dédit de ces engagements dans des moments où le nationalisme ethnique s'épanouit dans d'autres parties du monde, devenant probablement le risque le plus dangereux pour l'humanité. N'oublions pas que les États-Unis ont encore suivi une voie d'isolement après la Première Guerre Mondiale et les conséquences sont connues, celles-ci conduisant à la création de l'Union européenne, communauté capable de transcender les tensions nationales et surtout nationalistes, dans un continent ravagé par deux guerres mondiales.

La corrélation entre la mondialisation et le nationalisme est arrivée, à ce stade, dans un cercle vicieux, qui conduit l'humanité vers un avenir sombre et dangereux, aussi longtemps que les puissances mondiales ne renonceraient pas à ce nationalisme en tant que politique d'État dangereuse. Dans ce contexte, l'intervention de la chancelière allemande Angela Merkel (lors d'une réunion de l'Union chrétienne-démocrate, 2016) reste intéressante. Elle a pratiquement invité l'UE vers un nationalisme négatif: «Le multiculturalisme crée des sociétés parallèles, de manière qu'il reste une illusion», si les réfugiés qui viennent en Allemagne, en cherchant de la protection politique et économique, ne s'assument les lois et les traditions locales, la langue, etc. Les paroles de 2016 viennent après une autre déclaration de l'année 2010: *«Nous avons été tentés de dire que nous adoptons le concept du multiculturalisme et nous allons coexister heureusement. Mais ce concept a été un échec, il a complètement échoué»*.

Il est difficile de juger les conséquences de telles déclarations, peut-être comme réponse aux critiques internes et externes visant la politique concernant les réfugiés promue par Merkel. Nous restons optimistes que peut-être l'UE et l'Europe dans son ensemble passeront ce test historique de la résurgence du nationalisme et de la xénophobie, comme résultat de la mondialisation et aussi de la gestion de la politique concernant les droits de l'homme ayant le sens des valeurs universelles. Le résultat des élections aux Pays-Bas pourrait être un nouveau début rationnel.

Certes, l'accroissement du nationalisme et du populisme, jusqu'au moment où ces tendances se dissiperont, est sur le point de déclencher des changements fondamentaux dans la dynamique du commerce international, du marché du travail et, pas dernièrement, dans la croissance économique. Peut-être que même ces changements donneront une autre allure à la mondialisation, plus axée sur les problèmes sociaux tendus par la mondialisation déroulée jusqu'à présent. L'orientation des politiques des États visera à promouvoir les intérêts de la main-d'œuvre représentée par un grand nombre de citoyens, par des règles de contrôle plus strictes concernant l'immigration et l'accès sur le marché intérieur des importations. Les élections en France, en Allemagne et possiblement en Italie constituent un test pour les mouvements populistes dans les pays développés.

On dit que le résultat des élections présidentielles des États-Unis, mais aussi celui du référendum du Royaume-Uni (le Brexit) devraient susciter un vif intérêt visant la lecture des volumes de Peter Dale Scott (l'un de ceux-ci étant *L'État profond en Amérique. Wall Street, le cartel pétrolier et l'attaque contre la démocratie*, 2014). La véhémence avec laquelle on accuse la superficialité et l'ignorance des élites occidentales, qui ont trouvé, du jour au lendemain,

le mythe de l'électeur rationnel, au carrefour des réalités produites par le «capitalisme de copinage» (crony capitalism), entre les technocrates des structures institutionnalisées de l'État (services secrets, banques centrales, infrastructures internationales, telles que le FMI, la Banque mondiale ou la Commission européenne, etc.), technocrates nommés, non élus, et les décideurs du secteur privé (en particulier des institutions financières-bancaires, cabinets d'avocats et firmes du secteur énergétique, membres de l'alliance informelle Wall Street – «big oil») n'étonne pas. Cela ne modifie pas du tout l'existence de «l'État profond» (deep state), par l'exercice duquel on peut comprendre la géopolitique réelle de la mondialisation (imaginons-nous, à titre d'exemple, quel aurait été le rapport entre la demande et l'offre sur le marché pétrolier, déjà caractérisé par une surproduction, en l'absence des sanctions occidentales imposées à l'Iran ou des conflits d'Irak et Syrie!).

14.5. Les limites de la politique monétaire lorsque les gouvernements deviennent irresponsables

À quelques exceptions, la stratégie de relance économique de l'UE après 2008 a été dominée par l'austérité imposée par les autorités exécutives et par la politique monétaire stimulante de la part des banques centrales. Avec la conclusion que, de la part des autorités exécutives, leur politique visant le domaine fiscal-budgétaire a plutôt renforcé les effets de la récession, par la lenteur et le manque de fermeté concernant le redressement et par le chômage élevé (questions sur lesquelles on a déjà insisté), il nous reste à commenter le rôle de la politique monétaire, qui a gagné le premier plan de la gouvernance non seulement dans l'UE, mais aussi dans d'autres États marqués par la menace de déflation (les États-Unis) ou même par la manifestation aiguë de celle-ci (le Japon).

Si en ce qui concerne la matière des politiques économiques trouvées exclusivement en charge des autorités exécutives, le manuel classique d'économie s'est avéré au-delà de la réalité, en ce qui concerne la politique monétaire, on assiste pratiquement à une innovation par une expérimentation à laquelle est difficile de donner une réponse. Il s'agit du passage vers des instruments monétaires non-orthodoxes, encore confus en termes de retour à la normalité dans ce domaine.

Les années 2015 et 2016 ont montré que la démarche volontaire (du Fed, de la Banque d'Angleterre) a été faite sous pression (la Banque du Japon) vers des instruments non-orthodoxes de politique monétaire et on est arrivé aux limites concernant la stimulation monétaire des économies. On peut dire, au moins pour l'UE, que cette démarche réalisée volontairement et en retard a soutenu les économies pour fonctionner dans la lenteur causée par les ef-

fets de la crise financière et les effets néfastes des mesures d'assainissement des premières par l'action gouvernementale. Les limites de cette dernière, pendant les années 2009 et 2010, en termes de relance de la croissance, ont permis d'orienter le regard de la gouvernance vers les banques centrales, soit en les laissant agir de manière indépendante, soit en les contraignant, par des mesures administratives, d'agir d'une certaine manière.

Ce qui est surprenant dans l'innovation de nouveaux instruments non-orthodoxes de politique – l'assouplissement quantitatif et taux d'intérêt négatifs – est le fait que les banques centrales, conformément à leur mandat visant à maintenir la stabilité des prix, ont dû stimuler justement l'inflation pour induire maintenant la propension vers la consommation, ayant la perspective d'accroître ultérieurement les coûts. Le comportement des consommateurs (les ménages, les producteurs et les investisseurs) n'a pas réagi au nouveau type d'impulsion monétaire (beaucoup d'argent et pas cher), étant marqué par une méfiance relativement ossifiée ayant en vue la baisse des revenus réels, du rendement des instruments d'épargne, comme conséquence de l'austérité, et ayant de nouvelles attentes visant la baisse des prix. Les économies ont stagné, y compris en raison du manque d'investissements publics et de stimulants fiscaux pour défendre l'indicateur de la dette publique, ce qui a déterminé que le rôle de compensation entre les dépenses du secteur public et de celui privé (celui-ci aussi suffisamment endetté) ne fonctionne plus par rapport au cycle économique.

Malgré l'expansion de l'assouplissement monétaire par l'accroissement des achats mensuels de titres de valeur, de 60 milliards à 80 milliards d'euros, le président de la BCE, Mario Draghi, ainsi que d'autres experts dans ce domaine ont constaté que les avantages de cette mesure commence à diminuer, par rapport aux attentes, en termes de croissance économique, avec l'émergence de certains risques difficiles à maîtriser.

L'absence de l'inflation avec la menace de la déflation semble ne pas être compensée par une invasion du marché monétaire éthéré avec des liquidités massives à bas coûts ou sans coûts, dans les conditions où la consommation et la confiance ne peuvent pas se redresser. La gouvernance dans le domaine a montré que le fonctionnement des canaux de transmission de l'impulsion monétaire réagit différemment en cherchant à stimuler l'inflation, la chaîne des effets étant moins connue, ayant en vue, d'une part, la demande de consommation stagnante, et d'autre part, beaucoup d'autres ressources en attente (le capital et la main d'œuvre).

Un autre effet pratique de la politique monétaire actuelle de type «**busted flush**» (par liquidité) devrait être l'expansion du crédit par les banques com-

merciales, mais ce canal est bloqué par le simple fait que les taux d'intérêts négatifs ne sont conformes ni avec l'expansion du crédit, ni avec la performance des banques commerciales, les revenus d'intérêts étant faibles. Ainsi, la préférence est de déposer de l'argent auprès des banques centrales, les taux d'intérêt petits ou insignifiants étant meilleurs que de s'assumer des risques de crédit dans une économie stagnante.

D'ailleurs, le déficit de productivité dans une économie ayant des tendances stagnantes, qui a un impact sur la compétitivité nationale d'un pays, a ouvert une fausse voie pour maintenir la clientèle externe et pour faire face à la compétition mondiale, respectivement à la guerre des devises. À partir de l'année 2016, la guerre des devises (utilisée aussi dans d'autres circonstances de la concurrence mondiale) semble être entrée dans une nouvelle étape, qui défie les règles économiques traditionnelles. L'utilisation du taux de change comme ingrédient de la compétitivité, complètement séparé de la productivité du travail, devient en même temps l'effet et la cause d'une volatilité croissante des marchés, et cette chose a neutralisé le pouvoir des banques centrales prédisposées d'affaiblir leurs monnaies émises par dépréciation, afin d'aider au relance des économies par exportations.

La compétitivité des exportations assurée par la dépréciation des monnaies nationales, dans les conditions des évolutions négatives du marché du travail (chômage, revenus, rigidité dans la mobilité) et de la demande externe (en baisse) ne peut être qu'une solution temporaire pour sauver/maintenir la croissance économique interne en l'absence des réformes qui devraient permettre une dynamique ascendante continue de la productivité du travail en tant que facteur de compétitivité.

Il est à noter que les pays à dette extérieure élevée, à taux d'intérêts de politique monétaire négatifs ont connu des appréciations de la monnaie nationale, en érodant complètement l'effet logique des indicateurs mentionnés visant les exportations et les profits des corporations. Nous assistons à une baisse des cotations des actions des firmes, étant donné qu'une grande dette publique et un cours apprécié contrairement aux attentes dans les effets de la politique monétaire ne respectent plus les «lois gravitationnelles» des marchés.

Les analystes convergent sur l'idée que la politique monétaire des banques centrales devrait cesser d'être la seule capable de porter la lutte avec la relance de l'économie post-crise, ce qui signifie, en fait, la reconnaissance explicite de la nécessité que les gouvernements sortent de la paralysie des politiques économiques déterminées par un paradigme du passé.

Les guerres de devises et le manque de confiance dans la gouvernance économique et financière mettent face à face deux phénomènes-cibles incompatibles: celui de la dépréciation des monnaies (privilège des banques centrales d'émission de monnaies de réserve, en l'absence de la responsabilité des dépositaires privés de l'or) comme arme pour la compétitivité extérieure et la reconstitution de la confiance dans les monnaies de réserve en tant que privilège d'attractivité ou de refuge pour d'autres économies touchées par l'instabilité économique et financière.

14.6. Symboles de l'Union Européenne en embarras

Dans l'atmosphère de relative confusion provoquée par les sept crises simultanées que l'Union a traversées, le fonctionnement des symboles à grand-peine obtenus dans le processus d'intégration semble perdre son pouvoir stabilisateur sur la psychologie du citoyen européen. Il s'agit de **la monnaie unique** et **l'espace Schengen**, tous les deux symboles ayant peut-être la plus grande signification en ce qui concerne les niveaux atteints dans le domaine des libertés économiques des citoyens européens, tous les deux ayant la connotation de l'accroissement du standard de vie. En même temps, le fonctionnement du marché unique avec une monnaie unique, pour le moment dans la zone euro, et la signification de la libre circulation garantie dans l'espace Schengen peuvent être considérés comme précurseurs d'une union politique, par la démarche faite entre la communion de l'espace unique économique, par l'euro, et la libre circulation des gens. Le sens politique de l'établissement actuel dévie et cherche des motifs de retard, existants déjà à travers le sens des motivations de la gouvernance que nous analysons.

En ce qui concerne la gouvernance, le problème essentiel est que le projet de la monnaie unique a évité le pilier fiscal comme élément de base d'une zone monétaire optimale, tandis que ni la coopération économique comme remède n'a pas été assez forte et disciplinée pour suppléer la manifestation d'une volonté politique ferme et constante des chefs d'État et de gouvernements fondateurs de la zone euro. La crise financière a fortement ébranlé le symbole et le symbolisme de la monnaie unique, étant reconnu toutefois que la disparition de l'euro équivaldrait à l'effondrement de l'entier édifice construit jusqu'à présent par l'Union.

La crise des réfugiés, la réinstallation des barrières mentales et sur le terrain à la libre circulation des citoyens de l'UE, afin de réprimer, entre autres, le terrorisme, est arrivée aussi dans la phase des interprétations de dissolution de l'Union par la disparition de l'espace Schengen dans sa formule initiale. Une telle reconfiguration du fonctionnement de l'espace Schengen affecte la dynamique de croissance du marché unique et de sa compétitivité, implici-

tement de la qualité de la croissance de l'Union, déjà affectée par la rigidité du marché de la main d'œuvre et par la stagnation relative de la productivité du travail.

«Schengen tombe, l'UE tombe» a été la rhétorique de l'année 2015, en répétant la formule du syntagme «l'euro tombe, l'UE tombe» de l'année 2010, mais les deux craintes sont devenues entremêlées. La chancelière allemande, Angela Merkel, et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, mettent l'avenir de l'euro dans la chance de chercher une solution à la crise des réfugiés. La crise aux frontières de l'UE et dans son espace n'étant pas résolue, les efforts sont dirigés vers les zones génératrices d'émigrants, elles aussi perturbées par une mauvaise gouvernance du soi-disant printemps arabe, un autre échec politique de certains pouvoirs de l'Union. Les espoirs sont dirigés à fermer la frontière syrienne, à l'aide de la Turquie, un autre pays auquel l'Union a refusé une coopération économique plus étroite, y compris par la perspective toujours lointaine de l'adhésion de la Turquie à l'Union. En 1986, cette chance a été anéantie par la solution choisie pour éteindre les conflits traditionnels entre la Grèce et la Turquie, la Grèce devenant un fardeau pour l'Union, sa sauvegarde de l'effondrement (État en faillite) n'étant résolue ni aujourd'hui par une formule financière solide et son appartenance à la zone euro étant toujours ouverte.

À présent, la crise des réfugiés est le problème le plus pressant de l'Union et le fait que les eurosceptiques gagnent du terrain met au premier plan l'hypothèse que la fermeture des frontières aux réfugiés est plutôt la solution pour la sauvegarde politique des fondateurs de l'Union aujourd'hui, devant les crimes produits au début de l'année 2016, mises au compte des terroristes musulmans. Malheureusement, les événements ont montré que la source du terrorisme était des citoyens d'ethnie musulmane de l'Union, la crise des réfugiés mettant en évidence l'un des défauts de la manière d'intégration sociale des émigrants dans certains États membres de l'UE, des émigrants établis une génération avant (ségrégation, ghettoïsation).

Parallèlement, la migration elle-même, qui inclut aussi la libre circulation de la main-d'œuvre dans l'espace de l'Union, accentue le phénomène de la migration du statut de travailleur actif dans les économies de l'Union à celui d'assisté d'un réseau social, processus signalé par Alan Greenspan, l'ancien président du Fed, dans le contexte plus large de la mondialisation. Le problème de la croissance de la productivité du travail dans l'UE est déjà suffisamment aigu, le vieillissement de la population et les politiques sociales considérées normales réduisant la puissance d'épargne des États et implicitement d'assurer des ressources pour les investissements (dans des emplois de haute technologie). Les investissements soutenus par des fonds publics

sont essentiels pour la croissance économique par l'augmentation de la productivité du travail (pratiquement du PIB potentiel), mais les ressources croissantes pour l'assistance sociale pour lesquelles les nouveaux arrivants optent sont sur le point de détruire le rôle de l'État dans des domaines-clés de l'économie de marché compétitif et ouvert. Le Brexit reflète également une réaction à cet aspect.

Il faut noter que, par la crise des réfugiés, des réalisations telles que le marché commun et l'euro sont de plus en plus touchées par les réactions nationalistes, manifestées encore pour les effets immédiats de la crise financière, et la manière incohérente dont on a répondu à ceux-ci rend général le sentiment d'un «début de la fin» (comme dit Juncker). On suggère que la vulnérabilité de l'Union a escaladé à l'échelle de son fonctionnement dans son ensemble, ce qui fait que le sort de l'euro soit maintenant «directement lié» à la résolution de la crise des réfugiés (comme dit Merkel), ce qui rend double les turbulences économiques déjà existantes. Les conséquences de la politique au niveau national pour l'Allemagne et la France semblent être beaucoup plus fortes, pour les leaders actuels, dans les futures confrontations électorales avec les radicaux qui montent, et la bataille d'un front commun de l'Union peut s'effriter, ayant des conséquences où les approches nationales soient considérées meilleures même qu'un effondrement de l'Union.

Bien que l'insurrection de la crise des réfugiés a été générée par l'Allemagne, par son chancelier, par son ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, elle met en garde que sa perception comme un problème allemand est erronée. Beaucoup des États membres ont des attentes visant les décisions allemandes, ce qui détermine que le problème des émigrants soit en fait un problème européen, par l'adoption des décisions respectives à Bruxelles. Tant Merkel, que Juncker ont explicitement lié le contrôle des frontières nationales dans la zone Schengen à un éventuel effondrement du marché unique dans la zone la plus développée de l'Union et de la fin de l'euro, comme conséquence, parce que «sans Schengen... l'euro n'a aucune destinée», dit Juncker, et Merkel ajoute que «personne ne peut prétendre avoir une monnaie unique/commune si on n'assure pas un accès facile au passage de la frontière».

Il semble que justement **la sauvegarde des symboles de l'Union** est la seule garantie d'un éventuel optimisme lié d'une solution compréhensive visant les émigrants.

14.7. Conclusion

L'environnement international en changement après la crise financière détermine l'affaiblissement de la fermeté de la croissance économique au niveau mondial et la réduction drastique du rythme d'expansion du commerce international. L'accumulation de nouvelles difficultés dans la voie du processus de redressement de l'économie mondiale a assuré un terrain fertile pour la propension des pays du monde de recourir à des politiques commerciales protectionnistes. Après une récession prolongée et difficile, l'UE se heurte aujourd'hui au défi de stimuler la croissance économique, les investissements et l'emploi de la main d'œuvre, le commerce étant l'un des instruments disponibles peu nombreux pour relancer l'économie européenne, sans le risque d'accabler les États par des déficits budgétaires excessifs. Conformément aux analyses effectuées, le commerce deviendra une source de plus en plus importante de la croissance économique dans l'UE, parce que «environ 90% de la croissance économique au niveau mondial pendant les 10-15 années prochaines seront générés en dehors de l'espace de l'UE et, dans ces conditions, la relance économique de l'Union devra être renforcée par des rapports commerciaux plus étroits avec de nouveaux centres de la croissance économique mondiale».

Les problèmes présentés sont délicats également du fait que la légitimité de ceux qui sont chargés de gérer les affaires publiques est en jeu. En conséquence, on peut facilement comprendre que les priorités sur l'agenda public des pays développés sont la sécurité et la protection des citoyens et de l'État.

Références

Dale Scott, Peter – 2014, *L'État profond en Amérique. Wall Street, le cartel pétrolier et l'attaque contre la démocratie*, col. Resistance.

Dani Rodrik, "Too late to Compensate Free Trade's Losers", <https://www.project-syndicate.org/commentary/free-trade-losers-compensation-too-late-by-dani-rodrik-2017-04?barrier=accessreg>

Fischer, Joschka – 2017, 12 Janvier, "Europe Needs Franco-German Action To Project Power", *Social Europe*, <https://www.socialeurope.eu/europe-needs-franco-german-action-project-power>

Friedman, Alexander – 2016, "Can Global Capitalism Be Saved?", *Project Syndicate*, <https://www.project-syndicate.org/commentary/saving-global-capitalism-from-populism-by-alexander-friedman-2016-11?barrier=accessreg>

Georgescu Florin – 2016, *Limitele globalizării și dereglementării*, Universită de Craiova.

Gros, Daniel – "The End of Germany Hegemony", 2015, *Project Syndicate*, October 2015.

Kaletsy, Anatole – 2016, "The Crisis of Market Fundamentalism", 23 Décembre, *Project Syndicate*, <https://www.project-syndicate.org/commentary/populist-revolt-crisis-of-capitalism-by-anatole-kalets-ky-2016-12?barrier=accessreg>

Kaletsy, Anatole – 2017, "The Crisis of Market Fundamentalism", *Social Europe/Project Syndicate*; – 2010, "Capitalism 4.0: The Birth of a New Economy in the Aftermath of Crisis", NY; *Perseus/Public Affairs*.

Milanovic, Branko – 2016, "Understanding Global Inequality", *Social Europe*.

Magnuson, William – 2017, Avril, "The New World Order: Every Country for Itself", <https://www.yahoo.com/news/world-order-every-country-itself-130025586.html>

Napoleon, Pop; Valeriu, Ioan-Franc – 2012, *Spre o monedă globală – vol. I Preliminarii*; 2013, vol. II *Calea posibilă*; 2014, vol. III *-Realități și constrângeri*, Editura Expert, Bucurest.

Napoleon, Pop; Valeriu, Ioan-Franc; Amalia, Fugaru – 2010, *Despre criză, fără mânie și cu discernământ*, Editura Expert, Bucurest.

Stiglitz, Joseph E. – 2016, "What America's Economy Needs from Trump", *Project Syndicate*.

Vlachos, Panagiotis – 2017, 6 Janvier, "No Intergenerational Equity For Millennials", *Social Europe*, European Commission – 2013a, 15 février, *Press Release Data Base*, Negotiations for a Plurilateral Agreement on Trade in Services, Brussels.

* * * – 2016, 28 Avril, "The Real Currency War", *Stratfor*, <https://worldview.stratfor.com/article/real-currency-war>

* * * – 2017, Mars, Centrul de Prevenire a Conflictelor and Early Warning, *Buletin de analiză privind decizia strategică și politică externă*, DSPE, 363,

* * * – 2017, 1 Mars, European Commission COM, 2025, Raportul Juncker – 2017, *White Paper on the future of Europe – Reflections and scenarios for the EU 27 by 2025*, Bruxelles:

White Paper on the Future of Europe:

Brookings: Order from Chaos. Two cents on the 2 percent question, Washington D.C., Février 2017

Brookings: The New World Divide, Washington D.C., Juillet 2017

Clingendael: EU Strategy and European Défense. What level of ambition?, Haga, Novembre 2016

Clingendael: European Defence Core Groups. The why, what & how of permanent structured cooperation, Haga, Novembre 2016

Clingendael: Defending Europe. Translating mutual assistance into action, Haga, Janvier 2017

Clingendael: Geopolitics of the sustainability transition – risks and opportunities, Haga, Février 2017

Clingendael: European Defence: action and commitment, Haga, Mars 2017

Der Spiegel: France, Germany and the EU. The European Motor Sputters to Life, Hamburg, Juillet 2017

IAI: Differentiated Integration in Defence: A plea for PESCO, Roma, Février 2017. Studii IEM, 2014 – 2017



15. LES CONJONCTURES DE LA MONDIALISATION*

1. Le contexte

2. Les conjonctures de la mondialisation

3. L'intégration européenne et la mondialisation

4. Le cote sombre de la mondialisation

5. Le contexte de la conjoncture mondiale

6. La «vengeance» des perdants de la mondialisation

Références

* XIème Acte international de l'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières / XI Acto Internacional de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, *Le comportement des acteurs économiques face aux défis de demain / El comportamiento de los actores económicos ante el reto del futuro*, Barcelone, 10 novembre 2016

Les craintes mondiales dépassent celles de la gouvernance de l'Union, et leur envergure exige **des solutions plutôt communautaires qu'individuelles**. Le rassemblement des États de l'Union dans **un mécanisme ayant allure globale**, évidemment avec des proportionnalités bien définies visant les obligations, les responsabilités et les droits, est même bénéfique pour maîtriser une perspective. Sur une telle certitude temporelle on peut bâtir ce qu'on appelle une vision nouvelle pour l'UE, celle de **maintenir le chemin du projet plutôt dans les circonstances de la mondialisation**, en assimilant (*c'est-à-dire en résolvant*) les adversités internes centrifuges.

Avec un tel but, notre intervention a ses racines dans une recherche de l'Institut National de Recherche Economique «Costin C. Kirişescu» de l'Académie Roumaine, coordonné par notre ami e confrère le Prof. Dr. Napoleon Pop, directeur scientifique de l'Institut d'Economie Mondiale, lui-même coauteur de l'analyse sur l'opportunité d'une nouvelle vision stratégique pour une future architecture de l'UE, dans les nouvelles conjonctures géopolitiques et géoéconomiques de l'avenir.

15.1. Le contexte

Une nouvelle vision pour l'UE, dans l'actuel contexte géopolitique européen et mondial, implique des étapes d'évaluation des solutions possibles au niveau communautaire, en tenant compte de l'harmonisation des intérêts nationaux des États membres. Les intérêts deviennent de plus en plus spécifiques devant la multitude des risques accumulés, ce qui suppose leur sélection en cercles de priorités, qui ont besoin d'un soutien communautaire, un soutien qui continue de rester limité en termes de ressources et de disponibilité de la part de ceux qui ont des contributions nettes. Les sensibilités plus vieilles et plus nouvelles entre les États membres et entre l'UE dans son ensemble et le monde extérieur (la Russie, la Chine, les Etats-Unis, le Moyen-Orient, la proximité) sont devenues, à présent, plutôt des forces centrifuges du projet politique de l'intégration européenne. Ce fait est reconnu par des questions-clés: *peut-on avancer pour* «plus d'Europe»

dans l'Union en tant que solution pour inverser *en sens correct la stagnation de la convergence* ? où: en quoi devrait cela consister pour une Union plus forte?

En même temps, les inquiétudes géopolitiques actuelles de la mondialisation reflètent une accumulation de problèmes différents, encore sans solutions, tous donnant le contenu de ce que nous appelons une crise perpétuelle. Le *leadership*, les gouvernances, les modèles de développement économique, les conflits générateurs de réfugiés et de migration, les limites des politiques économiques et monétaires traditionnelles et non-orthodoxes (connues par les derniers programmes soit d'austérité, soit de stimulation), l'instabilité et la volatilité des marchés financiers et des devises, les guerres des changes, tous concourent au tableau gris des perspectives. Les Etats-Unis parcourent une année de préparation des élections présidentielles; en Europe, la position du chancelier de l'Allemagne est en difficulté, les tentatives de réhabiliter la gouvernance européenne (voir le Rapport des cinq présidents) ou celle de l'Italie, ou de la Grèce ne progressent pas, et les partis radicaux gagnent du terrain devant les politiciens indécis.

Le contexte européen – selon le rapport de l'EIU (Economist Intelligence Unit) «*L'Europe, contrainte jusqu'au bout de forces*» – se caractérise par sept facteurs qui érodent l'économie et la stabilité du continent, au centre duquel se trouve l'UE. Passons-les en revue!

(1) **La crise des réfugiés** représente le plus grand défi, parce qu'elle met à l'épreuve même la performance de la gouvernance communautaire et des États membres. Les divergences d'approche reflètent les différences de culture et les carences d'éducation et de comportement institutionnel (l'octroi de la nationalité versus la ségrégation au sein de certains États membres), et d'ici jusqu'à la recrudescence d'un nationalisme radical n'il y a qu'un pas. L'absorption des réfugiés (un million en 2015, comparative-ment à un peu plus de 220.000 en 2014, selon les données fournies par le Haut-Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies) signifie pour l'Europe un risque beaucoup plus élevé que la récession économique. Le retardement de la relance rend double ce risque par les autres effets politiques, légaux et pratiques, pour lesquels les pays de transit (la Grèce) ne sont pas préparés. Le rapport cité note que «*L'accord UE-Turquie a laissé un espace de respiration*», mais la difficulté de la mise en œuvre des accords conclus peut renvoyer l'Union à une crise aiguë, celle d'une possible dissolution, justement pour des raisons de diversité culturelle, considérée, dans le passé, un potentiel actif de l'Union.

(2) **Le Brexit¹ et la fragilité de l'économie de la Grèce** consomme des efforts et engendre des contradictions majeures au sein de l'Union et le dilemme «rester dans l'UE ou la quitter» revient toujours avec de nouvelles intensités.

A partir de Brexit, l'Union ne sera plus la même du point de vue de la *cohésion* et de la *solidarité*. Les deux attributs bénéfiques, au moins du point de vue déclaratif, vont devenir ce qu'aujourd'hui est «l'amertume» visant les contributions au budget de l'Union et la manière de répartition des coûts. Et cela de plus en plus conditionnée par-e-que les pays nettement bénéficiaires doivent respecter et réaliser par des réformes structurelles authentiques des performances comparables à celles des contributeurs nets. Les effets du Brexit pour la Grande Bretagne intéressent moins, considérant qu'ils se manifestent à court et moyen terme, avec une puissance régénérative caractéristique pour une économie forte, par rapport à l'accentuation du caractère relâché, déjà manifeste en ce qui concerne l'acquiescement aux décisions communautaires. Mais il est possible qu'un Brexit effectif conduise à une intensification des efforts pour une intégration politique supranationale plus profonde dans la zone euro, avec une chance pour une union fiscale restreinte. Ayant en vue le pouvoir de l'exemple des bénéfices, il est possible de s'élargir graduellement dans une Union à plusieurs vitesses d'intégration. Les perceptions centrifuges peuvent augmenter une crise de légitimité de l'UE, ce qui nourrit de munitions la foule de partis eurosceptiques.

Un Brexit à ce moment, conformément au rapport de l'EIU, «*serait un échec politique géant pour le bloc communautaire, avec des conséquences potentielles de déstabilisation, ce qui ne donne aucune chance au principe de l'irréversibilité*».

En cherchant la reprise de l'économie de l'UE, les banques centrales, y compris la BCE, ont eu recours à (3) **des politiques monétaires non-orthodoxes**, dont on ne sait pas comment sortir. Leur impact sur la stimulation de la croissance économique n'a pas les résultats escomptés (relâchement quantitatif, intérêts négatifs), car elles ont atteint les limites d'où les effets deviennent nuls

1 Notre étude a été documentée, en grande partie, avant le référendum britannique (encore controversé) visant la sortie de la Grande-Bretagne des structures de l'Union européenne. Nous préférons ne pas développer maintenant, dans cette étude, la complexité des effets de l'acte populaire de volonté des Britanniques aussi longtemps et jusqu'à ce qu'on finalise la décision (après la démission du gouvernement Cameron) et on entame les négociations d'auto-exclusion de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, d'autant plus que les négociations à venir pourraient aussi induire des effets centrifuges dans d'autres États membres, bien sûr, si ces négociations apportent des bénéfices significatifs à ceux qui quittent l'UE.

si les gouvernements ne s'assument pas les réformes structurelles qui sont beaucoup en retard.

(4) **La nécessité de l'existence des gouvernements responsables** a été le *chant du cygne* de l'ancien président de la BCE, Jean-Claude Trichet. L'actuel président, Mario Draghi est sur le point d'abandonner si les gouvernements ne s'assument pas les réformes structurelles nécessaires. Toute accessibilité à « beaucoup d'argent bon marché » (y compris le récent « hélicoptère money ») s'embarrasse dans la qualité de la performance économique post-crise, étant donné qu'il y a peu de preuves, sur le plan politique, de passer à des réformes véritables.

Sur ce canal, on arrive à un autre facteur provocateur pour l'Union, (5) **le ralentissement de la croissance de la productivité du travail**, sous l'influence des facteurs cycliques et structurels moins maîtrisés par les politiques économiques communautaires ou des États membres. On parle de stagnation ou de petits signes de reprise de cet indicateur, suffisant pour que l'Union régresse dans la compétition mondiale et dans la consolidation d'une place d'acteur mondial représentatif et encourageant pour les États membres.

Parmi les sept principaux facteurs auxquels l'Union est exposée il y a (6) **les relations tendues entre l'Europe et la Russie**, comme résultat de la perception de l'expansion de l'influence occidentale dans l'espace ex-soviétique de la part de la Russie. On maintient l'idée que l'Union a été moins prête à gérer cette relation, y compris par les approches controversées en son sein. Le rapport de l'EIU consigne que la dynamique de la politique communautaire, même si ne démontre pas d'intentions de développer de certaines stratégies proactives avec les États de l'espace voisin à la Russie (donc ne formulant aucune garantie qu'on pourrait éviter des conflits avec Poutine dans l'avenir), il y a des déclarations individuelles de relâchement des sanctions. La prolongation indéfinie de celles-ci, en dépit de la manque de conformation de la Russie, devenant contre-productive même pour l'Union.

Les relations de l'Union avec la Russie et leur approche conflictuelle et individuelle rendent actuelle une chose beaucoup plus grave même dans l'espace de l'Union, respectivement (7) **la mise en danger des démocraties européennes**. Au niveau de l'Union, les partis extrémistes et nationalistes ont causé des fractures dans les structures démocratiques de la société. Dans certains États membres, elles sont devenues des politiques nationales, justement par le mauvais traitement des causes, où on inclut la qualité des gouvernances dédiées à l'intégration, qui a induit des brèches et des dérapages par rapport aux valeurs de la démocratie. *« Ces choses se passent – se-*

lon le rapport de l'EIU – parce que le système des partis politiques qui soutenait pendant des siècles un gouvernement représentatif commence à se désagréger. L'époque des partis de masse ou de la démocratie de masse qui a commencé au XXe siècle est sur le point de prendre fin.» L'Union est sur le point d'entrer dans une période de fragmentation politique en croissance, qui érode l'échafaud de sa propre construction avant de réussir mettre autre chose en place. La fragmentation politique attirera de la volatilité électorale et de l'instabilité dans la gouvernance.

Dans ce contexte, il faut remarquer l'intervention de Javier Solana (dans son Project Syndicate: *«Europe's Dangerous Nostalgia»*): l'une des causes de la croissance de l'influence des partis nationalistes est la persévérance contraire à la nature des dirigeants européens d'appliquer de vieilles solutions aux problèmes du présent. La crise financière a accentué, par ses conséquences (croissance lente, ayant comme effet l'explosion du chômage parmi les jeunes) et, notamment, par les solutions la pression de sauver les économies en difficulté par la solidarité, mais seulement en échange de certains programmes d'austérité et de réformes difficilement acceptés. D'ici, le blâme de l'intégration européenne est devenu un phénomène naturel. Le retour à la souveraineté reflète moins l'émergence de certains mouvements radicaux (qui existent), mais l'augmentation du soutien populaire pour ceux-ci et, par conséquent, leur mise dans des points de décision. Ici on perd de vue l'intersection de l'Union avec la mondialisation, pour l'évolution de laquelle l'UE n'étant pas coupable. L'Union peut être blâmée pour le mode de gestion de la crise financière dans son espace, mais pas pour les déséquilibres au niveau mondial.

15.2. Les conjonctures de la mondialisation

La mondialisation a été rendue plus facile – on affirmait emphatiquement à ses débuts – par les télécommunications sans frontières, qui ont permis la pénétration de la communication dans des zones considérées tabou pour diverses raisons (idéologiques, limitations techniques soutenues artificiellement par la volonté des dictateurs, etc.). Il ne faut pas oublier pourtant que, grâce à la mondialisation, on est aussi arrivé, en fin de compte, à la mise en valeur des investissements spatiaux dans l'environnement civil, beaucoup plus large que leur utilité militaire, ainsi qu'à la relance du processus d'investissement au profit de quelques-uns qui développaient et fabriquaient la plus complexe technologie.

La mondialisation a pris le processus d'intégration européenne en quelque sorte dépourvu, principalement à cause du retardement des progrès dans la réalisation du projet politique. Ni la mondialisation, ni l'intégration eu-

ropéenne n'ont pas effacé les frontières nationales (John Kay: «*National borders globalisation cannot erase*» – éditorial du *Financial Times*), et les événements plus récents nous montrent des retours dans les processus de libéralisation du passage de ces frontières. Paul Krugman, dans son commentaire «*Europe the Unready*», nous attire l'attention que **l'Union n'est pas prête à gérer** ces retours à son niveau, parce que le projet européen, bien qu'il a créé des interdépendances de plus en plus fortes entre les États membres, «*il n'a pas créé des institutions ou au moins un sens de la légitimité politique – comme l'espéraient les élites de l'intégration – nécessaires pour gérer les interdépendances si les choses tournent mal*». Le problème des réfugiés et du terrorisme non seulement que met à nouveau en évidence les frontières nationales, qui se ferment, en reconnaissant que les États individuels sont mieux préparés à se défendre que l'Union peut le faire.

Les évolutions récentes dans l'Europe de l'Est nous montrent que les parapluies impériaux sont même de «fantômes réels» et les tendances hégémoniques continentales semblent être ressuscitées à cause de la difficulté de trouver des solutions consensuelles, consolidées et durables, adaptées aux réalités du premier quart du XXIème siècle. Ceci est le terrain et l'effet de l'avance du concept le plus dangereux contre l'intégration, celui de la dualité, de la classification des pays en pays de première rang et de seconde rang, du nord et du sud, de l'ouest et de l'est, centraux et périphériques, en affectant la fertilité nationale d'une appartenance à l'Union, l'une des causes de l'escalade de l'euroscepticisme et de la radicalisation.

Si nous prenons conscience de la pertinence du bénéfice de certains phénomènes extérieurs à l'UE pour rétablir sa vision stratégique, **les effets étendus de la mondialisation**, afin d'être pris comme des opportunités, ont besoin d'un «réarrangement» des étapes pour mener à bien le concept de l'Union. Le récent «*Rapport des cinq présidents*», bien qu'il essaye de clarifier la voie, se limite à **certains aspects techniques** des futures Unions, fiscales et politiques, limitées à la zone euro, en excluant les pays en dehors de cette zone.

Il y a aussi d'autres inquiétudes pour lesquelles on essaye de trouver des réponses encourageantes. Le thème d'une «**terre plate**» comme conséquence de la mondialisation, dans le sens de parvenir à un processus de faible entropie équivalente à la stagnation économique (voir Nicholas Georgescu-Roegen) est aboli par R. Kaplan², soit même pour la situation où on parle de la généralisation des principes de la démocratie de type

2 Robert D. Kaplan, *Răzbumarea geografiei. Ce ne spune harta despre conflictele viitoare și lupta împotriva destinului (La revanche de la géographie. Qu'est-ce que la carte nous dit sur les conflits futurs et la lutte contre le destin)*, Editions Litera, 2014, Bucarest.

occidentale et de l'économie de marché par la mondialisation. L'expérience à cet égard met en évidence le fait que s'assumer les valeurs occidentales en matière de démocratie et d'économie de marché ne peut se faire ni de manière uniforme, ni avec une dynamique égale, notamment dans une partie du continent européen, longues décennies touché par le fléau du totalitarisme (la Russie, le Belarus), tout comme des surprises peuvent venir aussi de la part des États devenus déjà membres de l'OTAN et de l'UE (le cas de la Hongrie).

Il semble que **le succès initial d'ensemble de la mondialisation** a créé aussi une certaine confiance de l'Occident, non-honorée par ceux dans lesquels elle a été investie, et malheureusement on a profité de la faiblesse d'une crédulité dans l'automatisme des bénéfices de la mondialisation. L'accroissement inertiel de la confiance que les valeurs de l'Occident peuvent être partagées conjointement dans de nouveaux espaces a reçu des «*réponses surprise*», l'exemple de la situation *de facto* entre la Russie et l'Ukraine démontrant des convulsions possibles dont la «*terre plate*» peut souffrir à travers la mondialisation.

Si on prend conscience de l'impact géopolitique du côté obscur de la mondialisation, de **l'instabilité du système financier mondial**, là où la bulle a crevé, on voit que s'impose la nécessité d'une analyse des opinions concernant les moteurs récents du changement des configurations des interdépendances. Dans l'espace mondialisé, l'influence des politiques monétaires des pays à monnaie de réserve passe librement à travers le territoire géographique et politique où une banque centrale a sa juridiction légale (FED, Banque d'Angleterre, Banque du Japon). Cette influence dicte le mouvement de facteurs et de fonds qui n'appartiennent pas nécessairement à l'État où la banque centrale respective fonctionne. L'impact – en particulier sur le phénomène de l'émergence – peut être désastreux du point de vue de la volatilité du taux de change, de la vitesse dont on contracte la dette extérieure et, notamment, de la fausseté des prémisses d'un développement économique à long terme.

L'internationalisation du mouvement des flux de capitaux, avec un poids croissant de leur utilisation dans des opérations spéculatives, ramène au centre des préoccupations **le rôle de la grande finance dans la conduite politique des États** et rappelle les mots du philosophe Hérodote: «*l'argent est devenu celui qui dirige*». Le dicton d'Hérodote complète, malheureusement, un fait vérifié par l'histoire, à savoir que derrière chaque confit il y a l'argent, soit comme but, soit comme support. Cette chose était connue dès l'Antiquité. Plutarque fait une référence surprenante dans son œuvre philosophique, qui, si est lue aujourd'hui, est stupéfiante: «*celui qui définit*

*l'argent principalement comme un levier des affaires, semble dire cette chose faisant une référence particulière à la guerre».*³

En tant que chercheurs, nous avons toujours évité la référence à **la grande finance**, nous protégeant ainsi de son sens idéologique: l'impérialisme. L'accumulation de connaissances nous a dégreuvé de cette pression, d'autant plus que le syntagme est de plus en plus utilisé pour expliquer la phénoménologie de la dernière crise financière, par ceux qui sont vraiment intéressés par la cause primaire de celle-ci, et non pas par de simples commentaires, dont la répétition est devenue fatigante. Ceux-ci parlent plus autoritairement que jamais de l'éthique et de la moralité dans le système financier international, régressées comme suite à la mondialisation des pratiques moins bonnes, de la discordance absolument immorale entre l'économie réelle et celle financière (cette dernière étant 14 fois plus élevée que la première), de la tentation de croire que l'argent se multiplie par lui-même, sans la contribution du travail humain, de l'orientation de la vie mondaine exclusivement vers les aspects quantitatifs, avec l'appauvrissement correspondant de l'esprit.

La mondialisation a été considérée habituellement par le prisme des phénomènes positifs qu'une méga-internationalisation des activités économiques peut apporter; et non seulement, cette fois-ci par la belle métaphore de partager les mêmes valeurs en commun. On a beaucoup parlé des opportunités et des défis de la mondialisation et de la nécessité de les «valoriser». Mais la lenteur du déroulement des réformes structurelles que le phénomène de la mondialisation a imposées a conduit à un ajournement de leur mise en œuvre dans de nombreux pays, déjà pris par son rouleau, et le «réveil» a été marqué par une crise financière mondiale sans précédent. En même temps que cette crise à déceler le côté sombre de la mondialisation et ses défis sont devenus plutôt des risques qui, aussi, ont beaucoup rétréci les modalités de mettre en valeur ses opportunités.

Nous croyons que le paradigme de la mondialisation est étroitement lié à l'action humaine et son analyse appartient, par conséquent, aux méthodes de recherche des sciences sociales et humaines. En acceptant cette vérité, l'essence de la mondialisation semble appartenir en principe au comportement humain, ce qui signifie qu'on a besoin d'une éducation envers ce phénomène si on veut lui fructifier les avantages. On constate, toutefois, que même sa gestion basée sur les traditions historiques (à partir de la paix de Westphalie et passant par des comportements impériaux) fait que la mon-

3 Apud Aris Angelopoulos, *The Wisdom Book (Le livre de la sagesse)*, Editions National Greek Press Publishing Co., 1988, Chicago, Il, États Unis.

dialisation ne soit pas encore unificatrice. Nous sommes probablement dans une période de transition du paradigme de la mondialisation qui met en évidence exactement l'opposé, un autre moment *d'escalade de la division du monde pour un nouveau repositionnement du pouvoir*.

Il faut réévaluer **l'hypothèse de travail de chaque État membre contractant d'un projet dans lequel il a confiance**. Les positions doivent être fixées sur les facteurs propices à assurer la solidité de celui-ci, avec *un intermezzo* absolument nécessaire au retour de tous les États membres à **l'unicité d'action** (l'arrêt, en fait, les facteurs de la dissolution de l'Union). Mais, sur la base de principes tels que la subsidiarité croissante, la cohésion et la solidarité, des principes qui doivent être alimentés premièrement par une éducation adéquate du **citoyen européen**. Bel attribut de fertilité pour chaque individu, mais la question demeure: dans quelle mesure chacun des États membres a eu l'intérêt de se rendre compte de cette qualité au cours des dernières décennies?

Une réponse partielle de l'échec se trouve dans: (a) les réactions visant la répétition trop fréquente de la nécessité de la création de l'union politique, comme si le projet concerne une autre Union et, par conséquent, il est préférable de parler aussi peu que possible de cette union, et (b) la manière dont on cherche à éliminer tout débat sérieux sur le thème de la fédéralisation de l'Europe, en oubliant que les temps ont toujours changé la signification des concepts, de règle, en quelque chose de mieux.

15.3. L'intégration européenne et la mondialisation

Ont été considérées comme des processus complémentaires, au moins jusqu'à un point. En manière déclarative, on a fait référence aux buts nobles, civilisateurs des principes de la démocratie et, en parlant philosophiquement, aux *processus d'humanisation du monde à travers des valeurs partagées en commun*, ainsi qu'à une plus correcte affirmation des conquêtes de l'homme au niveau cognitif, érigé au standard de vie de l'humanité dans son ensemble.

La régionalisation circonscrit des intérêts communs spécifiques à un espace géographique plus restreint, enregistrant de règle un changement plus rapide, en fonction des évolutions extérieures à la zone comprise dans celle-ci, dans la plupart des cas, en opposition avec les intérêts de la mondialisation et d'une véritable intégration. La régionalisation peut représenter aussi *une fronde* à d'autres processus, si la mondialisation et l'intégration évoluent plus lentement en ce qui concerne la réalisation des conditions pour satisfaire les intérêts d'un groupe. Les causes peuvent être soit l'incapacité

du groupe respectif d'attirer des alliés, soit l'impossibilité de convaincre les alliés potentiels sur les avantages des intérêts respectifs.

Si on parle de la *nécessité d'une nouvelle vision stratégique de l'UE* dans le nouveau contexte de la mondialisation, avec ses aspects bons et le moins bons, on ne peut se référer qu'à l'achèvement du projet politique d'intégration – l'union politique. Mais si on tente un séquençage des stratégies de l'Union jusqu'à présent, on peut difficilement déceler les brins de certaines prémisses qui nous conduisent à la réalisation de ce projet. Il est vrai que les tensions créées par la dernière crise ont été mises, *une fraction de seconde*, au crédit de l'échec de la concentration de l'Union sur le projet politique. Les discours pas du tout substantiels sur ce sujet se sont finis par la *«recommandation»* qu'il n'est pas encore le temps, que, pour arriver à l'Union politique, *c'est-à-dire de la géopolitique*.

On a besoin encore d'autres étapes, et ni pour l'union fiscale n'est pas le moment propice, mais on est parvenu à l'union bancaire et à l'union du marché des capitaux, jamais prévues, mais soutenues comme des prémisses de l'union fiscale. *C'est-à-dire de la géoéconomie*.

15.4. Le cote sombre de la mondialisation

Nous conduit à une réflexion récente de George Friedman: «Nous avons une question sérieuse pour la situation actuelle du monde: les conflits et les guerres ont été vraiment enlevés, ou on vit un interlude vers une illusion séduisante» (Flashpoints: «The emerging crisis in Europe» («La crise émergente en Europe»)). Ces questions on ne peut pas les considérer comme transitoires ou faciles à oublier. Elles ont besoin de réponses par une recherche plus profonde du phénomène de la mondialisation. On a besoin d'une connaissance compréhensive du paradigme de la mondialisation, **en passant de l'extase initial au réalisme**, le résultat probable devant être la configuration du sens réel de l'évolution du système socio-économique planétaire et, surtout, la compréhension de la corrélation entre les causes et les effets dans un domaine de recherche prioritaire.

La conjoncture mondiale de l'année 2016, poursuivie étape par étape par des statistiques trimestrielles, révèle que les tentatives de redressement économique, certaines même réussies (dans les États-Unis, la Grande Bretagne), ont eu lieu au fond de l'aggravation de la perception, en dimensions incomparables, des risques: la possibilité d'une nouvelle crise financière imminente, le démembrement de l'Union européenne, un phénomène de migration sans précédent, des conflits locaux actifs et passifs, la baisse des prix du pétrole brut, l'inefficacité de la gouvernance de la zone euro, des ten-

sions entre l'OTAN et la Russie, le manque de connaissances des modalités les plus adéquates pour les banques centrales de trouver des moyens optimaux d'appliquer aussi des instruments non-standards de la conduite dans la politique monétaire, etc. Bien sûr, tout ça se concentre finalement dans le plan décisionnel, et les décisions sont devenues plus complexes, mais sans fournir des solutions complètes. Ayant en vue strictement la croissance économique, l'UE a bénéficié de toute une gamme des qualificatifs possibles: fragile, incertaine, inconsistante, fracturée, privée de continuité et / ou de fermeté, flexible, etc., ayant impact sur le fonctionnement des marchés des matières premières, des biens et des services financiers et monétaires.

A cette manière ci, on a observé l'enchaînement de la phénoménologie économique au plan de ce qu'on appelle conjoncture globale, définie statistiquement en principale par les indicateurs des marchés (les cours des matières premières, les indices boursiers sur les marchés de capitaux, la volatilité des taux de change pour les principales monnaies de réserve). Du point de vue psychologique, les enquêtes de perception au niveau de l'environnement d'affaires, ont révélée beaucoup de craintes dans les évaluations des perspectives de l'économie mondiale faites par des économistes ayant une grande notoriété (Stiglitz, Roubini) et par d'autres analystes. La complexité des analyses de ceux-ci n'a omis ni les réalités géopolitiques en cours (la crise de l'Ukraine, la crise de la Grèce, le Brexit, la crise des réfugiés, etc.), mais ni les réévaluations géoéconomiques fondamentales, concernant le capitalisme actuel (Piketty, FMI), comme système économique générant de grands déséquilibres mondiaux quand on parle de la dispersion de la pauvreté et de la richesse.

Dans ce contexte, on peut souligner que l'évolution de l'économie mondiale du point de vue de ses facteurs de traction dépend pratiquement de trois éléments fondamentaux: ce qui se passe dans l'économie des États Unis et de la Chine, la politique monétaire de la FED et le prix du pétrole brut. Tous les autres phénomènes du reste des autres économies sont pratiquement des effets de ces éléments fondamentaux, essentiels pour la «santé» de l'économie mondiale et le sens de son évolution. Ils se trouvent en corrélation et soulèvent des questions telles que: s'ils peuvent renforcer les effets positifs (le retour des États-Unis en tant que «locomotive»), s'ils initient des ajustements cycliques et structurels attendus comme solutions pour certains modèles économiques (la Chine, la Russie, l'UE), s'ils grèvent les flux non-spéculatives de capitaux, en les orientant vers l'économie réelle (la sortie de la FED des opérations de relâchement quantitatif [QE] et le début de l'augmentation du taux de l'intérêt), si on assiste à une nouvelle orientation des investissements dans le secteur énergétique à cause d'une offre excédentaire de pétrole brut; si les pays exportateurs de matières premières

résisteront au recul de la demande d'importation provenant de la Chine ou comment la Russie va réagir en ce qui concerne la dépendance de ses revenus des exportations de pétrole brut, à des prix en quelque sorte renforcés à des niveaux assez bas, probablement à long terme.

Les défis actuels de l'économie mondiale sont absolument neufs par rapport aux deux chocs pétroliers des années '70 et '80, l'agenda mondial devenant de plus en plus complexe.

Quelque soit le cours des économies, encore enkystées dans le vieux paradigme du modèle de développement, l'agenda mondial du présent comprend la nécessité de certaines solutions dans le cadre d'une enveloppe beaucoup plus large, représentée par **la pression démographique, les changements climatiques, la dégradation excessive de l'environnement et les mouvements d'envergure des populations.**

15.5. Le contexte de la conjoncture mondiale

Décrit ci-dessus du point de vue qualitatif se retrouve dans les formulations et les estimations des rapports économiques récents du FMI, concernant la perspective de la croissance économique mondiale et par régions et pays. Il faut souligner, selon l'opinion d'Olivier Blanchard, économiste en chef du FMI, et de Maurice Obstfeld, conseiller économique, certaines considérations qui semblent susceptibles de continuer à caractériser, pendant un certain temps, l'économie mondiale:

- **L'économie mondiale**, bien qu'elle soit entrée dans la sixième année de croissance, a un rythme médiocre, inégal et en baisse par rapport aux estimations d'avril et juillet 2015. Les **économies** développées se renforcent progressivement, mais les rythmes se maintiennent faibles après 2010, respectivement au-dessous de 2%. En même temps, le rythme de croissance a ralenti dans les économies des pays émergents et en développement. Cette évolution différenciée conduit à des tensions, car les pays émergents et en développement se confrontant avec un double défi: la réduction du rythme de croissance économique et la détérioration de leur situation financière;
- **La relance de l'activité économique et productive** est plus prononcée dans les États-Unis et la Grande Bretagne par rapport aux autres pays et régions, mais le rythme de la relance de la croissance est modéré et, probablement, n'a pas de continuité;

- **La relance économique au Japon** est ajournée pour 2016 et après, elle est encore entravée par la hausse de la dette publique et par l'évolution de la politique fiscale. Cette dernière se reflète dans le débat sur l'augmentation de la taxe sur la consommation et la cadence de la consolidation budgétaire. La consolidation budgétaire est trop lente et conduira à la baisse de la crédibilité des autorités devant l'environnement d'affaires et l'accentuation de la méfiance aura un impact sur la croissance économique;
- **Les économies principales de la zone euro** donnent certains signes de reprise. Cette reprise, après un début prometteur dans le premier semestre de 2015, a donné des signes clairs de ralentissement dans la seconde moitié de l'année et au début de l'année 2016. Cette évolution est l'«héritage» de la crise économique des années 2012-2013, ainsi que de la crise des dettes souveraines. Les pays de la périphérie du sud de la zone euro continuent de souffrir des effets dus aux programmes d'austérité, qui n'ont pas affaibli les tensions produites par leurs dettes extérieures. Les progrès concernant la compétitivité et les exportations ne sont pas encore assez forts pour compenser la baisse de la demande intérieure agrégée. Tant dans les pays principaux, que dans ceux de la périphérie, il y a une incertitude concernant les bilans bancaires, en dépit des efforts de réviser les réglementations visant la qualité des actifs bancaires et de réaliser l'union bancaire. Dans ce contexte, les réformes structurelles sont une priorité pour relancer les rythmes anémiques de croissance économique au niveau de l'Union pendant l'année 2016 aussi. Un tel redressement affecte l'entière région, mettant en péril la croissance relativement plus vigoureuse des États membres du centre et de l'est de l'Europe, y compris la Roumanie;
- Les évolutions les plus importantes, mais aussi les plus préoccupantes sont ceux **des pays émergents et en développement**, où le rythme de la croissance économique a baissé plus qu'on a prévu. La question naturelle est de savoir si cette baisse reflète des facteurs cycliques ou une diminution du potentiel de croissance de la production. Selon les données disponibles, la baisse reflète à la fois les deux versions, à un degré différent, en fonction du pays considéré – cyclicité dans la Russie, le Brésil et l'Afrique du Sud et diminution du potentiel de production en Chine et l'Inde;
- **Les conditions exceptionnellement favorables au niveau mondial**, (les prix élevés des matières premières et l'expansion rapide des marchés financiers), **ont augmenté le potentiel de croissance des**

économies émergentes et en développement dans la première décennie de ce millénaire, mais la composante cyclique a ultérieurement brouillé ces performances. À mesure que les prix des matières premières se sont stabilisés et ensuite se sont réduits, les contraintes financières ont augmenté, le potentiel de croissance a diminué, conduisant, dans certaines situations, à des ajustements cycliques abrupts et brutales;

- Dans le contexte d'une évolution volatile, les gouvernements des pays émergents et en développement se confrontent avec deux défis. Le premier consiste dans **l'ajustement de la croissance à un niveau plus réduit**, nécessité inévitable par comparaison à la première décennie de ce millénaire, mais qui exige cependant des réformes structurelles immédiates. Elles sont conçues pour aider à la relaxation de l'ajustement et à l'urgence de celui-ci. Dans ce processus, on a en vue l'inclinaison vers la consommation en Chine et l'élimination des obstacles aux investissements au Brésil et en Inde. Le deuxième défi est celui de gérer les ajustements cycliques par des mesures standards: les pays ayant un grand déficit budgétaire doivent faire appel au renforcement fiscal-budgétaire et les pays ayant l'inflation constamment au-dessus de l'ensemble des niveaux déterminés doivent adopter une politique monétaire plus crédible en termes de ses effets futurs;
- **L'impact potentiel de l'augmentation du taux d'intérêt de politique monétaire** à long terme dans les États-Unis sur les économies émergentes a été déjà «expérimenté» à l'occasion d'une intention dans ce sens. La normalisation du taux d'intérêt dans les économies développées en territoire positif peut conduire à une inversion des flux antérieurs de capitaux. À mesure que les investisseurs rapatrient les fonds aux États-Unis, les pays ayant des positions budgétaires plus faibles ou une inflation élevée sont particulièrement exposés aux sorties de capitaux. La réaction adéquate est soit mettre en ordre les politiques macroéconomiques, par la clarification du cadre et de la conduite des politiques monétaires, en maintenant la durabilité budgétaire, soit laisser le taux d'échange des monnaies se déprécier comme réponse aux sorties de capitaux;
- À l'heure actuelle, **un risque majeur** qui pèse sur l'évolution de l'économie mondiale est celui **géopolitique**, à savoir la crise russo-ukrainienne et les tensions dans le Moyen-Orient, avec toutes les implications possibles sur le commerce international et les prix internationaux des matières premières, en particulier les prix du pétrole et des gaz.

15.6. La « vengeance » des perdants de la mondialisation

Le côté sombre de la mondialisation a mis mieux en évidence qui et comment a géré les défis et les opportunités de celle-ci. Évidemment, *au niveau de l'Union, cette gestion a été mauvaise, trompeuse, discrétionnaire, pressante de manière déséquilibrée et la force des instruments utilisés a été disproportionnée par rapport à la capacité d'être assimilée par la société*. L'échec appartient aux démocraties occidentales qui n'ont pas eu l'habileté et la capacité de faire face aux chocs économiques asymétriques d'envergure, comme dit l'économiste Wolfgang Münchau, dans un commentaire consigné par le *Financial Times*. La qualité de la gouvernance de l'Union a déterminé que la mondialisation et l'appartenance à la zone euro causent des dommages non seulement à certains groupes sociaux, mais aussi à des nations entières (la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie). La cause n'est pas la crise financière, mais la négligence en connaissance de cause des réformes structurelles. En ce qui concerne les effets de la non-réalisation de celles-ci, les débats continuent, mais sans solutions (les systèmes d'éducation, de santé, de retraite, la stimulation de la productivité du travail, etc.).

L'Union n'apporte pas les dividendes attendus par les citoyens européens dans le contexte de la mondialisation, ils ne sont qu'un sujet politique soulevé dans les discours. *La stagnation des revenus réels* pendant deux décennies, le *taux élevé du chômage*, les effets de *la crise financière* ayant un impact (déjà) permanent sur la croissance économique à long terme, ainsi que la *combinaison de la mondialisation* (visible partout) *et des progrès technologiques* (à accès réservé) ont conduit à la déstructuration de la main d'œuvre de la classe ouvrière (dans son sens traditionnel), et maintenant attaquent la main d'œuvre supérieurement qualifiée de la classe moyenne. Les réformes du marché du travail sont considérées seulement par l'effet de la réduction des emplois (la France) ou du blocage des salaires (l'Allemagne) et leur application à l'échelle d'une nation semble être la cause du déséquilibre qui a produit la crise de la zone euro. Le succès des réformes des années 2000 en l'Allemagne a engendré la réduction des prix relatifs et l'expansion des exportations, avec des économies massives (excédents budgétaires et de compte courant) qui, par leur individualisme, ont créé l'abîme entre le nord et le sud de l'Union.

Si tous les pays suivaient des réformes structurelles en même temps (en particulier, celles visant l'augmentation de la compétitivité au niveau national) n'existeraient certainement pas des gains nets tant discordants entre les pays et n'existerait plus beaucoup de la rhétorique actuelle, qui rend antagoniste les pays de l'Union, tout comme *l'insurrection du social contre les*

politiques imposées par certains Etats aux autres (avec des changements de gouvernements) aurait été plus faible. Les Etats-Unis et la Grande Bretagne, bien qu'ils aient des structures de marché parmi les plus libérales, rien ne les empêche de se heurter contre une éventuelle nomination d'un candidat extrémiste populiste à la présidence (le cas des républicains aux États-Unis), respectivement la sortie de l'UE (Brexit).

Des analyses empiriques indiquent que les réformes structurelles dans la mondialisation ont des effets beaucoup plus subtils que ce qu'on croyait selon des règles de manuel, et la corrélation entre les initiateurs de réformes et le soutien de leur mise en œuvre pour les partis de ceux-ci a affaibli jusqu'au contraire. Ces constatations renforcent l'idée que la mondialisation, par ses effets, **a subjugué les politiques classiques de réforme et a dépassé le pouvoir de compréhension** de *l'establishment* existant si l'on regarde la façon dont on gère le populisme dans les démocraties occidentales et son extension dans celles plus jeunes. On observe, en effet, une croissance de l'asymétrie entre les Etats de l'UE engagés dans l'intégration qui devrait leur assurer une plus grande compatibilité, ce qui nécessite d'autres instruments pour ramener le projet européen de l'intégration sur sa voie initiale.

L'isolement et le populisme auxquels on a recours, par la nouvelle insurrection politique des radicaux dans beaucoup d'Etats, ne peuvent pas être la solution pour éviter les «*effets désagréables*»⁴ de la mondialisation (de l'intégration, pour quelques-uns). Ils vont inévitablement rouler. Le manque d'une gestion adéquate à cause du manque de connaissances, des ajournements, des palliatives, etc. rend perdants de facto beaucoup d'Etats membres de l'UE en ce qui concerne la mondialisation, dans le contexte où on observe déjà une autre distribution du pouvoir économique dans le monde.

Tel comme le monde se présente aujourd'hui, dérouté pour le moment (pas encore subjugué) par un populisme croissant, autres nouvelles libéralisations – c'est-à-dire des ouvertures vers le monde – seront regardées avec suspicion et considérées contraires aux intérêts nationaux. Cet état d'esprit explique aussi l'entêtement pour finaliser l'accord de partenariat transatlantique États-Unis-UE (TTIP) après les discours euphoriques de l'ouverture des négociations, négociations qui ont induit aussi une perception favorable à cette démarche.

4 Nous avons écrit à propos de ce sujet à l'occasion de la session annuelle de recherches de l'Institut national de recherche économique «Costin C. Kirițescu» – ESPERA 2015, Éditions Peter Lang.

Ayant en vue seulement le cas de l'Allemagne, un pays membre de l'UE bien situé en termes de compétitivité internationale, pendant les deux dernières années, on assiste à une baisse spectaculaire du soutien du TTIP. Une enquête Yuo Gov révèle une diminution du nombre des souteneurs allemands de 90% en 2014 à 56% aujourd'hui, tandis que le poids de ceux qui ont rejeté dès le début l'accord a augmenté de 25% à 33%. Bien qu'on reconnait la nécessité de nouveaux marchés, de plus de commerce entre les pays, en tant que facteur du développement, le retardement inadmissible des réformes ayant de l'impact sur l'augmentation de la productivité du travail et de la compétitivité nationale renverse la logique naturelle des effets de la libéralisation, ce retardement devenant la cause qui provoque le chômage, la pauvreté et l'exclusion. La question naturelle est: sous les auspices du quel genre de gouvernance politique cela se produit, du point de vue des compétences dans la mondialisation et surtout de la vision d'utiliser ses opportunités?

Au niveau des décideurs, tout est jugé en termes de *coûts politiques*, à savoir la *prolongation de la période de rester au pouvoir*, malheureusement, indépendamment des résultats, mais avec l'étonnement étrange de ne pas comprendre ce qui se passe. Toute enquête sociale peut tirer l'alarme et les repositionnements présents envers le TTIP pourraient, selon certains analystes, désamorcer l'un des facteurs de résurgence anti-UE. Il s'agit de ne pas apporter d'autres conséquences politiques au compte d'une nouvelle libéralisation, ce qui s'est déjà passé, par-ce-que même le processus d'intégration de ces dernières années d'après la crise financière a réalisé. Et aussi de ne pas conduire à une accentuation des effets négatifs de la mondialisation pour les Européens. Mais ce qu'il faudrait entendre, et c'est valable aussi pour la Roumanie, est que tant l'intégration européenne, que la mondialisation sont des champs de compétition, avec des gagnants et des perdants. De quelle position nous allons voir pour l'UE?

Références

- Aristote – 2010, *Política (La politique)*, sélection publiée par le soin d'Alexander Baumgarten, Éditions Univers Enciclopedic Gold.
- Boia, L. – 2013, *Sfârșitul Occidentului? Spre lumea de mâine (La fin de l'Occident? Vers le monde de demain)*, Éditions Humanitas, Bucarest.
- Chevènement, J.-P. – 2013, *1914-2014, L'Europe sortie de l'histoire?*, Librairie Arthème Fayard, Paris.
- Commission européenne – 22 Juin 2015, *Five Presidents' Report sets out plan for strengthening Europe's Economic and Monetary Union as of 1 July 2015 (Le Rapport des cinq présidents établit le plan de renforcer l'Union économique et monétaire de l'Europe à partir du 1^{er} juillet 2015)*, Bruxelles.

- Commission européenne – Novembre 2015, *European Economic Forecast (Prévisions économiques européennes)*.
- Costa, R. – 2012, *Ultimul avertisment. A venit timpul să ne gândim la pericolul dispariției (Dernière mise en garde. Il est temps de penser au danger d'extinction)*, Éditions Trei, Bucarest.
- De Montbrial, Th. – 2016, *Discours à la Banque nationale de Roumanie, à l'occasion du 150e anniversaire de la fondation de l'Académie roumaine*.
- Fonds monétaire international – Avril 2015 – *World Economic Outlook – Uneven Growth, Short and Long-Term Factors (Perspectives économiques mondiales – Croissance inégale, facteurs à court et à long terme)*.
- Fonds monétaire international – Octobre 2015, *Adjusting to Lower Commodity Prices (Réglage aux bas prix des marchandises)*.
- Georgescu-Roegen N. – 1996, *Legea entropiei și procesul economic (La loi de l'entropie et le processus économique)*, Les Editions Expert, Bucarest.
- Ioan-Franc, V; Pop, N. – 2014, «Repoziționări ale actorilor economici» («Repositionnements des acteurs économiques»), dans *Caiete critice (Cahiers critiques)*, no. 12, pp. 66-72, Bucarest.
- Ioan-Franc, V; Pop, N. – 2015, «Crisis, Globalization, Global Currency» («Crise, mondialisation, monnaie mondiale»), dans *Procedia Economics and Finance*, Elsevier, vol. 22, pp. 479-485.
- Isărescu, M. C.; Postolache, T. (coord.) – *Strategia națională de dezvoltare a României pe termen mediu 2001-2004 (La stratégie nationale de développement de la Roumanie à moyen terme, 2001-2004)*, Centre roumain d'économie comparée et consensus, Institut national de recherches économiques «Costin C. Kirițescu», Académie roumaine, Bucarest.
- Kaplan, R. – 2014, *Războiul geografiei. Ce ne spune harta despre conflictele viitoare și lupta împotriva destinului (Revanche de la géographie. Qu'est-ce que la carte nous parle concernant les conflits futurs et la lutte contre le destin)*, Éditions Group Media Litera, Bucarest.
- Maxton, G. – 2011, *Sfârșitul progresului, Cum ne-a înșelat așteptările gândirea economică modernă (La fin du progrès. Comment la pensée économique moderne nous a déçu)*, Éditions John Wiley & Sons Singapore Pte Ltd.
- OECD – Novembre 2015, *Economic Outlook (Perspectives économiques)*.
- OMC – Avril 2015, *Modest Trade Recovery to Continue in 2015 and 2016 (La modeste reprise du commerce se poursuit en 2015 et 2016)*.
- Pop, N.; Ioan-Franc, V. – 2012, *Spre o monedă globală – Preliminarii (Vers une monnaie mondiale – Préliminaires)* (vol. I); 2013 – *Spre o monedă globală*

- *Calea posibilă (Vers une monnaie mondiale – La voie possible)* (vol. II); 2014 – *Spre o monedă globală – Realități și constrângeri (Vers une monnaie mondiale – Réalités et contraintes)* (vol. III), Éditions Expert, Bucarest.
- Pop, N.; Ioan-Franc, V. – 2014, «Globalizarea – o realitate a timpului nostru» («La mondialisation – une réalité de notre temps»), dans *Caiete critice (Cahiers critiques)*, no. 1, pp. 70-76, Bucarest.
- Pop, N.; Ioan-Franc, V. – 2015, «Resetarea viziunii strategice a UE în actualul context global și european» («La reconfiguration de la vision stratégique de l'UE dans le contexte actuel mondial et européen»), dans *Caiete critice (Cahiers critiques)*, no. 4, pp. 69-80, Bucarest.
- Pop, N.; Ioan-Franc, V. – 2015, *O propunere de viziune strategică a Uniunii Europene (Une proposition d'une vision stratégique de l'Union européenne)* (Partie I), Institut de l'économie mondiale, l'Institut national de recherches économiques «Costin C. Kirițescu», Académie roumaine, Bucarest.
- Pop, N.; Ioan-Franc, V. – 2016, «L'eupéanisation de la Roumanie – un acte de recherche académique», dans *Review of General Management*, vol. 23, 1, pp. 16-25, Bucarest.
- Popescu, D. – 2015, «Nation, Communitarianism, Peace and Globalisation: a Vulnerable Relationship» («Nation, communautarisme, paix et mondialisation: une relation vulnérable»), dans la *Session internationale ESPERA*, 3^e édition, Institut national de recherches économiques «Costin C. Kirițescu», Académie roumaine, Bucarest.
- Postolache T. (coord.) – 1992, «Schită privind trecerea la economia de piață în România» («Esquisse sur la transition vers une économie de marché en Roumanie») dans *Economia României, secolul XX (L'économie de la Roumanie, le vingtième siècle)*, Les Éditions de l'Académie roumaine, Bucarest.
- Servan-Schreiber, J.-J. – 1982, *Sfidarea mondială, (Le défi mondial)*, Éditions Politica, Bucarest.
- Susbielle, J.-F. – 2009, *Le déclin de l'empire européen. Qui dominera l'Europe?*, Édition First.
- *** – 2016, *World Economic Forum (Forum économique mondial)*, Davos, <http://www.ft.com/indepth/davos>.



16. LA RECONFIGURATION DE LA VISION STRATÉGIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE DANS LE CONTEXTE MONDIAL ET EUROPÉEN*

*1. Pro memoria : Les traités de l'Union européenne
et le projet de l'union de la politique*

*2. L'interprétation de la reconfiguration de la vision à travers
les facteurs extérieurs de l'UE*

* Xème Acte Internationale de l'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières / X Sesión Internacional de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, *Science et réalités économiques : le défi du monde d'après-crise pour l'activité de recherche / Ciencia y realidades económicas : reto del mundo post-crisis a la actividad investigadora*, Barcelone, le 18 novembre 2015.

L'ouvrage des chercheurs de l'Institut national de recherches économiques «Costin C. Kirițescu» de l'Académie roumaine fait partie d'une étude consacrée à la nouvelle image de l'Union européenne, dans le contexte économique actuel, dans la perspective des futurs développements des interférences des pays membres sur la géopolitique européenne. Les auteurs opposent à la reconfiguration actuelle de l'espace européen des parcours et des programmes de base des engagements communautaires à partir de leurs premières constitutions (1957) jusqu'aujourd'hui (2015).

16.1. Pro memoria : Les traités de l'Union Européenne et le projet de l'union de la politique

Un examen des traités qui se sont succédés à partir de la formation des communautés économiques jusqu'à l'institution de l'Union européenne ne nous donne pas l'occasion d'un texte explicite concernant l'union politique comme résultat du fonctionnement de l'UE. Comme nous avons déjà mentionné dans ces études aussi¹, la période de début du processus d'intégration européenne, principalement justifié par la nécessité d'une paix entre les nations belligérantes par le contrôle des facteurs qui pouvaient alimenter le soutien d'une guerre (CECA, Euratom etc.), était extrêmement sensible à l'égard des formulations. La paix se trouvait dans un stade de début afin de pouvoir dire que la nouvelle construction européenne avait en vue une fédéralisation éventuelle, déjà testée par beaucoup d'empires détruits par les conséquences de la Première Guerre Mondiale et trouvés à une petite distance par rapport aux conséquences de la Seconde Guerre Mondiale.

Cependant, seule une lecture superficielle des traités peut justifier l'absence d'une forme sur laquelle nous insistons à nous exprimer positivement, comme une nécessité prévue, quelque soit la formulation.

¹ N. Pop, V. Ioan-Franc, 2010, *Despre criză, fără mânie și cu discernământ (À propos de la crise, sans colère et avec discernement)*, Editions Expert, Bucarest.

En fait, nous trouverons beaucoup d'autres formulations – on dirait subtiles, subliminales – qui ont l'acception cherchée par nous². Nous tenons à cette signification subtile surtout maintenant, sept décennies après les débuts de l'intégration européenne, et ce que la réalité du présent nous permet maintenant est que, ayant en arrière une architecture de l'intégration indéniable, nous avons le droit d'interpréter de manière élargie certaines formulations plus simples ou succinctes des débuts.

La phrase-clé de la première pierre posée à la fondation du processus d'intégration européenne, englobant l'idée de projet politique, est celle qui se réfère au fait que les signataires de 1957 étaient déterminés de mettre les fondements d'une union étroite entre les peuples européens, par l'élimination de toutes barrières qui divisent le continent européen. N'oublions pas que l'Europe était déjà divisée en blocs d'influence, et le concept de nation ayant des intérêts nationaux était remplacé par la notion de peuple, plus près, du point de vue sémantique, de «moteur» des changements attendus avec nécessité.

Les nations ont émergé à la suite de ce que les peuples ont voulu, beaucoup en étant dirigées par des personnalités visionnaires. Pour notre argumentation, il faudrait nous préoccuper laquelle des notions *peuple* et *nation* exprime mieux ce qui est vivant et qui fait histoire. Evidemment, l'Europe appartient aux peuples et l'œuvre européenne, considérée comme contribution à la culture universelle, appartient à ses gens, des individus avec grâce et vocation, respectés par le peuple d'où ils proviennent.

Il n'intéresse plus ce que les autres traités établissent pendant le temps, mais nous allons remarquer qu'il y a des ajouts, dans la même nuance des mots simples ou symboliques, chacun à sa signification d'étape, qui a par derrière la reconnaissance des accumulations du passé, sur lesquelles on peut construire par la suite : l'Europe doit parler d'une seule voix ; sans frontières intérieures (dans un espace de plusieurs pays) ; une architecture d'une Europe qui n'est plus divisée ; citoyenneté commune (européenne), suite à une union tant soit étroite entre les peuples ; cadre institutionnel unique ; politiques communes (étrangère, de défense, de sécurité) ; compétences exclusives de l'union, etc. L'évolution du langage à connotation d'union politique peut être poursuivie par la synthèse des parties pertinentes des traités qui suivent.

Dans le préambule du Traité de Rome (signé le 25 mars 1957, entré en vigueur le 1^{er} juillet 1958), les fondateurs de la Communauté économique européenne se sont déclarés «déterminés de mettre les fondements d'une

2 N. Pop, V. Ioan-Franc, *op. cit.*

union de plus en plus étroite entre les peuples européens» (*determined to lay the foundations of an ever-closer union among the peoples of Europe*) et «déterminés d'assurer, par action commune, le progrès économique et social de leurs pays, en éliminant les barrières qui divisent l'Europe» (*resolved to ensure the economic and social progress of their countries by common action to eliminate the barriers which divide Europe*).

Dans l'Acte unique européen (signé le 17/18 février 1986, entré en vigueur le 1^{er} juillet 1987) est exprimée la volonté de tous les Etats membres de transformer la totalité des relations d'entre eux pour instituer une Union européenne. Les signataires se sont déclarés «déterminés de mettre en œuvre cette Union européenne, premièrement sur la base des Communautés qui fonctionnent conformément aux propres règles et, deuxièmement, sur la base de la coopération européenne entre les Etats signataires en matière de politique étrangère et, également, d'investir cette Union avec les moyens d'action nécessaires» (*resolved to implement this European Union on the basis, firstly, of the Communities operating in accordance with their own rules and, secondly, of European cooperation among the signatory States in the sphere of foreign policy and to invest this Union with the necessary means of action*), étant «conscients de la responsabilité qui revient à l'Europe pour essayer de parler de plus en plus d'une seule voix et d'agir de manière conséquente et solidaire, afin de protéger plus efficacement les intérêts communs et l'indépendance» (*aware of the responsibility incumbent upon Europe to aim at speaking ever increasingly with one voice and to act with consistency and solidarity in order more effectively to protect its common interests and independence*).

L'article 8A définit le but de l'Acte unique, à savoir «la mise en place progressive du marché intérieur au cours d'une période qui s'achève au 31 décembre 1992» (*progressively establishing the internal market over a period expiring on 31 December 1992*) et définit le marché intérieur comme «l'espace sans frontières intérieures, où la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée selon les dispositions du présent traité» (*the internal market shall comprise an area without internal frontiers in which the free movement of goods, persons, services and capital is ensured in accordance with the provisions of this Treaty*).

Au 7 février 1992, était signé le Traité sur l'Union européenne, connu comme le Traité de Maastricht (entré en vigueur le 1^{er} novembre 1993), dans le préambule duquel les représentants des Etats membres déclaraient leur «détermination de passer à une nouvelle étape dans le processus d'intégration européenne initié par la création des Communautés européennes» (*resolved to mark a new stage in the process of European integration undertaken with*

the establishment of the European Communities), en rappelant «l'importance historique de la fin de la division du continent européen et la nécessité de fonder des bases solides pour l'architecture de l'Europe future» (*historic importance of the ending of the division of the European continent and the need to create firm bases for the construction of the future Europe*), dans un cadre institutionnel unique (*within a single institutional framework*) et en soulignant la nécessité d'instituer une citoyenneté commune (*establish a citizenship common to nationals of their countries*) dans «le processus de création d'une union de plus en plus étroite entre les peuples de l'Europe, dans laquelle les décisions soient prises le plus près possible des citoyens, conformément au principe de la subsidiarité» (*process of creating an ever closer union among the peoples of Europe, in which decisions are taken as closely as possible to the citizen in accordance with the principle of subsidiarity*).

Parmi les objectifs du Traité de Maastricht, il y a celui de «favoriser le progrès social et économique équilibré et durable, notamment par la création d'un espace sans frontières intérieures» (*promote economic and social progress which is balanced and sustainable, in particular through the creation of an area without internal frontiers*), ainsi que celui «d'affirmer son identité sur la scène internationale, notamment par la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, y compris l'établissement, dans la perspective, d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire, au moment opportun, à une défense commune» (*to assert its identity on the international scene, in particular through the implementation of a common foreign and security policy including the eventual framing of a common defence policy, which might in time lead to a common defence*).

En 1997, à Amsterdam, le desiderata de «créer une Union de plus en plus étroite entre les peuples de l'Europe, dans laquelle les décisions soient prises le plus près possible des citoyens» est nuancé et développé en «créer une union de plus en plus profonde entre les peuples de l'Europe, dans laquelle les décisions soient prises en respectant pleinement le principe de la transparence et le plus près possible des citoyens». Dans le Traité signé à Nice (le 26 février 2001, en vigueur à partir du 1^{er} février 2003), on réaffirme l'importance historique de mettre fin à la division du continent européen.

Dans le Traité établissant une Constitution pour l'Europe (Rome, le 29 octobre 2004), on réaffirme la croyance d'un destin commun pour les peuples européens (*convinced that, while remaining proud of their own national identities and history, the peoples of Europe are determined to transcend their former divisions and, united ever more closely, to forge a common destiny*). Dans l'article I-5, on prévoit le fait que l'Union respecte l'identité nationale de chaque Etat membre, leurs structures fondamentales et la gouvernance lo-

cale et régionale (*the Union shall respect the equality of Member States before the constitution as well as their national identities, inherent in their fundamental structures, political and constitutional, inclusive of regional and local self-government. It shall respect their essential State functions, including ensuring the territorial integrity of the State, maintaining law and order and safeguarding national security*). L'article I-13 met en évidence les domaines de compétence exclusive de l'UE : l'union douanière, l'établissement des règles visant la concurrence nécessaires au bon fonctionnement du marché intérieur, la politique monétaire pour les Etats membres dont la monnaie est l'euro, la conservation des ressources biologiques marines dans le cadre de la politique commune de la pêche, la politique commerciale commune, tandis que, dans l'article I-14, sont désignés les principaux domaines de partage des compétences entre l'UE et les Etats membres, parmi lesquels : le marché intérieur, la politique sociale, la cohésion économique, sociale et territoriale, la protection du consommateur, les transport, les réseaux trans-européens, l'énergie, la sécurité et la justice.

Dans le Traité de Lisbonne (le 13 décembre 2007, 1 décembre 2009), signé par les représentants d'une Europe élargie (27 Etats membres), on stipule explicitement que «L'Union respecte l'égalité des Etats membres par rapport aux traités, ainsi que leur identité nationale inhérente à leurs structures fondamentales politiques et constitutionnelles, y compris en ce qui concerne l'autonomie locale et régionale», on dirait un pas en arrière par rapport à l'intégration : «notamment, la sécurité nationale reste la responsabilité exclusive de chaque Etat membre» ; «la citoyenneté de l'Union s'ajoute à la citoyenneté nationale, sans la remplacer (art. 8)» ; l'article 49A : «Tout Etat membre peut décider, conformément à ses règles constitutionnelles, de se retirer de l'Union». Toutefois, dans l'article 2B, on stipule les compétences exclusives de l'UE par rapport à l'union douanière, la politique monétaire pour les Etats membres dont la monnaie est l'euro, les règles concernant la concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur, la conservation des ressources biologiques de la mer dans le cadre de la politique commune concernant la pêche, la politique commerciale commune. En échange, on maintient le partage des attributions dans de nombreux autres domaines principaux, tels que le marché intérieur, la politique sociale, la cohésion économique et territoriale, les transports, l'énergie, la sécurité et la justice.

Aujourd'hui, les dirigeants européens ont changé, leur volonté a affaibli, mais pas nécessairement à cause de leur envergure beaucoup moindre que celle des dirigeants fondateurs (on reconnaît que l'Europe n'a pas le leadership dont elle a besoin pendant ces temps troubles), mais justement comme conséquence – soit pardonnée l'expression – de leur «engorgement» dû à leurs succès de l'intégration, car les fondateurs ont été déterminés et

ont réalisé, «*par une action commune, le progrès économique et social de leurs pays*». Le PIB, le niveau de vie des anciens Etats membres le prouvent, mais, malheureusement, ceux-ci sont présentés comme références de la compétition pour les nouveaux Etats membres. Donc, cela est sur le point de détruire la «*voix unique*», en particulier des nouveaux Etats membres, et de souligner des dualités dont le contenu est «enrichi» avec les frustrations historiques dont l'Europe devait se défaire, selon la volonté des pères fondateurs.

Un tel comportement a constitué le déclic pour parler moins, dans les plus hautes structures de l'Union, sur les peuples de l'Europe et plus sur les nations, mais non pas dans le sens de leur convergence vers leur projet politique, mais dans celui de faire respecter les identités nationales jusqu'à la possibilité de quitter l'Union (le Traité de Lisbonne, 2009). Dans ce contexte, à notre avis, le contenu du syntagme «*unité par diversité*» a été détourné et semble être utilisé comme un écran de fumée pour promouvoir des idées, à partir du niveau national et pénétrant jusqu'au niveau du Conseil, qui s'éloignent de la compréhension initiale des parties contractantes (le Traité de Rome).

Bien qu'on ne reconnait pas de manière ouverte – maintenant, aussi dans la mondialisation de la libre circulation de la main d'œuvre, presque dans l'ensemble de la planète – que l'avance dans l'accentuation des identités nationales défend la fertilité nationale de l'Europe d'après-guerre seulement en apparence, il semble que les insistance sur ce sujet ont apporté de graves dommages même à la notion de *droits de l'homme égaux pour tous*. Nous avons déjà des exemples clairs de certaines tendances de discriminations positives et négatives excessives, quelques unes regrettables et inutiles, quand on parle de minorités, et nous insistons sur ce point, parce que les gens de différentes ethnies sont ceux qui «produisent» des actions, et non pas les institutions. N'oublions pas que les gens – les citoyens européens, considérés comme une multitude d'ethnies – sont le sujet du projet politique de l'Union et les architectes de celui-ci.

Peut-être que le paragraphe précédent, exprimant seulement un point de vue³, est critiquable, mais ceux qui sont tentés par des jugements simplistes doivent faire appel à deux règles obligatoires de l'intégration, auxquelles nous nous sommes soumis du point de vue juridique par la signature des traités : les principes, comme extrait des valeurs de la culture occidentale

3 Voir N. Pop, V. Ioan-Franc, 2015, *Da, există două Europe (Oui, il y a deux Europes)*, dans *Penser l'Europe*, le séminaire interacadémique de la FNSA, Académie Roumaine, Bucarest, dans *Caiete critice (Cahiers critiques)*, no. 2, Les Editions Expert, Bucarest.

dominante, et le processus d'harmonisation dans son sens le plus large. En parlant de ces règles et du syntagme «unité par diversité», nous entrons dans un domaine sensible, auquel il faut donner plus d'attention. Ce que suit peut être considéré comme une opinion ouverte au débat.

Les traités d'association signés par les anciens pays socialistes (1992-1993) prennent les principes des traités communautaires existants à ce moment-là, l'article le plus important étant celui qui se réfère au fait que si l'une des parties signataires, soit les Communautés, soit l'Etat signataire, ne respecte pas les principes de la démocratie, les droits de l'homme et des citoyens appartenant aux minorités, les principes de l'économie de marché fondée sur la libre initiative et la compétition, les traités conclus entre les parties n'existent pas. Ces principes fondamentaux nous amènent à la règle de l'harmonisation législative, par laquelle des lois et des institutions appartenant aux nouveaux Etats signataires doivent garantir ces principes.

Fondamentalement, l'harmonisation législative dans ses détails, dans le processus d'intégration européenne tel qu'il a été conçu, a pour objet des CHOSSES : marchandises de toutes sortes, y compris des flux d'argent, et institutions comme structures disposant de compétences spécifiques, qui forment l'architecture de l'Etat de droit. L'harmonisation législative crée, dans le sens le plus large, l'habitude pour des standards, respectivement, n'importe où vous allez dans l'espace communautaire, vous trouvez ou vous êtes traités selon les mêmes standards.

Il faut retenir que la règle de l'harmonisation a précédé l'émergence du concept d'unité par diversité, son apparition remontant à deux décennies au plus, lorsque la mondialisation a été perçue comme suffisamment étendue, donc comme phénomène irréversible. Il est certain que la mondialisation a inspiré la nécessité du concept d'unité par diversité⁴, comme un nouveau et utile instrument d'une intégration européenne, avec les quatre libertés en expansion continentale, l'Europe elle-même devenant un acteur de la mondialisation.

La règle des principes et de l'harmonisation appliquée, de la même manière dans le nouveau contexte, n'a pas réussi cependant l'intégration fonctionnelle neutre du nouveau concept, à notre avis, il étant créé comme un antidote à la «*basse entropie*», où la dynamique de la mondialisation pourrait mettre son empreinte sur le processus d'intégration. N'oublions pas que toute une série de philosophes contemporains (Kaplan, Mackinder) donnent

4 Th. de Montbrial, 2003, *Acțiunea și sistemul lumii (L'action et le système du monde)*, Les Editions Expert, Bucarest.

l'impression que la mondialisation (qui comprend aussi le phénomène d'intégration) nous conduit vers «une terre (une planète) plat», une métaphore aussi réussie qu'inquiétante pour la vie mondaine, surtout du point de vue de ceux qui parlent de la fin de l'histoire (Fukuyama).

Nous croyons cependant que les réalités récentes de l'intérieur de l'UE reflètent un éloignement de la bonne intention de l'unité par diversité, étant absent le processus, peut-être le plus important, d'harmonisation du comportement de l'HOMME – quelles que soient son ethnie et sa tradition – à un niveau minimum obligatoire des standards de droits et de libertés de l'HOMME, par lesquels on évite la manifestation des excès, de la radicalisation. Le fait que ces excès se manifestent comme tels et qu'ils ont passé à la phase du terrorisme issu peut-être de plus en plus dans l'intérieur de l'espace de l'Union doit soulever une question concernant le sens institutionnel, avec la participation de l'HOMME, à l'implémentation de l'unité de l'Union par diversité. Rien n'est plus instable lorsque la paix sociale est irritée, et l'histoire nous démontre que la dimension de l'étincelle ne compte pas pour la vitesse probable de certains changements-surprise.

Nous sommes témoins d'une façon particulière, outre les règles de l'harmonisation, à l'expansion de la manifestation de certaines traditions de race et religion au-delà de «l'espace humain» légal, réservé pour eux, ce qui signifie pour les gens ayant d'autres traditions une ingérence agressive, même sous la forme du terrorisme dans leur propre «espace humain» aussi légalement défini. Cette tendance, manifeste déjà dans l'intérieur de l'Union, par l'application même des principes nobles de l'égalité et de la liberté, est de nature à détourner le projet de l'Union politique.

Le processus de l'unité par diversité est-il accompagné par une cohésion humaine – pas institutionnelle – plus forte dans l'Union d'aujourd'hui ou il est érodé par la fausse liberté pour sa protection ? Voici une question soulevée par un thème épineux, tout simplement parce qu'on ne détecte aucun message à l'intérieur de l'UE par lequel soit entendu qu'une union politique conforme à l'espace des valeurs occidentales partagées en commun appartient tout d'abord à l'HOMME, à tous les citoyens européens.

Les excès des traditions, en sens large, comme expression de la diversité, en cultivant la haine et en incitant à celle-ci au lieu de la solidarité, éloignent le contenu de la diversité de son objectif-même déclaré au niveau politique le plus élevé de l'Union. La richesse culturelle européenne est la source de la multiplication des biens et du bonheur commun pour les citoyens européens, un facteur qui devrait unir et stimuler les citoyens respectifs dans leur démarche authentique pour le projet politique. Il faut toujours répéter

que la définition de l'union politique, pas le concept lui-même, est *l'union de plus en plus étroite entre les peuples européens*, donc des hommes, et non pas l'une impériale personnelle, appartenant aux temps passés, ni même l'une institutionnelle, de l'ordre du monde d'aujourd'hui.

Quant à la sensibilité du sujet avec lequel nous concluons cette intervention, nous croyons qu'un texte d'actualité du point de vue du moment de son écriture et du contenu digne de réflexion académique, nous offre Robert D. Kaplan (2014)⁵ : «...*L'Europe, justement à cause du fait qu'elle cherche une unité de plus en plus vaste et profonde, va continuer d'être tracassée par ses propres divisions internes, qui, malgré la forme économique sous laquelle se manifeste aujourd'hui à la surface de cette fissure – par exemple, la colère de l'France face à la crise des dettes de la Grèce – sont en fait des manières atemporelles d'exprimer la géographie... La complexité mirifique de la géographie européenne... a soutenu la formation de certains groupes et Etats-nations séparés du point de vue linguistique et va continuer à contribuer, pendant les périodes suivantes, au manque d'unité politique et économique, malgré toutes les institutions paneuropéennes*». C'est un point de vue d'un analyste politique d'envergure par ses fonctions occupées (professeur de sécurité nationale à l'Académie navale des Etats Unis, conseiller du secrétaire de la défense, chercheur principal au Center for a New American Security, Washington, DC, Stratfor's Chief Geo-political Analyst), qui concentre encore son argumentation concernant le manque d'unité en Europe (avec extension dans l'espace de l'UE – n.n.) sur les divisions internes historiques et géographiques, tandis que nous attirons l'attention sur les nouvelles divisions internes causées par race et religion, comme effet de l'évolution de l'intégration européenne.

16.2. L'interprétation de la reconfiguration de la vision à travers les facteurs extérieurs de l'UE

La question d'une nouvelle vision ou d'une vision différente de celle initiale concernant la stratégie de l'achèvement du projet politique européen devient une nécessité urgente. Nous avons en vue, premièrement, le retardement historique du projet par rapport à un calendrier considéré optimal (70 ans sont pourtant passés !), et les motivations qui justifieraient ce retard, à une analyse plus approfondie, semblent être utilisées non pas pour expliquer le retard, mais pour le produire. Comme la monnaie démontre historiquement ce que lie une nation en termes de son unité politique, la gouvernance de l'euro démontre une autre direction, notamment un succès financier de

5 R.D. Kaplan, 2014, *Răzbinarea geografiei. Ce ne spune harta despre conflictele viitoare și lupta împotriva destinului* (La revanche de la géographie. Ce que la carte nous dit à propos de futurs conflits et la lutte contre le destin), Editions Litera, Bucarest.

celle-ci (sa transformation en monnaie de réserve, recommandée pourtant du point de vue administratif pour les Etats membres de l'Union européenne, en monnaie de transactions dans le commerce international, ayant déjà un poids qui dépasse 15%, en offres de ressource financière sur le marché de capital libellé en euro, etc.), pour ne pas parler du fait que la célébration des 10 ans de fonctionnement de l'euro ne fait aucune mention d'un rôle tant soit petit de l'euro dans la réalisation de la future union politique.

Deuxièmement, dans le domaine de la recherche académique, une question d'un grand intérêt est l'identification d'une connexion possible entre l'éventuelle inversion du cours historique de l'introduction de l'euro, dans le sens d'une «monnaie nationale» – communautaire, dans notre cas – et la réalisation d'une union politique, si celle-ci reste encore un projet d'intérêt majeur pour les Etats membres de l'UE. Pour l'instant, l'intérêt pour le projet politique européen reste circonscrit seulement à l'idée de sa complexité, le premier obstacle à résoudre étant l'union fiscale. Dans ce contexte, on prédit pourtant, depuis des années déjà, la disparition du dollar comme monnaie de réserve, la baisse de son rôle dans la cotation des matières premières, la perte de la confiance internationale dans une économie qui ne peut plus démontrer sa qualité de moteur mondial. Ceux qui tentent de construire de tels scénarios, même dans la situation de l'appréciation de la monnaie des Etats-Unis du mois de février 2015 et de la cotation sous-unitaire de l'euro par rapport au dollar, auxquelles s'ajoute aussi la situation exceptionnelle de l'économie américaine (redevenue à nouveau le leader mondial), semblent ne pas remarquer ce qui se passe avec la relance difficile de l'économie de beaucoup d'Etats membres ayant un poids significatif dans l'UE.

Les analystes financiers avertissent que la situation de faiblesse économique de l'UE en ensemble est maintenue aussi par les hésitations et par le retardement de la décision de mettre en pratique, par la BCE, la formule de relaxation quantitative (QE), appliquée avec succès par le FED dans les Etats-Unis, tandis que la perception de l'euro se détériore en général, et en particulier à cause des âpres négociations concernant la dette de la Grèce. John Plender – d'où nous avons pris l'idée connue que l'intention de l'UE de créer une union monétaire sans une union politique a été un geste forcé de peu⁶ – nous dit que les sceptiques des marchés osent déjà une métaphore, malheureusement concernant une vérité pas trop lointain dans l'histoire eu-

6 «*The question is whether the European Union attempt to run a monetary union without political union was a case of policy overstretch*» (La question concerne si la tentative de l'Union Européenne de créer une union monétaire sans une union politique a été ou non un cas d'exagération politique, n.t.), dans: John Plender, *Euro is at wrong end of a historic long-term shift*, dans *The Financial Times*, 29.06.2010.

ropéenne : «*As the euro takes a continued battering, market sceptics argue that the European Central Bank could go the way of the Austro-Hungarian Bank after the disintegration of the Habsburg Empire*» (Comme l'euro supporte un choc continu, les sceptiques du marché argumentent que la Banque centrale européenne pourrait suivre la voie de la Banque austro-hongrois après la désintégration de l'Empire des Habsbourg, n.t.)

En revenant aux perceptions qui justifient la nécessité d'une nouvelle vision stratégique de l'UE, la seconde concerne les peu nombreuses et pauvres interventions en langage déclaratif, des plus hauts niveaux de compétence, concernant l'union politique. Nous ne pouvons pas signaler des messages directs pour l'encourager, pour la faire pénétrer du point de vue conceptuel dans la conscience des citoyens européens, pour être comprise comme une nécessité pour le développement futur lui-même de l'Union. Mais, nous voyons de telles formulations de nature à induire terreur si on passe à cet objectif d'une manière pragmatique, comme étapes et mode d'action, disons même selon l'exemple de l'UEM.

Il semble que le présent apporte des arguments sérieux au détriment de la réalisation de l'objectif politique de l'intégration, le discours optant pour la complexité de sa mise en œuvre dans les conditions actuelles et, par conséquent, pour l'ajourner jusqu'à ce que des conditions plus favorables soient accomplies, sans que celles-ci soient explicitement identifiées.

Sans doute, il y a un contexte européen et mondial qui impose une reconfiguration de la vision stratégique de l'UE, mais ce qui reste inconnu, tant que ce processus est laissé seulement dans les mains des pays de l'avant-garde de l'intégration européenne, est la direction qui sera choisie pour cette reconfiguration. N'oublions pas que, dans le milieu de la crise financière de l'Europe et, en particulier, des mesures de relance économique, le sujet de l'hégémonie d'un Etat membre sur les autres a été relancé, en ce qui concerne le danger qu'une telle approche représente pour la cohésion de l'Union européenne. Le pays le plus visé a été l'France, non pas par des considérations d'une histoire pas trop lointaine, mais pour des motifs de dureté et de manque de flexibilité dans les moments les plus critiques de l'Union au cours des dernières années.

Les réactions aux mesures de sortir de l'excès du déficit budgétaire appliquées même à certains anciens Etats membres ont sauté hors des négociations fluides, ayant pour effet soit le changement de certains gouvernements (France, France, etc.), soit l'extension de la tension sociale à des phases radicales encore non-explosives, avec l'acceptation de la réduction significative des revenus de la population. Les programmes durs d'austérité appliqués

n'ont pas conduit à la consolidation fiscale attendue pour beaucoup d'Etats membres ayant des dettes publiques élevées, les déficits budgétaires et le sous-financement des taux des dettes par des ressources propres se prolongeant à la longue.

Face à ces attitudes perçues comme hégémoniques, mais moins critiquées à Bruxelles – certaines recevant les réactions publiques méritées –, les gouvernements opposants ont profité du discours national, afin de démontrer aux ceux gouvernés qu'ils les défendent en fait, de telle manière que la manipulation de la naïveté a constitué un autre facteur d'affaiblissant de la solidarité et de la cohésion, principes fondamentaux de la convergence dont l'avenir de l'Union européenne a besoin, au niveau du citoyen. Par conséquent, le pas vers l'euroscepticisme et un nouveau nationalisme économique est très petit et facile à nourrir, étant donné que les enquêtes (le baromètre européen) font référence à des opinions des sujets, citoyens européens, et non pas aux actions institutionnelles.

Les programmes d'austérité, soi-disant imposés par la Commission européenne, ont révélé la dualité du traitement pratiqué entre les «pays du nord» de l'UE et les «pays du sud» de l'UE, la Roumanie étant aussi une «victime» de certaines décisions trop sévères en ce qui concerne les indicateurs consacrés aux évaluations en cause. La Roumanie a réussi, pratiquement pendant une année, de résoudre le problème du déficit excessif, en dépit des ressources précaires causées par la fuite des capitaux étrangers, tandis que la France a bénéficié de délais pour atteindre à nouveau les standards du Pacte de croissance et de stabilité.

Il est de plus en plus évident le fait que les politiques de l'Union européenne, considérées comme solutions pour l'ensemble de la communauté, ont plusieurs effets de divergence. L'opinion presque généralisée des analystes qui nous dit que la récente crise financière a arrêté le processus de convergence au sein de l'Union est vérifiée, y compris par la décision d'arrêter le processus d'expansion géographique de celle-ci, au moins pour les cinq années prochaines. Par l'identification de certains phénomènes extérieurs à l'Union, mais ayant un impact sur celle-ci (pratiquement, le contenu de ce chapitre), il y a le danger d'apprécier leur pertinence pour la reconfiguration de la vision stratégique de l'UE justement en *sens opposé* par rapport à l'achèvement du projet politique, respectivement de conclure que le contexte actuel ne lui est pas favorable, de sorte qu'il peut être retardé.

Notre plaidoirie, ce que nous voulons soutenir dans cette étude, est de sortir de la simple contemplation qui donnent lieu à des énoncés sur le blocage du

projet politique en raison de l'incapacité de gestion des problèmes internes d'un pays par des réformes structurelles à cause du simple désir des certaines force de rester au pouvoir.

Ce qu'il faut soutenir – en observant que l'UE est encore attendue à la table du G-20 comme une entité prête et forte – est l'implication de la Roumanie dans la transformation de la phénoménologie extérieure à l'UE, mais nuisible à son projet politique, dans des opportunités qui ne freinent pas le projet, mais le rendent possible dans un laps de temps optimal. Il faut de nouveau choisir entre une finalité-but et un véhicule vers un but, et par le fait que tous les Etats membres de l'UE sont juridiquement tenus de répondre à un but final par les traités, ils ont le besoin, mais aussi la puissance et l'obligation de chercher un véhicule. Celui-ci ne peut être que la reconfiguration de la vision concernant l'accomplissement du but en prenant en compte le fait que même la phénoménologie extérieure à l'Union, hostile au but, doit être influencée et transformée dans le véhicule cherché.

Tout phénomène extérieur à l'Union, apparemment pas facile à gérer par les Etats membres, a un siège institutionnel multinational et un ensemble d'actions multilatérales prédéterminées (l'ONU, l'OMC, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, le G-7, le G-8, le G-20, etc.) où les Etats membres de l'UE sont présents et sont appelés dans d'autres hypostases. Il est facile à comprendre que justement la mondialisation peut être un véhicule vers le but de l'Union, non pas considéré comme un point final, mais comme une ouverture d'une nouvelle étape de l'intégration européenne, dans l'esprit de la dignité et du respect pour nos semblables. Nous insistons sur la dimension apparemment idéaliste de l'union politique – dignité et respect pour les citoyens européens, parmi lesquels nous nous comptons nous aussi, les Roumains – dans un contexte extrêmement dramatique de la situation de la zone de l'euro, respectivement le problème de la Grèce.

Nous croyons qu'il n'est pas tout à fait par hasard que, dans le contexte d'une telle appréciation, 300 économistes, experts universitaires et académiciens représentant des écoles prestigieuses du domaine des sciences économiques et sociales (parmi lesquels il y a Tony Lawson de l'Université de Cambridge, Stephany Griffith-Jones de l'Université de Columbia, Clair Brown de l'Université de Californie, Alfonso Palacio de l'Université Complutense et Jacques Sapir de l'Ecole française de hautes études en sciences sociales) ont signé récemment un document de solidarité. Il s'agit de négociations pour stimuler l'économie au niveau européen, de manière uniforme, sans privilège, les délimitations survenant comme suite aux effets de l'application en pratique, dans les espaces nationaux, des politiques économiques neutres et à leur impact sur la compétitivité internationale.

Ce qu'on observe aujourd'hui est un glissement égoïste de la coordination des politiques au niveau communautaire, pour des raisons de «protection» des propres citoyens. Donc, des stimulations par des politiques particulières dans des pays individuels, dont la relance fragile et sélective n'a pas un effet positif simultanément sur tous les pays membres. Une telle approche a aussi un effet négatif sur la migration excessive de certaines politiques soit à gauche, soit à droite, et les extrêmes s'unissent, habituellement, sur le terrain commun du radicalisme, comme un autre facteur d'instabilité politique. Les manuels classiques «d'économics» nous incitent à trouver un moyen de stimuler les économies par des mesures fiscales et monétaires, mais dans le cadre de certains *«programmes de réformes structurelles claires, vérifiables et mises en œuvre»* par chacun des Etats membres de l'UE.

Moyen réel pour faire bouger les choses dans la bonne direction, les négociations doivent être paneuropéennes et doivent apporter aux Etats membres le confort des bénéfices au niveau européen si nous voulons parvenir à *«une troisième voie»*, celle de la conformation de tous les Etats à un accord paneuropéen sur les réformes structurelles. Les éventuelles tolérances doivent être permises seulement pour provoquer des changements à long terme dans la compétitivité internationale des économies, ce qui aurait l'effet nécessaire à la gestion des déséquilibres internes avec moins de douleurs sociales. L'Europe n'a pas besoin (comme disait récemment Tony Blair dans ce contexte) en même temps d'austérité et de réformes structurelles – une combinaison déjà prouvée non-fonctionnelle – mais d'une croissance économique accompagnée par des réformes structurelles qui consomment des ressources de la croissance économique, et non pas de l'augmentation des dettes publiques. Cette voie est susceptible de démanteler les programmes des partis anti-réforme de gauche et de droite, qui n'offrent que de la colère au public et aucune solution concrète, ce qui empêche l'issue-même du blocage existant. En échange, dans ce blocage, les partis respectifs peuvent pédaler facilement sur des sujets tels que les immigrants, le faux mythe que les problèmes complexes peuvent être résolus par des coûts très réduits, la croyance que les réformes structurelles réclament une type d'autoritarisme masqué.

La réalité européenne, en ce qui concerne le nouveau nationalisme économique, l'introversion des Etats, les tendances vers des formes déguisées de protectionnisme, etc. nous montre que, si le pouvoir central ne dirige pas vraiment, alors les gens vont facilement suivre ceux qui prêchent des politiques extrêmes, qui mettent en péril même le projet politique de l'intégration européenne.

Si nous prenons conscience de la pertinence de certains phénomènes extérieurs à l'Union européenne pour la reconfiguration de sa vision stratégique, le «bénéfice» de ceux-ci dans l'idée d'être pris comme opportunités exige un «remodelage» de la situation interne de l'UE, respectivement la réalisation d'une croissance économique durable dans l'ensemble, créatrice d'emplois, ainsi que des réformes structurelles, toujours retardées et oubliées notamment pendant les périodes d'essor des cycles économiques, lorsqu'il fallait amasser les réserves de ressources pour de telles réformes.



ADDENDUM

1. Globalisation 2020^{plus}. Horizons et limites

2. Résumés - Abstracts

1. GLOBALISATION 2020^{PLUS}. HORIZONS ET LIMITES *

1. Préliminaires

2. Une évaluation de l'étape actuelle de la globalisation

3. La pandémie, un autre visage sombre de la globalisation

4. La globalisation – des horizons pour l'avenir

Références

* Le texte intégral du discours de réception en tant que membre correspondant pour la Roumanie de l'Académie Royale des Sciences Economiques et Financières de l'Institut d'Espagne. Un résumé a été présenté lors de la séance officielle solennelle de 25 février 2021 (<https://www.racef.es/en/academicoscorrespondiente-extranjero/vioanfranc>). Seulement le texte prononcé fait foi.

Credo: «...la situation grave à laquelle nous sommes arrivés nous servira-t-elle de leçon pour questionner même les bases les plus solides sur lesquelles repose la recherche de tous les domaines de la connaissance? ...nous croyons qu'il y a besoin d'un changement. D'un changement profond, capable de faire face aux nouveaux défis des systèmes sociaux complexes et mondialisés.»

Jaime Gil Aluja

L'étude, ces dernières années, tant à l'Institut national de recherches économiques «Costin C. Kirițescu» de l'Académie roumaine, que dans des travaux personnels, des aspects les plus pertinents de la mondialisation, nous donne / nous permet d'aborder le sujet dans notre discours d'aujourd'hui.

Nous partons, dans cette approche, d'une série de recherches à haut degré de généralisation, fondées sur une ample bibliographie nationale et internationale, tant du point de vue de l'évolution historique de la mondialisation, que de la géoéconomie de l'actuel ordre économique mondial.¹

1. Préliminaires

(1) Le début du troisième millénaire ou, s'il fait peur, le début du XXI^e siècle nous confronte à des temps beaucoup plus dynamiques, mais aussi plus confus par les incertitudes conflictuelles développées par des antagonismes croissants. La chute de l'emblématique mur de Berlin, signification du passé d'un continent divisé par des intérêts politiques et idéologiques, et puis le retour à une Europe élargie aux valeurs de la démocratie, ont donné les espoirs d'une paix durable.

La démocratisation d'une partie de plus en plus grande de l'humanité, accompagnée par des modifications structurelles et de puissance économique, a constitué la dimension-clé de la globalisation de l'interaction des acteurs

¹ Remerciements pour le professeur Dr. Napoleon Pop, ancien chercheur senior à l'Institut National de Recherches Economiques «Costin C. Kirițescu» de l'Académie Roumaine, regretté ami et collaborateur avec qui j'ai abordé – à l'institut de l'Académie ou en dehors, dans des études personnelles – les thèmes chauds du géoéconomique global et européen. Un collègue plus jeune s'est joint à nous récemment, le Dr. Andrei Marius Diamescu, qui a apporté à notre équipe une vision plus fraîche du fonctionnement du monde et, en particulier, du «nouveau normal».

impliqués. *La globalisation est devenue la forme la plus récente de la mondialisation, englobant simultanément le politique, l'économique, la technologie, la culture, les communications et le savoir.*

La démocratisation, par l'expansion du modèle de l'économie de marché, et *l'émergence*, par la volonté de rattraper les décalages économiques, ont nourri ensemble, jusqu'à un certain moment, la perception d'un monde moins affecté par les convulsions des cycles économiques et politiques. Cependant, l'image d'un monde stable a été ébranlée (inattendu pour beaucoup d'entre nous, les économistes) par le déclenchement de la crise financière d'août 2008. L'assimilation de ses effets se fait encore ressentie, même si son intensité a diminué ou varie d'un continent à l'autre. Les questions concernant la cause de celle-ci restent encore sans réponse concluante, tout comme la crise financière du siècle passé (la Grande dépression) n'a pas de réponse convaincante après 80 ans de recherches. En fait, il s'agit de l'incapacité de tenir compte des leçons de l'histoire.

L'inefficacité du dosage des instruments traditionnels de politiques économiques et monétaires, leur force et leur conduite essaie d'être davantage expliquées par **le changement de paradigme**, effet majeur de la globalisation. Attribuée aux aspects sombres, voire pervers, la globalisation «s'enrichit» rapidement, en comprenant son vrai sens. **La valorisation des opportunités, chacun comme il pensait qu'il était juste, apporte toujours de nouveaux défis, considérés davantage comme des déchets de la globalisation, et non pas comme faisant partie de son essence.** Comment expliquer le fait que les bénéfices de la globalisation, interrompus par la crise financière (comme un grand avertissement!), ont mis en premier plan la nécessité d'une gestion prioritaire des risques systémiques et asymétriques? Comment expliquer une forte inclination vers toutes sortes d'institutions pour gérer *ex ante* un éventuel risque, avec la conviction que cela nous sauve de répéter certains épisodes de crise? Le renforcement des nouvelles institutions de gestion des crises, dans tous les domaines d'activité, soit comme partie d'un système décisionnel plus large, soit agissant en parallèle avec celui-ci, laissant le reste inchangé, pourrait-il être la solution pour le retour à un équilibre macroéconomique global et à une géopolitique perdue?

On a analysé le plus, sur la base de statistiques concluantes et comparables au niveau international, la manière de mesurer les effets économiques de la crise financière: la stagnation et la reprise de la croissance, la situation des facteurs de productivité, la taxation et la fiscalité, les déficits budgétaires et la dette publique et privée, l'instabilité des systèmes bancaires nationaux et les nouveaux besoins de capital, le chômage (surtout parmi les jeunes), l'état des systèmes d'éducation et de santé, etc., en oubliant complètement le social et

sa réaction au manque de performance gouvernementale dans le maintien du niveau de vie d'avant la crise financière. Seul le but unique du maintien du pouvoir a éveillé les dirigeants politiques à la réalité de la réaction sociale, à sa profonde agitation face à la perte des emplois et des revenus stables (à cause de la crise, mais aussi de la migration, devenue excessive pour des raisons autres que la libre circulation de la main d'œuvre), l'endettement excessif ressenti du jour au lendemain, mais surtout le manque de perspective des nouvelles générations. Celles-ci ont constaté qu'elles vivent plus mal que les générations passées et qu'elles ne peuvent plus offrir grand-chose à leurs enfants, en termes d'éducation ou de formation professionnelle, de nouvelles voies de différenciation sociale étant ouvertes. La compétition elle-même et le besoin de compétitivité des produits dans l'ère de la technologie ont lentement exclu les diplômés de l'enseignement secondaire, les heures de travail qui leur étaient offertes et, dans la même mesure, les salaires étant réduits.

Le contenu de la globalisation a commencé à être mieux compris par **l'économie comportementale**, par le rôle du social qui soutient la formation d'un gouvernement par voies démocratiques, en excluant presque complètement le social en ce qui concerne les «fruits» de celle-ci. La gouvernance, au sens le plus large, a besoin, outre **l'objet** (en règle générale, des promesses non tenues du facteur politique concernant la gestion des ressources limitées), **du sujet** aussi – L'HOMME – le seul créateur de valeur ajoutée, quelle que soit l'avancée de la technologie. Par économie comportementale, on a entendu que le paradigme sociétal ne vient pas de l'extérieur de l'action humaine, mais la représente. Elle est le reflet d'un modèle d'interaction humaine dicté par un ensemble de valeurs compatibles avec la manière dont elles sont perçues par les gens. L'ensemble des valeurs a été mis à la dérive par les politiciens et, par conséquent, la globalisation elle-même – en tant qu'expression du paradigme connu, qui inclut les marchés ouverts au maximum – est devenue, d'un moteur du progrès sociétal élargi au niveau planétaire, son contraire. Ce que nous vivons c'est le retrait du niveau multinational et communautaire. Le retrait dans la coquille nationale ouverte, effet des bénéfices de la globalisation, a ramené à l'attention le problème et le rôle de l'Etat-nation dans la globalisation. La tentative de l'abolir rapidement, par le slogan de la solidarité créatrice de nouveaux déséquilibres structurellement distribués, a été perçue comme une atteinte à la sécurité de l'individu. Celui-ci s'est adressé à un nouveau politique, mais avec les conséquences d'un environnement sociétal – du point de vue politique et économique – complètement altéré par rapport aux valeurs dans lesquelles les générations passées par le feu des carnages d'un conflit pas trop lointain croyaient. Il semble qu'il y a un intérêt particulier pour que les nouvelles générations soient isolées même de leur histoire récente et inoculées uniquement avec la réalité du moment, celle d'un ordre permissif au-delà de la loi.

Selon l'opinion des analystes et des experts de tout genre, la globalisation, telle qu'elle a été comprise plus par ses bénéfices (capables d'assimiler les nouveaux défis, en les gérant avec les anciens outils), est arrivée à présent à un tournant.

La globalisation, par ses effets pervers, a en fait atteint la condition humaine dans ses aspects les plus sensibles, indépendamment de la description quantitative des iniquités et de leur dispersion planétaire. N'oublions pas que la réaction rapide du social gravement touché dans sa condition, ainsi que la prise à la volée de ses problèmes par les politiciens prêts à abandonner, ou à détruire l'ordre actuel par un nationalisme excessif, peuvent nous rappeler les leçons d'un passé récent, celui d'un XXe siècle extrêmement violent. Les promesses, plus anciennes et répétées, de revenir au citoyen en réinventant la gouvernance n'ont pas été accomplies, et ce que la globalisation nous offre c'est une peur noire, valable aussi bien pour le citoyen, que pour les politiciens. *La question fondamentale est: où va l'humanité avec une telle globalisation?*

Ceux qui avertissent sur la nécessité de nouveaux modèles comportementaux, au niveau de la décision politico-sociétale, restent inconnus pour le grand public, plus jeune, ou sont poussés à la périphérie de la société, car ils font partie de la génération trop «conservatrice» du point de vue intellectuel, gardiens des valeurs morales pérennantes d'une société civilisée. Les élites sont amincies et marginalisées, parce qu'elles ne sont pas au gré des générations plus jeunes, trop pressées vers quelque chose qui leur est inconnu, mais qui peuvent facilement devenir captives justement de l'autoritarisme, du populisme et du nihilisme fanatique, qui peuvent avancer jusqu'à ce qu'un certain «conservatisme» du citoyen simple commence à se manifester avec vigueur et même avec violence. Le monde se détourne de la mauvaise voie, mais pas nécessairement sur la bonne voie, parce que les problèmes que nous avons évoqués peuvent annoncer une autre catastrophe, anéantissant tout ce qui a été difficilement édifié après la Seconde guerre mondiale.

Un symptôme de la réalité qui roule vers un chaos est la reconnaissance (seulement?) du fait que l'humanité a plus que jamais besoin d'une croissance économique mieux ciblée, c'est-à-dire socialement inclusive, que l'économie doit servir l'HOMME, dans les conditions où la conduite de la gouvernance renonce, il semble, tant à la prospérité pour tous au profit de certains, qu'au bon fonctionnement des institutions démocratiques ayant le rôle d'assurer la paix sociale et la paix dans le monde.

(2) La globalisation a été interprétée comme **un environnement des transformations sociétales**, dont les bénéfices vers l'ouverture et le rapprochement imposent une coopération et une coordination entre les chefs d'Etats et de gouvernements dans le cadre de la plupart des accords multilatéraux, des préoccupations dédiées à l'avenir de l'humanité: plus de croissance économique équitablement répartie, plus de soin pour les ressources de la planète et, notamment, pour son environnement naturel, beaucoup affecté par les activités économiques au sens le plus large. L'efficacité économique portée à son paroxysme, en termes de l'économie de marché, a épuisé les ressources primaires de toute sorte et a dissipé inégalement celles nouvellement créées: une concentration des profits dans les mains des actionnaires, contre des coûts de vie de plus en plus difficiles à supporter pour ceux employés. Les critiques de la globalisation évoquent aujourd'hui exactement la perte de l'unité de ceux appelés, pour que les opportunités et les défis de la globalisation soient la chance de la plupart, dans l'esprit de l'idéal que la globalisation était attendue ou aurait dû servir: le progrès pour la condition humaine.

Le résultat? Une reconnaissance des limites que la DEMOCRATIE a atteintes dans la globalisation, à travers la globalisation elle-même. Sa matrice initialement claire, prometteuse, stimulante, avec la perspective d'une stabilité de la société humaine se trouvant dans une multiplication logarithmique préoccupante, bâtie sur le slogan de la Révolution française «Liberté, égalité, fraternité», a été souillée par des individus arrivés au pouvoir par le mécanisme démocratique, mais enclines vers des tendances autocratiques, sous la masque d'un nationalisme social. Pour perpétuer leur pouvoir, ils ont même profité des piliers de l'Etat de droit, en leur donnant une interprétation personnelle de la défense des intérêts nationaux (l'Hongrie, la Pologne). Ce phénomène représente un danger absolument inquiétant en raison de la force rapide d'expansion, l'Europe devenant sa victime. Plus grave encore est qu'il inclut non seulement les nouvelles démocraties, mais aussi celles considérées consolidées, évoquées comme modèles.

La réaction? Elle n'est pas venue pour réparer les mauvaises choses, mais, en leur nom et en appuyant sur la pédale du nationalisme, a conduit aux «dissidences» déjà institutionnalisées par des partis nationalistes et xénophobes. Ils sont contre la tendance de la globalisation dans ce qu'elle représente du bon: un dénominateur commun pour la sauvegarde de la société humaine, pour être stabilisée devant aux nouveaux défis et opportunités offerts par la quatrième révolution industrielle (conscientisée au Forum économique de Davos, édition 2016). Il est attendu que le progrès technologique, la croissance démographique, la reconfiguration des puissances

économiques, *la nécessité d'un nouvel équilibre de pouvoir conduisent à la configuration d'un nouvel ordre international*, basé cependant sur les «gains» de gestion du pouvoir et des valeurs humaines établies depuis la Paix de Westphalie, la Révolution française ou la Déclaration d'Helsinki.

Nous pensons que le rouleau de la globalisation – à cause du manque de pouvoir d'abstraction et de compréhension plus profondes, dans le contexte d'une entropie sociétale marquée par ce qui devraient être (devenir) le national, la souveraineté et l'indépendance, le rapport Etat-marché, la réglementation communautaire versus l'inertie nationale, etc. – n'a pas été suffisamment évalué sur le plan structurel. Le blocage des vases communicants, entre les paliers les plus divers de la globalisation, a fait remonter à la surface la fracture brutale entre l'efficacité supposée du modèle de la globalisation et la nécessité de protection de chaque nation devant les problèmes sociaux créés par la globalisation à l'intérieur du national.

Le problème n'est pas rhétorique, parce que ce que chaque vase communicant représente dans le modèle de la globalisation est, en fait, la représentation d'une action humaine sous l'empire d'une volonté politique forte. *La globalisation ne vient pas de nulle part*, elle a été déclenchée par les gens à travers la révolution sans précédent dans la technologie des communications. Grâce à celle-ci, on a réussi la plus large diffusion des informations, difficile à censurer jusqu'à un certain point et à laquelle de grandes populations, longtemps et excessivement isolées, ont eu accès, avec un minimum de ressources. On retrouve ainsi *un premier objectif de la globalisation*, celui **des unions au niveau d'individus**, qui, sur la base d'informations, peuvent partager des idéaux communs. Le monopole de l'Etat-nation visant la communication entre les citoyens de la planète a été aboli. Il faut noter que la globalisation elle-même, dans ses dimensions économiques et politiques, est arrivée à déterminer les mêmes citoyens à demander d'être protégés par l'Etat-nation.

Dans *le cas de l'Union Européenne*, elle-même une forme de globalisation, l'énergie des individus, au lieu d'être coordonnée et orientée vers des solutions négociées pour redéfinir le rapport national-communautaire dans la globalisation, a explosé en nationalisme, radicalisme, xénophobie, options individuelles qu'on croyait disparues.

Tant l'intégration européenne, que la globalisation sont dans l'impasse à cause de ce qui se passe à Bruxelles et à Washington. On ne peut pas ignorer les «**intégrateurs**» **mondiaux**, auxquels on ajoute maintenant la Russie et la Chine, mais leur agenda visible n'offre pas encore au monde un avenir tranquille. Les recherches de «représentativité» de leurs intérêts, possibles

à les projetés avec les nouvelles ressources disponibles par la globalisation, signifient beaucoup plus que les règlements politiques internes et géopolitiques externes traditionnels, mais qui peuvent ils aussi donner des frissons. N'oublions jamais que les frissons viennent de l'intérieur de la société, des individus qui la composent, qui ont droit aux manifestations, aux bons et mauvais comportements envers quelque chose encore difficile à définir, et le mécanisme démocratique a encore le pouvoir de discerner.

Pour la jeune génération, il faut dire que le projet de l'Union Européenne a été la plus profonde leçon apprise par les Européens, après les plus sanglantes conflagrations mondiales du XXe siècle. Les témoins ont disparu biologiquement, et les jeunes générations considèrent que tout ce qu'elles ont ou de ce que disposent a toujours existé! La précipitation de la jeune génération vers une nouvelle dimension est évidente, mais le politique n'a pu la livrer ni au niveau national, ni au niveau communautaire, même après avoir posé les briques institutionnelles de la nouvelle étape.

En Europe, jusque récemment divisée idéologiquement, la réunification et le rétablissement sur les mêmes bases démocratiques (plus facile *de jure*, plus difficile *de facto*) continuent à être un processus en retard, par rapport à la culture informationnelle des nouvelles générations, en particulier, et de l'électorat dans son ensemble, en général. Toutes les carences, qui peuvent se transformer en frustrations, se retrouvent dans la manière d'action des décideurs de Bruxelles, trop nombreux nommés et trop peu légitimés par des élections. Il faut voir qu'au-delà de l'Union et de son progrès dans les domaines des compétences, des spécialisations et des expertises dans la fourniture de biens, de services et d'utilités publiques de toute nature, il y a une matrice fondamentale de valeurs morales immuables. Seuls les temps et les dirigeants ont essayé de les oublier; nous avons des exemples de retour, comme la Renaissance, sans oublier qu'elle a été le produit des esprits éclairés, à la joie de tous.

2. Une évaluation de l'étape actuelle de la globalisation

2.1. Quelques aspects généraux. Dans notre interprétation, nous partons d'une définition de la globalisation consacrée depuis 2006, même si elle ne donne pas une image claire de ses conséquences sociales, qui sont tardivement devenues perceptibles: «*La globalisation est un processus dynamique de libéralisation, d'ouverture et d'intégration internationale sur un large éventail de marchés, du travail aux biens et des services aux capitaux et à la technologie*»². Une définition, en fait, des bonnes promesses de la globalisation,

2 De la Dehesa, Guillermo, 2006, *Winners and Losers in Globalization*, Wiley-Blackwell, p. 1.

en termes de mécanismes capables de donner une nouvelle dynamique à la coopération internationale et, surtout, à la multiplication des acteurs actifs, avec des contributions significatives à l'économie globale.

Une fois que l'on est arrivé à voir le côté obscur de la globalisation³, il faut encore attendre pour pouvoir détacher, avec la précision d'un chercheur avisé, les iniquités produites dans un espace aussi grand que la planète. Les règles de la libéralisation ont été assimilées presque par tous les Etats actifs, contributeurs et dynamiques dans le processus de globalisation.

La définition complète du processus de la globalisation aura besoin peut-être des décennies, mais sa petite histoire, s'étendant pratiquement sur les trente dernières années, relève au moins trois choses ou aspects à souligner.

Le premier aspect: la globalisation n'est pas la continuation de l'internationalisation (l'ONU) ou de la mondialisation (l'OMC), parce que les deux processus concernent les Etats-nations qui signent des traités ou des accords formels. La globalisation *n'est pas formalisée par un document*, bien que les Etats-nations sont effectivement impliqués et entraînés dans ce processus. Mais il y a déjà des approches qui nous disent que la globalisation, dans la dimension de la connaissance humaine et de la dissipation des informations sur le savoir, a commencé en même temps avec l'humanité elle-même.

Le deuxième aspect: la globalisation, vue comme *des défis et des opportunités*, a déjà montré sa *double face*, tant celle «*bénéfique*», pour ainsi dire, que celle *sombre*, la crise financière les mettant au miroir. L'inclusion de ses traits contraires ou la fracture entre ces deux catégories d'effets dénotent que la globalisation est un autre «terrain», peut-être le plus vaste, de manifestation d'une compétition entre les Etats-nations, subordonnée aux plus larges libertés de circulation (main d'œuvre, capital, biens et services) et, surtout, à leurs conséquences. J'ai mis un autre «terrain» entre guillemets, car il s'agit d'une volumétrie structurelle, qui donne du contenu à une globalisation qui tend vers l'absolu. Les libertés transcendent le cadre formel, qui les conditionne au sein d'un groupe d'Etats-nations (UE), et deviennent l'expression de l'expansion de la matrice de valeurs définissant **le paradigme sociétal de la globalisation de la démocratie et de l'économie de marché sans**

3 Sur lequel j'ai écrit et détaillé plusieurs fois, lors des rencontres académiques importantes, comme le séminaire européen «Penser l'Europe» (FNSA – Académie roumaine, septembre 2016) ou la XIe session de l'Académie royale espagnole de sciences économiques et financières (RACEF, Barcelone, novembre 2016).

frontières. Toutefois, *la globalisation n'apporte rien par elle-même*, mais seulement par et avec l'implication des Etats-nations, certains (peu) exerçant le rôle de traction et autres (la plupart) entrant dans le « jeu » des premiers. Derrière les Etats-nations sont des peuples et des volontés politiques, dans une hiérarchie de décision et de commandement toujours au-delà de leurs propres frontières.

Le troisième aspect: *les effets de la globalisation.* A ce stade d'évolution, se sont coagulés des phénomènes de nature à lui donner un sens dangereux, similaire à celui d'une autre période historique du XXe siècle – nationalisme et populisme – sur le fond des changements visibles d'approche politique des intérêts, tant au sein des Etats-nations, que dans la dynamique de la configuration des puissances traditionnelles et émergentes.

La crise financière (2008-2010) apparaît de plus en plus comme point d'inflexion dans un long cycle de confrontation des systèmes ouverts et fermés, portant, au préalable, la courbe d'évolution sociétale à un sommet aigu et fracassant, sur le fond des bénéfices d'entraînement de la globalisation, respectivement d'entraînement de tous les Etats dans un jeu planétaire informel. On dit que cet entraînement, apparemment volontaire, des Etats-nations a eu comme repère l'exercice de la mise en valeur, en fonction des habiletés nationales, des *opportunités et des défis de la globalisation*. Une caractéristique de la globalisation, bien mise en évidence (apparemment par une nouvelle apologie de l'espace vital), a été **l'émergence**, qui a prouvé, jusqu'à un certain point, que la globalisation, dans la formule des sociétés ouvertes, apporte le bénéfice de « brûler les étapes » pour le développement plus rapide de ceux restés en retard, dans le processus de rattrapage (*catch-up*) des décalages entre le monde développé et le monde sous-développé. *L'émergence a évolué entre le pragmatisme des uns et l'illusion des autres, les rôles étant souvent changés.*

Actuellement, la situation de la globalisation est fluide, marquée par un possible « *stop and go* ». Ce « *stop* », respectivement ses causes profondes, qui de toute manière ne datent pas du moment du Brexit, ne sont pas encore bien connues. Quant au lancement d'un nouveau « *go* », il ne fait que multiplier et amplifier les incertitudes déjà produites par le Brexit. Les clarifications viendront ensuite, tant dans la négociation de la sortie de la Grande-Bretagne, que dans les formulations opérationnelles de la politique intérieure et étrangère du président américain, et seront très surprenantes.

La situation fluide de la globalisation nous détermine à regarder attentivement certaines analyses sur son avenir, faites avant le Brexit. Nous nous attachons à ceux qui regardent la globalisation dans tous ses plans. Giulia-

no Morais et Ricardo Almeida⁴, évoquant le débat entre Olano de Carvalho (philosophe, écrivain et journaliste brésilien) et Aleksandr Dugin (géopoliticien, philosophe, sociologue et homme politique russe), attirent notre attention sur l'ouvrage *Statele Unite și noua ordine mondială* (*Les Etats-Unis et le nouvel ordre mondial*). Les commentateurs et les auteurs soutiennent leurs conclusions en citant, à leur tour, les travaux des philosophes Martin Heidegger et Karl Popper, du politologue Samuel Huntington, des sociologues Marcel Mauss, Gilbert Durand, Pitirim Sorokin, Claude Levi-Strauss, des diplomates et géopoliticiens Stephen R. Mann, Henry Kissinger, Zbigniew Brzezinski et autres.

Partant des principes énoncés par Popper et Huntington, critiqués à leur époque, mais aussi des «décisions» de certains idéologues de la Commission trilatérale, du Conseil pour les relations extérieures ou du Groupe Bilderberg, la globalisation est divisée en quatre plans: *économique, géopolitique, ethnique et religieux*. Vues par la synergie totale et des évolutions quelque peu rapides, les quatre plans pourraient révéler la crainte même envers le mode de déroulement de la globalisation et expliquer les causes du Brexit ou celles de l'élection (2016) de Trump. Selon Morais, «*le plan économique consisterait dans l'imposition totale et obligatoire du système de marché capitaliste dans le monde entier; le plan géopolitique serait représenté par la prédominance absolue des pays de l'Occident historico-géographique sur l'Orient; le plan ethnique consisterait dans l'encouragement d'un métissage non discriminatoire, dans la lutte contre toute unité raciale, nationale, ethnique et culturelle localisée; et enfin, sur le plan religieux, le Nouvel ordre mondial prépare l'apparition d'une figure mystique, qui révélera une nouvelle religion qui unifiera l'humanité*».

On observe, dans des limites maximales, que les théories de Popper (la démocratie – le seul moyen de progresser, en garantissant la liberté individuelle dans une société ouverte) et de Huntington (des conflits religieux et ethniques) sont devenues la «pratique» de la globalisation que nous connaissons jusqu'à la déclaration malheureuse d'Angela Merkel concernant l'absorption «réglementée» des réfugiés en nombre considérable dans l'espace de l'Union européenne (2015).

2.2. L'inégalité globale. Beaucoup d'études de certaines organisations internationales (l'ONU, le FMI, la BM, l'OCDE) et entités privées (universités et instituts de recherche renommés) traitent assidûment le phénomène de l'iné-

4 Dugin, Aleksandr; De Carvalho, Olavo, 2016, *Statele Unité și noua ordine mondială. O dezbatere între Olano de Carvalho și Aleksandr Dugin* (*Les Etats-Unis et le nouvel ordre Mondial. Un débat entre Olano de Carvalho et Aleksandr Dugin*), Introduction par Giuliano Morais et Ricardo Almeida, Maison d'édition Humanitas, Bucarest.

galité, notamment en termes économiques, respectivement la dispersion et la distribution de la richesse créée par le modèle économique actuel, de plus en plus ouvert par la globalisation. L'inégalité a englobé tant la structure de l'économie globale, que celle des Etats souverains individuels. Les concentrations soit de richesse, soit de pauvreté sont caractéristiques tant à l'échelle globale, qu'au cadre des économies nationales, la dichotomie entre pays riches et pays pauvres atteignant un croisement d'épreuves difficiles pour le social. Paradoxalement, l'inégalité globale se manifeste sur le fond et sur une tendance historique de l'augmentation de la richesse planétaire, commençant pratiquement avec la première révolution industrielle. Les pays qui ont « rejoint » la révolution respective sont devenus de plus en plus riches, par rapport au reste du monde, la comparaison elle-même signifiant inclusivement *l'écart (gap)* entre les pays riches et entre ceux-ci et les autres pays. L'inégalité, à partir de l'ensemble global, doit être vue jusqu'au niveau du citoyen.

La mesure dans laquelle la globalisation d'aujourd'hui est la cause de la croissance des inégalités économiques, au sein des pays et entre les pays, est discutable. Mais, vue comme une caractéristique réelle, comme résultat ou résidu des modèles économiques pratiqués par différents pays, la détermination de l'inégalité dépend moins des ressources naturelles, mais très beaucoup des politiques mises en œuvre par une autorité, qu'elle soit démocratique ou dictatoriale. Comme conséquence, on peut apprécier qu'au sens inattendu de la croissance économique, de tous les temps, incombe l'inégalité entre les pays et en leur sein, et son observation comme un grand risque du présent interroge de manière objective les limites et le paradigme du modèle de croissance.

Les statistiques parviennent à mesurer l'inégalité globale, l'inégalité entre les pays et l'inégalité au sein des pays. *L'inégalité globale*, d'un point de vue historique, a augmenté jusqu'aux années '70, puis elle a été plafonnée jusqu'aux années 2000. L'émergence a initié un processus de rattrapage (*catch-up*) de la part d'autres pays par rapport aux pays toujours considérés comme développés (en particulier la Chine et l'Inde), et une certaine convergence entre les pays, en termes de PIB / habitant, semble avoir conduit à une légère diminution de l'inégalité globale, mais elle reste significative. L'effet actuellement observable est que, à mesure que les inégalités entre les pays diminuent, les inégalités à l'intérieur des pays augmentent. Ce qui est préoccupant, c'est ce dernier aspect des inégalités, au niveau et à l'intérieur des pays, et, dans les conditions de l'acceptation (encore) de la suprématie des Etats-nations souverains en conflit avec la globalisation, l'instabilité politique et sociale au niveau des Etats devient un risque pour la sécurité globale.

Sans doute, la question des inégalités a été précipitée, du point de vue de la perception, par la crise financière et ses effets au niveaux global et au niveau des Etats. Dans ce que nous appelons la composition de l'inégalité globale, même sur le fond d'une convergence déjà évoquée, on voit toutefois la persistance de grandes différences entre les moyennes des revenus par pays.

2.3. Globalisation et populisme. Le populisme est, selon Martin Sandbu⁵, par exemple, comme la vague qui dépasse l'expression de la manière dont la politique est faite, et non pas son fond ou son contenu. Les aspects de démagogie adressée à ceux qui veulent éliminer l'ordre actuel au sein d'un Etat prévalent. A ceux-ci s'ajoutent les messages forts d'anti-globalisation, de nationalisme et de nativisme, un activisme étatique de type keynésien, en exacerbant l'aversion envers les règles fondamentales des décisions de politique économique. On dit que le marché va amendera de tels dérapages, à condition qu'il reste libre en termes d'initiative et de concurrence.

Le plus grand danger du populisme de notre temps, dit Sandbu, est *«la croissance de l'impatience face à l'habileté des politiciens de résoudre immédiatement les problèmes et l'oubli des effets à long terme de certaines décisions ad hoc, en éludant les principes de fonctionnement des institutions de l'Etat»*. Peut-être que bon nombre des prétentions du populisme ont une base réelle, à savoir la nécessité de réduire la vulnérabilité d'une économie nationale face aux effets de la globalisation, parmi lesquels figurent déjà la réaction aux accords de commerce (le cas des Etats-Unis), le fonctionnement de l'euro dans l'UE (Le Pen dit que l'euro est un couteau planté dans le dos des citoyens français), mais surtout à la gestion des finances globales. Le populisme actuel appartient au radicalisme de droite, étant focalisé sur la classe ouvrière, mais vue par le prisme ethnique aussi. Le populisme radical de gauche, anti-globaliste, mettait l'accent, à son époque, sur les besoins de la classe ouvrière sans distinction ethnique, de nationalité, et il était même en faveur de l'immigration. L'exemple de la Grande-Bretagne, par les arguments du Brexit, est significatif si on poursuit les débats contradictoires entre les représentants du Parti travailliste et ceux du Parti indépendant.

L'intervention de l'Etat semble une nécessité, mais en temps de crise il y a beaucoup d'arguments qui éveillent le populisme comme réaction à l'incapacité de l'élite politique de soutenir des mesures économiques expansionnistes, dans des conditions d'austérité imposée par les déséquilibres majeurs, internes et externes d'une économie. *Le populisme conduit à l'échec*, disent de nombreux analystes, *car il contient ses propres contradictions*. Sandbu cite Ricardo Haussmann par un texte pertinent pour l'état actuel

5 Sandbu, Martin, 2016, *What is populism?* dans *Free Lunch*, *Financial Times*, 2 décembre.

des Etats-Unis, concluant que toujours le système fondé sur des règles et des institutions gagnera dans le temps, ce que tout homme puissant essaierait de faire par un mouvement populiste. Le mouvement populiste peut temporairement gagner, mais le temps prouvera son échec, après que **des ressources précieuses seront dissipées sans effets positifs dans le temps, ni même pour ceux qui les ont gérées.**

Michael Spence⁶, économiste américain, lauréat du prix Nobel d'économie en 2001, parle de ce que le populisme apporte comme certitudes que nous ne pouvons pas omettre dans une analyse sérieuse. La globalisation a produit une polarisation croissante de la société, entrant pratiquement dans une matrice persistante de l'inégalité depuis même les années '80, avec une accélération évidente après les années 2000. Evidemment, la réponse des pays a été différente, par des politiques économiques supposées spécifiques (une meilleure redistribution par le système des taxes, des moyens de protection sociale combinés à un système éducatif plus alerte aux modifications de la demande sur le marché du travail, etc.), mais reflétant des traditions culturelles, notamment en termes de pouvoir de négociation entre les syndicats, le patronat et le gouvernement.

Les certitudes évoquées par Spence (*le besoin d'investissements, la reconnexion de l'inflation avec la croissance économique, la récupération de la réputation des entreprises nationales sur le territoire national, l'inclusion dans la tendance de la technologie*) ont la connotation qu'elles doivent se produire si l'on veut un apaisement de la situation de l'économie globale à long terme, chaque pays ou groupe de pays étant conscients, par des politiques appropriées, quelle est la voie à suivre. Ainsi, on peut confirmer ou non l'optimisme précaire qu'on expérimente actuellement, mais qu'il n'est pas certain qu'il puisse mettre (encore) une base sérieuse pour une croissance économique robuste, capable d'absorber le chômage structurel et celui des jeunes, et l'évitement d'un protectionnisme annoncé, bien que reconnu comme perdant.

Sans doute, l'exacerbation du populisme ne peut être dissociée de la résurgence du nationalisme, le premier étant une expression aussi raffinée de l'opposition par rapport aux ingérences apportées par la globalisation (et l'intégration), que motivée par le sentiment de la perte graduelle de souveraineté par des accords consensuels, ou comme effets objectifs acceptés au compte de certains avantages.

La question du populisme, couplée au nationalisme économique, est traitée par de nombreuses personnes à la lumière des mêmes causes. Seules

6 Spence, Michael, 2017, *Four Certainties about Populist Economics*, Project Syndicate, 25 janvier.

les nuances, vues par l'étroitesse des restes de certaines idéologies qui convergent dans le dernier temps, créent de petites différenciations qui peuvent enrichir les grandes approches qu'il faut atteindre. Ce qui est d'ailleurs intrigant, c'est que l'appel à l'histoire, à partir des préliminaires de la crise de 1929 jusqu'à nos jours, relève les mêmes leçons oubliées du passé, qui reviennent maintenant dans l'actualité seulement parce que la similitude entre les conditions et les circonstances du passé et du présent nous surprennent. D'ici, le message de se préparer pour une nouvelle crise financière ayant pour moteur la globalisation, malgré une étape de «*stop and go*». Les leçons des guerres de toute nature (financières, de change, des dettes, etc.) ou des conflits passés sont susceptibles de jeter de grandes ombres sur toute perspective basée sur des solutions de paix.

2.4. Globalisation et nationalisme. A l'époque faste de la globalisation, peu de gens ont pensé à la dégénération de ce phénomène dans un nationalisme de nature à s'opposer aux bénéfices de l'élargissement des libertés, qu'il s'agit soit des droits de l'homme, soit de la libre circulation de la main d'œuvre, des biens, des services et du capital. La globalisation a démontré combien glissant le concept de nationalisme peut devenir, notamment lorsque son contenu est donné par des politiciens d'envergure⁷. Le nationalisme civique a glissé, en même temps que la croissance des minorités dans tous les pays, vers la croyance dans la supériorité des races, en arrivant de la solidarité au manque de confiance dans les minorités, cause de «nombreux maux» qui s'ajoutent à une mauvaise gouvernance pratiquée par les politiciens.

L'accentuation des manifestations xénophobes au sein des Etats-nations doit être examinée très attentivement, en particulier pour l'avenir, si nous réalisons ce que le nationalisme négatif, projeté aussi par les puissances globales, peut faire. La clé du problème reste dans le jardin des Etats Unis, engagés, au moins après la Seconde guerre mondiale, dans la construction d'un monde plus sûr et plus prospère, par le soutien et l'initiative de créer des institutions universelles qui veillent à la stabilité politique et sociale du monde (l'ONU), à sa stabilité économique et financière (le GATT 49 et le FMI).

La corrélation entre la globalisation et le nationalisme est arrivée, à cette étape, dans un cercle vicieux qui conduit l'humanité vers un avenir sombre et dangereux, tant que les puissances globales n'abandonnent pas le nationalisme en tant que politique d'Etat dangereuse.

7 Voir la rubrique *Leaders*, *The New Nationalism*, dans *The Economist*, 19 novembre 2016.

2.5. Globalisation et commerce international. Pendant une période assez longue, la globalisation a soutenu la libéralisation du commerce international, tout comme les règles internationales de déroulement du commerce mondial ont créé elles-mêmes un champ libre pour la manifestation de la globalisation. Cependant, la synergie positive a atteint la limite de son efficacité au moment où les effets de la globalisation, en tant que perception et réalité, ont affecté les emplois, les revenus, la redistribution inégale et inéquitable des ressources dédiées aux politiques sociales, notamment dans les pays développés, là où la plus grande crise financière globale s'est aussi manifestée.

Le commerce international dans son ensemble et les zones préférentielles créées en son sein, conformément aux règles de l'OMC, ont été et restent l'un des principaux canaux de transmission des effets rejetés de la globalisation par le Brexit et par l'élection du président américain il y a quatre ans. La compétition créée ou détournée par la libéralisation excessive du commerce international, entrelaçant l'accord global de l'OMC avec les accords régionaux négociés (marché unique de l'UE, l'ALENA, l'ANASE) ou en cours de négociation jusqu'à un moment donné (le PTCI ou le PTP), a créé une réaction **de type anti-globalisation** croissante du simple citoyen au niveau politique. Il ne faut pas omettre que, en règle générale, la politique capitalise les insatisfactions du citoyen, renforçant les opinions en formation (manque de confiance, scepticisme, recherches fébriles d'alternatives, etc.), ce qui anime la confrontation entre globalisation et commerce international (avec des racines plus anciennes) et accumule des aspects qui opposent le national à la globalisation.

Le soutien de l'agenda commercial multilatéral de l'OMC reste la pierre de fondation de la politique commerciale communautaire. Les efforts sont visibles par l'adoption des paquets de libéralisation du commerce à l'occasion des conférences ministérielles de l'OMC à Bali (Indonésie) en 2013 et à Nairobi (Kenya) en 2015. Concernant le phénomène de la fracture du multilatéralisme, l'UE avance, même au sein de l'OMC, des négociations plurilatérales, considérées complémentaires aux initiatives multilatérales de libéralisation du commerce.

Vouloir un «commerce équitable» n'est pas seulement un changement dans la vision de la libéralisation de jusqu'à présent, mais aussi une invitation claire à des modifications structurelles importantes dans les flux commerciaux internationaux, du point de vue de leur intensité et structure. La question fondamentale reste comment les «perdants» du commerce libre peuvent être récompensés, les témoins d'un consensus de plus en plus répandu entre les élites politiques et d'affaires, ce qui reflète une réalité: *la globalisation a produit des gagnants, mais aussi des perdants.*

2.6. Quelques conclusions. La globalisation, malgré des analyses partisans de ses bénéfices pour tous, a évidemment évolué dans la direction de certains intérêts économiques, commerciaux et financiers bien maintenus par certains facteurs. Dès le début, il faut remarquer que l'origine de ces intérêts – au sens de capter les opportunités de la globalisation – ne peut pas être localisée strictement dans tel ou tel groupe d'Etats, selon le degré de développement ou de puissance économique, mais selon deux critères qui nous semblent des plus significatifs.

Le premier critère est **la nature de l'efficacité du modèle économique**. La profitabilité du système économique ouvert a déterminé les investisseurs, les détenteurs de capital à continuer les externalisations des services et les délocalisations des industries, en poursuivant l'optimisation des coûts de production, d'approvisionnement, de distribution, etc. Un produit manufacturé, un service industriel et / ou financier, tous sont devenus un élaboré global, avec des apports de technologie, de savoir-faire, de formation de la main-d'œuvre avec des objectifs précis: les coûts de la main-d'œuvre soient les plus bas et le rendement du capital autant grand que possible, des schémas détaillés offerts pour les prix de transfert, l'évitement des taux d'imposition élevés.

Le second critère, **celui politique**, concerne exclusivement la manière dont la classe politique a entendu capitaliser les avantages de la globalisation strictement en sa faveur, c'est-à-dire la perpétuation du pouvoir, en consolidant l'*establishment* libéral et néolibéral. L'entretien du système institutionnel super-bureaucratique nécessitait des ressources financières croissantes, provenant, dans une large mesure, de sources illicites (fraude, évasion, corruption). La disponibilisation de ces sources ne pouvait se faire qu'en poussant la globalisation vers les plus grands avantages possibles des investisseurs, en connivence avec la classe politique. La manifestation simultanée des deux modes de fonctionnement, croisée avec le progrès technologique entré dans la phase et avec les caractéristiques de la quatrième révolution industrielle (voir les débats au Forum économique de Davos, édition 2015), tous deux couplés aux libéralisations massives apportées par la globalisation, ont produit des effets sociaux moins observés au bon moment.

Des modifications structurelles économiques et sociales majeures – à la limite d'un mal irréparable – se sont produites dans le système de la globalisation, certaines évolutions négatives étant au seuil de l'irréversibilité: la désindustrialisation des pays développés avec la perte d'emplois; le chômage structurel élevé, persistant chez les jeunes, avec l'impossibilité d'entrer sur le marché du travail; la réduction relative et absolue des reve-

nus des ménages; la faillite individuelle par endettement excessif; la baisse du PIB potentiel, le retour à une croissance économique faible, fragile et peut-être avec un manque de continuité ferme; la réduction de la classe moyenne; un début de réindustrialisation réclamant une formation professionnelle que l'on ne retrouve pas chez ceux qui sont éliminés du marché du travail; une main-d'œuvre moins rémunérée à l'heure actuelle par rapport à la période d'avant la crise, avec peu de chances de se rééquilibrer du point de vue économique et financier, etc., tous conduisant à une révolte du social national contre la classe politique dirigeante et *l'establishment* qu'elle a créé.

Compte tenu de la situation actuelle, l'image initiale formée sur la globalisation devrait être «tournée», si on le souhaite, vers une image réelle de la réalité inquiétante. Les bénéfices initiaux «pour tous» annonçaient en fait *la décantation des perdants de la globalisation*, avec des réactions trop tard perceptibles par le politique. Les opposants politiques ont bénéficié de ce genre de traitement, en recourant aux sentiments de nationalisme et de populisme du social, trouvé à son tour à la recherche d'un éventuel soulagement de sa propre situation. Les effets négatifs de la globalisation ont facilité le recours au nationalisme économique, une politique possible libérale de soulagement à court terme du social.

On peut dire que la globalisation, par les problèmes créés et avec des solutions retardées, évolue à une vitesse beaucoup plus rapide qu'au moment de la rédaction et de l'adoption des règles de l'ordre international actuel en voie de disparition.

Les déséquilibres lents, cachés et insidieux ont commencé à se manifester brutalement, tout ce qui était tolérance dans la globalisation est devenu discord, alimentée par des déclarations et des décisions mal pensées du point de vue des effets de radicalisation. Ou, peut-être, c'est exactement ce qu'on a voulu pour pouvoir passer à un autre dénouement. La crise des réfugiés, l'opposition généralisée à l'accueil des immigrants, bien qu'elles découlent d'une libéralisation consensuelle en matière de la libre circulation de la main d'œuvre, sont les symptômes d'un retour à une autre époque, celle de la haine raciale, ethnique et religieuse. Les profiteurs politiques de ce retour viennent avec des solutions qui terrifient les générations plus anciennes qui ont payé le tribut de la dernière conflagration mondiale: le démembrement de l'UE, la remise en cause des relations transatlantiques garantissant la sécurité européenne, mais aussi globale, la reprise des tendances expansionnistes de nature impériale (voir l'hégémonie allemande en Europe, les revendications de la Russie avec des connotations territoriales et de sphère d'influence, le militarisme de la Chine, etc.).

Evidemment, *nous nous dirigeons vers un nouvel ordre mondial / global*, le moment du «**stop and go**» de la globalisation étant peut-être le début de cette transition, dont l'efficacité ne se voit que dans la réécriture des règles du jeu pour ce qui va suivre. La question cruciale qui nous inquiète est: *combien convulsive sera cette «transition» dans un contexte marqué par des incertitudes?*

La réponse est peut-être à portée de main – *la globalisation ne peut pas être arrêtée*, mais elle ne peut ni continuer avec les caractéristiques qui lui ont attiré le déni. *Le rapport entre les gagnants et les perdants de la globalisation* ne peut être modifié que par un mécanisme dynamique, et non pas par un mécanisme arrêté ou allant dans la direction opposée. Les reculs ne sont pas souhaitables, pour de nombreuses raisons, qui ont pour effet l'augmentation du rapport mentionné. En règle générale, l'inégalité et l'iniquité sociales, assumées par le politique qui veut sa propre ascension pour façonner le destin d'une génération, selon des visions qui se sont avérées inférieures à la dignité humaine (et 2017 a donné beaucoup d'émotions à cet égard), ont toujours conduit à des explosions politico-diplomatiques, terminées par des conflits sanglants au plan national et international. Les leçons du XXe siècle (voir que beaucoup d'opinions renvoient déjà à l'histoire) ne devraient pas être oubliées, mais l'histoire est une matière en voie de s'estomper dans les programmes éducationnels, justement pour ne pas produire des conflits ethniques, raciaux, etc. Cependant, les effets sont exactement contraires, *l'inculture historique devient l'une des causes de l'incompréhension des réalités présentes, répétables sur la spirale du développement*.

L'adaptation à une nouvelle étape de la globalisation doit avoir en vue exactement ce que les individus de toute communauté ont perdu, face au «colonialisme» ouvert par la doctrine de droite du Premier ministre britannique Thatcher, de l'expansion des marchés, de la compétition, du régime de réglementation de la vie publique et des relations sociales. Le renouvellement du libéralisme, après avoir vu comment il est géré par les politiciens du présent, commencera par beaucoup de résistance, les gardiens des droits démocratiques et constitutionnels devant mener une lutte acharnée, visible en Pologne, en Hongrie, en Roumanie, en Grande-Bretagne ou en Russie. Réduire cette lutte uniquement aux protestations est insuffisant, si les accents sociaux du libéralisme qui ont créé une certaine interdépendance entre l'individu et la communauté, dans ce que nous appelons le contrat social entre les citoyens et l'Etat, ne sont pas redécouverts aussi. L'Etat a été envahi par le politique, en ne plaçant les bénéfices de la globalisation que dans sa propre cour, la prise en charge ayant une légitimité de plus en plus réduite (non-participation au vote, euroscepticisme, construction institutionnelle européenne incertaine, etc.).

3. La pandémie, un autre visage sombre de la globalisation

3.1. Préliminaires. Le moment de «*stop and go*» ou de transition, que nous attribuons à présent à la globalisation, tente de clarifier, peut-être seulement à première vue, les conséquences du bien et du mal, sachant que, dans le substrat de ce phénomène d'envergure, les puissances mondiales sont tentées de poursuivre uniquement un bilan net positif pour elles.

Mais il y a aussi la crainte qu'un mal étendu, voir la pandémie de Covid-19, devienne l'ennemi de tous, et cette perception, assumée par de nombreux analystes et experts dans leurs écrits et dans la recherche des solutions, a déterminé des moments difficiles de l'évaluation du sens de la globalisation. On distingue *l'évaluation faste* jusqu'à *la crise financière* qui a débuté en 2008 et maintenant *le danger global SARS-CoV-2*.

La reconnaissance du fait que la globalisation n'a pas été seulement une confrontation entre les Etats et les corporations transnationales, mais qu'elle a eu un impact majeur sur les attentes et l'existence du social, de l'humanité au sens le plus large, a été le moment-clé d'une nouvelle évaluation de son évolution. *La globalisation, étant la plus grande plateforme de coopération commune*, connue jusqu'à présent pour promouvoir les intérêts des Etats du monde, devient un échec si elle ne sert plus le social, au niveau d'individus.

Le nouveau paradigme du global devrait mettre *l'humanité au premier plan*, elle étant la plus large multitude d'intérêts qu'il faut servir, *puis la géopolitique*, cette dernière n'existant pas sans les hommes et leurs intérêts. *Coincidentia oppositorum* consiste à trouver les arguments, le temps et le lieu, de telle manière que les idées pour le bien commun coïncident (belle idée du début de la nouvelle théorie du consensus, promue académiquement par James Buchanan⁸ et pragmatiquement par Pierre Werner⁹)¹⁰.

Les effets de la globalisation et la réponse à ceux-ci démontrent l'impact sur les fondations sur lesquelles la société humaine est bâtie aujourd'hui, ancrée

8 Buchanan, James; Tullock, Gordon, 1995, *Calculul consensului. Fundamente logice ale democrației constituționale (Calcul de consensus. Fondements logiques de la démocratie constitutionnelle)*, Maison d'édition Expert, Bucarest.

9 Werner, Pierre, 1991, *Itinéraires luxembourgeois et européens* (vol. 1, 2), Editions de l'imprimerie Saint- Paul, Luxembourg.

10 C'est ce que nous nous sommes permis de rassembler dans la présentation de Ioan-Franc Valeriu, *Economy and consensus. Between James Buchanan's academicianisms and Pierre Werner pragmatism (Economie et consensus. Entre «l'académisme» de James Buchanan et le pragmatisme de Pierre Werner)*, First International Nobel Economic Forum, Dnepropetrovsk, Ukraine, vol. *Messenger of the International Nobel Economic Forum*, 2008, p. 378-382.

dans l'ordre international des 70 dernières années. Des analystes de plus en plus nombreux estiment que les fréquentes crises à différents paliers de la vie sociale sont dues aux limites de la connaissance.

Cependant, on constate que le niveau d'éducation est devenu précaire à cause soit de l'incapacité du système qui offre ce service public, soit de l'incompatibilité de ses méthodes avec le mode de vie des nouvelles générations, ce qui signifie la limitation de l'accès au savoir et aux connaissances de ceux parmi lesquels seront élus les nouveaux dirigeants.

Revenant aux fondements – les valeurs de la démocratie, l'économie de marché -, on assiste à la maximisation des droits consacrés, sans s'assumer des responsabilités. Ces dernières, laissées «à la charge» des anciennes institutions, deviennent le sujet de critiques et d'agression, les institutions étant considérées responsables du fait qu'elles ne sont plus capables de garantir les droits. Les réactions sont toujours contre le système ordonné ou *l'establishment*, étant orientées vers la démolition des anciennes institutions, sans aucune idée de ce qu'on pourrait mettre à leur place.

La réinitialisation de l'ordre économique mondial du point de vue de la théorie de la «*rationalité limitée*»¹¹ dans la prise des décisions nous ramène à l'analyse d'après la fin de la guerre froide et la disparition du rideau de fer, qui a indiscutablement déterminé, on peut dire depuis quelque temps, une augmentation de l'entropie dans le système des relations internationales, ce qui a engendré un vaste processus de repositionnement des grandes puissances de l'époque (les Etats unis et la Russie), mais aussi l'émergence de nouvelles puissances (la Chine, l'Inde, etc.) qui, *en fonction de leur potentiel, principalement économique*, ont revendiqué / revendiquent une place privilégiée à la table des grandes décisions. Ainsi, le projet d'intégration européenne, lancé immédiatement après la Seconde guerre mondiale, s'est pleinement concrétisé en 1993, et *l'Union Européenne*, officiellement créée par l'entrée en vigueur du *Traité de Maastricht*, devenait un «facteur» dans l'équation des grandes puissances globales.

La pandémie de Covid-19, en l'absence de mesures véritablement coordonnées et intégrées au niveau international, *sera le déclencheur d'une nouvelle crise économique majeure*, avec un potentiel destructeur plus grand que la pandémie elle-même.

Un chevauchement de la globalisation faste avec la dynamique d'une nouvelle émergence – de nouveaux Etats engagés dans le développement, mais

11 Promue par Herbert A. Simon, lauréat du prix Nobel d'économie en 1978.

avec des ressources financières disponibles de la surabondance des économies avancées et en quête de placements -, rencontré aussi à d'autres moments de l'histoire économique, pourrait conduire à une interprétation plus profonde et une meilleure mise en ordre du rapport cause-effet des événements qui ont suivi, en particulier ceux de nature sociale et politique (radicalisme, nationalisme, populisme, xénophobie, etc.).

Une conclusion est claire pour beaucoup d'entre nous: aujourd'hui, le social est complètement bouleversé par les effets de la globalisation pandémique, d'émergence «inconnue», de la chaîne des crises d'après crise, avec des possibles programmes d'austérité sévère, des politiques et des constructions institutionnelles trop précipitées, ayant le but de les réparer, mais qui n'ont pas réussi un test en direct. Le live test est venu de manière inattendue et sévère: Covid-19!

3.2. Une analyse de l'impact global de la crise du coronavirus. Le contexte du déclenchement de la crise de Covid-19 a été compliqué par la guerre commerciale américano-chinoise, par le ralentissement du rythme de la croissance économique dans certains pays considérés comme des locomotives de l'économie globale (l'Allemagne, la Chine), par la croissance des risques sur l'économie globale. La crise a immédiatement endommagé les chaînes de production, le commerce international et certains secteurs d'activité (transport, restauration publique, hôtellerie), mettant en péril l'offre, et l'affaiblissement de la demande, y compris par son orientation vers les domaines les moins assurés par des politiques publiques de prévention.

Une synchronisation du déclin économique dans le monde est beaucoup plus dangereuse que *la synchronisation de la croissance*. Elle conduit à de profondes récessions dans la plupart des cas, et la sortie de cette synchronisation nécessite beaucoup plus de temps, notamment dans le cas des économies ouvertes. La crise de Covid-19 a créé de nouvelles tensions entre les Etats, par les mesures d'isolement imposées par les gouvernements. Le déclin de l'appétit pour les investissements et de la consommation des ménages a été le mieux vu dans la chute du prix du pétrole brut.

On suppose que, pour l'instant, le comportement de consommation ne change pas, mais même le manque de mobilité l'affectera en déclin, ce qui détermine *un choc sur l'offre: la baisse de la production, le chômage technique et structurel, la fermeture des entreprises, les faillites*, mais attention, en conditions de force majeure! Ce fardeau doit être supporté par quelqu'un, et ici on a en vue l'implication des gouvernements et des banques centrales en termes de responsabilité publique immédiate.

La phénoménologie des dysfonctionnements créés par la crise du coronavirus par les mesures pour maîtriser la pandémie devrait être vue *en termes d'échecs et d'opportunités*. Dans ce scénario il faut avoir en vue la version la plus noire, celle d'un possible dictateur né des mesures d'isolement et qui disposerait de quelques récipients avec un virus qui peut tuer une grande partie d'une population. Cela peut être fait sans démontrer aucune expertise, et l'effet sur l'économie serait un désastre total. Au milieu se trouve le problème de l'interaction humaine qui, dans une société numérique, devient moins d'actualité et constitue une bouée de sauvetage pour le fonctionnement des institutions et des entreprises.

L'opportunité la plus importante est de *créer un nouvel management d'une crise globale de type vaste, complet et compétent* au sens décrit, qui bénéficie d'un pôle de ressources communes significatives, immédiatement accessibles, et pas seulement mobilisées en cas d'une crise d'une telle envergure. Ce point fort, malheureusement, bien qu'énoncé, implique des débats interminables, notamment du point de vue des ressources à apporter et à mettre en commun (des exemples sont celles de l'union bancaire ou de l'instrument budgétaire pour la zone euro). En plus, selon beaucoup d'opinions¹², ce serait une erreur de prendre *tale quale* les leçons de la dernière crise financière, même si, dans certaines limites, la crise de la pandémie peut être comparée à la crise financière globale déclenchée en 2008.

3.3. La coordination globale – une nécessité. Les analystes et les experts de tout le monde affirment que le temps planétaire de la pandémie de Covid-19 ne ressemble en rien à ce que l'on sait. La nouveauté réside dans la solution *d'atténuer simultanément* les effets de l'état des systèmes de santé, presque tous en dérive et surpris par le manque d'intérêt focalisé des gouvernements pour la santé publique, face à une pandémie d'envergure et à l'effondrement de l'économie à court terme. Les injections d'argent nécessaires sont devenues considérables, appréciées à 5-10 % du PIB, soit directement de la part des gouvernements, soit indirectement de la part des banques centrales. Sans celles-ci, le risque des coûts insupportables de la pandémie est exclu de pouvoir être maîtrisé¹³.

Avec une telle assurance sociale, estime l'analyste Shang-Jin Wei¹⁴, on détecte quelques avantages: (1) l'environnement d'affaires peut réduire son activité jusqu'à zéro, sans que les entreprises perdent leur argent, ce qui les

12 Roach, Stephen S., 2019, *The false crisis comparison!*, Project Syndicate, 23 décembre.

13 Reinhart, Carmen M., 2009, *This Time Truly Is Different*, Project Syndicate, 23 mars.

14 Wei, Shang-Jin, 2020, *Beating Covid-19 and the Economic Pandemic*, Project Syndicate, 23 mars.

mettrait en faillite; (2) ce ne sont pas les causes économiques qui conduisent à une limitation de l'activité des entreprises avec des effets de récession, mais une pandémie, et celle-ci est temporaire; (3) une pandémie dissipe ses effets économiques de manière différenciée par secteurs d'activité, tandis qu'une récession signifie la baisse générale de la demande, touchant tous les secteurs. Les coûts moyens des gouvernements pour un tel schéma seraient de 3,75% du PIB, et leur propre bilan se clôturerait par l'augmentation de la dette publique. Un programme bien pensé dans lequel les gouvernements deviennent le payeur de dernière instance a également l'avantage d'alléger tant l'environnement d'affaires, que les employés de toutes sortes, tandis que la liquidité injectée par celui-ci affecte, dans une moindre mesure, la baisse de la consommation en dessous des limites dont la reprise de l'activité économique devient problématique en termes de coûts. La règle serait que l'injection temporaire de liquidité dans l'économie et les ménages maintienne une base fiscale jusqu'à ce que la pandémie passe.

Citant Yuval Noah Harari¹⁵, choisir que le monde ne soit pas uni signifie préparer le terrain pour une future catastrophe encore plus grande. En échange, une solidarité globale par coopération et coordination serait *«une victoire non seulement contre le coronavirus, mais contre toutes les futures épidémies et crises qui pourraient assaillir l'humanité au XXI^e siècle»*. A son tour, Nouriel Roubini se demande combien profonde sera l'actuelle «Grande dépression» car, à son avis, elle surpassant celle qui a éclaté en 1929. Son assertion vient du constat que les effets de la pandémie de Covid-19 sont entrés dans une spirale incontrôlable, comme suite du manque de préparation pour celle-ci, du retard et de l'insuffisance des mesures mises en place. Cela nous fait assister à d'énormes surplus d'argent que les gouvernements veulent distribuer et aussi ceux que les banques centrales veulent les pousser dans l'économie mais, malheureusement, par le financement monétaire des gouvernements et même des entreprises¹⁶.

Roubini nous dit que le choc du Covid-19 a été à la fois plus rapide et plus sévère que celui de la crise financière globale de 2008 et même de la Grande dépression des années '30 du dernier siècle. L'argument soutenu est que, dans les épisodes de chocs historiques déjà évoqués, les effets qui ont affecté le monde – l'effondrement des bourses de plus de 50%, le blocage du crédit, les faillites, le chômage de plus de 10% (chez les jeunes, même de 40%) et la contraction du PIB avec 10% – se sont passés en trois ans, tandis que maintenant les mêmes effets n'ont eu besoin que de trois semaines et ont la «chance» de s'aggraver. Cela montre que toutes les composantes de la de-

15 Harari, Yuval Noah, 2018, *21 Lessons for the 21st Century*, Random House Books.

16 Roubini, Nouriel, 2020, *A greater depression?*, Project Syndicate, 24 mars.

mande agrégée, représentées par la consommation, les dépenses en capital et les exportations, sont en chute libre et rendent problématique la forme du retour. Selon Roubini, la contraction et la reprise économiques ne peuvent plus être sous la forme de V, U ou L (contraction avec stagnation), mais plutôt de I, ayant la signification de l'effondrement des marchés financiers et de l'économie réelle.

Le scénario global suppose la coordination des mesures pour arrêter la contagion, la mobilisation immédiate des médicaments et des thérapies mondialement connus, la réalisation d'un nouveau vaccin, les tests et son application, parallèlement aux stimulants fiscaux sans précédent.

3.4. Leçons apprises «pour le moment»?! Tant dans le cas des guerres, que dans le cas des pandémies, les Etats, les sociétés en général ont l'obligation de se préparer pour «*quand*» elles se produiront et non pas pour «*si*» elles se manifesteront. Tout comme les guerres, dans lesquelles des pays et des peuples, autres que ceux qui les ont provoquées, sont impliqués, les pandémies sont inévitables et, dans beaucoup de cas, comme dans le cas de la «*grippe espagnole*», font encore plus de victimes. Et tout comme les guerres, les pandémies ne produisent pas seulement des effets dévastateurs sur la vie et l'intégrité des gens, mais affectent gravement, parfois jusqu'à la déstructuration, de multiples paliers de la vie économique, sociale et même culturelle.

Nous sommes obligés par l'histoire de reconnaître que, ***dans la plupart des cas, les Etats agressés ont été «surpris» non préparés pour les conflits qui ont suivi, tout comme l'humanité d'aujourd'hui semble avoir été «surprise» par l'actuelle pandémie de coronavirus.***

Des discussions sur la manière dont les gouvernements des Etats du monde gèrent aujourd'hui la pandémie de coronavirus sont extrêmement nécessaires. Mais, sans une analyse sérieuse de la mesure dans laquelle les gouvernements se sont préparés à un tel scénario – et surtout sans établir et mettre en œuvre des mesures efficaces pour prévenir et limiter les effets de la pandémie à l'avenir – tous ces débats ne seront rien de plus qu'un autre «*problème résolu sur le genou*».

La superficialité avec laquelle de nombreux Etats, européens et pas seulement, ont traité au début la question de la pandémie actuelle rend obsolète toute tentative de prouver ce qui est, en fait, évident: **nous n'avons pas été prêts à affronter un tel «ennemi», à une telle intensité et un tel impact!** Malheureusement, cette fois aussi, il s'est avéré qu'on n'a presque rien appris des leçons de l'histoire, qu'elles soient appelées «grippe espagnole», MERS, SRAS ou H1N1, pour n'en nommer que quelques-unes.

La «surprise» engendrée par la pandémie actuelle de Covid-19 est, d'autant plus, difficile à comprendre et à accepter que, selon l'étude d'un groupe de chercheurs américains¹⁷, pendant le dernier siècle, chaque année, pas moins de deux virus ont migré annuellement depuis leurs hôtes naturels, les oiseaux et les animaux, aux humains, générant diverses formes d'affections médicales.

Et si les «*inhabiletés*» manifestées au début de la lutte contre l'actuel virus SRAS-CoV-2 peuvent s'expliquer partiellement par «*l'ignorance*» de celui-ci et de son mode d'action, il est difficile, presque impossible de justifier le manque de préoccupation tant des organismes internationaux, notamment de ceux spécialisés, comme l'Organisation mondiale de la santé, que des gouvernements des Etats du monde pour prévenir l'apparition de telles maladies.

On peut affirmer que les dommages causés par la pandémie actuelle ne sont pas seulement la suite de l'échec des politiques de santé publique et de gestion des situations d'urgence, mais – également – représentent la conséquence des politiques environnementales déficitaires, notamment au niveau des pays «*exportateurs*» de virus zoonotiques, mais aussi au niveau de la communauté internationale.

Dans le contexte créé par la globalisation, caractérisé par une mobilité accrue des facteurs de production et une accélération du commerce international, il est utopique de considérer que les pandémies peuvent être combattues aujourd'hui par les efforts d'un seul Etat, soit-il la source de la maladie, ou que la responsabilité de leur apparition et de leur propagation appartient *exclusivement* à un seul état.

Malheureusement, nous sommes aujourd'hui «*à un moment où*, comme le dit le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, *l'esprit de coopération internationale est au plus bas*». Dans ce contexte, l'insistance avec laquelle certains dirigeants du monde ont pointé du doigt et ont clamé la culpabilité de la Chine pour la situation actuelle causée par la pandémie de Covid-19 est, plutôt, un exercice de positionnement géopolitique ou même géoéconomique, et non pas une perspective réaliste sur un problème à résoudre.

17 Dobson, Andrew P.; Pimm, Stuart L.; Hannah, Lee; Kaufman, Les; Ahumada, Jorge A.; Ando, Amy W.; Bernstein, Aaron; Busch, Jonah; Daszak, Peter; Engelmann, Jens; Kinnaird, Margaret F.; Li, Binbin V.; Loch-Temzelides, Ted; Lovejoy, Thomas; Nowak, Katarzyna; Roehrdanz, Patrick R.; Vale, Mariana M., 2020, *Ecology and economics for pandemic prevention. Investments to prevent tropical deforestation and to limit wildlife trade will protect against future zoonosis outbreaks*, dans *Science*, vol. 369, Issue 6502, 24 juillet.

Comme le souligne le scientifique et diplomate français Thierry de Montbrial, «*face au désordre (causé par la pandémie actuelle – n.a), les démocraties sont souvent handicapées par rapport aux régimes autoritaires. A force d'inefficacité, il peut leur arriver de perdre leur légitimité. Les Etats autoritaires ont d'immenses vulnérabilités, mais dans certaines circonstances comme présentement, le temps peut jouer en leur faveur*»¹⁸.

A notre avis, la promotion de la santé publique en antithèse avec tout autre domaine de la vie économique et sociale est une erreur grave, qui peut engendrer une série de crises successives des sociétés (crise sanitaire – crise économique – crise sociale), conduisant jusqu'au conflit. **Nous ne devons jamais oublier que la santé de la population est elle-même une «*ressource rare*», faisant ainsi l'objet de l'économie, économie qui, à son tour, joue un rôle décisif pour assurer le «*bien-être*» et, par conséquent, la «*paix sociale*».**

En même temps, nous pensons que, du point de vue des gouvernements, **dans la matière de la santé de la population, on ne peut pas parler de coûts d'opportunité**, parce que, tout comme dans le cas de la guerre, comme le lauréat du prix Nobel d'économie Joseph E. Stiglitz montrait depuis 2008, «*Les coûts pour la société sont évidemment beaucoup plus grands que ceux qui apparaissent dans le budget du gouvernement*»¹⁹.

De plus, nous savons tous que la vie des gens est «*inestimable*» et, par conséquent, nous ne pouvons pas limiter formellement les «*coûts*» pour son assurance. Mais **la «*limite*» des dépenses pour assurer la santé de la population est donnée par les performances de l'économie de l'Etat, une «*négligence*» visant les aspects économiques étant synonyme au désintérêt pour la santé.**

3.5. Au lieu de conclusions. Le contexte économique global généré par les effets de la pandémie de Covid-19 devient de plus en plus préoccupant, aspect évident tant dans les déclarations des hauts fonctionnaires, que dans les résolutions adoptées par les institutions économiques et financières internationales.

18 De Montbrial, Thierry, 2020b, *La justice et la force*, Editorial du 1 septembre, <https://thierrydemontbrial.com/la-justice-et-la-force/>.

19 Stiglitz, Joseph E; Bilmes Linda J., 2009, *Războiul de 3 trilioane de dolari: adevăratul cost al conflictului din Irak (La guerre de 3 billions de dollars: le véritable coût du conflit en Irak)*, Maison d'édition Tehnică, Bucarest.

Mais peut-être la caractéristique la plus dangereuse de la crise économique anticipée par la crise sanitaire actuelle est l'extraordinaire vitesse de propagation du choc, généré tant par les conséquences directes et immédiates des cas de maladie et de décès causés par Covid-19, que notamment par les mesures adoptées par les gouvernements des Etats du monde pour contrôler la pandémie.

Faisant référence à cette vitesse étonnante, l'économiste américain Nouriel Roubini attirait l'attention, à la fin du mois de mars, sur le fait que *«le choc sur l'économie globale généré par Covid-19 a été tant plus rapide, que plus sévère que celui causé par la crise financière globale de 2008 et même que celui généré par la Grande dépression. Dans les deux épisodes antérieurs, les marchés boursiers se sont effondrés de 50% ou plus, les marchés du crédit se sont gelés, des faillites massives ont suivi, le taux du chômage a dépassé 10% et le PIB s'est contracté d'un taux annuel de 10% ou plus. Mais tout cela a eu besoin d'environ trois ans pour se concrétiser. Dans la crise actuelle, des conséquences macroéconomiques et financières aussi graves se sont matérialisées en trois semaines»*²⁰.

La rapidité avec laquelle les effets de la pandémie sont ressentis dans un environnement économique autochtone vide de tout contenu les affirmations telles que *«de nouveau nous n'avons pas été préparés»*, car, à de petites, voire très petites exceptions, et celles-ci en dehors de l'espace européen, aucun pays ne semble avoir développé de manière préventive des mécanismes / procédures adéquats pour limiter, voire annihiler le choc économique d'une pandémie.

La majorité des projections / prévisions actuelles sont empiriques, basées sur l'expérience des professionnels du domaine économique et moins sur des études scientifiques, comme suite du manque, pour le moment, de données statistiques solidement fondées.

Ce n'est pas par hasard que le principal sujet de l'agenda des dirigeants des Etats du monde est lié aux interventions non pharmaceutiques. Bien que loin de mettre fin à la crise de santé publique, les gouvernements responsables ont déjà décidé d'assouplir les mesures spécifiques aux interventions non pharmaceutiques, la seule question encore en débat étant celle du moment de leur abandon et du retour à un environnement économique sans ces contraintes.

20 Roubini, Nouriel, 2020, *A greater depression?*, Project Syndicate, 24 mars.

Les modifications dans la structure et les mécanismes de fonctionnement de l'économie internationale pendant 14 dernières années, tels que le degré d'intégration des économies du monde, la structure du commerce international, la perméabilité des frontières et l'abandon des politiques protectionnistes, etc., peuvent justifier une accélération de la vitesse des chocs économiques.

4. La globalisation – des horizons pour l'avenir

4.1. La crise d'après crise: vers le «nouveau normal», mais comment?

Le problème fondamental de notre époque est de vivre le moment des accumulations de nombreux événements répréhensibles (les faits et leurs effets), que nous avons considérés comme transitoires ou facilement gérables, en accentuant jusqu'à refus sur les bénéfices. Bien entendu, ces bénéfices se sont produits grâce à l'intégration européenne, à la globalisation, au phénomène plein d'espoir de l'émergence, à la reconnaissance des qualités de la coopération internationale, du multilatéralisme, etc. Mais, attention, jusqu'à un réveil de la compréhension qu'entre les défis et les opportunités on ne peut plus mettre un signe égal en termes du paradigme keynésien, qui a dominé l'économie mondiale depuis le milieu du XXe siècle. Même si les économies se sont ouvertes et les facteurs contributeurs au développement qualitatif se sont multipliés, la croissance économique a été validée en permanence par extension, par des consommations plus élevées de tout chose. Les limites de la croissance économique sont évoquées dès les années '70 (voir le fameux rapport du Club de Rome, *Limits of Growth*, 1972²¹, suivi (en 1974²²) d'un autre, consacré au déclin, tout aussi soigneusement soumis au jugement du temps), mais on a toujours passé au-delà de «l'horreur»-choc produite dans le monde entier pas par personne, mais par un groupe de scientifiques bien connus, certains d'entre eux validés par des prix Nobel.

Sur le plan économique, on a toujours misé sur la croissance extensive de tous les facteurs (capital, main d'œuvre, temps de travail, productivité), soutenue par le génie technologique de l'humanité, pour laquelle la croissance démographique et la consommation ne peuvent pas être des obstacles²³. Les

21 Meadows, Donella H.; Meadows, Dennis L.; Randers, Jørgen; Behrens III, William W., 1972, *Limits of Growth*, Potomac Associates, Universe Books.

22 Mesarovic, Mihajlo; Pestel, Eduard, 1975, *Mankind at the Turning Point*, E.P. Dutton

23 Lazea, Valentin, 2020, *Atenție la programul de sprijin al economiei. Somnul rațiunii naște monștri* (Faites attention au programme de soutien de l'économie: Le sommeil de la raison donne naissance à des monstres), dans *Curs de guvernare (Cours de gouvernance)*, 8 avril, <https://cursdeguvernare.ro/valentin-lazea-programul-de-sprijin-al-economiei-somnul-raiunii-naste-monstri.html>.

préoccupations pour l'environnement, accentuées par les changements climatiques, nous disent que la planète Terre ne peut plus accepter des croissances économiques extensives, et la pandémie attire périodiquement notre attention sur le fait que, si l'homme perd la durabilité de la vie par une attaque biologique, l'entier édifice civilisationnel peut s'effondrer. Comment interpréter que, depuis la crise financière, il n'est pas possible de revenir aux caractéristiques d'une croissance économique d'avant la crise ? Mais après la pandémie que nous traversons, la reprise économique est considérée tant plus dure, que plus longue (la reprise étant, pour le moment, ajournée d'un an à cinq ans au moins), ou que la solution de l'humanité – prise entre la crise de la santé humaine et la crise économique – ne peut être orientée que vers *une autre normalité*?

Nous parlons du changement de paradigme depuis au moins deux décennies, mais nous restons encore à l'intuition ancrée dans le « normal », actuellement en effondrement. Dans une interview²⁴, assez récente en termes de prédictions (donnée à Bruxelles pour *L'Echo*), l'économiste Jacques Attali nous prévient que nous sommes au bord d'une crise économique globale majeure, motivée par « une globalisation des marchés sans une globalisation des règles » et avec deux effets sombres: (1) nous n'avons pas surmonté la crise de la dette de 2008-2009, bien plus, nous sommes très proches de la répéter, et (2) nous sommes confrontés à une urgence sociale, celle de l'inégalité engendrée par la globalisation. Lorsqu'il affirme que « *le système va exploser, car il y a trop de concentration de la richesse, et de plus en plus de pauvres* », Attali réfère à la caractérisation la plus synthétique de la réalité, à partir de laquelle commence le besoin d'un changement de paradigme. La paix sociale, le rétablissement des puissances globales dans un nouvel équilibre stable, une transition vers un nouvel ordre global ordonné définiront *le nouveau normal*.

Les caractéristiques de la pandémie que nous traversons, volontairement ou non (autre incertitude) et les fluctuations, semblant infinies, de ses manifestations – excès, calme, rétablissement, nouveaux sommets, mutations – sur une tendance croissante des efforts médicaux et financiers alloués à sa maîtrise, nous ont poussés non seulement vers une économie verte, mais aussi vers de nouvelles formes de nous organiser la vie, le travail, la production, la consommation, les investissements, soit au niveau national, soit au niveau mondial. Malheureusement, Christine Lagarde, présidente de la BCE, participante à deux événements en septembre 2020 (la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la BCE avec des représentants d'autres banques

24 Attali, Jacques, 2019, *Nous sommes au bord d'une grande crise économique mondiale*, dans *L'Echo*, 11 mars.

centrales et autorités monétaires, ainsi que l'Assemblée parlementaire franco-allemande), a répété le même message en termes de la vieille appréhension statistique de la reprise de l'économie européenne: «*tandis que les données suggèrent une forte reprise au troisième trimestre, la vigueur de la reprise reste significativement incertaine, inégale et incomplète*». C'est le message formulé aussi après la crise financière, en sa qualité de directeur général du FMI. En paraphrasant, il suggère de grandes fosses dans le pavement de notre voie vers « le nouveau normal » du monde post-pandémique d'aujourd'hui. Il y a de plus en plus de voix qui répètent que, désormais, les pandémies feront implicitement partie de notre vie, et c'est justement cette chose qui a engendré l'idée du monde en changement, changement ou monde que nous devons accepter, en nous préparant à ceux-ci, étant possible que rien ne ressemble à ce que c'était.

Si la question que nous nous posons, d'ailleurs fondamentale, que la transition ne sera pas «*business as usual*», alors, en tenant compte de l'effort de stabilisation encore sans résultats certains, respectivement de laisser de côté combien et comment on a dépensé, il faudra réfléchir à la signification socio-philosophique des trois mots (par lesquels Lagarde a caractérisé la sortie de la pandémie actuelle) – **incertaine, inégale et incomplète**. Cela est nécessaire, si on veut comprendre ce que signifie le nouveau paradigme dans lequel nous pourrions mener notre vie, libérée des peurs du moment. L'une de celles-ci, la plus grave pour les économistes, est le fardeau des dettes publiques sans résultats dans le développement.

Le monde est devenu incertain non pas par les statistiques, mais par la qualité déclinante de la gouvernance. Les bonnes pratiques ont connu un développement aussi débordant, mais ont constitué le champ sur lequel tout a été planté sauf l'exactitude, la précision, la cohérence et la simplicité d'application avec un effet maximal.

L'incertitude est le plus grand ennemi de la cohérence de la pensée humaine, et elle est responsable *des inégalités que nous produisons* en chaîne et de *l'incomplétude des décisions*. Le modèle des politiques publiques doit être réajusté et non pas complètement répudié, parce que les équilibres (macro-économiques et microéconomiques), en tant que **principe universel**, ont une règle que nous aussi avons adoptée, mais que nous voyons qu'on ne peut plus respecter, sous l'impact de certains facteurs exogènes. Le changement de paradigme nous convienne, dans le sens que le «*business as usual*» ne peut plus être applicable. Soyons justes dans notre jugement, que ce que nous avons admis comme des déviations temporaires par rapport aux règles économiques communes, en commençant avec la crise financière et en terminant par le choc de

la pandémie – assouplissements, reports d'obligations, stimulants inadmissibles (monétisation des déficits budgétaires, aides d'Etat, émission d'obligations communes, etc.) dans les politiques budgétaires fiscales et dans la conduite non orthodoxe dans les politiques monétaires (assouplissement quantitatif, taux d'intérêt négatifs) –, deviendra la règle de la nouvelle normalité.

Les incertitudes présentes démontrent une limitation de la connaissance et non pas des risques, d'autant plus qu'elles produisent une chaîne accablante d'inégalités et d'incomplétudes, pour un tableau équilibré et sain de l'économie globale ou de l'UE. Combattre ces dernières par le *«business as usual»* signifie ne pas reconnaître la profondeur de la crise que nous traversons, restant captifs d'une pensée dépassée. L'adage selon lequel toute crise est une opportunité, comme l'a dit autrefois Jean Monnet, l'un des pères du projet politique européen (*«Europe will be forged in crisis and will be the sum of the solutions adopted for those crisis.»*²⁵ (*«L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises.»*)), est parfaitement actuel **par la magnitude sans précédent de la crise pandémique**. Ou bien, cette magnitude est le déclencheur pour comprendre que, en général, les compromis admis ne sont pas de simples exceptions temporaires, mais les signes de la nouvelle structuration dont nous avons besoin dans notre réflexion, non seulement économique, mais dans tous les domaines qui définissent la relation avec la planète, avec ses ressources. *«L'économie verte» sera le retour au moment où la pensée économique est devenue folle, en décidant que sa seule efficience est le profit*. Malheureusement, nous continuons avec ce péché, en reconnaissant que nous avons détruit l'environnement naturel de l'existence. Le changement du contrat social doit être détaché de la théorie du développement éternel par l'expansion quantitative de la consommation des ressources pour la production et pour l'existence. Nous avons déjà des exemples: une offre excédentaire de combustibles, comme preuve d'un déclin de l'intérêt pour celui-ci; la nanotechnologie pénètre tous les domaines de notre vie, ayant la plus petite consommation de ressources, mais l'impact de l'efficience le plus réussi.

La convergence de l'idée de révision, dans tout ce que nous pensons, dans le triplet de l'existence de l'homme et de ses efforts pour le mieux, ancrés dans les trois politiques publiques majeures, impose le placement dans un nouvel ordre de priorités: *de santé, économiques et d'environnement*. Intuitivement, les déviations supposées jusqu'à présent vont dans le même sens.

25 Monnet, Jean, 1978, *Memoirs*, Doubleday & Company, Inc., New York.

4.2. Le capitalisme, ou va-t-il?

Cent ans de capitalisme, ayant pour leader le capitalisme de type américain, vus par la loupe de l'analyse, montrent que la définition du *Capitalisme 4.0* pourrait être complètement différente par rapport aux étapes connues du «laissez-faire» classique (1776-1930), du capitalisme social du New Deal (Keynes, 1930-1970) ou du fondamentalisme de marché de Reagan / Thatcher. Il fallait s'attendre à une mutation après l'éclatement de la crise financière, qui nous a montré que *la globalisation est dominée par des intérêts financiers et non pas par le sort de l'homme*, et ce dernier est sous le fardeau d'une récession économique *sui generis*. Allan Greenspan, analysant les signes de la résilience de l'économie globale, disait au début de 2017 que ce serait une erreur de croire que l'économie est sur une trajectoire normale, tant qu'il y a un problème visant la croissance de la productivité du travail au niveau global, causé par le vieillissement de la population dans les pays qui étaient le leader à cet indicateur. Malheureusement, aucun gouvernement n'a les fonds pour corriger ce problème et continuer avec des déficits budgétaires. Ne l'attaquent pas frontalement sera une grave erreur: «*si nous ne trouvons pas des solutions au problème de la productivité du travail, nous nous dirigeons vers une catastrophe*», et c'est pourquoi, dit Greenspan (dans une présentation à *Economic Club of New York*, 2017), il serait bon de discuter sur les excédents budgétaires pour ce que nous attend. Nous ne pensons pas pouvoir facilement omettre l'expertise de l'un des plus longévifs présidents de la Fed des Etats-Unis.

La globalisation, la crise financière et celle pandémique, ainsi que les effets interdépendants de celles-ci et leur mode de roulement, affectant toutes les dimensions sociétales – l'économie, le sociale, la politique –, concrétisés comme déséquilibres, inégalités, iniquités, appauvrissement, endettement, etc., tous en expansion structurelle et géographique, soulèvent une question complexe: *le capitalisme a-t-il atteint un modèle économique à la limite de l'échec, ou qu'est ce qui s'est passé à son intérieur pour être rejeté?* La partie intéressante est le contexte dans lequel la question est posée avec acuité, à savoir le stade où *la démocratie et l'économie de marché*, à quelques exceptions absolument mineures, *ont conquis pratiquement tous les Etats du monde, la conquête n'étant, bien entendu, pas uniforme*. La compréhension et l'application de ces valeurs, dominées par les droits de l'homme et l'inaliénabilité de la propriété privée, diffèrent en termes de traditions culturelles et politiques historiques. A celles-ci, il faut ajouter aussi les conséquences profondes, pendant des générations et des décennies, laissées dans l'esprit social par l'application forcée d'idéologies néfastes, déviantes du principe moral du respect des semblables et de leur qualité de vie, assurée par la gouvernance corporatiste.

Nous complétons notre réflexion par deux observations supplémentaires: (1) les déséquilibres, les inégalités, les iniquités, l'appauvrissement et l'endettement sont concentrés dans les sociétés développées, où les valeurs du modèle occidental sont consolidées; (2) la préoccupation pour ceux mentionnés ci-dessus a attiré l'attention de tous les domaines – académique, politique, sociologique, comportemental et historique – même parmi les partisans les plus efficaces du capitalisme, sinon parmi les capitalistes les plus enrichis. Le danger qui plane sur le social mondial, générant pratiquement les facteurs qui rendent fonctionnel le système capitaliste, a des effets désastreux sur la paix et le confort social, avec un impact sur la qualité du fonctionnement de la démocratie.

Un résultat factuel évident qui révèle déjà sa maladie majeure est *la migration sociale vers des partis populistes, radicaux et xénophobes, avec des dirigeants ayant pouvoirs d'influence et de décision croissants*, le système global perdant de sa cohérence²⁶. L'ordre d'après-guerre, par lequel on a réussi l'unification de la compréhension du fonctionnement du monde, avec la possibilité d'éliminer les conflits futurs de l'ampleur de la Seconde guerre mondiale, conséquence de l'ordre inapproprié établi après la Première guerre mondiale, diminue. L'ordre d'après-guerre a créé des institutions de soutien solides, avec une représentation croissante grâce au nombre d'adhérents – l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, le GATT, l'OMC -, qui ont soutenu l'établissement du principe du multilatéralisme, pour parvenir, par le biais de négociations multilatérales simultanées, à des solutions aussi complètes que possible pour le respect des droits de l'homme sur de vastes espaces planétaires. Par conséquent, le développement économique a été orienté vers des objectifs pacifiques, pour le confort de l'humanité, qui ne consomme plus et ne détourne plus excessivement des ressources pour la militarisation, mais pour un commerce international ouvert, libéralisé et un système financier solide, qui fournit des ressources pour le développement. Le développement a été vu par les projets nécessaires pour les Etats membres du système, à condition qu'ils servent une croissance économique équilibrée et durable, pour assurer le remboursement des prêts garantis, pour être réutilisés dans le déroulement d'autres et d'autres projets par d'autres pays.

La globalisation, la dernière crise financière et la crise d'après la crise pandémique mènent à la même conclusion: le constat de l'insuffisance, le manque de représentativité et le manque de compréhension de l'ordre actuel des

26 Ioan-Franc, Valeriu, 2019, *Les <ismes> et leurs racines*, intervention à la XIIIe Conférence académique de l'Académie royale espagnole des sciences économiques et financières, Barcelone, 14-16 novembre, sur le thème général *Challenges of the new overcomplex society: humanism, transhumanism, dataism and other isms*.

changements structurels dans le rapport global de forces et d'intérêts des acteurs globaux. Le multilatéralisme unilatéral volontaire ou par alliances fragmentées, glissant vers tensions, conflits et restriction des droits, par l'illusion que l'excès même de leur manifestation nécessite des contraintes. La technologie de l'information (TI) et le progrès technique industriel, au sens le plus large, mettent fortement en lumière le conflit générationnel, et la libre circulation des biens et des services, de la main d'œuvre volontaire ou de celle forcée (sous l'empire de la pauvreté, des expulsions religieuses, politiques, des désastres militaires ou naturels), du capital et des flux financiers a apporté le risque de la perte d'emplois. Dans les Etats où des cohortes de migrants se sont établies, des actions terroristes se sont ajoutées dans les Etats d'accueil, augmentant – en particulier – l'intolérance envers les races, la couleur, le sexe, la religion, malgré les accords internationaux par lesquels de telles intolérances ont été considérées, à un moment euphorique, en voie d'extinction.

Mais, par rapport à de nombreuses causes traitées et présentées dans des articles plus anciens et reprises par nous dans des études académiques²⁷, certaines récemment publiées, une autre approche intéressante et même actuelle comme formulation, axée sur la position des employés / travailleurs / syndicalistes, attire notre attention. La résurgence des phénomènes évoqués induits par la globalisation et la dernière crise financière sont ombiliquement liées à la répercussion de plus en plus inégale des performances du modèle économique capitaliste sur les employés, avec l'effet d'une polarisation, difficile à accepter, de la richesse nationale, dans un rapport devenu célèbre au niveau global: 1% de la population possède 99% de la richesse de la communauté et 99% de la population, le reste de 1%.

Le symbolisme représenté par «les chances égales», le rôle majeur de la classe moyenne dans la société ou le «rêve américain» sont en voie d'extinction dans les pays développés, et le rapport mentionné concernant la distribution de la richesse effraye également tant les 1%, que les 99%. Quelque chose a radicalement changé dans le contrat social entre l'Etat et le citoyen, les politiciens et l'électorat, l'employé et l'employeur, l'Etat et le marché, si le modèle économique génère une grande disproportion entre le profit du capital et celui du travail déroulé, entre les dividendes et les salaires, entre le progrès technologique, les délocalisations et les emplois, entre la pauvreté et l'exclusion sociale.

27 Pop, Napoleon; Ioan-Franc, Valeriu, 2018, *România în globalizare (La Roumanie dans la globalisation)*, Maison d'édition du Centre d'information et de documentation économique / Académie Roumaine, Bucarest.

Mark Joseph²⁸, écrivain et commentateur, a lui aussi une opinion sur la jeune génération, dans l'article *Young people are not crazy. Capitalism is in trouble, and it is up to us to save it*. L'analyse part d'une déclaration faite par Donald Trump dans la présentation de l'Etat de la nation en 2019: *L'Amérique ne sera jamais un pays socialiste, même si 51% des jeunes âgés entre 18 et 29 ans sont favorables au socialisme*. Bien sûr, on ne peut pas les blâmer pour cela, mais il est possible que la génération actuelle de personnes âgées, si elle serait jeune, ait les mêmes doutes concernant le capitalisme. Cependant, le blâme doit être mis sur l'ancienne génération / mature d'aujourd'hui, qui a oublié qu'une partie de sa responsabilité était de corriger les excès du capitalisme, alors qu'il ne pouvait pas s'autoréguler. Elle le fait cependant, mais dans des directions qui nécessitent des mesures-choc et c'est justement ce qui conduit à des mesures choquantes pour la population. La dispersion des revenus peut être contrôlée par une transparence légalisée, mais il semble que les gouvernements y prêtent peu d'attention, n'ayant en vue qu'un exemple éloquent, comme le niveau des compensations reçues de la part du gouvernement par les organisations non profit ou religieuses: un président d'un collège théologique gagne dans les Etats unis 4,9 millions dollars par an comme compensations. Les exemples peuvent continuer. Dans le système corporatiste, où le gouvernement ne peut pas intervenir dans la décision salariale, comme c'est le cas de Disneyland, on dit que Bob Iger, président, a gagné 65 millions dollars en 2019. Si les salaires de tous les employés avaient augmenté de 15%, ils auraient conservé 10 millions de dollars de plus. D'ici, à la question «combien est trop?» il faudrait trouver une réponse correcte pour une société capitaliste. Mais nous avons affaire à la nature insatiable de l'homme et comment pourrait-elle être modifiée?

Inspiré par les messages de Bernie Sanders et d'Elisabeth Warren lors des campagnes électorales qualifiées comme «recettes résonnantes», Joseph attire notre attention sur le rôle social des corporations qui, au lieu de recevoir des subventions de l'Etat, il serait bon qu'elles-mêmes dirigent des fonds privés consistants pour améliorer l'éducation de la jeune génération. Une telle «pression» de l'Etat prouverait que nous sommes de bons capitalistes: «pour ceux qui veulent sauver ce système de marché libre, la voie à suivre est de parler aux jeunes moins des maux du socialisme et plus des efforts qui assurent l'intégrité financière de notre merveilleux système, et ce travail doit commencer avec chacun de nous».

28 Joseph, Mark, 2020, *Young people are not crazy. Capitalism is in trouble, and it is up to us to save, Opinion, Newsweek*, 2 avril, <https://www.newsweek.com/young-people-arent-crazy-capitalism-trouble-its-us-save-it-opinion-1485600>.

Les jeunes perdent leur confiance dans le capitalisme parce que l'idée d'un salaire raisonnable pour le travail effectué a été perdue, ayant en vue les énormes écarts dans les compensations d'Etat accordées à certains qui font plus de travail de représentation et de prosélytisme, par rapport à ceux qui travaillent effectivement dans la production, où la «part du lion» des profits va au capital / actionnariat sous forme de dividendes. La partie dangereuse, dit Joseph, c'est que si les jeunes abandonnent le capitalisme pour un système qu'ils ne comprennent pas, cela conduit généralement à la tyrannie. *Le sauvetage viendra des capitalistes* qui comprendront comment *atténuer les excès du marché libre*, et cela se voit dans les préoccupations de certains chercheurs de l'environnement académique, dont certains notoires, ou politiciens et même milliardaires.

L'un des premiers critiques qui ont eu l'intuition et ont signalé la croissance des inégalités dans les économies du monde depuis les années 1980 est Thomas Piketty²⁹. Dans l'œuvre *Le capital au XXI^e siècle* (2013), il a présenté aussi la solution – la taxation des richesses – qu'il développe dans son nouvel ouvrage *Capital et idéologie* (2019), dont il a parlé avant son lancement, à Londres, en février 2020. L'idée-clé, reprise aussi par les candidats démocrates Bernie Sanders et Elizabeth Warren pour les élections présidentielles des Etats unis en 2020, est de savoir comment s'arrêter de compter les zéros dans la fortune des milliardaires, ce qui suppose «un débat honnête et démocratique sur ce que signifient la propriété et sa taille raisonnable». Cependant, c'est curieux, le fait qu'à mesure que la classe des super-riches se renforce, la croissance économique ralentit, corrélation n'ayant rien de commun avec l'éventuelle étape favorable ou moins favorable du cycle économique. Selon les données Forbes, en 2019, il y avait 2.153 milliardaires (55 de moins qu'en 2018), mais la diminution de leur nombre et de leurs richesses n'a lieu que pour la deuxième fois pendant une décennie.

La recherche de Piketty parle des «régimes des inégalités», ce qui configure une certaine orientation des politiques économiques des gouvernements, dominés par une génération de dirigeants nationalistes et populistes de poids dans les mouvements sociaux-démocrates occidentaux, qui s'éloignent des citoyens et des leurs propres électeurs. Les mesures qui s'imposent pour arrêter la croissance des inégalités, selon Piketty, renvoient à l'application de ce qui a été raisonnable dans le XX^e siècle jusqu'à un certain point: la taxation progressive des propriétés, la limitation des droits de vote des actionnaires, l'égalité dans l'éducation et la révision de certaines règles économiques du monde, telle que la libre circulation du capital.

29 Piketty, Thomas, 2013, *Le capital au XXI^e siècle*, Editions du Seuil, Paris; Piketty, Thomas, 2019, *Capital et idéologie*, Editions du Seuil, Paris.

Les mesures proposées ne sont ni nouvelles, ni surprenantes, car elles ont dominé un large consensus des politiques économiques jusqu'aux dérégulations proposées par Margaret Thatcher et Ronald Reagan. Bien sûr, par rapport au degré de libéralisations atteint par l'humanité, qui a conduit à la forme actuelle de globalisation, les réformes ont besoin d'un certain temps, précédé par la compréhension aussi large que possible du fait qu'une telle polarisation des richesses de la société ne peut plus continuer.

Joseph Stiglitz³⁰, à son tour, évoque le fantôme du néolibéralisme (*Sfârșitul neoliberalismului și renașterea istoriei* (*La fin du neoliberalisme et la renaissance de l'histoire*)) et, spécifiquement pour l'économie des Etats Unis, le triomphe de l'hypocrisie fiscale, qui renverse les règles économiques généralement valables par leur politisation profonde, conformément aux intérêts de moment des politiciens et aux modifications dans l'équilibre de forces.

Il semble qu'une «fin de l'histoire»³¹, définie comme un système de type occidental, qui a réussi à instaurer pleinement la démocratie parlementaire et l'économie de marché à l'échelle de l'humanité, ne garantit pas son irréversibilité, au cours de la dernière décennie, de nombreuses tendances de nature autoritaire et ilibérale devenant aiguës. Il faut nous rappeler que la démocratie a toujours été définie comme le «moindre mal» en ce qui concerne l'exercice et le contrôle du pouvoir³². Mais, malheureusement, son évolution même ne peut plus offrir, de nos jours, la paix sociale, ni maîtriser le cercle vicieux créé entre le pouvoir politique et les prétentions de la rue ou, en d'autres termes, l'autoritarisme-révolution. D'ici la question qui nous inquiète souvent: *la démocratie est-elle la source des libertés de l'homme ou la liberté économique est la base de la démocratie qui garantit toutes les autres?* Au moins l'histoire de la Grande-Bretagne donne une réponse logique à ce dilemme, dans le sens que seule une classe sociale nouvelle et prospère, qui a remplacé économiquement les féodaux, en assumant les libertés économiques – pour produire en plus et de plus en plus efficacement –, a réussi à imposer la monarchie constitutionnelle au XVIIe siècle, le germe de la démocratie d'aujourd'hui.

30 Stiglitz, Joseph, 2020, *Sfârșitul neoliberalismului și renașterea istoriei* (*La fin du néolibéralisme et la renaissance de l'histoire*), Proiect Syndicate, 23 janvier, <https://www.revistabiz.ro/sfarsitul-neoliberalismului-renasterea-istoriei/>.

31 Bălan, Ionuț, 2019, *Stiglitz și fantoma neoliberalismului* (*Stiglitz et le fantôme du néolibéralisme*), profit.ro, *Opinii* (*Opinions*), 20 novembre, <https://www.profit.ro/opinii/stiglitz-si-fantoma-neoliberalismului-19175638>.

32 Acemoglu, Daron; Robinson, James A., 2019, *De ce eșuează națiunile. Originile puterii, ale prosperității și ale sărăciei* (*Pourquoi les nations échouent. Les origines du pouvoir, de la prospérité et de la pauvreté*), Maison d'édition Litera, Bucarest (initialement publié par Crown Publishing Group-Random House, en 2012).

Stiglitz résume que l'exacerbation de l'économie de marché libérale (avec son indicateur le plus pertinent, le profit quantitatif) dans le contexte de la globalisation est la cause de l'affaiblissement de la démocratie et de la souveraineté des peuples, de leur appauvrissement et la source des inégalités. L'évolution des économies uniquement dans les paramètres de profit nous a conduit à la crise des changements climatiques, symbole, en fait, de l'échec du développement durable propagé depuis des décennies.

Le néolibéralisme a détruit la classe moyenne en tant que pilier de la cohabitation sociale, a créé et creusé l'écart entre les privilégiés et les défavorisés, les chances égales comme principe de démocratie devenant une illusion, tout comme le «rêve américain» que j'ai évoqué en avant. Mais quand on parle de *néolibéralisme*, il serait bon de dire qui en était le moteur. Il ne s'agit pas d'un phénomène inertiel du développement des économies, mais d'un mode de gouvernance interventionniste – exactement ce que l'on veut encore une fois pour *ajuster les excès des marchés globalisés* – qui *démontre que justement l'intervention de l'Etat, et non pas le marché, par des politiques économiques orientées même avec de bonne foi* (le cas des «subprimes», le déclencheur de la crise financière de 2008, l'obligation des banques d'augmenter les crédits hypothécaires aux débiteurs à revenus faibles et non garantis), *produit des avantages et des désavantages, des inégalités sociales, des esclaves du crédit et de l'endettement, etc.*

Nous avons été tentés de dire³³, dans un autre ouvrage, que le néolibéralisme serait une continuation du libéralisme classique, avec les arguments que les deux approches, en succession historique, préservent la liberté économique qui apporte de la prospérité pour tous. Théoriquement, l'économie de marché apporte le bien-être par l'effet d'une utilisation optimale des ressources, dans des conditions de la liberté économique des individus. Le néolibéralisme actuel, critiqué pour ses déséquilibres et ses inégalités, appelle à une intervention de l'Etat pour éliminer les disparités. Mais, par le comportement du politique, cette intervention a été subtilement orientée vers des groupes d'intérêts, donc partisane. Etant préjudiciable à la société dans son ensemble, *ses effets néfastes sont imputés au marché*, et alors *la pensée passe des mauvaises politiques au système capitaliste*. L'hypocrisie de la recherche d'un autre système économique attire l'attention vers l'économie américaine. Sous le mandat de Donald Trump, l'économie des Etats unis a souffert des déséquilibres, bien qu'on dit qu'elle a été performante, au

33 Ioan-Franc, Valeriu; Pop, Napoleon, 2019, *Ordinea economiei mondiale. Exercitii de resuscitare (L'ordre de l'économie mondiale. Exercices de réanimation)*, dans (I) *Caiete critice (Cahiers critiques)* no. 379, p. 23-33 et (II) *Caiete critice (Cahiers critiques)* no. 382, p. 75-80, FNSA, Académie roumaine.

moins jusqu'à présent. On observe en fait une augmentation des profits des corporations, difficile à la rattraper par l'évolution des salaires, et la cause en a été la diminution de l'imposition de ces profits, par la politique aveugle d'aggravation des inégalités, mais en soutenant que seulement de cette manière on peut créer des emplois.

Une analyse de la vigueur de l'économie des Etats Unis relève qu'elle ne consiste pas dans le réinvestissement des profits des corporations, mais dans l'explosion du déficit budgétaire, qui a atteint plus de 1.000 milliards en 2019 (!). Où est l'effet bénéfique de l'intervention de l'Etat, si l'on considère les implications futures de ce déficit budgétaire pour les politiques économiques américaines? Si on arrive à l'austérité, alors l'économie des Etats Unis déclinera manifestement et le succès de l'emploi disparaîtra.

C'est ainsi que *le cynisme du pouvoir*, dans tous les Etats, *caractérise le basculement des positions par rapport à une réalité*, et *la duplicité n'a rien de commun avec l'économie de marché*, mais uniquement avec le but de gagner les votes de ceux qui sont satisfaits par les promesses à court terme des politiciens.

Dans le nouveau livre de Piketty, *Capital et idéologie*, il faut remarquer l'enchaînement historique du phénomène de la globalisation avec l'attaque contre les politiques contemporaines, auquel il y a une solution, liée à nouveau à une proposition courageuse pour un meilleur système économique. La principale observation de Piketty est l'affirmation que *l'économie capitaliste n'est pas un fait naturel, mais une construction historique* dans laquelle *le marché, le profit et le capital sont nos choix*. Dans le contexte, des interactions matérielles et idéologiques entre les groupes / classes sociaux conflictuels (par lesquels l'humanité a traversé l'esclavage, le servage, le colonialisme, le communisme et l'hypercapitalisme, sociétés qui ont marqué la vie des millions de personnes), nous montre le fait *que le moteur du progrès de l'humanité a été la lutte pendant des siècles pour la justice et l'éducation, et non pas l'affirmation des droits de propriété ou de la stabilité*. Cette période des inégalités a conduit au déraillement de ce progrès depuis les années '80, parmi les causes étant énumérées la réaction au communisme (peut-être partiellement), l'ignorance croissante, la spécialisation intellectuelle stricte, qui prive les gens d'une culture générale et, pas dernièrement, la dérive obstinée vers des politiques identitaires, vers le nationalisme. Piketty dit que si nous comprenons ces choses, nous pouvons passer à une approche plus équilibrée de *«l'économics et du politics»*. Plaidoyer, alors, pour un «socialisme participatif», système basé, selon Piketty, sur une idéologie de l'égalité, de propriété sociale, d'éducation et de partage des connaissances et du pouvoir ?!

Références

- Abiad, Abdul; Furceri, Davide; Topalova, Petia, 2015, *The Macroeconomic Effects of Public Investment: Evidence from Advanced Economies*, IMF Working Paper Research Department, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp1595.pdf>.
- Acemoglu, Daron; Robinson, James A., 2019, *De ce eșuează națiunile. Originele puterii, ale prosperității și ale sărăciei (Pourquoi les nations échouent. Les origines du pouvoir, de la prospérité et de la pauvreté)*, Maison d'édition Litera, Bucarest (initialement publié par Crown Publishing Group-Random House, en 2012).
- Alikavazovic, Jakuta, 2020, *Le nouveau normal*, Libération, 6 juin, https://www.liberation.fr/debats/2020/06/05/le-nouveau-normal_1790415.
- Attali, Jacques, 2019, *Nous sommes au bord d'une grande crise*, L'Echo, 11 mars.
- Bălan, Ionuț, 2019, *Stiglitz și fantoma neoliberalismului (Stiglitz et le fantôme du néolibéralisme)*, profit.ro, *Opinii (Opinions)*, 20 novembre, <https://www.profit.ro/opinii/stiglitz-si-fantoma-neoliberalismului-19175638>.
- Basu, Kaushik, 2020, *Epidemics and Economic Policy*, Project Syndicate, 9 mars.
- Bauman, Zygmunt, 2016, *How Neoliberalism Prepared the Way for Donald Trump*, Project Syndicate, 16 novembre.
- Blanchard, Olivier; Leigh, Daniel, 2013, *Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers*, NBER Working Paper no. 18779, février, NBER Program(s): Economic Fluctuations and Growth, Public Economics, <http://www.nber.org/papers/w18779>.
- Buchanan, James; Tullock, Gordon, 1995, *Calculul consensului. Fundamente logice ale democrației constituționale (Calcul de consensus. Fondements logiques de la démocratie constitutionnelle)*, Maison d'édition Expert, Bucarest.
- Commission nationale de la stratégie et des prévisions, 2020, *Contextul actual al economiei românești și impactul coronavirusului asupra principalilor indicatori macroeconomici (Le contexte actuel de l'économie roumaine et l'impact du coronavirus sur les principaux indicateurs macroéconomiques)*, Bucarest.
- Correia, Sergio; Luck, Stephan; Verner, Emil, 2020, *Fight the Pandemic, Save the Economy: Lessons from the 1918 Flu*, dans *Liberty Street Economics*, 27 mars.

- Dăianu, Daniel, 2018, *Se schimbă ordinea economică mondială. Încotro mergem?* (*L'ordre économique mondial est en train de changer. Où allons-nous?*), 27 mars, <http://www.ziare.com/economie/comert/se-schimba-ordinea-economica-mondiala-incotro-mergem-1507341>.
- De la Dehesa, Guillermo, 2006, *Winners and Losers in Globalization*, Wiley-Blackwell.
- De la Dehesa, Guillermo, 2009, *What Do You Know about Globalization? Issues of Poverty and Income Distribution*, John Wiley and Sons.
- De Montbrial, Thierry, 2020a, *Deuxième lettre de Thierry de Montbrial*, 28 avril, <https://thierrydemontbrial.com/>.
- De Montbrial, Thierry, 2020b, *La justice et la force*, Editorial du 1 septembre, <https://thierrydemontbrial.com/la-justice-et-la-force/>.
- Dobson, Andrew P.; Pimm, Stuart L.; Hannah, Lee; Kaufman, Les; Ahumada, Jorge A.; Ando, Amy W.; Bernstein, Aaron; Busch, Jonah; Daszak, Peter; Engelmann, Jens; Kinnaird, Margaret F.; Li, Binbin V.; Loch-Temzelides, Ted; Lovejoy, Thomas; Nowak, Katarzyna; Roehrdanz, Patrick R.; Vale, Mariana M., 2020, *Ecology and economics for pandemic prevention. Investments to prevent tropical deforestation and to limit wildlife trade will protect against future zoonosis outbreaks*, dans *Science*, vol. 369, issue 6502, 24 juillet.
- Dugin, Aleksandr; De Carvalho, Olavo, 2016, *Statele Unite și noua ordine mondială. O dezbatere între Olavo de Carvalho și Aleksandr Dugin* (*Les Etats unis et le nouvel ordre Mondial. Un débat entre Olavo de Carvalho et Aleksandr Dugin*), Introduction par Giuliano Morais et Ricardo Almeida, Maison d'édition Humanitas, Bucarest.
- Friedman, Alexander, 2016, *Can Global Capitalism Be Saved?*, Project Syndicate, 11 novembre.
- Friedman, George, 2015, *Flashpoints: The Emerging Crisis in Europe*, Anchor Books, Penguin Random House, New York.
- Friedman, George, 2017, *A Different Ever Closer Union*, dans *Geopolitical Futures*, 5 juillet, <https://geopoliticalfutures.com/different-ever-closer-union/>.
- Friedman, George, 2018, *The Role of Political Leaders*, dans *Geopolitical Futures*, 16 mai, <https://geopoliticalfutures.com/role-political-leaders/>.
- Friedman, George, 2019, *What Has Happened to Us*, dans *Geopolitical Futures*, 2 janvier, <https://geopoliticalfutures.com/what-has-happened-to-us/>.
- Friedman, Milton, 1969, *The Optimum Quantity of Money and Other Essays*, Aldine Transaction Ltd.

- Ghibuțiu, Agnes, 2017, *Tendințe privind evoluția economiei mondiale și a comerțului internațional (Tendances de l'évolution de l'économie mondiale et du commerce international)*, L'étude 6.5.10, Institut d'économie mondiale, Institut national de recherches économiques «Costin C. Kirițescu», Académie roumaine.
- Gil Aluja, James, 2016, *La transition de la science et de la culture dans le contexte actuel économique européenne*, dans *Penser l'Europe. En regard vers le passé – un espoir pour l'avenir*, Editions FNSA, Bucarest.
- Gros, Daniel, 2015, *The End of Germany Hegemony*, Project Syndicate, 15 octobre, <https://www.project-syndicate.org/commentary/germany-slowing-growth-by-daniel-gros-2015-10?barrier=accessreg>.
- Gros, Daniel, 2017, *The Eurozone's Hidden Strength*, Project Syndicate, 2 juin.
- Harari, Yuval Noah, 2018, *21 Lessons for the 21st Century*, Random House Books.
- Ioan-Franc, Valeriu, 2008, *Economy and consensus. Between James Buchanan's academicianism and Pierre Werner pragmatism*, First International Nobel Economic Forum, Dnepropetrovsk, Ukraine, vol. *Messenger of the International Nobel Economic Forum*, pp. 372–378.
- Ioan-Franc, Valeriu, 2015, *La reconfiguration de la vision stratégique de l'Union Européenne dans le contexte mondial et européen*, dans *Ciencia y realidades económicas: reto del mundo post-crisis a la actividad investigadora*, Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, X Sesión Internacional.
- Ioan-Franc, Valeriu, 2016, *Les conjonctures de la mondialisation*, dans *El comportamiento de los actores económicos ante el reto del futuro*, Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras, XI Acto Internacional.
- Ioan-Franc, Valeriu, 2019, *Les «ismes» et leurs racines*, intervention à la XIII^e Conférence académique de l'Académie royale espagnole des sciences économiques et financières, Barcelone, 14-16 novembre, sur le thème général *Challenges of the new overcomplex society: humanism, transhumanism, dataism and other isms*.
- Ioan-Franc, Valeriu; Diamescu, Andrei Marius, 2010, *Some Opinions on the Relation between Security Economy and Economic Security*, dans *Romanian Journal of Economics*, no. 2(40), p. 129-159.
- Ioan-Franc, Valeriu; Pop, Napoleon, 2019, *Ordinea economiei mondiale. Exerciții de resuscitare (L'ordre de l'économie mondiale. Exercices de réanimation)*, dans (I) *Caiete critice (Cahiers critiques)* no. 379, p. 23-33 et

- (II) *Caiete critice (Cahiers critiques)* no. 382, p. 75-80, FNSA, Académie roumaine.
- Ioan-Franc, Valeriu; Pop, Napoleon, 2020, *Capitalismul încotro? (Le capitalisme, où va-t-il?)*, dans *Caiete critice (Cahiers critiques)* no. 394-395, FNSA, Académie roumaine.
- Jonung, Lars; Roeger, Werner, 2006, *The macroeconomic effects of a pandemic in Europe. A model-based assessment*, DG ECFIN, European Commission, Bruxelles, june.
- Joseph, Mark, 2020, *Young people are not crazy. Capitalism is in trouble, and it is up to us to save*, *Opinion, Newsweek*, 2 avril, <https://www.newsweek.com/young-people-arent-crazy-capitalism-trouble-its-us-save-it-opinion-1485600>.
- Kaletsy, Anatole, 2010, *Capitalism 4.0: The Birth of a New Economy in the Aftermath of Crisis*, Public Affairs, New York.
- Kaletsy, Anatole, 2017, *The Crisis of Market Fundamentalism*, Social Europe/Project Syndicate, 23 décembre.
- Kilbourne, Edwin Dennis, 2006, *Influenza Pandemics of the 20th Century*, dans *Emerging Infectious Diseases Journal*, vol. 12, no. 1, https://wwwnc.cdc.gov/eid/article/12/1/05-1254_article.
- Komlos, John, 2019, *Principiile economiei într-o lume postcriză (Principes de l'économie dans un monde post-crise)*, Maison d'édition du Centre d'information et de documentation économique, Bucarest.
- Krugman, Paul, 2011, *Mr. Keynes and the Moderns*, Cambridge Conférence, 18 june.
- Krugman, Paul, 2018, *What's the Matter with Europe*, dans *New York Times Opinion*, 21 mai, <https://www.nytimes.com/2018/05/21/opinion/europe-euro-democracy-wrong.html>.
- Lai, Shengjie; Ruktanonchai, Nick W.; Zhou, Liangcai; Prosper, Olivia; Luo, Wei; Floyd, Jessica R.; Wesolowski, Amy; Santillana, Mauricio; Zhang, Chi; Du, Xiangjun; Yu, Honjie; Tatem, Andrew J., 2020, *Effect of non-pharmaceutical interventions for containing the Covid-19 outbreak: An observational and modelling study*, 6 mars, researchgate.net.
- Lazea, Valentin, 2020, *Atenție la programul de sprijin al economiei: Somnul rațiunii naște monștri (Faites attention au programme de soutien de l'économie: Le sommeil de la raison donne naissance à des monstres)*, dans *Curs de guvernare (Cours de gouvernance)*, 8 avril, <https://cursdeguvernare.ro/valentin-lazea-programul-de-sprijin-al-economiei-somnul-ratiunii-naste-monstri.html>.

- Mazzucato, Mariana; Jacobs, Michael, 2016, *Rethinking Capitalism: Economics and Policy for Sustainable and Inclusive Growth*, Wiley-Blackwell, <https://mariana.mazzucato.com/publications/rethinking-capitalism/>.
- Meadows, Donella H.; Meadows, Dennis L.; Randers, Jørgen; Behrens III, William W., 1972, *Limits of Growth*, Potomac Associates, Universe Books.
- Mesarovic, Mihajlo; Pestel, Eduard, 1975, *Mankind at the Turning Point*, E.P. Dutton.
- Milanovic, Branko, 2016, *Understanding Global Inequality*, Social Europe, 6 décembre, <https://www.socialeurope.eu/speaking-up-for-globalisation-and-against-inequality>.
- Monnet, Jean, 1978, *Memoirs*, Doubleday & Company, Inc., New York.
- Patterson, David; Pyle, Gerald, 1991, *The Geography and Mortality of the 1918 Influenza Pandemic*, dans *Bulletin of History of Medicine*, vol. 65, no. 1, p. 4-21.
- Pearce, Nick, 2016, *Liberalism can survive, but it has to renew its social traditions*, dans *Financial Times*, 19 décembre, <https://www.ft.com/content/7ecb93bc-c5da-11e6-9043-7e34c07b46ef>.
- Pianta, Mario; Lucchese, Matteo, 2020, *Here we go again: Europe's inability to face the coronavirus crisis*, Social Europe, 19 mars.
- Piketty, Thomas, 2013, *Le capital au XXI^e siècle*, Editions du Seuil, Paris.
- Piketty, Thomas, 2019, *Capital et idéologie*, Editions du Seuil, Paris.
- Piketty, Thomas, 2020, *Willing EU countries should spearhead fiscal union*, dans *Politico*, 28 avril.
- Pisani-Ferry, Jean, 2018, *Europe Could Miss Its Opportunity for Political Realignment*, Social Europe, 10 septembre, <https://www.socialeurope.eu/author/jean-pisani-ferry>.
- Pochet, Philippe, 2020, *Four scenarios for Europe's future after the crisis*, Social Europe, 30 avril.
- Pop, Napoleon; Ioan-Franc, Valeriu, 2012-2014, *Spre o monedă globală (Vers une monnaie globale)*, vol. 1: *Preliminarii (Préliminaires)*, vol. 2: *Calea posibilă (La voie possible)*, vol. 3: *Realități și constrângeri (Réalités et contraintes)*, Maison d'édition Expert, Bucarest.
- Pop, Napoleon; Ioan-Franc, Valeriu, 2018, *România în globalizare (La Roumanie dans la globalisation)*, Maison d'édition du Centre d'information et de documentation économique / Maison d'édition Expert, Bucarest.

- Pop, Napoleon; Ioan-Franc, Valeriu; Diamescu, Andrei Marius, 2020, *Resetaarea ordinii economice mondiale. Pandemia – noua față întunecată a globalizării (Réinitialiser l'ordre économique mondial. La pandémie – le nouveau côté sombre de la mondialisation)*, Section des sciences économiques, juridiques et sociologie, Institut national de recherches économiques «Costin C. Kirițescu», Académie roumaine, Bucarest.
- Pop, Napoleon; Ioan-Franc, Valeriu; Fugaru, Amalia, 2010, *Despre criză, cu discernământ și fără mânie (Sur la crise, avec discernement et sans colère)*, Maison d'édition Expert, Bucarest.
- Reichlin, Lucrezia, 2020, *Covid-19 is an opportunity for Europe*, Social Europe, 10 mars.
- Reinhart, Carmen M., 2009, *This Time Truly Is Different*, Project Syndicate, 23 mars.
- Roach, Stephen S., 2019, *The false crisis comparison!* Project Syndicate, 23 décembre.
- Rodrik, Dani, 2017a, *How Much Europe Can Europe Tolerate?* Project Syndicate, 14 mars, <https://www.project-syndicate.org/commentary/juncker-white-paper-wrong-question-by-dani-rodrik-2017-03?barrier=accessreg>.
- Rodrik, Dani, 2017b, *Too Late to Compensate Free Trade's Losers*, Project Syndicate, 15 avril, <https://www.project-syndicate.org/commentary/free-trade-losers-compensation-too-late-by-dani-rodrik-2017-04?barrier=accessreg>.
- Roubini, Nouriel, 2020, *A greater depression?* Project Syndicate, 24 mars.
- Royo, Sebastian, 2017, *Is There a Future for Social Democracy in Europe?* Social Europe, 20 avril, <https://www.socialeurope.eu/future-social-democracy-europe>.
- Ruano, Lorena, 2017, *World trade and Trump*, European Union Institute for Security Studies (EUISS), 17 mars, https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Brief_7_Trump_trade.pdf.
- Sandbu, Martin, 2016, *What is populism?* dans *Free Lunch*, *Financial Times*, 2 décembre.
- Scott, Peter Dale, 2017, *Statul profund în America. Wall Street, cartelul petrolier și atacul asupra democrației (L'état profond en Amérique. Wall Street, le cartel pétrolier et l'attaque contre la démocratie)*, traduction par Florin Rusu, Maison d'édition Anacronic, Domnești, <http://www.anacronic.ro/statul-profund-in-america-wall-street-cartelul-petrolier-si-atacul-asupra-democratiei/>.

- Shiller, Robert J., 2020, *The Two Pandemics*, Project Syndicate, 31 mars, <https://www.project-syndicate.org/commentary/how-covid19-pandemic-affects-financial-market-narratives-by-robert-j-shiller-2020-03>.
- Simon, Herbert A., 2001, *Procesul decizional în organizațiile economice (Le processus décisionnel dans les organisations économiques)*, dans *Laureații Nobel în economie, Discursuri de recepție (Les lauréats du prix Nobel d'économie, discours de réception)*, vol. 2, Maison d'édition Expert, Bucurest.
- Soare, Iulian, 2020, *Pregătiți-vă, urmează noi schimbări majore! 30 de experți, 30 de previziuni despre cum coronavirus va schimba lumea (Préparez-vous, de nouveaux changements majeurs arrivent! 30 experts, 30 prédictions sur la façon dont le coronavirus changera le monde)*, dans *Cronicile (Chroniques)* no. 95, 1 april, <https://cursdeguvernare.ro/pregatiti-va-urmeaza-noi-schimbari-majore-30-de-experti-30-de-previziuni-despre-cum-coronavirus-va-schimba-lumea.html>.
- Spence, Michael, 2017, *Four Certainties about Populist Economics*, Project Syndicate, 25 janvier.
- Steiner, Rudolf, 1993, *The Philosophy of Freedom/Filosofia libertății*, Maison d'édition Pinceps Multimedia, Iași.
- Stiglitz, Joseph E., 2016, *What America's Economy Needs from Trump*, Project Syndicate, 13 novembre, <https://www.project-syndicate.org/commentary/trump-agenda-america-economy-by-joseph-e--stiglitz-2016-11?barrier=accessreg>.
- Stiglitz, Joseph E., 2017, *Globalization and Its Discontents Revisited: Anti-Globalization in the Era of Trump*, W.W. Norton & Company.
- Stiglitz, Joseph E., 2019, *Progressive Capitalism Is Not an Oxymoron*, dans *New York Times*, 19 april.
- Stiglitz, Joseph E., 2020, *Sfârșitul neoliberalismului și renașterea istoriei (La fin du néolibéralisme et la renaissance de l'histoire)*, Project Syndicate, 23 janvier, <https://www.revistabiz.ro/sfarsitul-neoliberalismului-renasterea-istoriei/>.
- Stiglitz, Joseph E.; Bilmes Linda J., 2009, *Războiul de 3 trilioane de dolari: adevăratul cost al conflictului din Irak (La guerre de 3 billions de dollars: le véritable coût du conflit en Irak)*, Maison d'édition Tehnică, Bucurest.
- Wei, Shang-Jin, 2020, *Beating Covid-19 and the Economic Pandemic*, Project Syndicate, 23 mars.
- Werner, Pierre, 1991, *Itinéraires luxembourgeois et européens* (vol. 1, 2), Editions de l'imprimerie Saint-Paul, Luxembourg.

Zielonka, Jan, 2020, *Has the coronavirus brought back the nation-state?* Social Europe, 26 mars.

<http://www.consiliulfiscal.ro/Opinie%20Rectificare%20II%202020.pdf>.

<http://www.mfinante.ro/pagina.html?categoriebunuri=proiecte-acte-normative&pagina=acasa&locale=ro&menu=Transparenta>.

<https://cursdeguvernare.ro/reprezentanti-ai-mediului-de-business-70-din-economie-continua-sa-mearga-ce-strategii-au-cei-care-au-ramas-in-picioare.html>.

<https://fic.ro/news/press-releases/FIC-considera-ca-interdependenta-noastra-este-cruciala-pentru-bunastarea-comuna>.

<https://science.sciencemag.org/content/369/6502/379>.

<https://www.businessinsider.com/modern-monetary-theory-mmt-explained-aoc-2019-3>.

<https://www.imf.org/en/Countries/ROU#countrydata>.

<https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/03/23/pr2098-imf-managing-director-statement-following-a-g20-ministerial-call-on-the-coronavirus-emergency>.

<https://www.project-syndicate.org/commentary/coronavirus-greater-great-depression-by-nouriel-roubini-2020-03>.

<https://www.regjeringen.no/en/dokumenter/long-term-strategy-and-plan-for-handling-the-covid-19-pandemic-and-adjustment-of-measures/id2701518/>.

[https://www.who.int/news-room/detail/01-08-2020-statement-on-the-fourth-meeting-of-the-international-health-regulations-\(2005\)-emergency-committee-regarding-the-outbreak-of-coronavirus-disease-\(covid-19\)](https://www.who.int/news-room/detail/01-08-2020-statement-on-the-fourth-meeting-of-the-international-health-regulations-(2005)-emergency-committee-regarding-the-outbreak-of-coronavirus-disease-(covid-19)).



RÉSUMÉS - ABSTRACTS

Reconstruire la paix : pour un autre demi-siècle de paix en Europe / Rebuilding peace: for another half-century of peace in Europe

The complexity of the contemporary world and, above all, the interdependence of the various existing systems of economic and social organization have considerably increased the factors which economic science is obliged to take into account, particularly when it is called upon to provide alternative options for the future. The rapidity with which economic theories that until recently had won prizes or theories that for decades have underpinned the world's most developed economies (the principle of self-regulating markets, for example) are becoming anachronistic, obliges economists to adopt what we in Romania call "humility", i.e. a respectful attitude and a modest, good-tempered behavior towards human action as a whole. In our approach, we reiterate our call for a holistic approach to the economy, in the broad sense of the general systems theory, which has been founded since the first part of the 20th century, and which has human action at its center.

Pour une approche holistique de l'économie / For a holistic approach to the economy

In accordance with the agenda of the 20th meeting of the National Executive Bureau (NEB), themed "A New European Project for a Future World Order: Definition and Objectives," we address this topic from the perspective of the Barcelona School of Humanistic Economics. Although our intervention was planned since the first half of this year (May-June), the decision to implement this text was further reinforced by the work of the 22nd International Inter-Academy Seminar "Thinking about Europe," held in early October in Bucharest. This year's theme was "Soft Power and Hard Power in Europe." The participants aptly added "Smart Power in Europe." During our presentation at the seminar, we emphasized the absolutely necessary mix of flexible, firm, and intelligent cooperation, all under the banner of peace. Peace, for its very existence within the EU, needs these three elements to survive the next fifty years.

From this perspective, we draw attention to geoeconomic or geostrategic considerations, but also to the future projects of the European Union, which is the theme of our debate.

Préoccupations mondiales et responsabilité nationale / Global concerns and national responsibility

Towards a new architecture of international economy could very be the title of our presentation, especially to discern where it is heading after the shocks of 1971, 1989, 2008, 2019, 2020, 2021, each of these stages, each with a different connotation, forming, however, by the thread that unites them, a whole.

The progression, the mapping out of the change in the economic order is normal. What is of global and national concern is the “discipline” of this change, in order to avoid the undesirable outbreak of a new world conflict. The elites with tendencies of mediocrity and who consider themselves involved in today’s world have the pretence (only!) of a sense of responsibility. They have grown in number – without being well harmonised, in the noisy context of the contentless global – and are eager to declare their membership of the world change. This explains why, in the absence of responsible action with negotiated, consensus – building proposals, the path towards a different, new international order – political, economic, social – is in danger of not happening without conflict.

A few points of reference in support of our current and, above all, future concerns: globalisation; the planet’s resources; international affairs; world disorder; the economy of war.

Le développement soutenable – une perspective humaniste / Sustainable development – a humanist perspective

Three and a half decades after the launching of the concept of sustainable development in the framework of the Brundtland Report of 1987, it has still remained an underdeveloped concept, far from being a fully shaped one, at least in its practical dimension.

Thirteen years after the institutionalisation of the concept of sustainable development in the Rio Process, initiated at the Earth Summit in Rio de Janeiro in 2015, the General Assembly of the United Nations (UNGA) adopted the Sustainable Development Goals (2015-2030) and explained how the goals were integrated and indivisible from achieving sustainable development at the global level.

Unsurprisingly, given that from the beginning sustainable development was defined as “the development that meets the needs of the present generation without compromising the ability of future generations to meet their own needs”, half of the 17 goals adopted are directly relevant to

the field and hence to economic science, including: eradicating poverty in all its forms, achieving food security, promoting sustainable agriculture, promoting continued, inclusive and sustainable economic growth, full employment and decent work for all, industrialisation and ensuring sustainable consumption and production patterns. The developments, and subsequent clarifications of the concept, have led, as expected, to a focus on **economic development, social development/ welfare and environmental protection/conservation**, so as to ensure continuity and prosperity for future generations. Closer to home, UNESCO has also promoted a fourth approach, the cultural approach, which is also reflected in all the other three.

Despite the apparent conceptual clarification, the difficulties of operationalising the concept of sustainable development are still far from being resolved and, in our opinion, even **impossible to overcome in the current economic science paradigm**.

Cyber-Economy, le paradoxe de la Roumanie / Cyber-Economy, the paradox of Romania

At a time when the effects of the almost 15 years ago financial crisis haven't yet had their full impact, when the hesitant exit from the COVID -19 pandemic has left us searching for a new normal so little glimpsed and weakly supported by the Community Resilience and Recovery Program, a new crisis is on the horizon. Called globalisation through development, overlapped on the energy crisis and the sought-after but increasingly distant decarbonisation crisis, cyber-economy is among major attempts placed before the economic and social. The authors show, as they previously have^{1,2} (Ioan-Franc, Diamescu 2022, 2023), starting from the uncontested opportunities for development offered by computerization/digitization (artificial intelligence), drawing attention to the responsibility, the challenges that the present brings to the near future and not only.

The authors' concerns are about a new social fragmentation, between generations and their capabilities, between the abilities gained in school and the knowledge provided by school. In the context of the current meeting

1 Ioan-Franc, V.; Diamescu, A.-M., 2022 – *Ne «jouons» plus au Dieu!* Soluciones económicas y tecnológicas a la degradación del ecosistema del planeta, Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras – RACEF, Barcelona, pp. 83-100.

2 Ioan-Franc, V.; Diamescu, A.-M., 2023 – *L'intelligence artificielle* – opportunités, responsabilité, inquiétudes, Synthèse du discours prononcé à la réunion RACEF-BEN avec l'Université de Kragujevac – Serbia, 23 avril 2023.

of RACEF – Barcelona Economic Network, the ways in which Romania answers the mentioned challenges are approached. The conclusion of our intervention in the form of describing the Romanian paradox in the matter: a country that is a net exporter of IT intelligence worldwide with a hard to understand internal gap in the same area.

**L'intelligence artificielle – opportunités, responsabilités, inquiétudes /
Artificial intelligence – opportunities, responsibility, concerns**

Risks, responsibilities, ethics: the polarisation of society, of splitting populations into “specialists/initiated” and “digital illiterates”.

This type of “segregation” has implications that go far beyond “self-esteem”, and reflected in a decrease in the quality of life of the citizens, while the stated purpose of IT &C technologies, intelligence and the digital economy is precisely the enhancing of it!

The concentration of the data and information able not only to escape state control, but also to exercise control over some democratic institutions.

In the current context, is democracy, in its ancient Greek and centuries-old form able to stand by its principles? Here is a difficult issue that might become, we believe, the topic of a separate meeting!

**Richesse versus prospérité partagée – la clé de la moralité
et de la responsabilité du développement soutenable /
Wealth versus shared welfare – the key to morality and
responsibility for sustainable development. Issues of concern**

We are approaching sustainable development and sustainability in our referential, starting from the most authorized definition, that of the Harlem Brundtland Commission formulated in 1987 at the World Summit on Environment and Development. The major issues arising from the definition of the concept are: (1) development must mean raising the standard of living for all, not only higher living standards for a part of the population only, and (2) development must not cause destruction or wasteful use of our natural resources or environment pollution. This includes production and consumption of goods, protection of human health and of the living environment, protection and management of the natural resources for economic and social development, long-term sustainability of the quality of life and respect for the environment and responsibility for the use of available resources.

Morality and responsibility are concepts that determined our approach in this key. The developments we are witnessing nowadays on the international, and especially, European area, confirm that, in the absence of last resort and drastic measures we are heading, in our opinion, towards the epicentre of some major turbulences on multiple levels (political, geopolitical, economic, environmental, social etc.).

Morality and responsibility are concepts that determined our approach in this key. The developments we are witnessing nowadays on the international, and especially, European, confirm that, in the absence of last resort and drastic measures we are heading, in our opinion, towards the epicentre of some major turbulences on multiple levels (political, geopolitical, economic, environmental, social etc.).

Our warning may seem to some extremely serious, even hazardous, and for this reason we salute once more today's event dedicated to the theme of sustainable development as well as economic and social sustainability, which gives us the opportunity to share, in this exceptional framework of scientific debate represented by RACEF, a few of the questions that concern us: (1) Is the market economy, as we all know it, still a guarantee of democracy and, implicitly, of welfare? (2) Does the state still have a regulatory role in the current economic context or has it become merely „a last resort saviour” of the big capital? (3) What is happening today with the middle class? (4) Is it still realistic to talk about moderation, about morality after all, in the current context in which profit and, especially, profit at all costs, seem to be the „absolute monarch” of capitalism? (5) Are the current tools of statistics still able to offer us a true picture of economies?

**Ne «jouons» plus au Dieu! /
Let's stop playing God!**

Without undertaking to resolve an old dispute, equally theological and scientific, expressed in the title of the intervention, the authors bring to the attention of the participants of a meeting of the Barcelona Economic Network the way in which economics can or even does influence a possible conclusion, both philosophical and scientific. To find relevant and, why not, effective answers to the many problems economies today are facing, a 'step-by-step' approach cannot be enough. The causes are most likely to be found in what can be called “the organising principles of the current economic system”, the authors write.

**La crise d'après les crises – La crise de L'Humanité ? /
The crisis after the crises – The crisis of humanity?**

For the first time in its entire history, the world is under the influence of truly global crises, as it is a known fact that neither of the two World Wars did involve the entire world. Currently, the world has to face global threats generated by at least four sources of crisis: the pandemic crisis, the energetic crisis, the geo-climatic crisis and the digitalization crisis. The impact of such threats is amplified by the fact that the respective crises act simultaneously, thus overlapping and enhancing their negative influences on the course of humanity.

What will happen afterwards and when is this “afterwards” going to be is a question that the authors of the current lecture, given at the 2021 of XVI International Academic Act of the Royal Academy of Economic and Financial Sciences.

**Les personnes âgées entre le droit aux loisirs
et marginalisation sociale /
The elderly between the right to leisure
and social marginalisation**

Starting from the concerns of UN and EU strategies with regard to the principles that govern – or should govern – the social and economic condition of the elderly, our study addresses the current situation of people over 60-65, their position in society and the rather bleak prospects in the not too distant future.

We highlight the concerns of sociologists, psychologists, doctors and economists about the causes of the deterioration of life quality and the affirmation, for the benefit of society as a whole, of the social and economic life experience of the seniors.

The study also addresses, for the first time (to our knowledge), the concept of **the economics of longevity**, of the right to retire versus the right not to retire, as well as post-labour motivation.

**Une seule Europe, unie pour les prochaines générations d'Européens.
 Quelques questions qui nous inquiètent /
 One Europe, united for future generations of Europeans.
 Some issues of concern**

Starting from his position as a member of the Costin C. Kirițescu National Institute for Economic Research of the Romanian Academy, where he is a researcher, the author brings to the Barcelona Economic Network's discussion the importance of adapting Community action to the challenges of the future for European society, which is the objective of the EU. He also highlights the experiences of countries such as Spain (1986) and Portugal (1999) acquired after joining the EU, which Romania could also use as a good way of moving towards progress at a faster pace. The objectives (numbering 10) set out in the Joint Declaration of Heads of State and Government, adopted in Sibiu, Romania, on 9 May 2019, are discussed.

**Valoriser les identités nationales dans les processus globaux /
 Enhancing cultural identities in global processes**

The author's choice of the subject of the intervention is inspired by the last sentence of a programmatic document of the Royal Academy of Economic and Financial Sciences of the Institute of Spain, a document presented on 19 September 2017 by His Excellency Acad. Jaime Gil Aluja, President of RACEF, respectively: „We hope that from now on, this project will be the result of a network of friendships and responsible concerns about the future of our societies that we have named Barcelona Economic Network, an international economic research network and proposing as central axes: man, freedom and science: humanism”.

**Les «-ismes» et leurs racines /
 „Ism”-s and their roots**

The democratisation of an increasingly important part of the world, accompanied by structural changes and economic power, has, in the author's view, been the key dimension of internationalisation, which has clearly become a form of globalisation, encompassing politics, economics, technology, communications and, finally, culture as a whole.

The content of globalisation has begun to be better understood through behavioural economics, in which the role of the social supports the shaping of democratic governance.

Behavioural economics demonstrates, once again, that the societal paradigm does not originate outside human activity, but represents it. Only a growth policy geared towards a certain social equity, including in an interdependent world, can bring a new wave of progress to the world, to humanity, by harnessing new technologies in a climate of global cooperation.

The Barcelona Economic Network, in its research projects, questions: forgotten humanism; generous and open patriotism versus a dusty melancholic populism; individualism versus altruism; radicalism versus democratic socialism; protectionism vs. globalism; isolationism in the face of synchronism; totalitarianism confronted with its own magnitudes in expression (fascism, communism, etc.); barbarism; unilateralism; nihilism; elitism; illiberalism; scepticism; euroscepticism; pluralism; conservatism; occidentalism; protectionism; globalism and the like.

A field of research that the author brings up throughout his talk.

**Gouvernance globale et Intégration Européenne vs
Inégalité globale et Polarisation économique /
Global governance and European integration versus
global inequality and economic polarisation**

The drift of the very democracies by the current political construction reveals large and deep accumulations of contradictions, dangerous for the political approach and beyond.

After 2008, global governance subject to illiberalism, monetary deregulation and austerity imposed by the financial crisis has led to unbearable social inequalities: job losses, cultural dislocations (emigration, refugees), a general decline in living standards and hitherto accepted/golden norms, all leading to a large degree of delegitimisation of the political approach.

The erosion of social normality in governance is highlighted, as is the effect of popular discontent. The increasingly visible social instability leads to the conclusion that world governance must consider in the future to play the role of integrating leader, beyond old or new divisions.

**Les conjonctures de la mondialisation /
Circumstances of globalisation**

The global challenges the economy is facing are greater than those of European Union governments, and their convergence requires European rather

than individual Member State solutions. Under such pressure and time responsibility, the Union must build a new vision that can maintain the way forward in the current circumstances of globalisation.

The author's intervention is based on research carried out by the Costin C. Kirişescu National Institute for Economic Research of the Romanian Academy, highlighting an analysis of the opportunity for a new strategic vision for the future architecture of the EU, based on geopolitical and geo-economic horizons in constant change.

**La reconfiguration de la vision stratégique
de l'Union Européenne dans le contexte mondial et Européen /
Reshaping the European Union's strategic vision
in the global and European context**

The paper presented by the researchers of the “Costin C. Kirişescu” National Institute for Economic Research of the Romanian Academy is part of a more comprehensive study dedicated to the new image of the EU in the present economic context, mainly with regard to future developments of the inferences of member countries in the geopolitics. The authors oppose to the present resetting of the European economic area basic schedules and programs of the Community commitments from the early constitution (1957) to the present (2015).

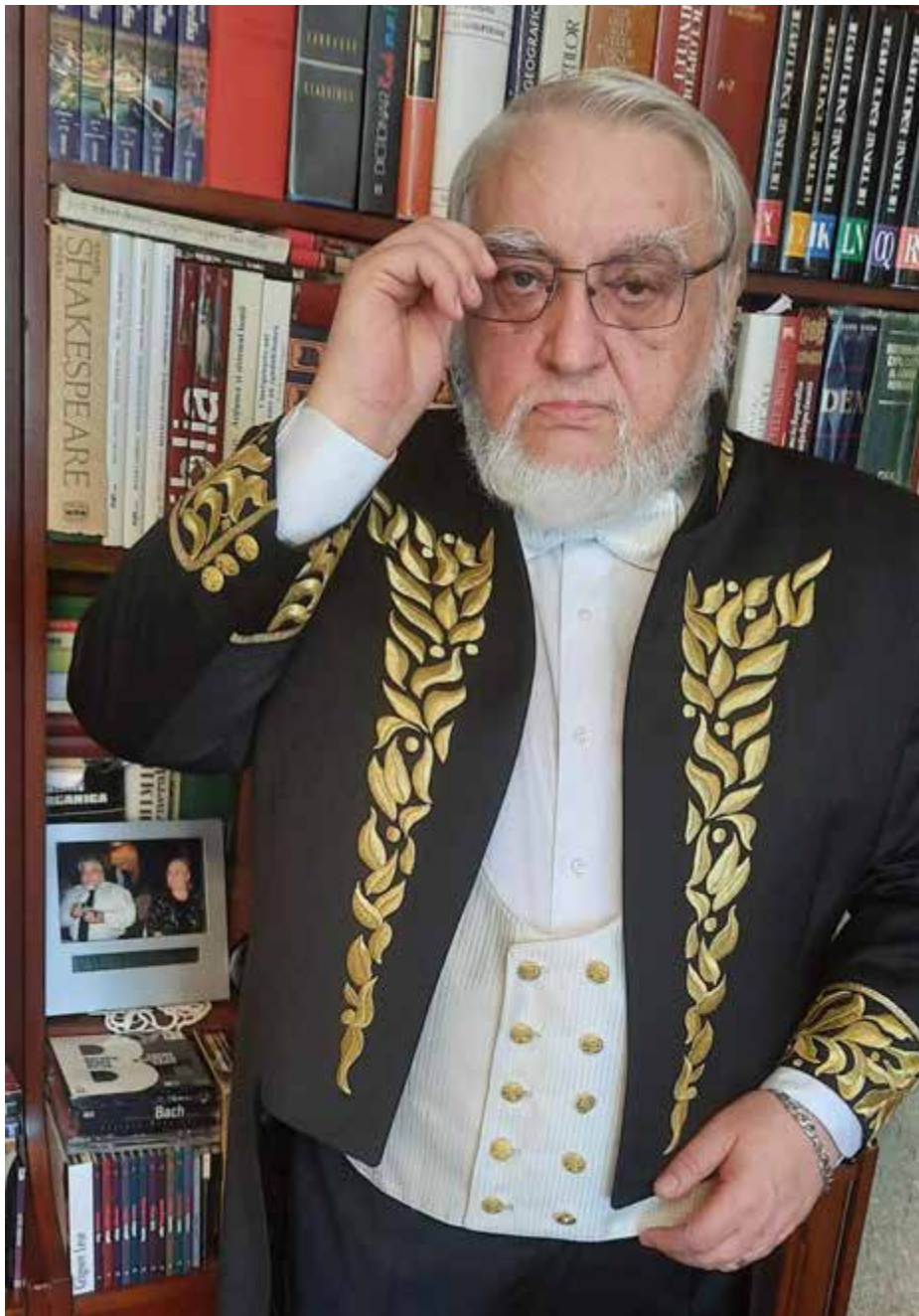
**Globalisation 2020^{plus}. Horizons et limites /
Globalisation 2020^{plus}. Horizons and limits**

The specific and pertinent issues on globalisation, addressed by the author in his Reception speech at his admission as Corresponding Member for Romania of the Royal Academy of Economic and Financial Sciences of the Institute of Spain, relate to the nature of the historical evolution of the phenomenon, as well as to the nature of current and prospective governance. Starting from a series of theoretical preliminaries, the speech then reviews the stages in the evolution of globalisation up to the 2018 financial crisis, to then highlight the Covid-19 impasse as another dark side of globalisation. Finally, the post-2020 developments of globalisation, its horizons towards the “new normal”, and the advanced “road to capitalism” are mapped/forecast.



GALERIE DE PHOTOS

(2021-2025)



Le professeur Valeriu Ioan-Franc prononce son discours lors de la cérémonie d'admission en tant qu'académicien correspondant de la RACEF pour la Roumanie, lors d'une cérémonie qui s'est tenue le 25 février 2021.

(Académicien Correspondant pour la Roumanie de la Royale Académie Espagnole de Sciences Économiques et Financières.)



Discours du président de la RACEF, Jaime Gil Aluja, lors de la cérémonie d'intronisation du professeur Valeriu Ioan-Franc.



*Photo de famille de l'événement international académique conjoint de la RACEF
et de l'Université de Kragujevac en Serbie, avril 2023.*



Discours du professeur Valeriu Ioan-Franc lors de l'événement académique international conjoint de la RACEF et de l'Université suisse UMEF, Suisse, avril 2024.



Le professeur Valeriu Ioan-Franc et le président de la RACEF, Jaime Gil Aluja, lors du séminaire Penser l'Europe à Bucarest 2024.



Discours du professeur Ioan-Franc lors de la XIXème Conférence internationale de la RACEF en novembre 2024.



Le professeur Ioan-Franc lors de la séance plénière de la XXème réunion annuelle internationale de la RACEF en novembre 2025.



*Le professeur Valeriu Ioan-Franc ainsi que d'autres membres de l'Académie.
XXème réunion annuelle internationale de la RACEF en novembre 2025.*



*Photo de famille prise lors d'une des visites effectuées pendant la
XXème Conférence Internationale de Barcelone, 2025.*



Photo de famille lors de la cérémonie de clôture de la XXème Conférence Internationale de la RACEF. Barcelone, novembre 2025.





*Real Academia
de Ciencias Económicas y Financieras*

RACEF PUBLICATIONS





*Real Academia
de Ciencias Económicas y Financieras*